

DE LA
CONDITION JURIDIQUE
des
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 13 juillet 1900, à 2 heures de l'après-midi

PAR

E. CARDINE

CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 et 9, rue au Canu, 7 et 9

1900

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CONDITION JURIDIQUE
des
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SOUTENUE PUBLIQUEMENT
DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 13 juillet 1900, à 2 heures de l'après-midi

PAR

E. CARDINE



CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 et 9, rue au Canu 7 et 9

1900

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1899-1900

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✚, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (✚, I. ☉), professeur de *Droit administratif*
DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de
Droit commercial et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✚, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (✚, A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✚, I. ☉, C. ✚, G. O. ✚, C. I. C. ✚, O. ✚, L. ✚), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil* (député du Calvados).

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*

MM. BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours de *Pandectes*.

René WORMS (I. ☉, ☿, C. ☿), chargé des cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public français*, d'*Éléments du Droit constitutionnel* et de *Législation financière*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS :

MM. ARON, chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.



MEIS ET AMICIS

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur*, PRÉSIDENT.

DANJON, *professeur*.

ASTOUL, *agrégé*.



BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. . . . *Traité des assurances.*
- ASSER et RIVIER. *Éléments de droit internationale privé.*
- BARCLAY. . . . *De l'obligation pour les Sociétés britanniques en France de faire agréer un Français responsable de l'impôt sur le revenu* (Journal du Droit international privé, 1888, p. 224)
- BARKOWSKI . . *Condition des Sociétés étrangères en Russie.* (Journal du Droit international privé, 1891, p. 712.)
- BEAUCHET. . . *Condition des Sociétés étrangères en Hongrie.* (Journal du Droit international privé, 1887, p. 171.)
- BÉCHADE . . . *Du contrat d'assurance sur la vie dans ses rapports avec le droit civil et l'enregistrement* (thèse).
- BODET *Observations sur le projet de loi relatif à la réforme de la législation sur les Sociétés.* (Journal des Économistes, mai 1884, p. 190.)
- BUCHÈRE . . . *Des actions judiciaires exercées en France par les Sociétés anonymes étrangères.* (Journal du Droit international privé, 1882, p. 40.)
- CASTIER. . . . *De la condition légale des Sociétés étrangères en France et dans les pays voisins* (thèse).
- CHAUFTON. . . *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir, t. 1^{er}.*

- DE COURCY. . . . *Précis de l'assurance sur la vie*, Paris, 1887.
- COUTEAU. . . . *Traité des assurances sur la vie*, t. II.
- DANIELI. . . . *Condition des Sociétés étrangères en Italie*.
(Journal du Droit international privé, 1888,
p. 17 et suivantes, et p. 330 et suivantes.)
- DEMASURE. . . . *Traité du régime fiscal des Sociétés*.
- DESPAGNET. . . . *Précis de Droit international privé*.
- DUMAINE. . . . *Du contrat d'assurance sur la vie en droit
civil et en droit fiscal*.
- FOOTE. *De la condition légale des Sociétés étrangères
en Angleterre*. (Journal du Droit interna-
tional privé, 1882, p. 465.)
- GARNIER. . . . *Répertoire périodique de l'enregistrement*.
- GLASSON. . . . *Compétence des Tribunaux français entre
étrangers*. (Journal du Droit international
privé, 1881, p. 126.)
- GUILLERY. . . . *De la condition légale des Sociétés étrangères
en Belgique*. (Journal du Droit international
privé, 1883, p. 225.)
- HOUPIN. . . . *Traité général théorique et pratique des
Sociétés civiles et commerciales*, t. II.
- HAUFFMANN. . . *De la condition juridique des Sociétés ano-
nymes françaises en Alsace-Lorraine*.
(Journal du Droit international privé, 1882,
p. 129 et 260.)
- LAURENT. . . . *Traité de droit civil international*.
- LEFORT. . . . *De la nécessité d'une loi pour le contrat d'as-
surance sur la vie*. (Revue générale du
droit, de la législation et de la jurispru-
dence, t. XXIII, 1899, p. 398.)
- id. *Traité théorique et pratique du contrat
d'assurance sur la vie*.
- LYON-CAEN. . . *De la condition légale des Sociétés étrangères
en France*.

- LYON-CAEN . . . *Des divers systèmes législatifs concernant la condition légale des Sociétés étrangères par actions, et des réformes à apporter à la législation française.* (Journal du Droit international privé, 1875, p. 271.)
- LYON-CAEN et RENAULT. *Traité de droit commercial.*
- MALAPERT. . . . *Des Sociétés françaises et étrangères d'assurances sur la vie.*
- MICHAUX-BELLAIRE. *Des différences qui existent entre les Associations l'ontinières et les Sociétés d'assurances sur la vie.* (Revue générale du Droit, 1878, t. II, p. 9.)
- MOLENGRAAF. . . *De la condition des Sociétés étrangères dans les Pays-Bas.* (Journal du Droit international privé, 1888, p. 619.)
- DE MONTLUC. . . *Des assurances sur la vie.*
- MORNARD *Du contrat d'assurance sur la vie, sa nature et ses effets en cas de décès,* Paris, 1883.
- PASCAUD. *De la condition légale des Sociétés étrangères en France.* (Revue des Sociétés, 1889, p. 92.)
- PAVITT *De la compétence des cours anglaises, particulièrement à l'égard des étrangers.* (Journal du Droit international privé, 1885, p. 513.)
- PLANIOL. *Traité élémentaire de droit civil,* Paris, 1906.
- PONT. *Sociétés commerciales.*
- ROCHETIN. *Les assurances sur la vie en France et à l'étranger.* (Journal des Économistes, décembre 1890.)
- ROUSSEAU. *Traité des Sociétés commerciales.*
- ROUSSEAU et DEFERT. *Code annoté des liquidations judiciaires, des faillites et des banqueroutes,* Paris, 1889.

- RUBEN DE COUDER. *Dictionnaire de droit commercial et Supplément au Dictionnaire de droit commercial.*
- SIDRAC *Le régime du contrôle et de la surveillance en Suisse.* (Moniteur des assurances, n° du 15 mai 1898, p. 209.)
- TAUDIÈRE *Des assurances sur la vie dans le mariage,* Poitiers, 1884.
- THALLER *De la réforme de la loi sur les Sociétés par actions.* (Journal des Sociétés civiles et commerciales, 1886, p. 389.)
- id. *Traité élémentaire de droit commercial.*
- TRANCHANT *Étude comparative des modes d'assurances sur la vie, français et américains,* Paris, 1897.
- VAN SCHEVICHAVEN. *L'assurance-vie en Hollande,* traduction française de Valeton. (Moniteur des assurances, n° du 15 juin 1899, p. 307.)
- VAVASSEUR *Les Compagnies étrangères d'assurances sur la vie.* (Le Droit, n° du 20 avril 1898.)
- id. *Sociétés d'assurances sur la vie; Du rôle du Conseil d'État.* (Le Droit, n° du 23 avril 1880.)
- id. *Traité des Sociétés.*
- VINCENT et PENAUD. *Dictionnaire de droit international privé.*
- VIVANTE. *Il contratto di assicurazione,* t. III.
- WEISS. *Traité élémentaire de droit international privé.*
- WOLTERBEEK *Exposé de la législation gouvernementale du royaume des Pays-Bas.* (Premier congrès international d'actuaire tenu à Bruxelles.)
-

PLAN ANALYTIQUE

INTRODUCTION

Définitions. Considérations historiques : le contrat d'assurance a toujours été considéré comme appartenant au droit des gens ; l'industrie des assurances est libre et peut être exercée par des étrangers. Dans ce cas, quelles sont les règles admises en France ? Division.

PREMIÈRE PARTIE

Historique de la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.

CHAPITRE I^{er}

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE JUSQU'À LA LOI DU 30 MAI 1857.

- § I^{er}. *Situation de ces sociétés avant la loi du 30 mai 1857.* — Difficultés à l'égard des sociétés anonymes ; doctrine libérale de la jurisprudence ; doctrine contraire des auteurs ; pratique du gouvernement.
- § II. *Loi du 30 mai 1857.* — Ses causes, ses caractères, ses conséquences.

§ III. *Modifications des législations européennes après 1857 ; leur influence sur la situation juridique des sociétés étrangères en France.* — La loi de 1857 n'a pas été abrogée par la loi du 24 juillet 1867. Une société étrangère, fondée selon la loi de son pays d'origine, sans autorisation de son gouvernement, a toujours en France une existence légale en vertu de la loi du 30 mai 1857.

CHAPITRE II

PRINCIPALES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE ET NATURE DE CES SOCIÉTÉS

§ I^{er}. *Principales sociétés étrangères d'assurances sur la vie établies en France.* — Deux classes de sociétés : sociétés par actions ou compagnies à primes fixes et sociétés mutuelles.

§ II. *Nature juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.* — Un certain nombre de ces sociétés ont adopté pour base de leur organisation le principe de la mutualité. Avantages et inconvénients du principe mutualiste.

DEUXIÈME PARTIE

Condition juridique actuelle des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.

Il existe 3 systèmes législatifs possibles au point de vue de la réglementation des sociétés d'assurances sur la vie : le système du contrôle administratif, le système

de la liberté absolue et le système de la liberté réglementée. Le premier seul a été adopté par le législateur français.

CHAPITRE I^{er}

AUTORISATION

§ I^{er}. *Situation des sociétés françaises d'assurances sur la vie quant à l'autorisation.* — 1. *Motifs de cette autorisation.* Nature spéciale des opérations engagées. Anomalie de l'article 66 de la loi de 1867 en ce qui concerne les sociétés en commandite par actions. Critique du système de l'autorisation gouvernementale : théorie et proposition de loi de M. Lockroy. — 2. *Caractères de l'autorisation.* C'est une autorisation spéciale : arguments de raison, argument de texte. C'est une autorisation révocable : théorie contraire de M. de Courcy. — 3. *Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation.* La décision de l'Administration n'est susceptible d'aucun recours contentieux. Critique de cette procédure. — 4. *Conséquences de l'autorisation et du refus d'autorisation.* — La Société autorisée a le droit de faire tous les actes que comporte son objet, pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux statuts. Société non autorisée : conséquences du défaut d'autorisation à l'égard des tiers, à l'égard des actionnaires. Défaut de sanction légale.

§. II. *Situation des Sociétés étrangères d'assurances sur la vie quant à l'autorisation.* — 1. *Motifs de cette autorisation.* Motif d'égalité, motif de

sécurité publique et motif de réciprocité internationale — 2. *Caractères de l'autorisation* C'est une autorisation générale. Théorie contraire : l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 est d'ordre public, et, comme tel, applicable aux Sociétés étrangères. Critique du régime actuel. C'est une autorisation révocable. — 3. *Actes d'où peut résulter l'autorisation pour les Sociétés étrangères*. Loi, décret, traité international. *Quid* de la clause de la nation la plus favorisée ? — 4. *Conséquences de l'autorisation et du défaut d'autorisation pour les Sociétés étrangères*. Les Sociétés autorisées sont assimilées aux étrangers qui ne sont pas admis à la jouissance de leurs droits civils. Quant aux Sociétés qui ne sont pas autorisées, la jurisprudence établit une distinction : elles ne peuvent être demanderesse dans un procès, mais on peut les poursuivre comme défenderesses.

CHAPITRE II

SURVEILLANCE

- § 1^{er}. *Motifs et organisation de la surveillance des Sociétés d'assurances sur la vie*. — 1. *Motifs de cette surveillance*. Motif d'intérêt général et de sécurité publique 2. *Organisation de cette surveillance*. Sociétés anonymes et associations tontinières. Les Sociétés étrangères ne sont astreintes à aucune espèce de surveillance.
- § II. *Divers systèmes de surveillance et réformes possibles*. — 1. *Divers systèmes de surveillance*. Contrôle préventif et contrôle répressif : avantages et inconvénients de chacun d'eux. —

2. *Points sur lesquels devrait porter la surveillance* : tarifs et risques garantis, opérations, réserves et placements de fonds.

CHAPITRE III

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE AU POINT DE VUE DE L'APPLICATION DES LOIS FRANÇAISES.

- § I^{er}. *Condition juridique des Sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue des lois de police et de sûreté.* — Les sociétés étrangères doivent observer les lois connues sous le nom de lois territoriales, ce qui comprend notamment les lois de police et les lois concernant les immeubles. *Quid* des lois concernant les meubles? Elles obligent également les sociétés étrangères.
- § II. *Condition juridique des Sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue des lois relatives à la forme des actes.* — La règle « *locus regit actum* » a été établie dans l'intérêt commun des peuples. Mais, pour les sociétés, il faut distinguer les formes intrinsèques et les formes extrinsèques.
- § III. *Condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue des lois de procédure et d'exécution.* — 1. *Règles relatives au droit d'ester en justice et à la caution* « *judicatum solvi* ». Cas dans lesquels est due la caution « *judicatum solvi* », — 2. *Règles relatives à la compétence.* La société étrangère est défenderesse : article 14 du Code civil. Cas où la société étrangère a une succursale en France:

article 59 du Code de procédure civile. Ce qu'il faut entendre par succursale : les sociétés d'assurances sur la vie n'ont pas de succursales en France. Clause spéciale dans les polices attributive de juridiction. Conditions d'application de l'article 14. La société étrangère est demanderesse : article 15 du Code civil. Le procès a lieu entre la société étrangère et un étranger : théorie de la jurisprudence française. — 3. *Règles relatives à la procédure proprement dite et aux preuves*. Application de la « *lex fori* ». Quant à l'admissibilité des preuves, c'est la loi du pays où s'est accompli le fait à prouver qui doit être prise en considération. — 4. *Règles relatives aux mesures d'exécution*. Saisie-arrêt; faillite.

- § IV. *Condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue des lois d'impôts*. — Les titres des sociétés sont passibles des mêmes droits que les valeurs similaires françaises. Spécialement, au point de vue des assurances sur la vie, les sociétés étrangères, comme les sociétés françaises, doivent acquitter les droits de timbre et d'enregistrement. — 1. *Droits de timbre*. Lois du 29 décembre 1884 et du 13 avril 1898. Représentant responsable. — 2. *Droits d'enregistrement*. Loi du 22 frimaire an VII. Cas dans lesquels ils sont dus. Différentes sortes de droits : droits proportionnels et droits fixes. — 3. *Droit de patente*. Loi du 15 juillet 1880. Établissement principal et agences. — 4. *Autres impôts*. Impôt foncier, impôt mobilier, taxe des biens de main-morte.

TROISIÈME PARTIE

Notions générales de Législation comparée

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE A L'ÉTRANGER

Étude de la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue de l'autorisation, des garanties exigées et des lois de compétence et d'impôts dans les pays suivants :

§ I. *Belgique et Hollande.*

§ II. *Angleterre.*

§ III. *Allemagne.*

§ IV. *Suisse.*

§ V. *Italie.*

§ VI. *États-Unis.*

§ VII. *Autres pays.*

CONCLUSION

Nécessité d'une réglementation des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, en France.

INTRODUCTION

Au point de vue juridique, le contrat d'assurance est une convention par laquelle l'un des contractants se charge du risque des cas fortuits auxquels une chose est exposée, et s'oblige envers l'autre contractant à l'indemniser de la perte que lui causeraient ces cas fortuits, s'ils arrivaient, moyennant une somme que l'autre contractant lui donne ou s'oblige à lui donner pour le prix des risques dont il le charge.

Cette définition du contrat d'assurance en général, que nous avons empruntée à Pothier¹, nous a paru devoir être rappelée ici, parce qu'elle pourra nous servir plus tard, au point de vue des applications dont ce contrat est susceptible.

L'assurance sur la vie n'est qu'une spécialité du contrat d'assurance, tel que nous venons de le définir. C'est une convention qui est destinée à garantir les individus des préjudices que leur décès peut occasionner à leurs créanciers ou à leur famille. Dans cette convention, la personne qui prend le risque à sa charge, l'assureur,

1. *Traité du contrat d'assurance*, n° 2.

en retour d'une cotisation annuelle appelée prime, dont le montant, fixé par des procédés mathématiques, est versé par une autre personne, l'assuré, s'oblige à payer une somme, appelée capital assuré, lorsque se réaliseront dans l'existence de l'assuré certains événements, par exemple s'il y a décès, ou, au contraire, s'il y a survie à une époque déterminée.

Si tout le monde peut se faire assurer, en principe aussi toute personne peut jouer le rôle d'assureur. Cependant, à raison même des connaissances spéciales, et surtout de la responsabilité immense encourue par l'assureur, s'il est loisible à tout particulier d'exercer la profession d'assureur, dans la réalité des choses les assurances sur la vie sont l'apanage des compagnies.

Un auteur, il est vrai, M. Taudière¹, a prétendu qu'il n'y a pas assurance en pareil cas : les risques ne sont pas divisés, dit-il, le risque n'y est que déplacé ; au lieu de l'assuré c'est l'assureur qui le court : en réalité, il n'y aurait qu'une variété de prêt, un *mutuum*, l'assureur ne pouvant espérer constituer le capital à payer que par la capitalisation des primes.

Quoi qu'il en soit, les opérations d'assurances sur la vie constituent une véritable in-

1. *Des assurances sur la vie dans le mariage*, p. 99, note 2.

dustrie. Cette industrie est libre comme toutes les industries en général, sauf bien entendu les restrictions apportées par le législateur.

Mais ce principe de liberté ne doit pas s'entendre seulement de la faculté laissée soit aux particuliers, ce qui est rare, soit aux compagnies de prendre à leur charge les risques que le public veut bien leur confier; il doit aussi s'appliquer dans tous les cas où la liberté du commerce elle-même est en jeu, quel que soit d'ailleurs le lieu où le contrat doit être passé. En d'autres termes, le contrat d'assurance est un contrat de droit des gens.

L'industrie des assurances doit être libre, en effet, et cela par application du principe que nous venons de signaler, le principe de la liberté du commerce. Cette industrie doit pouvoir être pratiquée, et tout contrat d'assurance doit pouvoir être passé sur le territoire d'un pays, sans qu'il y ait à tenir compte de la nationalité de l'assureur ou de celle de l'assuré¹. Ainsi, tout assureur étranger pourra venir exercer son industrie en France, de même que nos sociétés nationales pourront aller chez les autres y offrir leurs services.

Cette règle n'est pas nouvelle en France.

1. LEFORT, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. 1^{er}, p. 252.

L'Ordonnance de la Marine de 1681, liv. III, tit. 6, art. 1^{er}, consacrait formellement ce principe au profit des étrangers.

D'ailleurs, si l'on remonte plus haut encore dans l'histoire des principes du droit, il est facile de trouver dans le Droit romain lui-même l'indice de cette règle, qui ne fut formulée que plus tard. C'est ainsi que la loi Rhodienne était déjà considérée à cette époque comme tenant lieu de droit des gens, au point de vue du commerce maritime. En effet, l'empereur Antonin, consulté un jour sur un cas concernant la navigation, répondit : « Je suis maître de la terre ; mais la Loi Rhodienne, qui tient lieu de droit des gens, est maîtresse de la mer. On se conformera donc aux dispositions de cette loi pour tous les points auxquels les lois romaines n'ont pas dérogé. C'est ainsi qu'avant nous Auguste l'avait ordonné. » — *Ego quidem terræ dominus ; lex autem maris lege Rhodia, quæ de rebus nauticis præscripta est, judicetur : quatenus nulla nostrarum legum adversatur. Hoc idem divus quoque Augustus judicavit.* (L. 9, de *Lege Rhodia*.)

C'est en effet par le droit des gens que la navigation a toujours été régie. Elle est le lien de la société des peuples ; elle répand en tous lieux les commodités et l'abondance. Elle est subordonnée à des règles communes que les

besoins mutuels font respecter, et que l'équité naturelle avait déjà gravées dans le cœur de l'homme. Chez les nations commerçantes, les lois maritimes sont à peu près les mêmes, attendu la réciprocité des intérêts. On doit donc avoir recours aux lois des autres peuples, soit pour mieux connaître l'esprit des Ordonnances du royaume, soit pour décider les cas qu'elles n'ont pas prévu : « *Nec negligenda aliarum maritimarum provinciarum observantia, si ubique par et uniformis est, nec speciali ratione nititur.* » Tels sont encore les sentiments des jurisconsultes Stypmannus, part. iv, cap. vii, n° 736, et Loccenius, lib. ii, cap. v, n° 2, rapportés par Émérigon ¹.

L'Ordonnance de la Marine n'a fait que formuler une règle admise depuis longtemps par tous. Elle permet, en effet, dans l'article 1^{er} du titre vi du livre iii, à tous les sujets du roi, « même aux étrangers, d'assurer et faire assurer, dans l'étendue de notre royaume, les navires, marchandises et autres effets qui seront transportés par mer et rivières navigables ; et aux assureurs de stipuler un prix pour lequel ils prendront le péril sur eux. »

Ainsi, il était donc permis à tous les sujets, sauf aux ecclésiastiques, parce que tout com-

1. *Traité des assurances*, t. 1^{er}, chapitre 1^{er}, section 6.

merce leur était interdit, d'exercer l'industrie des assurances dans l'étendue du royaume.

« Par la raison, dit Valin dans son Commentaire de l'Ordonnance de la Marine, que ce
« contrat est de toutes les nations, et qu'il est
« extrêmement favorable, le commentateur, qui
« a puisé une bonne partie de ses observations
« sur cet article dans le Guidon de la Mer, article premier, page 218, aux notes, s'est trompé
« en prenant à la lettre ces mots : dans l'étendue
« de notre royaume, pour en conclure que l'assurance doit se faire réellement dans l'étendue
« du royaume et non dans les pays étrangers.
« La vérité est, au contraire, et l'expérience
« constante des dernières guerres l'a confirmée,
« que les assurances peuvent se faire au profit
« des Français par toutes sortes de personnes
« étrangères ou régnicoles, et aussi bien
« en pays étranger que dans le royaume,
« même chez ceux avec lesquels on est en guerre. Et parce que, dans le commerce maritime, tout doit être réciproque, il n'est pas
« douteux non plus que les Français ne puissent aussi valablement assurer des étrangers
« qu'ils s'en font assurer, pourvu néanmoins
« que ce ne soit pas, en temps de guerre, les
« ennemis de l'État¹. »

1. VALIN, *Commentaire sur l'ordonnance de la Marine de 1681*, t. II, liv. III, tit. VI, art. 1^{er}.

C'est encore le langage tenu par un autre auteur, Blackstone, dans son Code criminel, chapitre v : « Dans les différends maritimes, « dit-il, qui se rapportent au fret, aux assuran- « ces à la grosse aventure, et aux autres choses « de cette nature, la loi marchande, qui est « une branche de la Loi des Nations, y est « régulièrement et constamment adhérente, et « conséquemment dans toutes les contestations « sur les prises, les naufrages, les otages, les « traités de rançon, il n'y a pas d'autre règle de « décision que cette grande universelle loi con- « signée dans l'histoire, la coutume et les écrits « des sages, généralement approuvés dans « toutes les langues. »

D'après toutes les observations qui précèdent, il est facile de comprendre que l'« assurance, comme le dit Pothier, est un contrat « du droit des gens dans son origine. L'ordon- « nance de la Marine, en l'autorisant spéciale- « ment, a développé les règles par lesquelles ce « contrat est régi, qui sont tirées du droit na- « turel. »

Il ne peut donc pas exister de doute sur la capacité des Français assurant au profit d'étrangers et, réciproquement, sur la capacité des étrangers se rendant eux-mêmes assureurs au profit de sujets français.

Le Code de commerce, il est vrai, n'a pas

reproduit les dispositions de l'ordonnance de 1681 en ce qui concerne le caractère du contrat d'assurance ; mais c'est qu'utiles alors, elles sont suffisamment suppléées aujourd'hui par le droit commun. De plus, le législateur de 1807 est loin d'avoir introduit dans la loi aucune dérogation à la règle qui nous occupe. Aussi, malgré les réclamations de certaines compagnies françaises, froissées dans leurs intérêts par la concurrence de compagnies étrangères, les tribunaux n'ont-ils jamais refusé une sanction aux contrats d'assurances passés en France par des assureurs étrangers ¹.

Est donc valable le contrat d'assurance sur la vie lorsqu'il a été consenti au profit d'un étranger ou par un étranger, soit en France, soit en pays étranger, pourvu que les parties contractantes se soient conformées aux règles qui régissent les conditions de forme et de fond du contrat.

Cependant, si, en règle générale, les compagnies étrangères doivent pouvoir exercer librement leur industrie chez nous, le pouvoir local a toujours la faculté de prendre telles mesures particulières qu'il juge à propos, et de soumettre les compagnies étrangères à certaines formalités ².

1. ALAUZET, *Traité des assurances*, n° 116.

2. LEFORT. *Recueil périodique des assurances*, 1890, p. 68.

Aujourd'hui, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie peuvent faire des opérations en France, mais à la condition d'observer toutes les prescriptions de la loi française. Ainsi, c'est d'une simple application de la règle *locus regit actum* qu'il s'agit ici.

Cette règle a d'ailleurs été consacrée, non seulement par la jurisprudence française ¹, mais encore par les tribunaux étrangers ².

Mais la question qui se pose est celle de savoir si les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont astreintes, en droit, au même régime que les compagnies françaises.

L'intérêt de la question est, en effet, considérable. Si les sociétés étrangères sont libres d'agir à leur guise, il peut y avoir là un sérieux danger pour les capitaux français. Or, tandis que presque tous les pays étrangers apportent des entraves plus ou moins sévères au libre exercice chez eux des compagnies étrangères d'assurances sur la vie, la France, au contraire, laisse la porte grande ouverte à toutes les compagnies étrangères, qui en profitent adroitement, en puisant aux meilleures sources et en

1. V. notamment: Tribunal Seine, 26 novembre 1864; — Tribunal Besançon, 21 novembre 1871; — Cass., 18 décembre 1872, *Journal des assurances* 1874, p. 22.

2. V. Cour de l'Alabama, 1878, Cour de Circuit des États-Unis (Massachusetts) (*Journal du Dr. intern. priv.* 1880, p. 311). — Id., 27 janvier 1881 (*Ibid.*, 1882, p. 442).

choisissant les meilleurs risques français. De plus, les capitaux français, allant à l'étranger sous forme de primes d'assurances, et représentant dans l'ensemble une somme énorme, sont par suite placés en valeurs étrangères ou en biens-fonds étrangers, et échappent ainsi pour toujours à l'impôt du fisc de l'État français ; il y a donc là perte pour les intérêts généraux de notre pays, et cette perte est irréparable ; car la partie de ces capitaux qui rentre en France, sous forme d'indemnité en cas de sinistres, n'est presque pas à considérer ¹.

Ainsi, après avoir posé en règle générale que l'industrie des assurances sur la vie est et doit être libre chez nous, quelle que soit d'ailleurs la nationalité de l'assureur, il reste à nous demander maintenant quel régime sera applicable aux sociétés étrangères exerçant cette industrie en France, s'il y a lieu de les astreindre au régime spécial que notre législateur a imposé aux sociétés similaires françaises. Tel est l'objet direct de l'étude que nous abordons.

Mais, avant de répondre à la question que nous venons de poser, nous devons d'abord étudier brièvement le régime spécial auquel sont astreintes à l'heure actuelle les compagnies

1. SCHMITT. *Les concurrents étrangers*. (*L'Opinion*, n° du 15 avril 1892.)

françaises d'assurances sur la vie. Nous examinerons ensuite si ce régime doit être suivi en ce qui concerne les sociétés étrangères exerçant en France.

Or, le régime actuel des sociétés françaises d'assurances sur la vie a été établi par la loi du 24 juillet 1867, qui a astreint nos sociétés à la nécessité d'obtenir, avant tout fonctionnement, une autorisation spéciale de la part du Gouvernement français, et de se soumettre ensuite à une surveillance permanente. (Loi du 24 juillet 1867, art. 66.)

Ce régime est-il applicable aux sociétés étrangères ? Dans la négative, par quelles règles seraient-elles alors régies aujourd'hui ? C'est ce que nous allons étudier maintenant en nous appuyant, d'une part, sur l'avis des auteurs les plus autorisés et des spécialistes les plus en renom qui ont écrit sur ce sujet, et, d'autre part, sur les monuments les plus récents d'une jurisprudence suffisamment fixée pour permettre de donner une solution précise aux questions que nous aurons à examiner.

Toutefois, avant d'entreprendre cet examen, il est utile, pensons-nous, d'exposer sommairement l'histoire de la situation juridique faite en France aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, jusqu'à la loi qui sert de base aujourd'hui à leur établissement et à leur fonctionnement chez nous, la loi du 30 mai 1857.

Enfin, après avoir étudié la situation de droit et la situation de fait, ainsi que les conséquences qui en découlent pour les sociétés étrangères établies en France de nos jours, nous terminerons cette étude par un aperçu général sur les législations étrangères relatives au même sujet.

Nous diviserons donc ce travail en trois parties. Dans une première partie, nous ferons l'historique de la situation juridique des sociétés étrangères en France jusqu'à la loi du 30 mai 1857. Nous ferons suivre cet historique de l'étude de la nature de ces sociétés pour faire connaître, d'une façon générale, les avantages et les inconvénients de chacune d'elles.

Passant ensuite à l'étude du régime spécial aux sociétés françaises d'assurances sur la vie, nous examinerons si ce régime, tel qu'il est, peut être appliqué aux compagnies étrangères exerçant en France la même industrie. Nous dirons alors quelles sont, dans l'état actuel de notre législation, les règles auxquelles sont astreintes les sociétés étrangères qui nous occupent et quelles sont, en fait, les conséquences de leur situation, principalement au point de vue des lois françaises de procédure, de compétence et d'impôts. Ce sera l'objet de la deuxième partie, qui sera de beaucoup la plus intéressante et la plus importante.

Enfin, comme nous l'avons dit, nous examinerons, dans une troisième et dernière partie, quelles sont les règles qui régissent, dans les principaux États étrangers, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, ce qui nous permettra d'en constater les avantages et les inconvénients, avantages et inconvénients dont notre législateur devra tenir compte lors de la confection d'une loi relative aux sociétés d'assurances sur la vie.



PREMIÈRE PARTIE

Historique de la situation juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France

Nous diviserons cette première partie en deux chapitres. Dans le premier chapitre, nous traiterons de l'histoire de ces sociétés étrangères en France, avant la loi du 30 mai 1857. Nous ferons suivre cet historique de l'étude générale de la loi de 1857 elle-même, ainsi que des modifications survenues par la suite dans la législation française relative aux sociétés, et de leur influence sur la condition juridique des sociétés étrangères en France.

Dans le deuxième chapitre, après avoir énuméré les principales sociétés étrangères d'assurances sur la vie qui fonctionnent en France, nous étudierons la nature de chacune de ces sociétés, ce qui nous permettra d'examiner sommairement une question assez délicate et encore très controversée, celle de savoir si l'assurance sur la vie peut s'accorder avec le principe de la mutualité.

CHAPITRE PREMIER

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE JUSQU'À LA LOI DU 30 MAI 1857.

§ 1^{er}

SITUATION DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE AVANT LA LOI DU 30 MAI 1857

Une société, et toute compagnie d'assurances sur la vie est une société, au moins en général, dont on ne peut contester la nationalité étrangère peut-elle fonctionner en France, y exercer tous ses droits et notamment ester en justice ?

La réponse à cette question varie selon l'époque à laquelle on se place; car notre législation a subi, en cette matière, quelques changements, et elle doit être étudiée dans deux périodes successives : la première, qui va depuis la promulgation du Code de commerce jusqu'à la loi du 30 mai 1857, et la seconde, qui est postérieure à cette loi.

Avant 1857, une société étrangère pouvait-elle contracter et plaider en France ?

En général, la question était résolue par la théorie du statut personnel, d'après laquelle les lois qui règlent l'état et la capacité des personnes suivent cette personne dans tous les pays où elle va. Cette théorie était appliquée au moins par rapport aux sociétés de personnes correspondant à nos sociétés collectives, en commandite ou autres, représentées par un ou plusieurs directeurs, gérants ou actionnaires responsables, dontelles portent le nom¹. La loi qui reconnaît l'existence légale et la personnalité des sociétés est une loi personnelle par excellence.

Fœlix, dans son traité de Droit international privé n° 31, s'exprime de la même manière : « Par suite, dit-il, des principes que nous venons d'énoncer, les établissements publics ou personnes morales jouissent en pays étranger des mêmes droits qui leur appartiennent dans le pays où ils ont leur siège et domicile. »

Quelques auteurs cependant ont essayé de soutenir que les personnes morales et, par conséquent, toutes les sociétés n'ont pas d'existence légale en dehors du pays où elles sont créées. Toutefois, ce système semble être inexact en lui-même, contraire aux besoins les plus impérieux des relations entre les peuples, et entaché d'arbitraire².

1. Paul PONT, *Sociétés commerciales*, t. II, n° 1857.

2. LYON-CAEN et RENAUT, *Traité de Droit commercial*, t. II, n° 1093.

En effet, si les lois n'ont, en principe, aucune force obligatoire en dehors des limites de la souveraineté qui les a promulguées, il est certain que ce principe a dû être abandonné pour faciliter les rapports internationaux.

Bien des lois étrangères sont applicables en France : pourquoi alors ne pas comprendre parmi elles celles qui consacrent l'existence légale des personnes civiles, spécialement des sociétés de commerce ? En refusant de reconnaître l'existence légale des personnes civiles dans les rapports entre nations, on risque de causer au commerce le plus grave dommage. Les personnes civiles doivent avoir, en principe, tous les droits accordés aux personnes ordinaires, à l'exception évidemment de ceux qui seraient en contradiction avec leur nature, comme les droits de famille, ou de ceux qu'un texte de loi leur refuse.

La théorie que nous combattons conduit à l'arbitraire, parce qu'il est fort difficile de déterminer quels sont les droits indispensables à une personne civile pour atteindre le but dans lequel elle a été créée. D'ailleurs, au point de vue spécial des sociétés en nom collectif et en commandite, puisqu'elles sont créées pour faire le commerce, rien n'indique qu'il ne faut entendre par là que le commerce intérieur. Il y a des sociétés qui ne vivent, pour ainsi dire, que des

opérations qu'elles font dans des pays étrangers. Il serait bien singulier qu'en leur permettant d'exister, le législateur eût, par les restrictions apportées à leur liberté d'action, mis des obstacles au développement de leur vie.

Nous pensons donc, malgré la théorie contraire, enseignée par quelques auteurs, notamment M. Laurent¹, qu'avant 1857, les sociétés étrangères en nom collectif et en commandite furent à bon droit toujours considérées comme capables d'agir en France *ut universitates* ; elles étaient en effet représentées valablement, aux yeux de tous, dans les actes de la vie civile, par ceux de leurs membres dont les noms formaient la raison sociale.

Ainsi, antérieurement à la loi du 30 mai 1857, il faut distinguer, d'une part, les sociétés étrangères en nom collectif et en commandite, et, d'autre part, les sociétés anonymes.

Si, en effet, on a toujours admis pratiquement l'existence légale en France des premières, c'est-à-dire des sociétés de personnes, et cela en vertu du principe de droit international que nous avons déjà signalé, et selon lequel les lois relatives à l'état et à la capacité des personnes les suivent même en pays étranger (argument

1. LAURENT, *Traité de Droit civil international*, IV, p. 293. — Voir aussi CASTIER, *De la condition légale des sociétés étrangères en France et dans les pays voisins* (Douai, 1884, p. 142).

de l'art. 3 du Code civil), il n'en fut pas de même, au contraire, pour les sociétés de capitaux, spécialement les sociétés anonymes, auxquelles on ne reconnut pas sans difficultés le droit d'agir en France comme personnes morales.

A l'égard des sociétés anonymes étrangères, il convient, en effet, de distinguer entre la doctrine des auteurs et les solutions de la jurisprudence.

Celle-ci fut unanime à reconnaître, dans toutes les hypothèses qui lui furent soumises, l'existence légale et la capacité des sociétés anonymes étrangères ; et, par une interprétation qui, selon l'expression de la Commission du Corps législatif sur la loi de 1857, « était peut-être plus généreuse qu'exacte », elle permettait, même aux sociétés anonymes étrangères, d'invoquer leur statut personnel, et leur laissait librement ouvert l'accès des tribunaux. La jurisprudence n'admettait donc pas qu'il fût nécessaire aux sociétés anonymes étrangères d'obtenir l'autorisation du gouvernement français pour opérer en France et y ester en justice ; aussi les admit-elle à plaider sans aucune autorisation, tant en demandant qu'en défendant.

Cette jurisprudence était fondée sur des arguments tirés du caractère personnel des lois qui reconnaissent l'existence des sociétés. Elle était confirmée, dit-on, par un avis du Conseil

d'État du 12 janvier 1854, relatif à la faculté accordée à tout établissement d'utilité publique étranger de recevoir des dons ou des legs en France¹.

Aux termes de cet avis: « Tout établisse-
« ment d'utilité publique étranger, constituant
« une personne civile, a qualité pour recevoir
« des dons et legs des biens meubles ou im-
« meubles situés en France. »

On se basait donc sur cette déclaration pour décider qu'il n'y avait pas de motifs pour distinguer entre les établissements étrangers d'utilité publique et les sociétés anonymes étrangères. On faisait observer de plus que l'ancien article 37 du Code de commerce, qui posait le principe de l'autorisation préalable, ne pouvait pas viser les sociétés anonymes étrangères, parce qu'alors, si ces sociétés avaient dû obtenir l'autorisation du gouvernement français, elles seraient devenues en réalité des sociétés françaises.

Nous préférons la doctrine contraire, et nous pensons, avec plusieurs auteurs², qu'avant la loi du 30 mai 1857 les sociétés anonymes étrangères ne pouvaient exister légalement en France

1. Voir SERRIGNY, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1834, t. IV, p. 356 et suivantes.

2. LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, n° 1094. — Demangeat sur Bravard-Veyrières, I, p. 238.

que grâce à l'autorisation du gouvernement, donnée en vertu de l'article 37 du Code de commerce.

Il est certain que le principe de droit international d'après lequel les lois personnelles doivent suivre les étrangers en France, conduit à accorder aux personnes civiles étrangères l'existence légale qui leur est nécessaire pour s'établir chez nous. Mais il n'en est pas moins vrai que ce principe ne doit pas recevoir, pour les sociétés qui constituent des personnes civiles, une plus grande étendue que pour les personnes physiques.

Or, si l'étranger peut invoquer en France son statut personnel, c'est en tant que ce statut ne viole aucune disposition de nos lois que l'on puisse considérer comme édictées dans un intérêt d'ordre public. Ces lois, en effet, à raison même de leur caractère, obligent les étrangers comme les Français. (Code civil, art. 3.) Ce principe ne permet donc pas d'accorder aux personnes civiles étrangères, spécialement aux sociétés, le droit à l'existence légale quand cela conduirait à violer une loi française d'ordre public. Par suite, si l'on eût admis les sociétés anonymes étrangères à agir en France sans autorisation du gouvernement français, et si, d'un autre côté, l'article 37 du Code de commerce, qui astreint les sociétés anonymes au régime de

l'autorisation préalable, doit être regardé comme une loi d'ordre public, c'eût été évidemment violer une loi de cette nature.

La question est donc de savoir si l'article 37 du Code de commerce doit être considéré comme édicté dans un intérêt d'ordre public.

Pour nous, la réponse est hors de doute : c'étaient, en effet, des motifs d'ordre public qui avaient été donnés pour justifier l'autorisation préalable des sociétés anonymes. Tel était l'avis de l'archichancelier Cambacérès à propos de l'article 37 du Code de commerce, dont il défendait la rédaction : « L'ordre public, disait-il, est intéressé dans toute société qui se forme par « actions, parce que, trop souvent, ces entre-
« prises ne sont qu'un piège tendu à la crédu-
« lité des citoyens ¹. »

Enfin, l'avis du Conseil d'État du 12 janvier 1854, qu'on invoque dans la doctrine contraire, peut fort bien s'expliquer même avec la théorie que nous avons adoptée. Les établissements étrangers d'utilité publique dont il s'agit dans cet avis n'offrent pas, pour nos nationaux, les mêmes dangers que les sociétés anonymes étrangères. On peut seulement craindre qu'ils ne fassent des acquisitions importantes ayant

¹. LOCRÉ (T. XVII, p. 192), séance du Conseil d'État du 15 janvier 1807.

pour effet de frapper d'immobilité beaucoup de biens¹. L'avis du Conseil d'État indique que toute crainte de ce genre doit être écartée, puisque les libéralités faites à un établissement d'utilité publique doivent être autorisées (art. 910, Code civil), quel que soit le pays auquel se rattache l'établissement gratifié.

Ainsi que nous venons de le voir, la doctrine et la jurisprudence étaient en dissentiment quant à la solution à donner à la question des sociétés anonymes étrangères établies en France avant 1857, la première voulant astreindre ces mêmes sociétés au régime établi par le législateur français pour nos sociétés nationales, la seconde, au contraire, prétendant que la théorie du statut personnel devait s'appliquer à toutes les sociétés étrangères indistinctement.

Mais, si les tribunaux avaient adopté une doctrine fort libérale à l'égard des associations étrangères, l'autorité gouvernementale, au contraire, saisissait toutes les occasions qui lui étaient offertes de traiter avec rigueur ces mêmes sociétés. Toutefois, si l'on attribue, avec nous, un caractère d'ordre public à l'article 37 du Code de commerce, on sera bien obligé d'admettre qu'en agissant ainsi l'administration ne faisait qu'user d'un droit que le législateur lui avait conféré.

1. LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, p. 784.

Dès 1815, en effet, une société anglaise d'assurances contre l'incendie, le *Phénix*, se présente pour assurer des propriétés en France. Le Ministre de l'intérieur déclare à cette compagnie qu'elle ne peut opérer en France comme société anonyme; mais il lui permet d'agir sous le nom de ses associés ou de gérants intéressés, c'est-à-dire comme une société en commandite. Cette déclaration confirme la distinction que nous avons établie entre les sociétés en nom collectif ou en commandite et les sociétés anonymes étrangères. En 1820, la concurrence devint, à ce qu'il paraît, plus active et moins loyale au détriment de la compagnie française du même nom. Alors, le Ministre de l'intérieur ordonna de s'opposer à toute apposition de plaques portant le nom de la compagnie anglaise.

En 1837, un traité entre la ville de Lyon et une compagnie anglaise d'éclairage par le gaz, la Société impériale continentale, n'est pas approuvé par le Ministre de l'intérieur, qui ne reconnaît aucune existence légale en France à cette société. En 1845, répondant à une adresse de la Chambre de commerce de Gray, le Ministre du commerce déclare que les tribunaux ne devraient pas admettre à plaider les sociétés étrangères.

Toutefois, si l'Administration refusait aux sociétés anonymes étrangères, non autorisées

par le gouvernement français, l'existence légale et n'admettait pas, par suite, qu'elles pussent établir en France des succursales ou y faire des opérations¹, la sanction de ce droit était assez difficile. Dans l'affaire du *Phénix*, compagnie anglaise, le gouvernement ne put procéder que par des mesures secondaires, en faisant défense à cette compagnie d'apposer en France des enseignes ou des plaques à son nom.

L'insuffisance de cette sanction peut expliquer, dans une certaine mesure, la liberté laissée aux tribunaux français, qui n'ont jamais paru se préoccuper de cette nécessité de l'autorisation gouvernementale. Aussi, toutes les sociétés étrangères, même anonymes, étaient admises en France à jouir de leurs droits *ut universitates*, et on ne rencontre aucune décision judiciaire en sens contraire avant la loi du 30 mai 1857. Il ne semble même pas que les défendeurs aux actions intentées par les sociétés anonymes étrangères leur aient opposé une fin de non-recevoir fondée sur le défaut d'existence légale.

La situation légale en France des sociétés anonymes étrangères n'a été réglée législativement que par la loi du 30 mai 1857, encore en vigueur et qui est la loi fondamentale en l'es-

1. Rapport présenté au Corps législatif, sur la loi du 30 mai 1857 (Daloz, 1857, iv, 76.)

pèce. Cette loi intervint à la suite de difficultés que nous allons maintenant rapporter, et qui se présentèrent dans les rapports entre la France et la Belgique.

§ 2

LOI DU 30 MAI 1857

Depuis la promulgation du Code de commerce, la législation commerciale de la Belgique avait été identiquement la même que la législation commerciale française, puisque l'article 37 du Code de commerce était en vigueur dans les deux pays.

Cependant, au lieu de la doctrine libérale sans doute, mais fort peu juridique, des tribunaux français à l'égard des sociétés anonymes étrangères, les tribunaux de Belgique adoptèrent le système opposé, et finirent par refuser toute existence civile aux sociétés étrangères. Cette jurisprudence belge ne fut cependant pas unanime.

Pour les uns, en effet, l'existence légale des sociétés anonymes françaises en Belgique ne faisait aucun doute. Adoptant en cela la théorie de la jurisprudence française, certains tribunaux belges, s'appuyant sur ce que les sociétés anonymes françaises se trouvaient, à l'égard de

la Belgique, dans les conditions d'une personne étrangère, et qu'on ne pourrait leur refuser les avantages qu'assure à ces sortes de personnes l'article 15 C. civ. ; que, d'ailleurs, l'autorisation du roi des Belges n'était pas nécessaire, l'article 37 C. com. n'ayant disposé que pour les sociétés anonymes établies sur le territoire belge, ces tribunaux, disons-nous, proclamèrent la capacité juridique des sociétés anonymes étrangères, en dehors de toute intervention gouvernementale ¹.

D'autres, au contraire, parmi les tribunaux inférieurs de Belgique, notamment le tribunal civil de Namur, dans un jugement du 10 juin 1846, adoptèrent la doctrine des auteurs français qui déniait aux sociétés anonymes étrangères la capacité juridique. Un jugement du juge de paix de Mons, du 25 novembre 1845, d'ailleurs fortement motivé, reproduit bien aussi les principes que nous avons déjà signalés à l'appui de cette doctrine. L'article 37 du Code de commerce a bien le caractère d'une loi d'ordre public; car, lisons-nous dans un des motifs, comme l'a fort bien dit un orateur du gouvernement : « Si les sociétés anonymes sont un « moyen efficace de favoriser les grandes entre-

1. En ce sens : Trib. civ. Gand, 20 juillet 1846;—Trib. de commerce de Courtray, 22 février 1845, et de Namur, 7 novembre 1845 (Dalloz 1847, III, 68).

« prises, trop souvent des associations mal com-
« binées dans leur origine et mal gérées dans
« leurs opérations, ont compromis la fortune
« des actionnaires, altéré momentanément le
« crédit général, mis en péril la tranquillité pu-
« blique ¹. »

A ces hésitations des tribunaux de première instance vinrent se joindre quelques variations de la Cour de cassation belge. Cette Cour, en effet, appelée à statuer sur la question, après l'avoir tranchée dans un sens favorable aux sociétés anonymes françaises ², leur dénia ensuite le droit d'ester en justice, et un arrêt de rejet du 8 février 1849 ³ exposa avec une grande netteté les arguments sur lesquels se basait cette opinion. La Cour de cassation de Belgique s'appuyait surtout sur le principe de la souveraineté interne de l'État et sur l'intérêt d'ordre public qui est lié au fonctionnement des sociétés par actions.

Cette décision causa une grande émotion dans le monde des affaires, tant en France qu'en Belgique. Les commerçants de ce dernier pays comprirent alors que, si les sociétés françaises n'étaient plus admises en Belgique, les

1. En ce sens : Trib. civ. Namur, 10 juin 1846 ; — Justice de paix de Mons, 25 novembre 1845 (Dalloz, *loc. cit.*).

2. Cour de cass. de Belgique, 22 juillet 1847 (Dalloz, 1847, II, 171).

3. Pasicrisie belge, 1849, I, 392.

sociétés belges, par mesure de rétorsion, se verraient également dans l'impossibilité de s'établir en France. C'était donc un grave embarras apporté dans les relations d'affaires entre ces deux pays, qui cependant étaient très nombreuses.

Aussi, les chambres de commerce s'inquiétèrent de cette jurisprudence. Plusieurs d'entre elles, notamment celles de Valenciennes, de Paris, de Nantes, d'Amiens, envoyèrent au gouvernement des adresses, le priant de régler d'une façon définitive avec l'État belge la condition juridique des sociétés dans les deux pays. Les commerçants belges firent une demande semblable à leur gouvernement. Les événements politiques qui se produisirent en France vers cette époque, vinrent retarder la réalisation des vœux ainsi formulés, et ce fut seulement au traité de commerce, conclu le 27 février 1854, entre la France et la Belgique que fut annexée une convention spéciale dans les termes suivants :

« La faculté de faire valoir leurs droits devant les tribunaux belges étant contestée aux sociétés anonymes françaises, et des inconvénients sérieux pouvant résulter de cet état de choses pour les associations commerciales, industrielles ou financières des deux États, le gouvernement de S. M. le Roi des

« Belges s'engage à présenter aux Chambres
« législatives, dans le délai d'un an, un projet
« de loi qui aura pour objet d'autoriser les so-
« ciétés anonymes et les autres associations qui
« sont soumises à l'autorisation du gouverne-
« ment français, et qui l'auront obtenue, à exer-
« cer tous leurs droits et à ester en justice en
« Belgique, conformément aux lois du pays, et
« moyennant réciprocité de la part de la France.
« En foi de quoi, etc..... »

Fidèle à cet engagement, le gouvernement belge présenta aux Chambres de Belgique un projet de loi qui fut adopté par elles, et qui devint la loi du 14 mars 1855, dont les termes sont à peu près identiques à ceux du traité, et qui est rédigée de la façon suivante :

LOI RELATIVE A LA RÉCIPROCITÉ INTERNATIONALE EN
MATIÈRE DE SOCIÉTÉS ANONYMES.

ART. 1^{er}. — Les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises à l'autorisation du
« gouvernement français et qui l'auront obtenue,
« pourront exercer leurs droits et ester en jus-
« tice en Belgique en se conformant aux lois du
« royaume, toutes les fois que les sociétés ou
« associations également établies en Belgique
« jouiront des mêmes droits en France.»

« ART. 2. — Le gouvernement est autorisé à
« étendre, par arrêté royal et moyennant réci-
« procité, le bénéfice de l'article 1^{er} aux sociétés
« et associations de même nature existant en
« tout autre pays. »

« ART. 3. — Cette réciprocité sera constatée
« soit par les traités, soit par la production des
« lois ou actes propres à en établir l'existence. »

Il semblait qu'aucune disposition législative n'était nécessaire de la part du gouvernement français, la jurisprudence ayant toujours admis les sociétés belges à exercer leurs droits devant les tribunaux français. Aussi, après la promulgation de la loi belge, nos sociétés anonymes se crurent autorisées à fonctionner en Belgique ; elles y firent donc des opérations, et se présentèrent devant les tribunaux belges en qualité de demanderesses. Se basant sur les derniers mots de l'article 3 de la loi, nos sociétés pensaient que la réciprocité en France au profit des sociétés belges serait prouvée d'une façon suffisante par l'unanimité des décisions de nos tribunaux. La jurisprudence des Cours de justice belges n'admit point cette doctrine : les juges de Belgique firent observer avec raison que la jurisprudence des tribunaux français, pouvant changer, n'offrait pas une base assez solide à la réciprocité prévue par le traité de 1854; que l'on s'était trompé en pensant que les décisions de la jus-

tice française devaient être comprises dans la désignation du mot « actes » employé par l'article 3 de la loi belge.

Voyant alors que les difficultés auxquelles on avait voulu remédier allaient recommencer, le gouvernement français comprit la nécessité d'établir d'une façon stable la réciprocité au profit des sociétés belges, et il pensa en même temps à régler, par voie de disposition générale, la condition légale des sociétés étrangères en France.

Un projet fut donc présenté au nom du gouvernement au Corps législatif, et ce projet devint la loi du 30 mai 1857, qui est encore en vigueur aujourd'hui.

Cette loi ne comprend que les deux articles suivants :

ART. 1^{er}. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement belge et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits etester en justice en France, en se conformant aux lois de l'empire.

« ART. 2. — Un décret impérial rendu en Conseil d'État peut appliquer à tous autres pays le bénéfice de l'article 1^{er}. »

La loi belge de 1855 conférait le même pouvoir au gouvernement dans son article 2. Enfin,

au cours de la discussion au Corps législatif, et dans la séance du 9 mai 1857, il a été reconnu que l'article 2 devait être entendu en ce sens que le décret qu'il prévoit serait rendu sur les demandes formées par les états étrangers, et que cette mesure ne s'appliquerait pas à des demandes isolément présentées par les compagnies ¹. De plus, le décret doit avoir un caractère général, et autoriser en bloc toutes les sociétés soumises à l'autorisation de leur gouvernement et qui l'ont obtenue. C'est ce qui résulte du texte de la loi de 1857, texte qui nous paraît formel, mais aussi profondément regrettable ², au moins en ce qui concerne les sociétés d'assurances sur la vie, ainsi que nous l'expliquerons plus tard en étudiant ce caractère de généralité de la loi de 1857.

Ainsi qu'il est facile de le voir par le texte de la loi de 1857, le législateur français s'est montré plus libéral que le législateur belge : il n'exige pas, en effet, la réciprocité de la part des États dont les associations sont autorisées à agir en France. Il en résulte que le gouvernement français peut accorder l'exercice des droits aux sociétés d'un pays sans que ce pays l'accorde chez lui aux sociétés françaises. Cependant l'esprit de

1. Séance du 9 mai 1857 (*Moniteur* du 11 mai, p. 518).

2. COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 69.

la loi est que cette réciprocité soit la condition de semblables autorisations ¹ ; mais il peut se présenter des cas où la politique et l'état des relations diplomatiques ne s'en accommoderaient pas, et c'est pourquoi le législateur a jugé bon de ne pas en faire une condition ². En fait, toutefois, le gouvernement ne rend des décrets qu'en faveur des pays où sont admises les sociétés françaises.

La loi de 1857 n'avait qu'une portée restreinte. Elle ne s'appliquait, en effet, qu'aux sociétés belges et, parmi ces sociétés qu'aux sociétés anonymes. « La loi, disait M. Bertrand (de l'Yonne) dans son rapport au Corps législatif, laisse en dehors de son action les sociétés collectives, en commandite ou autres, représentées par un ou plusieurs directeurs dont elles portent le nom. Elle s'applique particulièrement aux sociétés anonymes, auxquelles, par un motif de prudence facile à justifier, on a joint les associations qui, sans être anonymes, sont néanmoins soumises à l'autorisation préalable, comme intéressant l'ordre, la moralité ou la sécurité publique ³. » Elle reconnaît à ces sociétés, non seulement le

1. Exposé des motifs de la loi de 1857 (Dalloz, 1857 IV 76).

2. Rapport présenté au corps législatif sur la loi du 30 mai 1857 (Dalloz 1857, IV. 78.)

3. Séance du 28 mai 1857. (*Moniteur*, annexe G, p. 28.)

droit d'ester en justice devant les tribunaux français, mais l'exercice de tous leurs droits, et cette expression a été interprétée par le rapporteur de la commission, comme devant s'entendre « de tous les droits qu'exercent les sociétés non anonymes et les individus non sujets à autorisation, droits pour l'exercice desquels les sociétés anonymes, non autorisées dans l'un des deux pays, s'y trouvaient frappées d'incapacité par l'article 37 du Code de commerce ¹. »

La loi ne s'appliquait qu'aux sociétés belges, et à la condition qu'elles justifiassent de l'autorisation de leur gouvernement. La loi considérait que cette autorisation était, si l'on peut employer cette expression, un passeport suffisant pour venir s'établir en France, sous la condition de se conformer aux lois de l'État ². Mais l'article 2 permettait de rendre applicables aux associations commerciales des autres pays les dispositions de l'article 1^{er}. C'est ainsi que l'autorisation édictée par cet article a été accordée aux sociétés anonymes de la Turquie et de l'Égypte (décret du 7 mai 1859); à celles du royaume de Sardaigne (décret du 8 septembre 1860, qui s'applique aujourd'hui à l'Italie); à

1. BUCHÈRE, *Des actions judiciaires exercées en France par les sociétés anonymes étrangères*. (*Journal du Droit international privé*, 1882, p. 40.)

2. COUTEAU, *Moniteur des assurances*, 15 mai 1882, p. 147.

celles formées en Portugal (décret du 27 février 1861); dans le duché de Luxembourg (décret du 27 février 1861); dans la Confédération suisse (décret du 11 mai 1861); dans le royaume d'Espagne (décret du 5 août 1861); dans le royaume de Grèce (décret du 9 novembre 1861); dans les États Romains (décret du 7 février 1862); dans les Pays-Bas (décret du 27 juillet 1863); dans l'empire de Russie (décret du 25 février 1865); dans le royaume de Prusse (décret du 19 décembre 1866); dans le royaume de Saxe (décret du 23 mai 1868); en Autriche-Hongrie (décret du 20 juin 1868); en Suède et en Norvège (décret du 14 juin 1872); dans les États-Unis de l'Amérique du Nord (décret du 9 août 1882).

Quant à la situation légale des sociétés anglaises en France, elle a été réglée par un traité international intervenu entre la France et l'Angleterre le 30 avril 1862, et promulgué chez nous le 17 mai suivant.

Ce système législatif de 1857, consistant à distinguer, d'une part, les sociétés soumises à autorisation et, d'autre part, les sociétés qui se forment librement dans leur pays d'origine, répondait à cette époque à tous les besoins de la pratique. Les sociétés anonymes et les autres associations qui étaient soumises à l'autorisation de leur gouvernement et qui l'avaient obte-

nue, avaient une existence légale en France, à condition qu'un décret eût été rendu en leur faveur dans les termes de la loi de 1857. Quant aux sociétés étrangères qui, dans leur pays d'origine, n'ont besoin d'aucune autorisation, notre jurisprudence leur reconnaissait l'existence civile, qu'un décret eût ou non été rendu en leur faveur.

On comprend fort bien l'exigence de la loi de 1857 à l'égard des sociétés anonymes étrangères. A cette époque, en effet, en France, comme dans la plupart des autres États, la formation des sociétés anonymes était subordonnée à l'autorisation du gouvernement, en vertu de l'art. 37 du Code de commerce, et le législateur a pensé qu'il n'y avait aucun inconvénient à exiger un décret général qui autoriserait en bloc toutes les sociétés anonymes d'un pays; que ce décret suffirait à garantir les intérêts d'ordre public engagés dans la question, parce que ces sociétés avaient été soumises à un contrôle administratif des autorités de leur pays.

On s'explique moins, au contraire, l'assimilation aux sociétés anonymes des sociétés en commandite qui, d'après leur loi nationale, sont sujettes à une autorisation du gouvernement. Le motif qui avait fait admettre la nécessité d'une autorisation pour les sociétés anonymes étrangères, s'appliquait aussi aux sociétés en

commandite par actions, qui, dans certains États, étaient soumises à l'autorisation préalable du pouvoir exécutif ¹.

Or, cette disposition de la loi de 1857 a été critiquée et avec raison ². Elle est certainement peu rationnelle, et conduit à des conséquences injustes. En effet, si le législateur a cru devoir exiger un décret d'autorisation pour les sociétés étrangères autres que les sociétés anonymes, c'est qu'il les trouvait dangereuses au point de vue de l'ordre public français ; et, dans ce cas, il eût dû soumettre à une autorisation générale, non seulement les sociétés qui dans leur pays devaient être autorisées, mais encore et surtout toutes les sociétés étrangères qui se forment librement sans avoir besoin d'aucune permission administrative. Ces dernières sociétés, qui ne sont assujéties à aucun contrôle, intéressent évidemment beaucoup plus l'ordre public que les associations autorisées après enquête par leur gouvernement. Il faut donc conclure qu'au point de vue juridique, la loi de 1857 a donné une solution regrettable : on ne comprend pas

1. En Saxe (loi du 30 octobre 1861), dans la Saxe-Cobourg (loi du 19 février 1851), dans le duché de Hesse (loi du 1^{er} août 1862) et en Italie (art. 156 du Code de commerce de 1865), les commandites par actions étaient soumises à l'autorisation comme les sociétés anonymes, et ne pouvaient invoquer en France un décret rendu selon la loi de 1857 que si elles étaient autorisées.

2. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, T. II, n° 1106

logiquement cette inégalité qui existe entre les sociétés en commandite de diverses nationalités ¹.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1857 avait donné une satisfaction complète aux besoins de la pratique. En permettant aux sociétés étrangères régulièrement autorisées d'après les lois de leur pays, et qui avaient obtenu un décret général d'autorisation du gouvernement français, de faire valoir leurs droits en France, elle assurait aussi aux sociétés françaises régulièrement constituées l'exercice des mêmes droits devant les tribunaux étrangers.

La situation légale des sociétés étrangères commerciales, industrielles ou financières, paraissait donc établie d'une manière définitive. Mais, si le procédé législatif de 1857 était bon à cette époque, il est devenu suranné.

Et, en effet, à la suite du mouvement commercial et industriel qui se produisit vers 1860 en Angleterre, et qui se propagea dans toute l'Europe, la plupart des législations commerciales furent revisées dans un sens libéral, notamment à l'égard des sociétés anonymes. Des changements importants eurent lieu, tant dans la législation française que dans les lois des États étrangers.

1. CASTIER, *op cit.*, p. 151 et suivantes.

Nous avons donc à dire maintenant quelles sont ces modifications législatives qui intervinrent après 1857, et quelles sont leurs conséquences au point de vue des dispositions de la loi du 30 mai 1857.

§ 3

MODIFICATIONS DES LÉGISLATIONS EUROPÉENNES APRÈS 1857,
LEUR INFLUENCE SUR LA SITUATION JURIDIQUE DES
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE.

Depuis la loi de 1857, la législation française et étrangère concernant les sociétés anonymes a subi des modifications qui ont de nouveau soulevé de graves questions relativement à la condition légale et juridique des sociétés étrangères.

En France, l'obligation imposée par l'article 37 du Code de commerce d'obtenir une autorisation du gouvernement a été supprimée par l'article 21 de la loi du 24 juillet 1867, qui permet la création de ces sociétés sans aucune autorisation préalable, et les astreint seulement à l'accomplissement de certaines formes et conditions déterminées par la loi.

Un fait analogue s'est produit dans un grand nombre des États européens. Dans l'Empire alle-

mand, une loi fédérale applicable à tous les États a été promulguée le 11 juin 1870, et supprime la nécessité de l'autorisation préalable imposée dans tous les pays allemands aux sociétés anonymes et dans quelques-uns aussi aux sociétés en commandite. Maintenant, toutes les associations commerciales par actions se forment librement en Allemagne. La Belgique, par la loi du 18 mai 1873, a abrogé les dispositions de notre Code de commerce qui avaient régi jusqu'à cette époque les sociétés belges. Certains publicistes, il est vrai, s'appuyant sur les principes généraux de la Constitution, avaient prétendu, après 1830, étendre la liberté d'association à toutes les sociétés de commerce qu'elle qu'en fût la forme ; mais leur théorie n'avait point été admise par les tribunaux belges, et une loi a été nécessaire pour proclamer la liberté de l'anonymat en Belgique. En Espagne, un décret de 1868, confirmé par une loi des Cortès, en date du 19 octobre 1869, abroge une loi de 1848 et libère de toute autorisation les sociétés anonymes. La Hongrie a imité la France, et, par son Code de commerce de 1876, elle substitue à l'autorisation préalable la nécessité de certains dépôts et de certaines formalités pour la fondation de sociétés anonymes. En Suisse, le Code fédéral des obligations, voté le 14 juin 1881 et devenu exécutoire depuis le

1^{er} janvier 1883, dispose, dans son article 623, que la société anonyme reçoit la personnalité civile par le simple fait de l'enregistrement de ses statuts. En Italie, le nouveau Code de commerce, exécutoire depuis le 1^{er} janvier 1883, a libéré du régime de l'autorisation les sociétés anonymes comme les commandites par actions. En Portugal, la même règle a été admise par le Code de commerce de 1888. Quant aux lois anglaises, elles avaient depuis longtemps affranchi de toute autorisation administrative les sociétés commerciales par actions. Depuis l'acte voté par le Parlement britannique le 17 juillet 1856, la formation de sociétés anonymes est libérée de la nécessité d'une autorisation gouvernementale. Seules restaient soumises à cette nécessité les sociétés de banque et d'assurances. Ce ne fut qu'en 1858 que l'avantage accordé aux autres sociétés fut étendu aux sociétés de banque; de telle façon qu'à cette date, dans les sociétés d'assurances seules, la responsabilité limitée supposait une loi ou une charte royale. Enfin, une loi de 1862, le *Companies act* (25 et 28 Victoria, chapitre cxxxix, 211 articles) a établi définitivement, pour toutes les sociétés, le principe selon lequel, sans aucune autorisation spéciale, à charge seulement de faire enregistrer les statuts et d'observer quelques conditions très simples, une société peut former une personne civile,

avoir des parts d'associés cessibles à volonté, et n'entraîner qu'une responsabilité limitée. On est donc arrivé à distinguer les sociétés dont les statuts ont été enregistrés et qui jouissent de ces avantages, qu'on appelle parfois *companies*, et les sociétés non enregistrées, demeurées soumises aux règles coutumières, à la *common law*, et auxquelles on réserve le nom de *partnerships*. Les premières sont parfois appelées *joint stock companies*, ou sociétés à capitaux unis, et correspondent à nos sociétés anonymes ¹. La France suivit assez tôt l'exemple de l'Angleterre ; en effet, avant même la loi de 1867, en 1863, le Corps législatif vota, à titre d'essai, la loi sur les sociétés à responsabilité limitée, et consacra par cette demi-mesure l'adoption d'un régime moins sévère à l'égard des sociétés. L'expérience de 1863 ayant été favorable, la loi du 24 juillet 1867 a été promulguée, et c'est elle qui nous régit encore actuellement, sauf quelques modifications que le législateur y a apportées dernièrement et qui font l'objet de la loi du 1^{er} août 1893.

Ces changements dans la législation française et dans les lois des États qui ont demandé la promulgation de décrets conformes à la loi du 30 mai 1857, ont-ils modifié la condition juridique des diverses sociétés étrangères en France?

1. Voir LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.* n° 674 *ter*.

Deux graves controverses se sont élevées à ce sujet; elles peuvent se formuler dans les deux questions suivantes : 1° la loi du 24 juillet 1867, en supprimant la nécessité de l'autorisation préalable en France, a-t-elle entraîné l'abrogation de la loi du 30 mai 1857 ?

2° Une société étrangère fondée, selon la loi de son pays d'origine, sans aucune autorisation de son gouvernement, peut-elle invoquer la loi du 30 mai 1857 pour s'établir en France? A-t-elle, chez nous, une existence légale en vertu de cette loi? Cette deuxième question ne se pose évidemment que si l'on admet la négative comme solution à la première. Étudions rapidement ces deux questions et les solutions qu'il convient de leur donner.

On a prétendu que la loi de 1857 s'est trouvée abrogée, au moins tacitement, par suite de la suppression de l'autorisation préalable et des nouveaux principes adoptés par la loi du 24 juillet 1867.

Cette opinion se base sur ce que la nécessité de l'autorisation établie par la loi du 30 mai 1857 était, dans la pensée du législateur, l'équivalent de l'autorisation du gouvernement français exigée des sociétés nationales. En effet, dit-on dans cette théorie, l'article 1^{er} de la loi de 1857 s'occupe expressément des sociétés belges astreintes à l'autorisation de leur gouvernement.

Or, ces sociétés sont celles qui, en 1857, étaient soumises en France à l'autorisation administrative, la législation commerciale étant, à cette époque, presque identique en Belgique et en France.

Mais, depuis 1867, aucune autorisation n'est exigée, en règle générale, pour la formation dans notre pays d'une société anonyme ; et, par suite, le motif qui avait fait exiger en 1857 un décret pour les associations étrangères, et qui consistait dans la corrélation que le législateur avait voulu établir entre la situation des sociétés étrangères et celle des sociétés françaises, n'existe plus aujourd'hui. Il faut donc conclure que l'État a, par la loi du 24 juillet 1867, abdiqué en principe tout pouvoir d'autoriser les sociétés commerciales, et que la théorie nouvelle est inconciliable avec celle qui a présidé à la rédaction de la loi de 1857. En conséquence, on a décidé que la loi du 30 mai 1857 était sans application générale, et que ses effets devraient être restreints aux sociétés de nationalité étrangères fondées avant 1867, ainsi qu'aux sociétés d'assurances et aux tontines, qui sont encore soumises, chez nous, à l'autorisation du gouvernement. Cette doctrine a été adoptée par la jurisprudence de la Cour de Paris dans deux arrêts, l'un du 8 juillet 1881 et l'autre du 15 février 1882¹.

1. Paris, 8 juillet 1881. (SIREY, 81, 2, 169 et Paris, 15 février 1882 DALLOZ, 82, 2, 201.)

Nous n'admettons pas cette solution. La théorie qui nous occupe part, en effet, de ce principe qu'une loi doit être considérée comme abrogée par la cessation du motif qui a donné naissance à cette loi. Il est certain que le législateur de 1857 a tenu un grand compte de l'autorisation exigée par l'article 37 du Code de commerce, et qu'il a songé à établir un régime d'égalité entre toutes les sociétés anonymes tant étrangères que nationales, ne voulant pas évidemment traiter plus favorablement les unes que les autres. La loi de 1867 ayant supprimé, au contraire, la nécessité de l'autorisation préalable, il semblerait alors naturel de penser que la loi de 1857 n'a plus de raison d'être, et que les sociétés étrangères peuvent maintenant s'établir en France sans aucune autorisation.

Mais, pour qu'une loi soit abrogée par application de la règle que nous venons de rapporter, il est nécessaire que tous les motifs sur lesquels elle était basée aient cessé d'exister. Or, la condition de l'autorisation préalable imposée à la fondation en France de toute société anonyme n'a pas été le seul motif de la loi du 30 mai 1857 : le législateur n'a pas seulement voulu édicter une réglementation uniforme applicable à toutes les sociétés anonymes françaises et étrangères ; il a aussi voulu n'admettre chez nous que les sociétés appartenant à des

pays dont les lois offraient des garanties suffisantes pour les actionnaires et pour les tiers, et, dans l'intérêt général, il est utile de prendre à l'égard des sociétés par actions des mesures particulières de précaution. Tel est le motif principal de la loi de 1857 : sauvegarder l'intérêt général français contre des entreprises étrangères, fondées d'après des règles inconnues du public français.

Aussi l'esprit de la loi de 1857 est-il que le gouvernement français, avant d'accorder l'existence aux sociétés étrangères, examine la législation du pays qui demande un décret, afin de s'assurer que les sociétés par actions ne s'y constituent pas avec trop de facilité. Il y a donc une différence profonde entre le système d'autorisation établi pour les sociétés étrangères par la loi de 1857 et le régime imposé par le Code de commerce à nos sociétés anonymes. Le premier a un caractère général, et habilite en masse toute une catégorie de sociétés d'une nation étrangère ; c'est plutôt une sorte d'*exequatur* général donné par avance à toutes les décisions qui, dans un pays, permettront la constitution d'une société. Le second, au contraire, a un caractère spécial ; l'autorisation du gouvernement était donnée seulement après avis du Conseil d'État, par un décret qui s'appliquait exclusivement à la société constituée.

L'objet de la loi de 1857 est donc distinct du résultat que poursuivait le législateur de 1807, et on ne peut dire qu'en abrogeant l'article 37 du Code de commerce, la loi de 1867 a, en même temps, abrogé la loi de 1857.

Aujourd'hui, la réglementation des sociétés françaises a changé en principe; mais elle a été remplacée par un régime compliqué, qui protège suffisamment les tiers contre la fraude des fondateurs. D'un autre côté, les règles nouvelles n'ayant pas été étendues, par la loi de 1867, aux sociétés anonymes étrangères qui veulent fonctionner en France, il est donc naturel de penser que le législateur a voulu maintenir, à leur égard, l'ancien système de 1857, qui donne seul une garantie aux tiers contractants.

Enfin, tout le monde reconnaît que la loi du 30 mai 1857 a été votée dans l'intérêt du commerce français; mais, en accordant chez nous l'existence légale aux sociétés étrangères, il fallait exiger d'elles des garanties. Ce motif, ainsi que ceux que nous venons de rappeler, existe encore aujourd'hui, même depuis la promulgation de la loi du 24 juillet 1867, et, n'ayant été l'objet d'aucune abrogation expresse ou tacite, la loi du 30 mai 1857 est toujours en vigueur. Telle est, du reste, la doctrine générale des auteurs ¹.

1. Paul PONT, *Traité des Sociétés*, II, n° 1867. — LYON-CAEN et RENAULT

Remarquons que la loi de 1857 subsiste au point de vue, non seulement des sociétés étrangères en général, mais aussi des sociétés d'assurances sur la vie, bien que de graves controverses, que nous étudierons plus tard, se soient élevées sur cette question, à cause de l'article 66 de la loi de 1867.

Si la difficulté que nous venons de résoudre a été occasionnée par la nouvelle législation française sur les sociétés, une autre question s'est élevée également à propos des changements apportés par les autres États à leurs lois commerciales.

A notre époque, en effet, les sociétés anonymes se constituent librement, comme les autres associations commerciales ; il n'y a plus beaucoup d'États où elles soient assujéties à l'autorisation gouvernementale, et la plupart des nations qui ont bénéficié d'un décret, leur appliquant la loi de 1857, laissent fonder les sociétés anonymes sans leur imposer la nécessité d'une autorisation préalable. Alors s'est élevée la question suivante :

Une société anonyme étrangère fondée, selon la loi de son pays d'origine, sans aucune autorisation de son gouvernement, peut-elle

Précis de Droit commercial, n° 541. — ROUSSEAU, *Traité des Sociétés commerciales*, II, n° 2137. — RATAUD, *Revue critique*, 1882, t. XI, p. 249, *Examen de la jurisprudence commerciale*.

invoquer, en France, la loi du 30 mai 1857 ? En d'autres termes, une société espagnole, par exemple, fondée sous la forme anonyme depuis la loi espagnole de 1869, qui a supprimé la nécessité d'une autorisation, a-t-elle, en France, une existence légale en vertu de la loi de 1857 ?

On a soutenu que le droit d'agir, en France, ne peut être réclamé par les sociétés anonymes étrangères constituées sous l'empire d'une législation n'exigeant plus l'autorisation préalable du gouvernement. La loi de 1857, dit-on dans cette théorie, ne permet d'exercer leurs droits en France qu'à une seule classe de sociétés, celles qui sont soumises à l'autorisation de leur gouvernement et qui l'ont obtenue ; ce sont les expressions mêmes de l'article 1^{er}. La capacité juridique de ces sociétés est de droit étroit, et elle ne peut pas être étendue par les tribunaux, qui n'ont pas à apprécier si les garanties résultant des lois étrangères sont équivalentes à une autorisation préalable ou aux précautions exigées par la loi française.

Cette doctrine rigoureuse a été admise par un jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du 14 octobre 1879¹, et par un arrêt de la Cour de Paris du 8 juillet, déjà cité. Elle a été

1. En note sur l'arrêt de la Cour de Paris du 8 juillet 1881. (SIREY, 1881, 2, 171.)

défendue, de plus, par un éminent professeur de la Faculté de Lyon, M. Thaller, dans d'ingénieux articles. (*Journal des Sociétés*, 1881, p. 50 et suiv., p. 106 et suiv., p. 312 et suiv.)

D'après M. Thaller, « la loi de 1857 n'habili-
« lite pas toutes les sociétés, quelles qu'elles
« soient, ni même toutes les sociétés anonymes
« présentes ou futures. Elle n'habilite que les
« sociétés autorisées ; si notre territoire et notre
« marché leur sont ouverts d'une manière gé-
« nérale, c'est parce que ces sociétés ont subi
« chez elles l'épreuve d'un examen adminis-
« tratif et remporté un diplôme de capacité... »
Et il conclut :

« Aujourd'hui, le gouvernement belge n'a
« plus à exercer le droit de *veto* que l'ancienne
« législation lui accordait. Les garanties qu'of-
« fraient les sociétés anonymes ont disparu
« depuis qu'elles peuvent librement se consti-
« tuer. L'autorisation cessant, les effets de la
« loi cessent en même temps. »

Bien que spéciale à la Belgique, cette argu-
mentation serait applicable à tous les États qui
ont obtenu de jouir du bénéfice de la loi de 1857,
et qui ont, depuis cette époque, supprimé la
nécessité d'une autorisation préalable de leur
gouvernement pour la formation des sociétés
anonymes.

Comme le remarque M. Buchère ¹, cette argumentation serait excellente et sans réplique, si la loi française avait maintenu l'autorisation du Conseil d'État, qu'elle considérerait comme indispensable pour donner aux tiers et au commerce les garanties nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts. Mais le législateur de 1867 a pensé, au contraire, que cette autorisation pouvait être utilement remplacée par une réglementation générale applicable à toutes les sociétés anonymes. Le même changement a été réalisé dans les législations étrangères ; mais les garanties n'ont pas disparu avec la suppression de l'autorisation préalable ; elles ont seulement changé de nature. Et si ces garanties nouvelles sont suffisamment sérieuses, si le gouvernement français reconnaît qu'elles équivalent à peu près à la garantie de l'autorisation, quels inconvénients peut-il y avoir à ce qu'il autorise les sociétés étrangères ?

Nous pensons même, avec M. Lyon-Caen ², qu'à un certain point de vue, le système de la réglementation légale permet au gouvernement français de se prononcer plus en connaissance de cause que le système de l'autorisation ; car le

1. *Des actions judiciaires exercées en France par les sociétés anonymes étrangères.* (Journal du Droit international privé, 1882, p. 47.)

2. Voir note de M. LYON-CAEN sous l'arrêt de 1881, déjà cité : (SIREY, 1881, 2, 172.)

degré de sévérité d'un gouvernement étranger, quant à l'autorisation, peut varier presque instantanément et selon sa libre volonté, tandis que la réglementation légale reste invariable, tant qu'une loi nouvelle n'y a pas substitué une réglementation différente, il faut, pour la changer, mettre en mouvement le pouvoir législatif.

Le but du législateur de 1857 a été de donner le moyen aux sociétés anonymes étrangères d'agir en France, parce qu'il y a là un besoin international, et que du reste on risquerait, en fermant absolument l'accès de notre territoire aux sociétés anonymes étrangères, de provoquer la fermeture des territoires des nations étrangères à l'égard des sociétés anonymes françaises.

En résumé, si le législateur de 1857 a visé les sociétés autorisées dans leur pays, c'est qu'à cette époque le système de l'autorisation préalable était presque partout adopté pour les sociétés anonymes. Il a voulu seulement indiquer par là qu'il s'agissait de sociétés constituées conformément à leur loi nationale¹. Et, si l'Angleterre a été obligée de recourir à un traité international pour faire admettre en France les sociétés anglaises, ce n'est pas, comme l'ont pensé certains partisans de la doctrine que

1. LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, n° 1105.

nous combattons¹, tant parce que le texte de l'article 1^{er} de la loi de 1857 ne viserait que les sociétés autorisées dans leur pays, que parce qu'à cette époque, c'est-à-dire en 1857, la loi anglaise dispensait déjà les sociétés anonymes de la nécessité de l'autorisation gouvernementale; de sorte qu'il n'y avait pas, pour ainsi dire, parité de situation entre les sociétés anglaises, libérées de l'autorisation préalable, et les sociétés similaires françaises, toujours astreintes au contraire à ce régime.

Nous pensons donc que le régime de l'autorisation, tel qu'il a été établi par la loi du 30 mai 1857, est toujours en vigueur, et qu'il continue de s'appliquer à toutes les sociétés anonymes étrangères, même à celles qui se sont fondées depuis la suppression dans leur pays de la nécessité d'une autorisation gouvernementale. D'ailleurs, c'est aussi la doctrine de la plupart des auteurs² : M. Thaller lui-même reconnaît que la théorie jadis défendue par lui n'a pas rallié la majorité des opinions³. La jurisprudence s'est prononcée également en faveur de la doctrine que nous avons défendue, en admettant les sociétés étrangères à invoquer la loi de 1857,

1. Voir CASTIER, *op. cit.*, page 172.

2. Voir notamment : LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, t. II, n° 1105 ; — Paul PONT, *Traité des Sociétés commerciales*, t. II, n° 1866.

3. THALLER, *Traité élémentaire de Droit commercial*, p. 366, en note.

même depuis qu'elles peuvent se constituer dans leur pays sans l'autorisation préalable de leur gouvernement ¹.

Ainsi, à notre avis, la loi du 30 mai 1857 est toujours en vigueur, et elle n'a pas été influencée par les changements survenus depuis dans les différentes législations européennes. Les sociétés étrangères peuvent toujours l'invoquer lorsque, pour s'établir dans notre pays, elles sollicitent un décret d'autorisation du gouvernement français.

La loi de 1857 est donc la loi fondamentale qui régit et qui doit régir, à l'heure actuelle, les sociétés étrangères en France. Nous allons étudier maintenant quelles sont les conséquences qui résultent de l'application de cette loi à l'égard des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, qui doivent nous occuper spécialement. Nous dirons quelle est leur situation juridique, en mettant en parallèle le régime spécial auquel sont astreintes les sociétés similaires françaises, et nous verrons quelles sont les réformes qu'il conviendrait d'apporter à la législation, en ce qui concerne les sociétés étrangères. Mais, avant d'aborder cette étude,

1. Paris, 15 février 1882, *Journal du Droit international privé*, 1882, p. 212. — Voir aussi Bruxelles, 14 janvier 1875, en note SIREY, 1881, 2, 17 — et Gênes, 23 juillet 1886, SIREY, 1887, 4, 1 et la note de M. LAINÉ.

nous devons dire quelques mots sur l'importance et la nature juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France, principalement des sociétés mutuelles. C'est l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

PRINCIPALES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE ET NATURE DE CES SOCIÉTÉS.

§ 1^{er}

PRINCIPALES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE ÉTABLIES EN FRANCE.

Il existe aujourd'hui un certain nombre de sociétés étrangères d'assurances sur la vie établies en France. Tous les pays dans lesquels cette industrie est suffisamment développée y sont représentés par une ou plusieurs compagnies, dont quelques-unes même sont très florissantes. Parmi ces sociétés, celles qui occupent le premier rang sont certainement les sociétés anglaises et les sociétés américaines. Ces dernières sont toutes ou presque toutes constituées sous forme de mutuelles ; ce sont des sociétés dans lesquelles le capital social n'existe pas ; les assurés sont leurs propres assureurs à eux-mêmes, chacun devant, en principe, verser à la fin de chaque période une cotisation variable avec l'importance des sinistres

survenus pendant cette période. Les principales compagnies américaines établies actuellement en France sont : la *New-York* et la *Mutual Life*, toutes les deux fondées à New-York, la première en 1841 et la seconde en 1842 ; l'*Équitable* des États-Unis ¹, fondée quelques années après, en 1859, et la *Réserve Mutuelle*. Mais, tandis que la *New-York* et l'*Équitable* se sont établies en France vers 1876, la *Mutual Life* n'a été introduite dans notre pays qu'en 1888.

Presque toutes les autres sociétés étrangères sont, au contraire, des sociétés par actions, dans lesquelles le prix de l'assurance, la prime, est ordinairement fixe. Mais, à raison d'un avantage particulier aux sociétés mutuelles, ainsi que nous l'étudierons plus tard, et qui consiste dans la répartition entre tous les assurés de l'excédent des bénéfices réalisés par l'entreprise, les sociétés par actions ont adopté aussi, dans une certaine mesure, le procédé de répartition des bénéfices ; de sorte que les sociétés par actions sont devenues, pour employer l'expression anglaise, des sociétés mixtes, par opposition, d'une part, aux sociétés mutuelles, qui distribuent tout l'excédent de leurs bénéfices

1. L'*Équitable* des États-Unis est aussi constituée sur le plan de la mutualité, avec cette différence qu'elle a un capital de fondation de 100.000 dollars ; mais, sur ce capital, elle paie seulement chaque année un intérêt de 7 %.

aux assurés, et, d'autre part, aux sociétés par actions ou compagnies propriétaires, comme les appellent les Anglais, dans lesquelles tout excédent est un profit qui appartient à l'entreprise ¹.

Parmi les principales compagnies anglaises d'assurances sur la vie fonctionnant en France, nous mentionnerons : le *Gresham* (1848) ², établi chez nous depuis 1854, et dont le capital s'élève à 100.000 livres sterling ; le *Whithington* (1855), au capital de 100.000 livres sterling également ; la *London amicable* (1887) ; citons encore l'*Union assurance Society* et la *Royal*.

Les compagnies suisses sont représentées par : la *Bâloise* (1865), dont le capital est de 10.000.000 de francs ; la *Genevoise* (1872), au capital de 5.000.000 de francs, et la *Suisse* (1858).

Au rang des compagnies étrangères les plus importantes de France figurent encore deux compagnies autrichiennes : la *Compagnie d'Assurances générales de Trieste et Venise* (1831), dont le capital s'élève à francs : 13.125.000, et le *Phénix autrichien* (1882), au capital de 1 million 200 mille francs. La Hollande est représentée par une excellente compagnie, la *Société*

1. CHAUFTON, *Les Assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. 1^{er}, p. 130.

2. Les dates que nous rapportons entre parenthèses indiquent l'année de la fondation de la Compagnie.

générale néerlandaise (1880), au capital de 1 million de florins.

Enfin, comme représentants des autres pays, citons encore : la *Royale Belge* (1853) ; la *Union y el Phenix español* (1864), société espagnole au capital de 12 millions de francs ; la *Fondiararia* (1880), société italienne au capital de 25 millions de francs, et la *Saint-Petersbourgeoise* (1858), société russe, dont le capital s'élève à 40 millions de francs.

Les actions de la plupart de ces sociétés donnent lieu à des négociations en France, et sont cotées à la Bourse de Paris.

D'après ce que nous venons de dire, il est facile de voir que les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, en France, peuvent se classer en deux grandes catégories : les unes, ce sont les plus nombreuses, ont adopté la forme de sociétés par actions ; on les appelle communément compagnies à primes fixes ; les autres, au contraire, ont adopté comme base de leur organisation le principe de la mutualité, grâce auquel la société, débarrassée de tout capital social, fonctionne exclusivement, dès le début, au moyen seulement des cotisations que ses membres se sont engagés à verser pour faire face chaque année au total des sinistres survenus. Nous allons étudier brièvement, dans le paragraphe suivant, dans quelles conditions et

dans quelles limites doit se faire l'application du principe de la mutualité aux assurances sur la vie, principe dont les résultats peuvent être excellents à condition de n'en pas faire un abus.

§ 2

NATURE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES
SUR LA VIE EN FRANCE

Nous avons déjà dit que, parmi les sociétés étrangères d'assurances sur la vie établies en France, les unes ont adopté la forme de sociétés anonymes par actions, tandis que les autres ont été constituées d'après le principe de la mutualité.

Des sociétés par actions, nous ne dirons rien ; elles ne présentent, en effet, aucune difficulté au point de vue de leur gestion : l'industrie des assurances sur la vie peut être exploitée, comme toute autre industrie, par des sociétés de cette nature. Mais, en ce qui concerne les sociétés mutuelles, de graves controverses se sont élevées sur la question de savoir si l'assurance sur la vie était susceptible d'être régie par le principe mutualiste.

La question n'est pas sans intérêt, car un certain nombre de sociétés étrangères d'as-

surances sur la vie fonctionnent d'après ces règles. Ces sociétés mutuelles, toutes ou presque toutes venues d'Amérique, ne sont d'ailleurs pas les moins importantes, et elles font dans notre pays une concurrence redoutable à nos sociétés nationales, grâce peut-être à l'inexplicable indulgence dont ont fait preuve jusqu'ici nos législateurs.

Aussi, bien que ces sociétés soient régulièrement constituées dans leur pays d'origine, et qu'elles aient été admises à agir en France en vertu d'un décret général en date du 6 août 1882, rendu en conformité de la loi du 30 mai 1857, a-t-on affirmé que les polices passées par ces compagnies doivent être déclarées nulles. On s'est basé spécialement sur ce que les personnes qui traitent avec ces compagnies sont des mutualistes, et sont, comme tels, tout à la fois assurés et assureurs. Or, si ces mutualistes sont mis au courant de leurs obligations comme assurés par les conditions générales de leur police, ils ignorent celles qu'ils contractent en qualité d'assureurs, les statuts des compagnies ne leur étant jamais remis.

Cependant, l'article 28 du décret du 22 janvier 1868 est formel, lorsqu'il impose aux sociétés mutuelles la remise à tout assuré d'un « exemplaire contenant le texte entier des statuts ».

Mais alors se pose la question de savoir si cette disposition du décret du 22 janvier 1868 est applicable aux mutuelles-vie. Nous pensons, avec M. Lefort, que cela est fort douteux : le décret de 1868 est peut-être relatif aux mutuelles contre l'incendie, sans concerner les assurances sur la vie. En supposant que cette obligation de remettre aux assurés un exemplaire des statuts pèse sur les mutuelles-vie françaises, il n'en est pas de même pour les sociétés étrangères admises à fonctionner en France en vertu de la loi du 30 mai 1857; ces dernières restent soumises à leurs statuts personnels, à leur loi nationale.

Lorsque la loi de 1857 ajoute qu'elles doivent se conformer aux « lois de l'empire », elle vise uniquement les lois de police et de sûreté. Or, il est impossible de soutenir que les lois régissant en France les sociétés soient par elles-mêmes des lois d'ordre public; elles ont bien ce caractère pour les sociétés françaises, mais non pour les sociétés étrangères ¹. Le décret de 1868 ne nous paraît donc pas, du moins dans la législation actuelle, applicable aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.

Quoi qu'il en soit, la question que nous voulons étudier sommairement est celle de savoir

1. LEFORT, *Traité théorique et pratique du Contrat d'assurance sur la vie*, t. 1^{er}, p. 254, en note.

si la mutualité peut constituer la base d'une société d'assurances sur la vie.

D'abord, en quoi consiste le système de mutualité en matière d'assurance ? Théoriquement, il est très simple. Ce système consiste à grouper un certain nombre d'individus résolus à s'associer ensemble pour se garantir réciproquement contre les sinistres d'une nature spéciale qui peuvent les atteindre. Leur association est gérée et administrée par un ou plusieurs mandataires, qu'ils choisissent entre eux. Chaque année, la situation doit se régler ; la société doit dire à ses mutualistes : « J'ai dépensé tant pour
« frais généraux, j'ai payé tant de sinistres,
« total tant. Vous êtes tant d'assurés, il n'y a
« qu'une simple division à faire ; vous allez
« supporter chacun votre quote-part : ce sera
« votre cotisation. »

On voit aisément les avantages que présente ce système : plus de nécessité de constituer des réserves, plus d'accumulation de capitaux, plus de difficultés pour la gestion de ces capitaux, tout se règle sans complications.

Malheureusement, toute théorie n'est pas toujours aisée à mettre en pratique dans son intégralité. Il est, en effet, difficile d'obtenir que des gens se condamnent à cette singulière alternative de payer une année une cotisation infime et une énorme l'année d'après : une telle

incertitude est décourageante. Dans une assurance contre l'incendie par exemple, l'assurance est contractée pour dix ans ; pendant dix ans, le risque est identiquement le même ; la prime peut être invariable ou à peu près. Lorsqu'il s'agit au contraire d'assurances sur la vie, le risque varie chaque année ; il va toujours croissant par suite de l'avancement en âge des assurés, et devient pour l'association de plus en plus lourd.

Aussi, pour tourner la difficulté, les mutuelles sur la vie ont dû faire un emprunt au mode de fonctionner des sociétés par actions. Elles leur ont emprunté la prime fixe¹.

L'inconvénient que nous venons de signaler, et qui n'existe pas dans les sociétés d'assurances par actions, n'est pas le seul que l'on puisse reprocher au système de la mutualité pure appliquée aux assurances sur la vie.

Sans doute, dans toute société d'assurances, soit à primes fixes, soit mutuelle, la garantie principale pour les assurés consiste dans les versements de primes effectués par ces mêmes assurés ; mais cette garantie peut devenir insuffisante par suite des crises financières ou autres²

1. BOURLIER, *Du système de la mutualité en matière d'assurances sur la vie*, p. 4 et suiv.

2. Voir, dans le même sens, un article à la suite d'une discussion de la Société d'économie politique de Paris sur la crise monétaire

affectant la valeur des placements que les compagnies sont obligées de faire pour faire face aux paiements des sinistres futurs. Il s'ensuit que, dans ce cas, une société mutuelle ne peut offrir à ses assurés aucune autre garantie ; et, si la crise persiste longtemps, et que les réserves de la société n'offrent pas une plus-value suffisante, les intérêts des mutualistes pourront se trouver gravement compromis. Dans l'assurance à primes fixes, au contraire, à la garantie résultant des versements s'ajoute celle provenant du capital social.

Ce capital ne joue pas seulement un rôle important dans le courant des opérations de la société, mais il est aussi très utile au moment de sa fondation. Pour les débuts d'une société chargée de faire des opérations se rapportant à l'existence humaine, un capital est absolument nécessaire. En effet, quand il s'agit d'un risque comme celui de la vie humaine, si l'on opère sur un trop petit nombre d'individus, malgré toute la rigoureuse exactitude avec laquelle sont établies les tables de mortalité, on ne peut faire des calculs mathématiques sur les risques à encourir. Tel événement localisé pourra, en effet, avoir pour résultat de précipi-

américaine, ses causes, ses conséquences, ses remèdes, rapporté dans le *Journal des Assurances*, n° du 1^{er} mai 1895, p. 201.

ter les causes de mortalité du groupe restreint sur lequel on opère.

Il importe donc que la société d'assurances opère sur un nombre important d'existences se trouvant dispersées sur plusieurs points, de sorte que chaque groupe aura constamment la même mortalité, et qu'une épidémie, par exemple, se localisant sur un point ou sur un groupe donnés, ne pourra pas atteindre les autres groupes d'âges différents et disséminés autre part, de telle sorte que la mortalité, sur l'ensemble, deviendra une quantité négligeable.

Mais, pour arriver à constituer ces groupes d'assurés d'âge différent, disséminés sur plusieurs points et d'une importance numérique suffisante pour qu'une compagnie puisse opérer à coup sûr, des avances considérables sont nécessaires. Il faut d'abord qu'elle se fasse connaître, qu'elle établisse des agences et ensuite qu'elle rémunère ses agents ; tout cela exige de grosses dépenses. Les compagnies d'assurances à capital peuvent pourvoir à ces dépenses en prélevant sur leur capital, et c'est même à y subvenir que consiste la première fonction de ce capital.

Ce même capital permet aux compagnies par actions de se garantir contre le danger pouvant résulter pour elles, au début de leur fonctionnement, du fait d'une mortalité sévissant au

dela de leurs prévisions sur leurs assurés, avant que leur nombre soit suffisant pour que leur mortalité devienne une quantité négligeable dans leurs calculs. Les sociétés mutuelles, au contraire, n'ont, pour pourvoir à toutes ces difficultés et à toutes ces incertitudes des débuts, que la partie de la prime dite chargement et destinée à faire face aux frais, et à donner un bénéfice à l'entreprise. C'est peu et très dangereux, à tel point que plusieurs sociétés d'assurances mutuelles sur la vie ont dû arriver à la liquidation, après avoir plus ou moins longtemps végété, et péniblement lutté pour tenir leurs engagements.

Même lorsque la société mutuelle est parvenue à un degré de développement normal qui lui permette de trouver, dans le chiffre des primes qu'elle encaisse et dans les réserves qu'elle aura constituées, une force de résistance suffisante, l'application du principe mutualiste ne va pas encore sans inconvénients. Les frais d'administration, en effet, ont une tendance à être plus élevés et sont généralement beaucoup plus élevés dans les sociétés mutuelles : ce sont les assurés qui les payent. C'est ainsi que, dans trois des plus importantes compagnies mutuelles d'assurances sur la vie, en même temps que le chiffre des affaires réalisé augmente dans une proportion considérable, le prix de revient des

affaires va en augmentant ¹. L'énorme proportion des frais aux primes, résultant de certains rapports officiels ², constitue un défaut d'administration qui ne saurait s'excuser. De pareils faits, au contraire, ne peuvent se produire dans une compagnie par actions, où les actionnaires et les administrateurs, intéressés à l'existence même de la compagnie, exercent le meilleur des contrôles sur les opérations de l'administration ; les assurés de nos compagnies à primes fixes françaises savent bien que c'est là une des principales sources de leur sécurité.

Il est vrai que les sociétés mutuelles ont un avantage sur les sociétés à primes au point de vue du taux des tarifs, et cet avantage est considérable aux yeux du public. Dans l'assurance mutuelle, en effet, la prime est moins élevée que dans l'assurance à primes, parce que, dans celle-ci, les assureurs s'engagent à répondre indéfiniment des risques assurés ; le taux des primes doit être assez élevé pour fournir tant les moyens de couvrir la perte probable et les frais que les bénéfices, qui dédommagent des avances et des risques courus. Mais de là à dire qu'une société mutuelle peut donner l'assurance à bien meil-

1. Paul SIDRAC, Prix de revient des affaires de 1886 à 1894, *Moniteur des Assurances*, n° du 15 février 1897.

2. Rapport du Bureau fédéral suisse des assurances, et Rapports du surintendant des assurances de l'État de New-York.

leur marché, il y a loin, surtout si cette économie se paie par un manque de surveillance administrative au préjudice des assurés.

Aux inconvénients offerts par les sociétés mutuelles, et que nous avons déjà signalés, il convient d'ajouter que la comptabilité est plus difficile dans une société mutuelle que dans une société à primes, que la mutualité appliquée aux assurances sur la vie les rapproche beaucoup des tontines, discréditées en France par les essais malheureux du commencement de ce siècle, et que l'état de l'opinion ne saurait être négligé, d'autant plus qu'une mutualité doit, pour réussir, réunir dès le début un grand nombre d'adhérents, ainsi que nous l'avons déjà expliqué¹.

Il nous reste enfin une dernière difficulté à étudier relativement aux sociétés mutuelles, difficulté toute spéciale aux assurances sur la vie. Nous avons déjà dit que, dans tout autre genre d'assurances, le risque est constant, c'est-à-dire qu'il n'y a pas, *a priori*, de raison pour qu'il y ait augmentation des sinistres d'une année à l'autre. De plus, le risque est temporaire. Au contraire, dans les assurances sur la vie, le risque est croissant ; les assurés vieillissant ont, chaque année, un coefficient de mortalité un peu

1. LEFORT, *op. cit.*, T. I^{er}, p. 436.

plus fort. Ce risque atteint même, avec le temps, et pour les assurés très âgés, un taux auquel aucune assurance n'est plus possible, car personne ne voudrait payer une prime de 20 %, par exemple, pour une seule année.

Dans ces conditions, deux solutions sont possibles : ou bien instituer une prime croissante et pratiquer ce que l'on appelle l'assurance à primes naturelles, mais nous venons de voir où cela mène ; ou bien percevoir, dans les premières années, des primes trop fortes, en mettre une partie en réserve, et puiser dans cette réserve, à mesure que les assurés avancent en âge, pour combler l'insuffisance des primes : cela constitue l'assurance à prime constante.

Le premier procédé, après quelques essais malheureux, est aujourd'hui abandonné complètement. Toutes les compagnies d'assurances sur la vie pratiquent exclusivement l'assurance à prime constante. Alors, on se trouve dans la nécessité de constituer des réserves, et l'on sait, par l'exemple des compagnies existantes, à quelles sommes énormes ces réserves peuvent s'élever avec le temps. De plus, ces réserves doivent être productives d'intérêts, ces intérêts entrant, en effet, pour une part très importante dans les calculs qui servent à déterminer la prime constante. Les réserves doivent donc être

placées et représentées par des créances ou par des biens¹.

Les sociétés d'assurances sur la vie sont donc obligées de placer, à leurs risques et périls, les énormes capitaux qui représentent leurs réserves, et de se faire ainsi les gérantes d'une énorme fortune. C'est ici que nous rencontrons la différence qui existe entre les sociétés anonymes et les sociétés mutuelles.

Les valeurs qui représentent les réserves des compagnies sont sujettes à des fluctuations, et quelquefois à des fluctuations considérables; les titres représentatifs de ces valeurs ont donc une valeur tantôt supérieure, tantôt inférieure au montant des réserves qu'ils représentent.

S'agit-il d'une société anonyme, cette différence, à condition qu'elle soit accidentelle, n'a aucune importance. S'il y a plus-value, la compagnie y trouve un surcroît de garantie, et le cours des actions s'élève. Mais personne ne demandera la réalisation de ces plus-values : si un actionnaire veut réaliser, il n'a qu'à vendre ses actions, et il sera remplacé par un autre actionnaire. Les valeurs, au contraire, sont-elles momentanément dépréciées, la compagnie attendra patiemment la fin de la crise; en cas

1. Voir relativement à cette question le travail déjà cité de M. BOURLIER, p. 48 et suiv.

de besoin, son capital lui sert toujours de garantie.

Dans le cas, au contraire, d'une société mutuelle d'assurances sur la vie, s'il y a plus-value, les assurés auront intérêt à ce que la société ne recrute pas de nouveaux membres, qui deviendraient copropriétaires des plus-values acquises par les versements des anciens assurés, et alors ils seront tout naturellement amenés à demander soit la liquidation, soit la suspension des admissions nouvelles. S'il y a moins-value, une société mutuelle aurait-elle le droit de régler sans réduction les polices qui arrivent à échéance ou dont le titulaire décède ? Une société mutuelle qui paierait en espèces le montant nominal d'une assurance échue, alors que les réserves correspondant à cette assurance seraient dépréciées de moitié par exemple, verserait en réalité à son assuré le double de sa part réelle dans l'actif social, et, si les paiements ainsi faits atteignaient un chiffre élevé, la société compromettrait gravement les droits de ses assurés survivants. En pareil cas, la société devrait faire subir à l'assuré une réduction proportionnelle à la dépréciation de son actif. Les statuts des sociétés mutuelles contiennent d'ailleurs un article qui leur permettrait, le cas échéant, d'appuyer sur un texte formel cette légitime conséquence du principe. Aussi se gar-

dent-elles d'appeler l'attention du public sur cet article, en général.

Ainsi, l'assuré mutualiste ne peut pas avoir la certitude absolue que le capital assuré lui sera payé intégralement : c'est là un grave danger.

Cependant, devons-nous conclure que la mutualité pure est absolument impossible en matière d'assurances sur la vie ? Nous ne le pensons pas. Nous estimons que le principe mutualiste peut recevoir application même dans ce cas, mais à plusieurs conditions. Il faut : 1° que les cotisations ou primes soient bien déterminées et utilisées, chaque année, au paiement des sinistres et aux réserves suffisantes ; 2° que les excédents soient distribués, à chaque inventaire, entre tous les assurés associés et suivant l'importance de leurs versements annuels ; 3° enfin que la gestion et l'administration de l'association soient confiées à des sociétaires rétribués au mieux de ses intérêts, et demeurant sous le contrôle permanent et la surveillance constante de tous ses membres.

Or, si ces règles sont essentielles en théorie, et si elles doivent constituer la base de toute société mutuelle d'assurances sur la vie, il arrive parfois qu'elles se trouvent oubliées en pratique. Ainsi, en ce qui concerne les réserves, certaines sociétés mutuelles font des placements rémuné-

rateurs sans doute, mais incertains, et qui, tôt ou tard, se traduiront par des diminutions sensibles de l'actif social, c'est-à-dire par une réelle atteinte aux garanties des assurés. Ce danger est particulièrement grave en cas de crise. Souvent alors, les réserves devenant insuffisantes, on a recours à certaines combinaisons, dont une des principales consiste dans l'accumulation des bénéfices, destinées à produire cette attraction spéculative indispensable au succès des opérations de la société. Ces bénéfices, ces excédents, au lieu d'être distribués, à chaque inventaire, entre tous les assurés associés suivant l'importance de leurs versements annuels, sont souvent accumulés, après chaque inventaire, au profit des seules polices en cours, ce qui est la négation du principe mutualiste, puisque, dans ce cas, tous les assurés n'ont pas les mêmes droits, notamment le droit au partage proportionnel des bénéfices. Enfin, en ce qui concerne la gestion et l'administration, elles demeurent en réalité souvent entre les seules mains des fondateurs ou des premiers administrateurs de la société, sans que les assurés puissent effectivement exercer le moindre contrôle, étant le plus souvent disséminés sur un territoire immense.

Nous pensons donc que, si l'application du principe de la mutualité aux assurances sur la

vie n'est pas impossible, il y a cependant à cette application de graves inconvénients, qui justifient suffisamment l'emploi par presque toutes nos compagnies françaises de la forme de sociétés anonymes à primes fixes.



DEUXIÈME PARTIE

Condition juridique actuelle des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.

Étant donné que la loi du 30 mai 1857 est toujours en vigueur, il nous faut maintenant déterminer quelle est, en France, la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie. Pour cela, nous dirons d'abord quel est, à l'heure actuelle, le régime légal imposé à nos sociétés nationales ; nous examinerons ensuite la question de savoir si cette réglementation est applicable également aux sociétés étrangères, et si ces dernières peuvent la repousser en invoquant leur statut personnel.

Comme nous le dirons plus tard, il existe trois systèmes possibles au point de vue de la réglementation des sociétés d'assurances sur la vie. Le premier consiste dans l'autorisation donnée par le gouvernement avant tout établisse-

ment, autorisation qui est suivie d'une surveillance permanente de l'État sur les opérations de la société. Dans le deuxième système, qui est tout l'opposé du premier, les sociétés auraient la liberté la plus absolue de s'établir et de fonctionner à leur guise, sans être astreintes à aucune espèce de contrôle de la part de l'État, Enfin, le troisième système consisterait à laisser aux sociétés une liberté relative, qui serait tempérée seulement par certaines mesures de garantie dans l'intérêt des assurés : ce serait le système de la liberté réglementée.

De ces trois systèmes législatifs, le premier seul a été choisi par le législateur français comme devant réglementer chez nous les sociétés d'assurances sur la vie. La loi du 24 juillet 1867 dispose, en effet, dans son article 66, que « les associations de la nature des tontines et les « sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou « à primes, restent soumises à l'autorisation et « à la surveillance du gouvernement ». Ainsi, autorisation préalable et surveillance permanente, tel est le régime actuel des sociétés françaises d'assurances sur la vie. Après l'avoir sommairement étudié, nous dirons s'il est applicable, et dans quelles conditions, aux sociétés étrangères. Nous déterminerons ensuite quelles sont, au point de vue de l'application des lois françaises, principalement des lois de procédure

et d'impôts, les conséquences du régime légal actuel des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.

Nous diviserons donc cette deuxième partie en trois chapitres : le premier aura pour objet l'autorisation que doivent obtenir les sociétés d'assurances sur la vie pour s'établir en France ; dans le deuxième, nous étudierons la surveillance à laquelle sont astreintes ces mêmes sociétés ; enfin, le troisième nous permettra d'établir la situation juridique des sociétés étrangères au point de vue de l'application des lois françaises.

CHAPITRE PREMIER

AUTORISATION.

§ 1^{er}

SITUATION DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'ASSURANCES SUR LA VIE QUANT A L'AUTORISATION.

1. *Motifs de cette autorisation.* — Avant la loi de 1867, les sociétés d'assurances sur la vie et les tontines étaient soumises à l'autorisation du gouvernement : pour les compagnies à primes, en vertu de l'article 37 du Code de commerce; pour les sociétés mutuelles, en vertu d'un avis du Conseil d'État du 15 octobre 1809, et pour les tontines, en vertu d'un avis du Conseil d'État du 25 mars 1809.

La nécessité de l'autorisation préalable a été maintenue par la loi du 24 juillet 1867 pour les associations de la nature des tontines et pour les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes.

L'assurance sur la vie, en effet, n'est pas un contrat ordinaire, susceptible d'être abandonné à la liberté des conventions, parce qu'il y a, dans

les opérations de ce genre, des raisons d'ordre supérieur en faveur de l'intervention de l'autorité, afin de surveiller des intérêts souvent incapables, même légalement, de se défendre ¹.

Ce régime exceptionnel, établi par la loi de 1867, est dû à deux motifs : d'abord, les préjugés et les défiances résultant de la triste expérience des tontines ². Toutefois, la loi a le tort de confondre avec ces tontines les compagnies actuelles d'assurances sur la vie. Tandis que celles-ci sont basées sur des données scientifiques vérifiées par de longues années d'expérience, celles-là ne constituent guère que des associations présentant surtout un caractère de loterie, et n'impliquant pas les garanties sérieuses que réclame la matière si grave des assurances sur la vie. Ce motif n'a donc pas une très grande valeur au point de vue exclusivement législatif.

Le second motif, au contraire, est excellent et suffit à lui seul à justifier les règles édictées par le législateur de 1867 : ce motif consiste dans la nature spéciale des opérations engagées. On ne peut, en effet, nier la nécessité d'un contrôle sur les compagnies d'assurances sur la vie. Leur capital social, quelle que soit son impor-

1. Lettre ministérielle, 18 janvier 1878, citée par COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 8.

2. COUTEAU, Assurances sur la vie, *Moniteur des Assurances*, n° du 15 mai 1882, p. 151.

tance, n'est rien en comparaison des sommes encaissées par les primes. Cela résulte d'ailleurs de la nature du contrat : il est de l'essence même de l'institution des assurances en cas de décès d'embrasser un long espace de temps pour la liquidation des opérations auxquelles elles donnent lieu. L'assuré verse donc chaque année à l'assureur une somme proportionnelle à l'importance de son traité ; mais ces versements sont faits en vue d'obtenir des avantages exigibles seulement à son décès, dont la date peut être fort éloignée. Il faut donc que l'assureur offre à l'assuré une sécurité suffisante qui le garantisse contre les dangers d'une mauvaise administration. L'assurance en cas de vie ne demande pas une moindre foi dans la solvabilité de la compagnie qui perçoit immédiatement le capital en échange duquel elle doit payer la rente, dont le service est garanti seulement par la régularité et la probité de ses opérations financières.

Il est donc d'une extrême importance que les agissements des compagnies soient corrects, et n'engagent pas témérairement des intérêts considérables, touchant à l'avenir d'un nombre immense de familles. Il est nécessaire que ces intérêts si respectables soient sauvegardés, et que l'épargne, lentement amassée dans un but éminemment digne de sollicitude, ne soit pas

perdue ou compromise par une administration imprudente ou malhonnête. Dans ce but, il est nécessaire que l'État intervienne dès l'établissement même des sociétés pour n'autoriser que celles présentant toutes les garanties indispensables à leur bon fonctionnement¹.

Ces motifs de l'autorisation préalable ont d'ailleurs été admis par toutes ou presque toutes les législations des pays civilisés. Un arrêt du Conseil de 1787 l'avait déjà établi d'une manière indiscutable en France. Nous lisons, en effet, dans cet arrêt : « L'intérêt collectif des compagnies se compose d'une multitude d'intérêts individuels. Toutes les personnes qui traitent avec elles sont éparses et isolées ; un grand nombre d'entre elles sont incapables de concevoir, de prévenir ou de combattre les fraudes qui pourraient être faites à leur préjudice ; un très grand nombre ne tiennent à l'association que par des droits qui, quoique considérables eu égard à leur fortune, sont intrinsèquement de si peu de prix, qu'ils ne vaudraient pas les peines qu'il faudrait prendre pour en surveiller la conservation, et ainsi la nécessité fait à la grande pluralité des intéressés une loi absolue de s'en rapporter, avec une confiance aveugle, à la di-

1. Voir le discours de M. l'avocat général Puech à l'audience de rentrée de la Cour d'Agen le 3 novembre 1877.

rection de la compagnie . . . » Ces observations si justes n'ont pas été sans influence sur les décisions à prendre par le législateur de 1867; et si, par esprit de libéralisme, il a supprimé la nécessité de l'autorisation préalable pour les sociétés anonymes ordinaires, il n'a pas pensé devoir étendre cette faveur aux sociétés d'assurances sur la vie.

Aussi, la nécessité de l'autorisation préalable pour ces sortes de sociétés a-t-elle été établie fort clairement par les travaux préparatoires de la loi de 1867. « Il ne faut pas oublier, dit l'Exposé des motifs, que les intérêts qui se groupent dans les associations de la nature des tontines sont des intérêts épars, de petits intérêts qui ne sont pas toujours dirigés par une connaissance bien exacte des chances auxquelles ils s'exposent. Ces chances sont certainement aujourd'hui mieux comprises et plus sainement appréciées; la durée probable de la vie humaine et les calculs auxquels elle sert de base sont représentés par des chiffres mieux étudiés et moins incertains; mais ils ne sont pas à l'abri de tout soupçon d'erreur, et le plus grand nombre des membres de ces associations doivent les accepter de confiance, sans qu'aucune vérification soit possible. Enfin, qu'est-ce qui attire vers ces combinaisons? quel est le motif déterminant pour ceux qui s'y engagent? C'est, comme le dit

très bien un édit de novembre 1733, l'avantage de se procurer des revenus considérables avec une somme modique. »

La plupart des auteurs admettent la nécessité de l'autorisation préalable¹ pour toute société d'assurances sur la vie. Ce système, d'ailleurs, comme nous l'avons déjà remarqué, empêchant la formation de compagnies dépourvues de garanties suffisantes de stabilité et, par suite, destinées à disparaître après une existence brève et difficile, est pratiqué d'une façon assez générale, sinon partout, au moins dans les pays dont la législation offre de l'intérêt pour la France².

Le régime de l'autorisation préalable, admis par le législateur de 1867, n'a cependant pas été établi d'une manière tout à fait complète et irréprochable. L'article 66 de la loi de 1867 n'a rapport qu'aux sociétés d'assurances sur la vie, sans doute quelle que soit leur dénomination, et à la condition qu'elles s'occupent principalement de cette industrie ; mais, parmi ces sociétés elles-mêmes, il ne concerne que les sociétés anonymes. Par suite, les sociétés en comman-

1. Voir : LEFORT, *op. cit.*, t. I, p. 234 ; — VAVASSEUR, *Traité des Sociétés*, n° 1060 ; — COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 8 ; — THALLER, *De la réforme de la loi sur les sociétés par actions*. (Journ. des sociétés civiles et commerciales, 1836, p. 389.)

2. Voir à ce sujet un résumé des principales législations étrangères rapporté dans LEFORT, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 236, en note.

dite par actions, au cas où, par impossible, il s'en établirait pour faire des opérations d'assurances sur la vie, pourraient se constituer sans une autorisation, et seraient uniquement régies par le titre 1^{er} de la loi de 1867. Il y a là certainement une anomalie : les motifs, en effet, qui ont fait établir l'autorisation préalable sont tirés de l'objet des sociétés d'assurances, de la nature même des opérations sur la vie et nullement de la forme adoptée¹. Il importe peu d'ailleurs que les sociétés d'assurances sur la vie soient commerciales, comme les compagnies d'assurances à primes fixes, ou civiles comme les compagnies mutuelles².

Enfin, le régime exceptionnel de l'autorisation imposé par la loi de 1867 aux sociétés d'assurances sur la vie, constitue-t-il un régime supplémentaire devant encore s'ajouter aux autres prescriptions de la loi de 1867, ou bien les autres dispositions de cette loi doivent-elles être étrangères à ce genre de sociétés? Les opinions sont très divisées sur cette question.

Il a été soutenu que les sociétés dont il s'agit sont astreintes à la fois à l'autorisation préalable de l'article 66 de la loi de 1867, et à

1. En ce sens : LYON-CAEN et RENALT, *Tr. de dr. commerc.*, t. II, n° 918

2. Avis du Conseil d'État, 10 octobre 1872. (D. P., 72. 3. 65; S. 72. 2. 255 et la note de M. PONT.)

toutes les autres prescriptions de cette même loi, notamment à celles concernant la constitution de la société, son administration, les assemblées générales, les modifications apportées aux statuts. L'investiture officielle, disent les partisans de cette doctrine, ne saurait les dispenser de l'observation de la loi générale, pas plus que de la loi spéciale à ces deux sortes de sociétés, et elle ne les relèverait pas des sanctions civiles ou pénales qui résulteraient de leur inobservation ; car le décret d'autorisation, acte du pouvoir exécutif, serait impuissant à couvrir une violation quelconque de la loi ¹.

Dans une autre théorie, adoptée par la Cour de cassation dans un arrêt du 9 mai 1879², il a été admis, au contraire, que la loi de 1867 ne régit nullement les sociétés d'assurances sur la vie, et que les règles qui leur sont applicables ne sont déterminées que par les statuts revêtus de l'approbation gouvernementale.

Nous ne pouvons admettre aucune de ces deux solutions, qui nous paraissent quelque peu absolues. Nous préférons croire, avec MM. Lyon-Caen et Renault, que, parmi les diverses dispositions édictées par le législateur de 1867, il en est qui doivent rester étrangères aux tontines et

1. En ce sens : COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, T. II, p. 14 ; — VAVASSEUR, *op. cit.*, p. 646.

2. Cass., 9 mai 1879 (S. 79, 1, 329 ; D. P., 79, 1, 315.)

aux sociétés d'assurances sur la vie, c'est-à-dire celles qui ont pour but de remplacer la garantie de l'autorisation préalable, tandis que les dispositions de la loi de 1867 doivent recevoir application lorsqu'elles n'ont aucun lien avec cette même autorisation préalable ¹. En tout cas, les compagnies d'assurances sont tenues d'observer les règles de droit commun : l'autorisation du gouvernement ne saurait les en dispenser ².

Le système de l'autorisation préalable, législativement établi en France et dont la nécessité est basée, comme nous l'avons déjà vu, sur la nature même des opérations ayant rapport à l'existence humaine, n'a jamais été contesté, au moins d'une manière sérieuse.

Toutefois, il s'est rencontré certains esprits qui, pour combattre le système de l'autorisation, ont fait valoir que le régime administratif prête

1. Parmi les dispositions qui doivent rester étrangères aux Sociétés d'assurances sur la vie, on peut citer notamment celles qui ont rapport au minimum des actions, à la quotité de capital souscrit à verser, à la vérification des apports en nature, aux conditions de validité des délibérations des assemblées générales et de la libération des souscripteurs, etc. Les dispositions destinées, au contraire, à recevoir application concernent : les conséquences civiles ou pénales de la distribution de dividendes fictifs et des majorités factices dans les assemblées générales, la nécessité de choisir les administrateurs parmi les associés qui possèdent le nombre d'actions déterminé par les statuts, etc.

2. LYON-CAEN et RENAUT, *op. cit.*, t. II, n° 919. — Voir aussi : LYON-CAEN, note, S. 79, 1, 329, et *Rev. critique de législation*, 1881, p. 262; — CLÉMENT, *Des assurances mutuelles*, p. 59, etc.

à l'arbitraire, et que le Conseil d'État est armé d'un pouvoir discrétionnaire, en ce sens qu'aucune loi, aucun règlement ne détermine et ne délimite les points sur lesquels doit porter son examen des statuts sociaux ou de leurs modifications ultérieures.

Il a été justement répondu (Vavasseur, *Sociétés d'assurances sur la vie ; Du rôle du Conseil d'État ; Le Droit*, n° du 23 avril 1880) qu'au Conseil d'État, il y a assez de lumière et d'indépendance pour inspirer toute confiance ; que ce grand corps sait de lui-même borner son pouvoir, en reconnaître et en respecter les limites, et qu'il ne veut pas plus empiéter sur la part de liberté laissée aux citoyens que sur le domaine réservé à l'autorité judiciaire.

Malgré ces dissentiments, la nécessité de l'autorisation a toujours été admise par la presque unanimité de ceux qui se sont occupés de cette question. Aussi les différents projets de loi parus depuis quelques années dans le but de modifier, en l'améliorant, la législation générale de 1867, sur les sociétés, ou au moins de doter de règles spéciales et définitives les sociétés d'assurances sur la vie, ont-ils tous maintenu le régime de l'autorisation préalable. Parmi ces projets, l'un des mieux étudiés, et de ceux qui méritent le plus de fixer

l'attention, a été élaboré par l'Institut des actuaires français.

Toutefois, il s'est rencontré de nos jours certaines personnes pour lesquelles le régime de l'autorisation était inutile et même dangereux. C'est ainsi que, dans la proposition de loi sur les sociétés d'assurances sur la vie qu'il a soumise à plusieurs reprises à la Chambre des députés, M. Lockroy a demandé de supprimer l'obligation de l'autorisation. D'après lui, le régime actuel serait de nature à produire des résultats fâcheux : les autorisations données après avis du Conseil d'État, dit-il, présentent des anomalies choquantes et contraires au principe de l'égalité des professions de même espèce devant la loi ; à l'heure qu'il est, ce que telle société d'assurances sur la vie peut faire légalement est entièrement interdit à telle autre ; les conditions imposées aux nouvelles sociétés sont bien plus rigoureuses que celles auxquelles sont assujéties les anciennes, qui se trouvent posséder, de ce fait, sur leurs concurrentes, une supériorité que rien ne justifie d'un autre côté, le gouvernement qui autorise, n'est-il pas toujours responsable ? Et, d'ailleurs, l'autorisation ne se conçoit guère sans la surveillance : à quoi bon autoriser sous certaines conditions, si l'on ne se réserve pas la faculté de contrôler l'exécution de ces condi-

tions ? On se trouve ainsi amené, par la force même des choses, à renoncer aussi bien à l'autorisation qu'au contrôle ¹.

Nous ne pouvons admettre cette opinion. Nous pensons, au contraire, avec M. Lefort ², que les inconvénients mis en lumière n'ont rien d'absolu, et risquent parfaitement de disparaître ; leur suppression serait loin de compenser les résultats qui se produiraient avec l'absence de toute intervention de l'autorité publique. Les lenteurs dont on excipe peuvent très bien disparaître : l'on pourrait fort équitablement activer la marche de la procédure.

Mais il y a plus : M. Lockroy reconnaît si bien qu'il s'agit d'une situation particulière, qu'il déclare qu'on ne saurait abandonner les assurances sur la vie « sans aucune garantie, sans aucune entrave, aux fantaisies de la spéculation » ; il répudie lui-même l'idée de la liberté absolue ; seulement, il propose, à l'exemple surtout de la législation italienne, de faire constater la régularité de la constitution des sociétés par les tribunaux. L'article 2 de la proposition ³

1. Exposé des motifs de la proposition de loi relative aux sociétés d'assurances sur la vie. Voir le texte rapporté dans le *Journal des assurances*, n° du 1^{er} juillet 1887, p. 253. — M. Lockroy avait préparé cette proposition de loi étant ministre du commerce ; il l'a présentée, comme député, dans la séance du 2 juin 1887.

2. *Op. cit.*, t. 1^{er}, p. 234, en note.

3. Voir le texte de la proposition, *Journal des assurances*, n° du 15 juin 1887, p. 233.

confère au tribunal dans le ressort duquel est établi le siège de la société, après le dépôt au greffe d'un extrait de l'acte constitutif de cette société passé en la forme authentique, le droit de vérifier l'accomplissement des prescriptions édictées par la loi pour la constitution légale de la société, et d'ordonner la transcription sur un registre spécial, ainsi que la publication de l'acte constitutif et des statuts de la société.

Nous ne voyons pas en quoi l'intervention du pouvoir judiciaire serait préférable à celle de l'administration. Le tribunal se bornerait à un simple contrôle matériel; l'examen des statuts par le Conseil d'État nous semble offrir plus de garanties. D'ailleurs, les enquêtes auxquelles l'administration doit se livrer ne peuvent qu'éclairer d'une façon satisfaisante. A la condition d'introduire des modifications dans l'état actuel des choses, d'imprimer une impulsion plus rapide, le régime présent nous semble préférable, et nous pensons qu'il doit être conservé.

Tout ce que l'on peut demander c'est que l'examen des statuts ne se fasse pas dans les formes actuelles. Il faut admettre, avec M. Vavasseur (*Le Droit*, 24 avril 1880), que le contrôle doit porter sur le fond plus que sur la forme, et qu'il est temps de revenir aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 22 octobre 1817,

rédigée à l'époque où toutes les sociétés anonymes devaient recourir à l'autorisation gouvernementale : « Le but de l'autorisation est purement et simplement de certifier au public, d'abord la vérification des bases sociales et des moyens annoncés, moyens reconnus être en rapport avec l'entreprise ; en deuxième lieu, qu'un examen attentif a été fait de la moralité et de la convenance de l'administration sociale. »

C'est, du reste, ce que les représentants des compagnies demandaient, en 1884, dans la Note qu'ils soumièrent au gouvernement à l'occasion du projet de loi sur les sociétés¹ : « L'autorisation du gouvernement à laquelle les compagnies françaises d'assurances sur la vie restent soumises, ne sera subordonnée de sa part qu'à la vérification des conditions qui intéressent l'ordre public, et à la détermination des mesures ayant uniquement pour but de garantir la moralité et le caractère sérieux des opérations. »

La nécessité de l'autorisation gouvernementale étant ainsi établie, l'État a-t-il la faculté de procéder envers les compagnies par mesure générale, et d'habiliter ainsi en bloc plusieurs sociétés présentant approximativement les mêmes garanties et destinées à traiter des opérations de même genre ?

1. *Moniteur des assurances*, n° du 15 avril 1884, p. 125.

Nullement ; l'autorisation accordée par le gouvernement aux sociétés d'assurances sur la vie doit être donnée à titre particulier à chaque société qui en fait la demande ; l'autorisation est spéciale. C'est le premier des caractères de l'intervention administrative à l'étude desquels nous arrivons.

2. *Caractères de l'autorisation gouvernementale.* — La spécialité qui constitue le premier de ces caractères repose sur plusieurs raisons. D'abord, il peut se faire que telle société offre, de préférence à telle autre, des garanties plus grandes soit au point de vue de l'importance des capitaux réunis, soit à celui du crédit et de l'honorabilité des sociétaires, soit encore à celui du genre d'opérations auxquelles devra se livrer la société. A tous ces points de vue, il est certain que la valeur de chaque compagnie n'est pas identique, et, par suite, il serait injuste et même dangereux de comprendre dans un même décret d'autorisation plusieurs compagnies ne présentant pas chacune des garanties analogues.

D'ailleurs, le texte qui astreint les sociétés d'assurances sur la vie à la nécessité d'une autorisation préalable est l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, nous l'avons déjà dit. Or, ce texte dit formellement que « les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, *restent sou-*

mises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. » Il résulte de l'emploi de cette expression « *restent soumises à l'autorisation* » que le régime applicable aux sociétés d'assurances sur la vie, en ce qui concerne l'autorisation, est celui qui existait déjà avant 1867 pour toutes les sociétés anonymes, à savoir, le régime de l'article 37 du Code de commerce.

Or, il est certain que le caractère de l'autorisation édictée par le législateur de 1807 est d'être spéciale. En effet, « il a été reconnu, dit l'Exposé des motifs, que nulle société de ce genre ne pouvait exister que d'après un acte public, et que l'intervention du gouvernement était nécessaire pour vérifier d'avance sur quelle base on voulait faire reposer les opérations de la société, et quelles pouvaient en être les conséquences¹. »

Enfin, il est nécessaire que l'autorisation du gouvernement soit spéciale. Cette autorisation, en effet, se manifeste par l'approbation des statuts sur l'avis du Conseil d'Etat. Or, souvent, les statuts diffèrent de compagnie à compagnie ; il faut donc un examen spécial et, par suite, une autorisation spéciale également. Ainsi, non seulement la durée de chaque société n'est pas

1. Exposé des motifs, rapporté dans LOCRÉ, Code civil, t. XVII, p. 351. Voir aussi procès-verbal du Conseil d'Etat, séance du 15 janvier 1807, LOCRÉ, *op. cit.*, p. 191.

illimitée, mais elle varie avec chaque société ¹. L'uniformité n'existe pas plus pour les *pleins*, que les sociétés sont autorisées à conserver ; certaines sociétés peuvent garantir un maximum de 500.000 fr. sur une seule tête, d'autres 100.000 seulement, d'autres 200.000. Le capital social diffère de société à société ; il en est de même de l'emploi des fonds, lequel cependant devrait être le même partout, parce qu'il a été réglé par le décret de 1868 ; or, des compagnies ont le droit de recourir à certaines valeurs déterminées dont ne parlent pas les statuts d'autres compagnies. D'autres dispositions statutaires également diffèrent avec les sociétés, en ce qui concerne, par exemple, le nombre des membres du conseil d'administration, le nombre d'actions nécessaires pour assister aux assemblées générales, l'établissement des inventaires et comptes annuels.

Ce défaut d'uniformité n'est peut-être pas irréprochable, et il a même été fortement critiqué. Partant de ce principe qu'il n'est aucune industrie dans laquelle des conditions identiques de fonctionnement soient logiquement plus naturelles, puisque toutes les compagnies ten-

1. C'est ainsi que la durée de la société française « Le Phénix » a été fixée à 99 ans (article 2 des statuts), tandis que celle de la Compagnie d'Assurances Générales a été limitée à 50 ans (article 2 des statuts).

dent au même but, et sont instituées pour faire des opérations analogues, un auteur a combattu cette situation ¹ : d'après lui, il conviendrait que toute disposition statutaire pour une compagnie fût de plein droit applicable à toutes celles qui la demanderaient, de façon que le Conseil d'État n'eût pas à défendre le lendemain ce qu'il avait permis la veille.

Toutefois, même en admettant la nécessité de l'uniformité dans les statuts, l'autorisation préalable, à notre avis, n'en devrait pas moins être spéciale, parce que, si le dernier motif signalé disparaît, les autres subsistent avec toute leur force.

L'autorisation gouvernementale, manifestée par l'approbation des statuts, lie la société. Cette dernière doit donc se conformer aux prescriptions statutaires, établies tant dans un intérêt d'ordre public qu'en faveur des tiers. Mais, en cas d'inobservation, la société est responsable, et, de plus, de même que le gouvernement a la faculté d'accorder ou de refuser l'autorisation demandée, de même il peut également, quoi qu'on en ait dit, révoquer cette autorisation, au cas où la société ne présente plus les garanties suffisantes qui lui avaient d'abord valu la faveur de l'État.

1. Les statuts des Compagnies d'assurances sur la vie, *Moniteur des assurances*, n° du 15 mai 1884.

Le droit de révocation a toujours été réclamé par l'Administration. Une instruction ministérielle du 11 juillet 1878¹ porte que, dans le décret d'autorisation des sociétés anonymes, il doit être inséré une clause annonçant qu'en cas d'inexécution des statuts ou de leur violation, l'autorisation pourra être révoquée par le gouvernement. De même, une lettre ministérielle du 18 janvier 1878, adressée aux compagnies, rappelle, entre autres dispositions, que le décret d'autorisation porte la clause suivante : « La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers. »

Le droit de révocation étant une sanction du droit même d'autorisation, il s'ensuit qu'il est tout naturel que l'État ait la faculté de l'exercer en temps opportun. Cependant, un éminent auteur, M. de Courcy, lui a contesté ce droit : « L'autorisation, dit-il, est un véritable brevet de capacité, donné après un examen, celui des statuts. Après d'autres examens, le gouvernement confère bien d'autres brevets de capacité, ceux de médecin, d'avocat, de capitaine au long cours, d'ingénieur civil, sans compter les gra-

1. Voir le texte dans COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie* t. II, p. 16.

des de l'armée. Ces brevets sont des propriétés acquises qui ne peuvent être confisquées.^{1.} »

Malgré le respect que nous professons pour les doctrines de ce savant auteur, il nous est impossible d'admettre ce sentiment. Il n'est pas en effet, toujours facile de prévoir, à l'époque de la constitution d'une société, quels en seront les résultats. Il peut fort bien arriver que tout milite d'abord en sa faveur, et que, dans la suite, à cause d'événements de toute nature, peut-être même d'une mauvaise administration, cette société ne présente plus les garanties nécessaires au crédit public. Il nous paraît donc difficile de mettre le Conseil d'État et, par suite, le Gouvernement dans cette alternative dangereuse de ne pouvoir que seulement accorder ou refuser l'autorisation demandée, sans jamais pouvoir revenir sur sa décision primitive. D'ailleurs, la comparaison que M. de Courcy semble vouloir établir entre les différents diplômes accordés par l'État et l'autorisation donnée aux sociétés d'assurances sur la vie, nous paraît quelque peu forcée, parce que ces dernières, en raison de leur base immense d'opérations, ont en mains des intérêts beaucoup plus considérables.

1. DE COURCY, *Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie*, publié à la suite de *L'assurance par l'État*, Paris, 1894, p. 67.

Quoi qu'il en soit, l'administration ne paraît pas disposée à user largement de l'exercice de ce droit. On peut toutefois signaler plusieurs cas de retrait d'autorisation pour méconnaissance des statuts : un décret du 4 mai 1859 (*Bulletin des Lois*, 1859, partie supplémentaire, 1^{er} semestre, page 966), révoquant une association mutuelle pour l'assurance du bétail, la *Mutuelle du Calvados*¹. Plus récemment, nous pouvons citer deux autres décrets : l'un du 17 août 1886², révoquant l'autorisation donnée à la *Garantie Générale*, société mutuelle d'assurances sur la vie ; l'autre, du 24 janvier 1887, rapportant l'autorisation donnée à la *Centrale*, société anonyme, exerçant la même industrie³.

Le droit de révocation, dont l'utilité nous semble incontestable, a été maintenu au profit de l'administration dans plusieurs des projets de loi relatifs aux sociétés d'assurances sur la vie. C'est ainsi que le projet de loi adopté par le Conseil d'État en 1886, déclare dans son article 6 que : « l'autorisation peut-être retirée : 1° en cas de violation ou d'inexécution des statuts ; 2° en cas d'inexécution totale ou partielle de l'article 2 ou du § 1^{er} de l'article 3 ci-dessus⁴ ; 3° en

1. Cité par M. DE COURCY, *op. cit.*, p. 68.

2. DUVERGIER, *Collection des lois*, 86, p. 327.

3. DUVERGIER, *op. cit.*, 1887, p. 86.

4. Voir le texte du projet de loi, *Journal des assurances*, 1^{er} mai 1899, p. 172.

cas de condamnation prononcée par application du § 1^{er} de l'article 5. Le retrait est prononcé dans la forme prescrite pour l'autorisation, la société entendue ou mise en demeure de fournir des explications. »

De même, la proposition de loi présentée par M. Jules Roche, député, dans la séance du 22 janvier 1894, établit, dans l'article 3 § 1^{er}, que « le retrait d'autorisation peut-être prononcé pour toute violation des statuts ou infraction aux dispositions de la présente loi. »

La faculté accordée à l'État de révoquer l'autorisation constitue, dit M. Jules Roche, dans l'Exposé des motifs la suprême sanction de sa surveillance ; mais le gouvernement ne pourra user de ce droit qu'en pleine connaissance de cause et dans l'intérêt bien prouvé des porteurs de contrats ¹.

Ainsi, spécialité et révocabilité, tels sont les deux caractères que présente, dans notre législation actuelle, l'autorisation nécessaire à toute société d'assurances sur la vie, caractères que nous considérons comme indispensables. Le seul reproche que nous ayons adressé au régime de l'autorisation préalable consiste, en effet, simplement dans les lenteurs administratives que subit ce régime ; nous avons ajouté toutefois que

1. *Journal des assurances*, 1^{er} avril 1894, p. 132.

cet inconvénient n'était heureusement pas sans remède.

3. *Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation.* — Cette procédure, beaucoup trop longue et trop lente, a été fixée par un règlement du Ministre de l'intérieur du 23 décembre 1807, et par deux instructions ministérielles du 22 octobre 1817 et du 14 juillet 1818.

Les statuts doivent être arrêtés avant la demande ; ce sont, en effet, les statuts eux-mêmes qui doivent être soumis à l'approbation administrative, ainsi que toute modification qui y serait apportée au cours de la société. La jurisprudence a décidé que l'acte qui renferme les statuts forme, même avant d'avoir été approuvé, l'acte constitutif de la société, et non un simple projet¹. Ces statuts sont adressés à tous ceux qui sont sollicités de devenir actionnaires, et qui, en cas d'adhésion, s'engagent à verser le capital intégralement dans les délais déterminés par les statuts, et le quart au moins au moment où le Ministre en ordonnera le dépôt.

On rédige ensuite l'acte de société ; si l'on a recours à un acte sous seing privé il faut le reproduire en quatre exemplaires : un doit être déposé au siège social ; un deuxième doit être annexé à la déclaration de souscription du ca-

1. Cass. 23 mai 1859 (D. P. 59. 1, 464 ; S. 59, 1, 695.)

pital et de versement du quart ; les deux autres doivent être remis dans chacun des greffes du tribunal de commerce et la justice de paix du lieu dans lequel est établie la société. Cet acte peut contenir l'indication des souscripteurs et du montant de leurs souscriptions ; cette indication peut être faite dans un acte séparé qui devra toujours, dans ce cas, être un acte notarié. Il importe de remarquer que, d'après les dernières autorisations, nul des souscripteurs ne doit avoir plus de deux cents actions, et que ces actions doivent être de mille francs. Le ministère et le Conseil d'État l'exigent avec la plus grande fermeté. Ils ont pensé que, par ce moyen, l'avenir de la société reposerait sur la solvabilité d'un plus grand nombre de personnes, et que le chiffre élevé des actions prêterait moins à l'agiotage, en diminuant l'importance de la prime.

En même temps que l'acte de société, les fondateurs doivent encore présenter les tarifs à l'approbation gouvernementale, parce que le même décret qui autorisera la constitution de la société approuvera aussi les tarifs qui deviendront en quelque sorte une partie intégrante des statuts, à tel point que les directeurs n'auront pas le droit de les diminuer ou de les augmenter, au moins au delà d'un certain taux, fixé ordinairement à un dixième, suivant les

nécessités de la concurrence ou la situation financière de la société, sans l'autorisation du gouvernement.

Le dossier étant ainsi constitué, il est transmis à la Préfecture de police, pour le département de la Seine, et, pour les autres, à la Préfecture du département, si la société ne doit pas étendre ses opérations au delà des limites d'un département. Dans le cas où la société voudrait s'établir dans toute la France, on devra le transmettre au Ministère du Commerce.

L'administration préfectorale procède alors à une enquête sur l'objet de la société, la moralité des fondateurs et les chances de l'entreprise. Le travail des bureaux du Ministère qui étudie l'affaire consiste surtout à rapprocher autant que possible l'acte de société et les statuts de types déjà connus pour avoir servi de base à des sociétés autorisées.

Si aucune modification à l'acte ou aux statuts n'est apportée par le Ministre, il invite alors les fondateurs à déposer leurs fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour Paris, ou dans les bureaux du Receveur général, pour les départements. Le Conseil d'État est ensuite saisi et le dossier est envoyé à la Section compétente. Cette dernière, qui peut introduire toute les modifications qui lui semblent convenables, statue sur le rapport d'un de ses membres ; le Conseil

d'État, réuni en assemblée générale, entend un nouveau rapport et émet un avis définitif qui est transmis au Ministre.

Celui-ci est libre de prendre le parti qui lui convient ; mais en réalité il suit la décision du Conseil d'État. En conséquence, il refuse l'autorisation si le Conseil d'État émet une opinion défavorable ; dans le cas contraire, il prépare un projet de décret autorisant la constitution de la société ; lorsque cette décision a été signée par le Chef de l'État, contresignée par le Ministre, elle est insérée au *Bulletin des Lois*.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours contentieux, parce qu'elle n'est que l'exercice du pouvoir discrétionnaire de l'administration ¹. Il résulte également de l'arrêt du 6 août 1861 que le ministre saisi de la demande d'autorisation n'est même pas tenu de soumettre les statuts au Conseil d'État, s'il juge, à la seule inspection de la demande, qu'il n'y a pas lieu de l'accorder ².

Toutefois, au point de vue du recours à exercer contre la décision gouvernementale, le projet de loi de l'Institut des actuaires français ac-

1. Conseil d'État, 6 août 1861. (D. P., 61, 3, 84.) Cf. DALLOZ, *Répertoire*, v° *Société*, n° 1463.

2. Cf. relativement à la procédure de l'autorisation, le règlement du 21 décembre 1807 sur l'exécution de l'article 37 du Code de commerce, relatif aux sociétés anonymes, rapporté dans LOCRÉ, *op. cit.*, t. XVII, p. 461.

corde aux demandeurs la faculté de se pourvoir contre une telle décision. Il est vrai que ce projet modifie un peu la procédure actuelle sur ce point : c'est le ministre qui, d'après la nouvelle proposition, article 3, doit statuer sur la demande d'autorisation, après avoir pris l'avis d'un comité consultatif spécial, dont la composition et les attributions sont minutieusement déterminées dans le titre v du projet. Alors, en cas de refus, les demandeurs pourront se pourvoir devant le Conseil d'État par la voie contentieuse », ajoute l'article 3 ¹.

Les complications et les lenteurs de cette procédure sont réelles malheureusement : des sociétés d'assurances sur la vie ont attendu trois ans l'autorisation qu'elles sollicitaient, pendant que des associations étrangères venues surtout de l'Amérique et de l'Angleterre s'implantaient sans difficulté dans le pays. Ces retards, dus à des enquêtes qui durent trop longtemps, ont de très graves inconvénients : les sommes versées étant parfois très fortes, les intérêts sont absolument perdus pour la première année. Aussi, en présence de ces inconvénients, a-t-on demandé sinon la suppression de l'autorisation, au moins la détermination par le législateur d'un délai

1. Voir le texte de ce projet de loi, RUBEN DE COUDER, *Supplément au Dictionnaire de Droit commercial*, t. 1^{er}, p. 146.

passé lequel les sociétés pourraient commencer leurs opérations sans attendre davantage une autorisation ou un refus ¹.

4. *Conséquences de l'autorisation et du refus d'autorisation.* — Une fois l'approbation donnée à l'acte de société et aux statuts, la société d'assurances sur la vie a une existence légale ; elle a le droit de contracter, aussi bien que la capacité juridique pour ester en justice. « Avant l'autorisation, dit M. Couteau, dans son *Traité des assurances sur la vie* (tome II, page 17), le droit des actionnaires n'est qu'éventuel, mais rien n'interdit de vendre ce droit, comme une espérance, à condition de ne pas cacher la situation véritable. » A ce droit éventuel l'autorisation substitue un droit certain et définitif ; mais, la société ne commençant à exister que du moment où elle est régulièrement autorisée, c'est-à-dire à dater du jour du décret, il s'ensuit que, si des dépenses ont été engagées antérieurement, elles restent, en principe, à la charge des fondateurs. Ce résultat, qui peut paraître injuste lorsqu'il s'agit de dépenses nécessaires ou même utiles dont la société a profité, peut être évité en les comprenant par avance dans l'acte de constitution ².

1. LEFORT, *op. cit.*, T. I^{er}, p. 241, en note.

2. COUTEAU, *op. cit.*, T. II, p. 48.

La société autorisée a le droit de faire tous les actes que comporte son objet, pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux statuts, et bien qu'ils n'y aient pas été expressément prévus. Ainsi, l'insertion d'une clause dans une police d'assurances ne peut être critiquée, quand elle n'est que l'exécution d'un article même des statuts. Ainsi, spécialement, la clause d'une police d'après laquelle « la totalité des droits de commission est exigible au moment de la signature de ladite police, et ces droits demeurent irrévocablement acquis à la compagnie, alors même que, pour une cause quelconque, le souscripteur ne donnerait pas suite à son engagement », est valable et régulière, alors qu'elle ne contient aucune modification aux statuts ni aux conditions d'existence de la société, et qu'en outre elle a été introduite dans la police en exécution même d'un article des statuts aux termes duquel « la compagnie pourvoit à tous les frais quelconques soit de gestion, de police et autres, et, pour s'indemniser de toutes ces dépenses, perçoit, en sus des mises sociales, un droit de commission dont le mode et la quotité sont déterminés, avant la formation de chaque société, d'accord avec les fondateurs. » (Civ. cass. 28 Octobre 1889, D. P. 90, 1, 52.)¹.

1. DALLOZ. *Supplément au Répertoire*, v° *Société*, n° 1900.

Supposons maintenant le cas où une société d'assurances sur la vie s'est établie en France sans autorisation du gouvernement, ou bien le cas où, après l'avoir demandée, cette société n'a pu obtenir l'autorisation nécessaire : quelle sera alors sa situation juridique ?

Dans un cas comme dans l'autre, le résultat est le même : la société n'a pas d'existence légale à l'égard des tiers ; dans le premier cas, parce qu'elle n'a jamais existé juridiquement même à l'état de projet ; dans le second, parce que, si elle a d'abord été à l'état de projet, elle n'existe plus et aucun acte ne peut être fait en son nom. Par suite, la société privée d'autorisation n'a pas le droit d'ester en justice et d'y être valablement représentée. Cela résulte d'un arrêt de la Cour d'Orléans du 21 juillet 1859. (D. P. 61, 2, 29.) Toutefois, comme, jusqu'au jour de la dissolution, il a existé une association ou communauté d'intérêts qui, devant être liquidée, peut poursuivre en justice l'exécution des engagements antérieurement pris, il est certain que la société peut être représentée devant les tribunaux par un mandataire ou liquidateur pour la liquidation des opérations faites jusqu'au jour de la dissolution.

Quant aux actionnaires, plusieurs hypothèses sont à considérer. D'abord, ils peuvent avoir été trompés par des promesses plus ou moins dolo-

sives : dans ce cas, nous pensons qu'ils ont le droit de réclamer leur mise et aussi des dommages-intérêts, lesquels se réduiraient, dans les cas ordinaires, à l'intérêt des sommes versées. Mais, si les fondateurs ou administrateurs n'avaient commis aucun dol, si, en présentant la société comme dûment autorisée, ils avaient agi eux-mêmes de bonne foi, et qu'aucune faute ne leur fût imputable, sans doute ils ne seraient pas passibles de dommages-intérêts mais les actionnaires auraient le droit de réclamer l'intégralité de leur mise, sans être obligés de participer aux dépenses et aux engagements de la société de fait qui pourrait avoir subsisté pendant un certain temps ¹.

Mais, au moment de la souscription, si l'actionnaire connaissait l'état des choses, et savait parfaitement que la société n'était pas autorisée, alors, nonobstant le défaut d'autorisation, le pacte social lie néanmoins les associés. « La nullité d'une société anonyme, dit un arrêt de la Cour de Caen, prononcée à défaut d'autorisation, n'a pas d'effet rétroactif, en ce sens que les associés ne sont dégagés que pour l'avenir du lien social, mais qu'ils doivent se faire compte, et par devant arbitres, des opérations consommées durant l'existence de la société de fait, en prenant pour base le pacte social. ² ».

1. Cass. 9 juin 1841. DALLOZ, *Répertoire*, v° *Société*, nos 1466 et suiv.

2. Caen, 7 août 1844 (S. 45, 2, 292 ; D. P. 45, 2, 33).

Il y a lieu de noter toutefois que le législateur n'a établi aucune sanction à la disposition principale de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, et que s'il plaisait à une compagnie d'assurances sur la vie de se former sans solliciter l'autorisation du gouvernement, nous ne voyons pas, avec M. de Courcy ¹, qui l'empêcherait, ni quelles peines atteindraient les violateurs de la loi. C'est là une lacune regrettable de la loi de 1867, et dont les inconvénients, malheureusement, se sont déjà fait sentir en favorisant de véritables fraudes à la loi, surtout en ce qui concerne certaines sociétés soi-disant étrangères, ainsi que nous l'expliquerons dans le paragraphe suivant. Ajoutons, d'ailleurs, que cette lacune n'est pas la seule que présente l'article 66 de la loi de 1867, qui a totalement laissé de côté les Compagnies étrangères.

Sans doute, les conséquences du défaut d'autorisation que nous venons d'envisager sont sérieuses, et empêcheront peut-être, dans une certaine mesure, la fondation de semblables sociétés ; mais, à notre avis, une sanction pénale serait plus efficace encore, et, nous le répétons, c'est là un oubli très regrettable.

Quoi qu'il en soit, et en résumé, une société d'assurances sur la vie qui n'est pas autorisée

1. DE COURCY, *op. cit.*, p. 70.

n'a aucune existence légale, tandis qu'une société de même genre dont les statuts ont été approuvés, est libre d'agir comme elle l'entend dans la limite de ses attributions ; mais, par contre, elle ne peut ni faire ce qui lui est interdit, ni même déroger par des conventions particulières aux prescriptions de l'autorité ¹, et toute personne soit créancière, soit actionnaire, pourrait demander la nullité de l'acte fait en violation des statuts, sans que l'approbation par l'assemblée générale pût être opposée ². Enfin, la circonstance que l'autorisation a été obtenue, et que les statuts ont été publiés au *Bulletin des Lois* ne leur enlève pas le caractère de convention privée et ne les convertit pas en loi, de telle sorte qu'il appartient aux juges du fait de les interpréter ³. Cependant, cette circonstance n'a pas pour effet d'empêcher la déclaration de faillite ⁴.

Tel est, quant à l'autorisation, le régime spécial imposé par la loi aux sociétés françaises pour le négoce des assurances sur la vie. Ce régime est-il applicable et dans quelles conditions aux sociétés étrangères de même nature ? Telle est la question que nous allons étudier

1. Cass. 16 juillet 1838 (DALLOZ, *Répertoire*, v° *Société*, n° 1483. S. 38, 1, 589.)

2. DALLOZ, *Répertoire*, v° *Société*, n° 1484.

3. Cass. 13 décembre 1852 (D. P. 52, 1, 332 ; S. 53, 1, 97) et Cass., 7 avril 1862 (D. P. 63, 1, 167 ; S. 62, 1, 984).

4. DALLOZ, *Répertoire*, v° *Société*, n° 1486.

maintenant, en suivant le même ordre que nous avons déjà suivi, mais en remplaçant l'étude de la procédure, qui évidemment est inapplicable ici, par une explication spéciale des différents actes d'où dérive, pour les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, l'autorisation de s'établir et de fonctionner en France.

§ 2

SITUATION DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE QUANT A L'AUTORISATION

1. — *Motifs de l'autorisation.*— Nous savons déjà (*suprà* pages 58 et suivantes) que la loi de 1857, n'ayant été abrogée ni expressément ni tacitement, est toujours en vigueur, et qu'elle constitue aujourd'hui encore la loi fondamentale régissant les sociétés étrangères en France. Il s'ensuit que, pour s'établir dans notre pays, toute société étrangère, en général, doit, au préalable, avoir obtenu une autorisation du gouvernement français. Nous avons déjà dit également sur quelles raisons s'appuie la nécessité de cette autorisation en ce qui concerne les sociétés anonymes étrangères ordinaires, c'est-à-dire autres que les sociétés d'assurances sur la vie. (*Suprà*, loc. cit.)

Toutefois, certains auteurs ont prétendu que le législateur français ne devait pas se montrer moins libéral à l'égard des sociétés anonymes que la plupart des législations étrangères, et que, de même que la loi française admet aujourd'hui la libre fondation de toute société anonyme autre que les sociétés d'assurances sur la vie, de même cette règle devait s'appliquer aux sociétés similaires étrangères.

Mais, parmi ces auteurs, quelques-uns sont même allés plus loin, en demandant la même réglementation pour toutes les sociétés étrangères, y compris les sociétés d'assurances sur la vie. Nous ne pouvons admettre ce sentiment. Les motifs les plus graves exigent, en effet, que l'industrie des assurances sur la vie ne soit pas abandonnée chez nous entre les mains de sociétés étrangères, dont le plus souvent on ne connaît pas la valeur. Nous posons, au contraire, en principe, que, si l'on admet la nécessité de l'autorisation gouvernementale pour nos sociétés nationales, à plus forte raison doit-on l'exiger des sociétés similaires étrangères.

Cette opinion est, à notre avis, basée sur différents motifs, qui peuvent se ramener à trois principaux : un motif d'égalité, un motif de sécurité publique et un motif de réciprocité internationale.

Si la loi française astreint les sociétés natio-

nales à un régime spécial au point de vue de l'autorisation préalable, il nous semble que ne pas exiger les mêmes garanties des sociétés étrangères constitue une mesure de partialité que l'on ne saurait justifier. Autre chose, en effet, est l'existence légale qui permet de faire les actes ordinaires de la vie civile, d'ester en justice, de poursuivre un débiteur, d'acquérir une propriété. . . ; autre chose serait le droit d'exercer sans contrôle un commerce qui n'est pas libre pour les nationaux. Si l'on a reconnu que les assurances sur la vie doivent¹ être soumises à un régime spécial, il faut reconnaître, par conséquence forcée, que ces règles sont applicables aux sociétés étrangères qui font des opérations d'assurances sur la vie. En un mot, ce que nous demandons, c'est un régime d'égalité parfaite entre les étrangers et les nationaux, parce qu'il est d'évidence et de bon sens qu'en matière commerciale, les premiers ne peuvent pas être affranchis des règlements imposés aux seconds¹. Par suite, si la façon de procéder envers l'étranger et l'indigène est différente, elle devient vexante, et doit cesser le plus tôt possible. L'égalité pour les nationaux et pour les étrangers est la seule devise digne d'un pays libéral.

D'ailleurs, les mêmes motifs que nous avons

1. COUTEAU, *Moniteur des assurances*, 1862, p. 152.

déjà donnés, à propos de l'autorisation indispensable aux sociétés françaises (*suprà*, pages 94 et suivantes), ne se rencontrent-ils pas ici et avec plus de force encore ? Si l'intérêt public exige les garanties les plus sérieuses de nos sociétés nationales, destinées à recevoir et à gérer une partie importante de l'épargne française, ne doit-il pas être au moins aussi vigilant lorsqu'il s'agit de sociétés étrangères, dans le nombre desquelles il peut s'en trouver de fort solides assurément, mais dont néanmoins on ne saurait trop se méfier.

On comprend bien que la personne qui réside dans le pays où sont établies ces compagnies traite avec elles : elle aura la possibilité, la faculté de faire un choix, de comparer les comptes rendus, d'apprécier les inventaires et la valeur des placements, de consulter le cours des actions, de se renseigner auprès d'anciens assurés, de banquiers respectables et de notaires ; au jour du décès, l'exécution de la convention sera réclamée au siège de la Compagnie, sous la loi du pays et dans la monnaie du pays. Mais, si l'assuré réside en France, il n'aura d'autres moyens d'information que les affirmations intéressées d'un agent irresponsable. Le contrat peut durer un demi-siècle ; on ignore quelles seront, pendant ce demi-siècle, les relations des nations étrangères avec la

France, si ces relations seront pacifiques le jour où il s'agira d'exécuter le contrat, si la compagnie n'aura pas supprimé ses agences françaises, en admettant que sa solidité soit à l'épreuve d'un demi-siècle, s'il ne faudra pas aller lui porter ses primes à l'étranger sous peine de déchéance. Il y a, d'autre part, les perturbations des changes; dans les relations avec la Russie, avec les États-Unis, avec l'Italie, on a subi des pertes de change qui allaient jusqu'à dépasser 25 pour 100. Et si, en cas de litige une déchéance est opposée, la famille devra aller plaider à l'étranger. On parle bien d'un dépôt à la banque, d'acquisition d'immeubles; mais que signifie, à l'échéance d'un demi-siècle, un dépôt qui aura pu être retiré ou épuisé, un immeuble qui aura pu être hypothéqué ou vendu? Ce sont des garanties illusoires¹. Pour toutes ces raisons, qui intéressent au plus haut degré l'intérêt public national, il nous semble que le gouvernement a le droit et même le devoir d'intervenir afin de vérifier au préalable si la société étrangère qui désire s'établir en France offre toutes les garanties voulues à la sécurité des capitaux français.

Le sentiment que nous exprimons est conforme, du reste, à la pratique des gouverne-

1. V. DE COURCY, *Précis de l'assurance sur la vie*, p. 111 et suivantes.

ments étrangers; aussi nous pensons que le principe de réciprocité, qui est une des bases du droit international, ne permet pas d'affranchir les sociétés étrangères d'assurances sur la vie des règles imposées aux sociétés françaises.

A part, en effet, quelques petits états comme la Belgique¹, la Hollande, le Danemark et la Suède, où les compagnies étrangères d'assurances sur la vie sont admises à opérer librement, dans presque tous les pays, au contraire, ces mêmes sociétés étrangères ne sont admises à traiter qu'à la condition d'exécuter les formalités imposées aux sociétés nationales elles-mêmes, et notamment d'obtenir une autorisation préalable du gouvernement du pays où elles veulent s'établir. Ainsi, le régime de l'autorisation préalable imposée aux compagnies étrangères d'assurances sur la vie est en vigueur en Espagne, en Grèce, en Serbie, en Prusse, en Saxe, en Wurtemberg, en Alsace-Lorraine et dans plusieurs cantons de Suisse. Dans d'autres pays, notamment en Bavière, en Autriche et en Hongrie², dans le grand-duché de

1. Toutefois, pour la Belgique et en ce qui concerne les sociétés françaises, celles-ci y sont admises en vertu d'une autorisation générale édictée dans la loi belge du 14 mars 1855, mais cette loi elle-même est basée sur un motif de réciprocité. (*Suprà*, p. 18.)

2. Le Code hongrois consacre expressément la doctrine que nous défendons : Art. 461. — « Les entreprises étrangères d'assurances, dont la constitution en sociétés par actions répond aux dispositions des

Luxembourg, en Roumanie, en Portugal, dans certains cantons suisses et dans les Etats de l'Union Américaine¹ au régime de l'autorisation préalable est jointe l'obligation d'effectuer un cautionnement. Enfin, ailleurs, mais seulement en Russie, en Italie et en Angleterre, les compagnies étrangères d'assurances sur la vie ne traitent valablement qu'à la condition de demander une autorisation aux gouvernements étrangers, ou de faire une publication spéciale et d'effectuer un dépôt spécial sur les encaissements des primes.

Ainsi, puisque à l'étranger la règle généralement admise est que toutes les sociétés d'assurances sur la vie doivent être traitées de la même manière, nous ne voyons pas pourquoi notre pays se montrerait plus libéral que les autres, dans une matière aussi grave surtout que celle des assurances sur la vie.

Tout enfin réclame l'observation de cette règle : l'intérêt de l'État, principalement au point de vue du recouvrement des impôts,

articles 210 et 211, pourront étendre leurs opérations sur le territoire de la couronne hongroise, si, pour tout ce qui concerne le fonctionnement dans le pays, elles ont préalablement déclaré se soumettre aux prescriptions du présent titre, lors de l'enregistrement de leur *firme*. » Et l'article 462 soumet les contrevenants aux pénalités édictées par les articles 218 et 226.

1. Le Code de l'État de l'Illinois, dans son article 26, dit : « Les associations étrangères..... n'ont pas de droits plus étendus que les Sociétés nationales. »

qui doivent s'appliquer indistinctement à tous ceux qui habitent le territoire, mais aussi au point de vue de la facilité que le régime de la liberté absolue, appliqué aux sociétés étrangères, laisserait à nos sociétés nationales d'émigrer à l'étranger pour y établir leur siège social, et revenir sans difficultés exploiter le territoire français comme sociétés étrangères; l'intérêt du commerce français, qui ne doit jamais se trouver dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère; et, enfin, comme nous l'avons déjà dit, l'intérêt des assurés eux-mêmes, à cause de la nature toute spéciale des opérations d'assurances sur la vie ¹.

A raison des trois motifs que nous venons d'étudier, motif de réciprocité internationale, motif de sécurité publique et surtout motif d'égalité, nous pensons donc que le régime de l'autorisation préalable doit être appliqué aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie. Mais, si, de fait, ces sociétés sont astreintes à la nécessité d'obtenir une autorisation du gouvernement français, cette autorisation ne présente pas le caractère de spécialité que nous avons reconnu indispensable à l'autorisation exigée de nos so-

1. LEFORT, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurances sur la vie*, t. 1^{er}, p. 263. — COUTEAU, *Moniteur des assurances*, 1882, page 154 et suivantes.

ciétés nationales. C'est là, à notre avis, une différence très regrettable.

2. *Caractères de l'autorisation exigée des sociétés étrangères.* — En droit, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie devraient être astreintes au même régime que les compagnies similaires françaises¹. Mais, en fait, dans notre législation actuelle, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont encore régies par la loi du 30 mai 1857, de même, d'ailleurs, que toutes les sociétés étrangères en général. Ainsi, pour les unes et pour les autres, la règle est la même : toutes peuvent s'établir en France dès lors que le pays auquel elles appartiennent a bénéficié d'un décret général, rendu en conformité de l'article 2 de la loi de 1857. Il s'ensuit que l'autorisation exigée à l'heure actuelle des sociétés étrangères d'assurances sur la vie n'est autre que l'autorisation générale accordée par le gouvernement français à toutes les sociétés d'un même pays, tandis que chez nous chacune de nos sociétés similaires nationales est obligée d'obtenir une autorisation spéciale. A notre avis, cette différence de situation est fâcheuse, et ne saurait se justifier.

Aussi, certains jurisconsultes, en présence

1. LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 254. — VAVASSEUR, *Traité des sociétés*, p. 653. — COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 71 et suiv. ; *Moniteur des assurances*, 1882, p. 145.

des inconvénients de cette législation, ont-ils essayé de faire adopter une autre théorie, qui, au lieu d'être basée sur la loi de 1857, ne serait que l'application aux sociétés étrangères du régime établi par le législateur de 1867 pour les sociétés françaises. Ils ont alors prétendu que l'article 66 de la loi de 1867 est d'ordre public, et que, par suite, en vertu de l'article 3 du Code civil, cette disposition doit s'appliquer de plein droit aux sociétés étrangères comme aux sociétés nationales ¹.

L'article 66, dit-on dans cette doctrine, constitue la réglementation d'un négoce spécial, et a bien le caractère d'une loi d'ordre public. Ces sortes de réglementations de tel ou tel genre de commerce ou d'industrie sont, du reste, plus fréquentes qu'on ne le pense au premier abord. Les unes sont motivées par des nécessités de voirie ou de police; elles donnent lieu à un grand nombre d'arrêtés préfectoraux ou municipaux; les autres, par un intérêt fiscal, comme les interdictions relatives aux tabacs, aux poudres et salpêtres, aux cartes à jouer. Le plus grand nombre ont pour cause le devoir que s'impose le gouvernement de protéger soit les personnes, soit la fortune des citoyens; les exemples abondent:

¹ VAVASSEUR, *op. cit.*, p. 647. — HUMANN, *Rev. des Sociétés*, 1883, p. 485; 1885, p. 316.

la boulangerie, la boucherie, l'imprimerie, la librairie, nombre d'établissements industriels sont ou ont été réglementés. On peut citer encore, dans le même ordre d'idées, un décret du 8 février 1880, qui prescrit de n'admettre à la cote officielle de la Bourse que les valeurs étrangères conformes aux règles indiquées par la loi de 1867, y compris le versement du quart ¹.

L'assurance sur la vie, dit-on encore, est ainsi placée en dehors du droit commun, qui assure et protège la liberté des conventions ; elle est placée sous la tutelle du gouvernement. Aussi, les règles de la loi de 1857 ne sont que des lois de procédure et de forme, mais absolument étrangères à l'assurance sur la vie, industrie protégée et réglementée, qui ne peut être exercée qu'avec l'assentiment de l'État. Par suite, si, pour les sociétés anonymes étrangères, l'autorisation générale édictée par le législateur de 1857 est suffisante, pour celles qui se livrent à l'industrie des assurances sur la vie, au contraire, il faut de plus une autorisation spéciale du gouvernement français : il y a donc pour elles deux autorisations distinctes ².

Bien que cette doctrine soit basée sur des considérations du plus haut intérêt, et qu'elle

1. COUTEAU, *Moniteur des assurances*, 1882, p. 151.

2. VAVASSEUR. *Les Compagnies étrangères d'assurances sur la vie*, (*Le Droit*, n° du 20 avril 1898.)

soit très séduisante, nous ne pensons pas qu'elle soit applicable dans notre législation actuelle.

Les dispositions de la loi de 1867, en effet, ne nous semblent pas concerner les sociétés étrangères. Les raisons d'ordre public que l'on invoque sont, il est vrai, à considérer; mais ces motifs n'ont rapport qu'à l'ordre public national. L'ordre public, en effet, peut s'envisager à deux points de vue différents : au point de vue absolu et au point de vue relatif. Au point de vue absolu, toute prescription d'ordre public doit évidemment s'appliquer à tous les individus habitant le territoire, parce que ces règles existent dans tous les pays, et ce sont elles seulement qui sont comprises par le texte de l'article 3 du Code civil. Au contraire, il existe d'autres règles d'ordre public, mais qui ne sont considérées comme telles que par certains législateurs. Ainsi, il existe en France une réglementation spéciale de certaines industries, parce que notre législateur a pensé que la liberté laissée à ces industries pouvait amener de graves abus et compromettre l'intérêt public français. Mais, dans d'autres pays, cette réglementation peut très bien ne pas exister, attendu que le législateur étranger n'a pas jugé, au contraire, que le régime de liberté fût de nature à porter atteinte au bon ordre national.

Or, nous pensons qu'il y a lieu de classer

dans cette deuxième catégorie les règles qui régissent chez nous les sociétés d'assurances sur la vie. Ces règles n'ont pas, comme d'ailleurs toutes les autres dispositions de la loi de 1867, le caractère d'ordre public dans le sens absolu du mot. S'il est vrai de dire que les lois sur les sociétés, celle de 1867 spécialement, sont d'ordre public en certaines de leurs prescriptions, c'est au regard des nationaux et non pas des étrangers ¹.

En défendant cette opinion, du reste, nous ne faisons que suivre l'interprétation admise par la majorité des auteurs ² et par la jurisprudence. Celle-ci a adopté la même solution, notamment dans un jugement du Tribunal de la Seine du 19 février 1881 (*Journal de Droit international privé* 1881), dans un arrêt de la Cour de Lyon du 7 janvier 1881 ³ et dans un arrêt de la Cour de cassation rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Chambéry en date du 25 mai 1883. Il est intéressant de donner ici quelques-uns des motifs invoqués par la Cour suprême à l'appui de cette solution le 16 juin 1885 ⁴ :

1. PASCAUD, *De la condition légale des sociétés étrangères en France*. (*Rev. des Sociétés*. 1889, p. 92.)

2. Paul PONT, *Sociétés commerciales*, n° 1080. — ROUSSEAU, *Sociétés commerciales*, n°s 2148 et suiv. — LYON-CAEN et RENAUT, *Précis de droit commercial*, t. 1^{er}, n° 544.

3. D. P. 81, 2, 453.

4. D. P. 86, 1, 153, et note ; S. 85, 2, 51.

« Attendu, en droit, dit ce document, que les articles de la loi du 24 juillet 1867, invoqués par le pourvoi, et qui ont pour but de ne permettre la négociation des actions ou coupons d'actions qu'après le versement du quart, ne s'appliquent qu'aux sociétés françaises, et non aux sociétés étrangères ;

« Que la prohibition écrite dans l'article 2 et sanctionnée par les peines édictées à l'article 14, est intimement liée aux règles prescrites par la loi pour la constitution des sociétés ;

« Que, ces règles ne concernant manifestement que les sociétés se constituant en France, les interdictions destinées à leur seconde sanction ne sauraient être étendues aux sociétés étrangères, dont la constitution ne pouvait être réglementée, et n'a point été visée par la loi française. »

Ainsi, dans l'état actuel de notre législation, nous ne pensons pas, étant donnés, d'un côté, le texte formel de la loi de 1857, toujours en vigueur, et, d'autre part, l'absence d'une disposition expresse appliquant aux sociétés étrangères les restrictions de la loi du 24 juillet 1867, que l'on puisse imposer le régime spécial de l'article 66 de cette dernière loi à des compagnies d'assurances sur la vie autres que les sociétés françaises. Il suit de là que le régime qui doit être appliqué aux sociétés étrangères est unique—

ment celui que le législateur de 1857 a établi pour toutes les sociétés étrangères en général.

Toute compagnie étrangère d'assurances sur la vie qui désire s'établir en France n'a donc nullement besoin d'une autorisation spéciale du gouvernement français. Dès lors que le pays auquel elle appartient a bénéficié d'un décret général d'autorisation, cela suffit pour donner à cette société l'existence légale qui lui est nécessaire chez nous. Les compagnies étrangères d'assurances sur la vie ne sont donc astreintes en France, quant à l'autorisation, qu'au régime de droit commun applicable à toutes les sociétés étrangères en général.

Toutefois, une question s'est posée sur le point de savoir si le gouvernement français, en présence du régime actuel que nous venons d'indiquer, pourrait néanmoins se réserver la faculté d'autoriser à agir en France spécialement certaines sociétés d'un pays, à l'exclusion des autres ; si, au lieu de procéder par voie de décret général rendu en faveur d'une nation, il ne pourrait pas autoriser spécialement et individuellement une société étrangère à exercer ses droits et à ester en justice dans notre pays. En faveur de l'affirmative, on rappelle que les sociétés anonymes françaises étaient, quand fut votée la loi de 1857, soumises à l'autorisation, et que ce régime, jugé suffisant pour les sociétés

nationales, peut être appliqué aux sociétés étrangères.

Cette opinion nous semble inadmissible : le législateur de 1857 n'a pas voulu qu'on vérifiât l'acte de constitution des sociétés étrangères, et qu'on recherchât si elles pouvaient, avec avantage, fonctionner en France. Il lui a semblé préférable de faire porter l'examen sur la législation étrangère elle-même, et de permettre, si les garanties qu'elle offre paraissent suffisantes, d'autoriser toutes les associations commerciales qui se constitueraient conformément à ses prescriptions ¹.

Mais ceci s'applique aux sociétés étrangères en général. Il ne faudrait donc pas croire que le décret qui accorde le bénéfice de la loi de 1857, ne puisse spécifier que certaines sociétés seront exceptées du bénéfice de l'autorisation, soit à raison de leur objet, soit à raison de leur mode de fonctionnement ². Il s'ensuit que le gouvernement français pourrait fort bien exclure du décret général accordé à une nation les sociétés d'assurances sur la vie, pour lesquelles il se réserverait le droit de ne leur accorder qu'une autorisation spéciale et individuelle.

1. En ce sens : PONT, *op. cit.*, n° 1863. — LYON-CAEN et RENAUT, *Traité de Droit commercial*, t. II, n° 1099. — *Contrà* : BOISTEL, *Précis de Droit commercial*, n° 303. — WEISS, *Traité élémentaire de Droit international privé*, p. 156.

2. DALLOZ, *Supplément au répertoire*, v° Société, n° 2264.

Mais, dès lors qu'un décret général est intervenu en faveur d'un pays étranger et sans aucune restriction, toutes les sociétés de ce pays, y compris les sociétés d'assurances sur la vie, sont alors en droit de l'invoquer pour s'établir sur notre territoire.

Le régime de notre législation actuelle, en ce qui concerne les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, est donc le régime de droit commun applicable à toutes les sociétés étrangères, c'est-à-dire le régime de l'autorisation générale donnée par un seul et même décret pour toutes les sociétés d'un même pays.

Toutefois, si à l'heure actuelle ce régime est, à notre avis, le seul légal, nous avouons qu'il ne nous satisfait nullement. En effet, outre qu'il porte atteinte à l'une des règles essentielles de notre droit public, le principe de réciprocité, une pareille mesure est pleine de dangers : elle permet en France l'introduction de sociétés étrangères n'offrant pas les garanties exigées par la loi française. Cette législation a, de plus, permis à des personnes, désireuses d'échapper à l'examen des statuts par le Conseil d'État, de fonder à l'étranger, et selon les règles du droit étranger, des compagnies destinées à faire, sinon toutes leurs opérations, au moins presque toutes leurs opérations en France ¹. Aussi, le ré-

1. Voir COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 72.

gime de l'autorisation donnée en bloc pour toutes les sociétés d'un pays, même pour les sociétés à naître, ne se comprend pas. Si l'on a cru devoir établir certaines mesures de précaution contre les compagnies françaises d'assurances sur la vie, en les soumettant au régime de l'autorisation, les motifs qui ont dicté à notre législateur ces mesures de sécurité ne doivent-ils pas s'appliquer, par *a fortiori*, aux tontines et aux compagnies étrangères d'assurances sur la vie ?

D'un autre côté, il faut noter que, par suite de la législation du pays où les compagnies étrangères ont été fondées, elles peuvent offrir moins de garanties dans les règles de leur constitution et de leur administration.

On a fait valoir aussi que les compagnies françaises n'avaient pas à être défendues contre la concurrence des compagnies étrangères ¹. Mais nous pouvons répondre que les motifs qui servent de base au régime des sociétés françaises existent là, et avec plus de force encore. Il nous est permis de dire, avec la Cour de cassation, que « les étrangers ne peuvent se plaindre de ce que notre législation ait, vis-à-vis d'eux, les mêmes exigences que vis-à-vis de nos

1. MATHIEU BODET, *Observations sur le projet de loi relatif à la réforme de la législation sur les sociétés* (*Journal des Économistes*, mai 1884, p. 190.)

nationaux : le droit de prendre, dans l'intérêt des actionnaires et des obligataires français, du public français en général, les mêmes précautions que contre les sociétés françaises est évident, et il est bon de l'exercer ¹ ».

Parmi les différents projets de loi relatifs à la réglementation des sociétés d'assurances sur la vie, si le projet de M. Lockroy a cherché à supprimer l'obligation de toute autorisation (*Journal des assurances*, 1^{er} octobre 1890, page 419), tous les autres, au contraire, ont admis la nécessité d'astreindre les sociétés étrangères au régime de l'autorisation spéciale.

La proposition de loi dont M. de Saint-Germain a saisi la Chambre des députés, à deux reprises différentes, le 18 novembre 1890 et le 12 février 1894, soumet toutes les sociétés étrangères à l'autorisation gouvernementale : « Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, dit l'article 1^{er}, sont soumises à l'autorisation du gouvernement. L'autorisation est donnée pour chaque société, après examen de sa situation et de ses statuts, par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. » Quant aux compagnies qui fonctionnent déjà, un délai d'un an leur serait

1. MONOD, *Rapport à l'assemblée générale de la Cour de cassation au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les sociétés*.

accordé, à partir de la promulgation de la loi, pour se munir de cette autorisation spéciale. (Art. 4) ¹. La même proposition est reproduite, mais en termes différents, dans le projet de loi de M. Jules Roche, présenté par ce député le 22 janvier 1894 ².

Déjà, en 1883 et dans les années suivantes, les rédacteurs du projet de loi du Sénat ³ et ceux du projet adopté par le Conseil d'État, en 1886 ⁴, frappés des dangers que présente pour les capitaux français cette liberté laissée aux compagnies étrangères d'assurances sur la vie, avaient proposé une modification dans le sens des propositions que nous venons de signaler. L'article 91, § 1^{er}, du projet du Sénat est en effet ainsi rédigé :

« Les associations étrangères de la nature des tontines et les compagnies d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, sont soumises aux dispositions de l'article 88. » Or, l'article 88, § 1^{er},

1. V. le texte et l'Exposé des motifs dans le *Journal des assurances*, n° du 1^{er} mai 1894, p. 166 et suiv.

2. V. le texte et l'Exposé des motifs dans le *Journal des assurances*, n° du 1^{er} avril 1894, p. 127 et suiv.

3. Le dépôt du projet de loi au Sénat a eu lieu le 6 décembre 1883 ; la Chambre des Députés en a été saisie à trois reprises, les 2 février et 26 novembre 1885 et 18 janvier 1890.

4. Voir le texte du projet de loi du Conseil d'État, *Journal des assurances*, 1^{er} mai 1899, p. 172 et suiv., et le remarquable rapport de M. CHAUCHAT, conseiller d'État, *ibid.*, nos du 1^{er} juillet 1899, p. 256, et du 1^{er} octobre 1899, p. 488.

décide que : « Les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. »

L'article 91 indique bien la pensée exprimée par M. Bozérian, dans son rapport au Sénat : il n'est pas juste que les sociétés étrangères soient plus favorisées que les sociétés françaises; elles doivent être traitées sur le pied d'égalité.

De même, le projet de loi du Conseil d'État, dans son article 7, impose à toute société étrangère d'assurances sur la vie l'obligation d'obtenir une autorisation spéciale du gouvernement français. L'important, en effet, dit M. Chauchat dans son rapport, « n'est pas de savoir si les statuts seront approuvés explicitement ou non, mais de réserver au gouvernement le droit de ne pas donner à une société l'autorisation de fonctionner en France, si l'examen de ses statuts et de son bilan révèle qu'elle fait ou peut faire des opérations jugées en France inadmissibles et même dangereuses. »

Enfin, de même que le projet de loi du Sénat, le projet du Conseil d'État établit que nulle société étrangère d'assurances sur la vie ne pourra agir en France, si, au préalable, son pays d'origine n'a obtenu du gouvernement français un décret général d'autorisation rendu en conformité de l'article 2 de la loi du 30 mai 1857. De

plus, le projet du Conseil d'État maintient le principe de réciprocité en n'accordant l'autorisation de fonctionner en France qu'aux sociétés des pays dans lesquels les sociétés similaires françaises sont admises elles-mêmes à fonctionner. (Art. 7.)

Ainsi, d'après ces dernières dispositions, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie devront, pour s'établir en France, obtenir une autorisation spéciale de notre gouvernement, bien que leur pays d'origine ait bénéficié d'un décret général, conformément aux dispositions de la loi de 1857.

Ces mesures nous paraissent très sages. Elles ont cependant été très attaquées, parce qu'en mettant sur le même pied les compagnies françaises et étrangères, le législateur semblerait autoriser le public à croire qu'il ne court aucun risque en traitant avec ces dernières. Par suite, l'arme défensive que les compagnies françaises possèdent actuellement, et qui consiste dans le défaut d'autorisation des sociétés étrangères, leur ferait totalement défaut; les compagnies françaises seront ainsi désarmées ¹.

Cette objection nous laisse assez indifférent. Il nous est facile de répondre, avec M. Bozérian,

1. En ce sens, DE COURCY, *Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie*, à la suite de *L'Assurance par l'État*, p. 78. — Voir aussi *L'assurance moderne*, 10 décembre 1890.

rapporteur du projet de loi au Sénat, qu'il faut se placer d'abord au point de vue des assurés et ne pas regretter les garanties qui leur seraient offertes, quelle que fût la compagnie qui les leur donnerait, étrangère ou française ; que, sans doute, l'intérêt des compagnies est à considérer, mais enfin que l'intérêt du public français doit aussi être sauvegardé, que l'intérêt général doit primer l'intérêt privé, quel qu'il soit ; que, d'ailleurs, une compagnie française donnera toujours, par elle-même et par ses statuts, une garantie plus grande qu'une compagnie étrangère ; qu'il est donc juste d'exiger de celle-ci une garantie supplémentaire.

Enfin, et bien que la thèse de la liberté absolue ait été soutenue ¹, nous sommes persuadé que la nécessité de l'autorisation, et d'une autorisation spéciale, individuelle, pour chaque société étrangère, s'impose pour faire disparaître surtout une cause d'inégalité, et nous pensons que, tant que les sociétés françaises seront astreintes à faire approuver leurs statuts, l'examen devra être réclamé également pour les sociétés étrangères opérant en France ².

Toutefois, quelque désirables que soient

2. V. notamment DE COURCY, *loc. cit.*, p. 74.

3. LEFORT, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 256, note 1, *in fine*. Dans le même sens : LYON-CAEN, *Des divers systèmes législatifs concernant la condition légale des sociétés étrangères par actions* (*Journal du Droit international privé*, 1885, p. 271).

ces réformes, il nous faut prendre la législation telle qu'elle est aujourd'hui. Or, nous l'avons déjà dit, à l'heure actuelle, la loi admet comme valable l'autorisation générale donnée en bloc pour toutes les sociétés d'un même pays, y compris les compagnies d'assurances sur la vie.

Mais, si cette simple autorisation générale suffit à donner l'existence légale aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, alors que le législateur français s'est montré exigeant pour nos sociétés nationales, nous considérons cependant comme certain que cette autorisation générale, accordée en vertu de la loi de 1857, est révocable, comme l'était celle de l'article 37 du Code de commerce.

Le gouvernement français, en effet, ne saurait être à tout jamais lié par l'autorisation qu'il aurait donnée. Et, s'il arrivait que, par suite de modifications introduites dans la législation de tel ou tel pays étranger, les associations de ce pays devinssent nuisibles aux intérêts français, le gouvernement pourrait assurément révoquer, par un décret rendu en la forme d'un règlement d'administration publique, l'autorisation d'opérer en France qu'il avait précédemment donnée ¹.

1. PONT, *Sociétés commerciales*, n° 1864. — Voir aussi en ce sens : RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de Droit commercial*, v° *Société étrangère*, n° 19 — LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 255, note 2.

Nous pensons même que le gouvernement a le droit de révoquer cette autorisation, par voie de mesure individuelle, à l'égard de telle ou telle société étrangère déterminée. L'État a le devoir, en effet, de veiller au maintien du bon ordre national ; par suite, si une société vient à manquer à ses engagements, le gouvernement a le droit d'exercer une sanction en interdisant à cette société de continuer à fonctionner en France.

Ce caractère de révocabilité de l'autorisation accordée à toutes les sociétés étrangères établies en France, a été admis par presque tous les projets de loi que nous avons déjà eu l'occasion de citer. Le projet du Conseil d'État, celui de M. Jules Roche, ainsi que celui de l'Institut des Actuaires français accordent expressément au gouvernement la faculté d'exercer cette révocation.

Ainsi, généralité et révocabilité, tels sont les deux caractères que présente, dans l'état actuel de notre législation, l'autorisation que doit obtenir du gouvernement français toute société étrangère d'assurances sur la vie. Cette autorisation générale s'obtient au moyen de décrets rendus en faveur de tel ou tel pays, conformément à l'article 2 de la loi du 30 mai 1857. Mais ne peut-elle pas s'obtenir encore par d'autres moyens ? ne peut-elle pas résulter de certains

autres actes diplomatiques ? C'est la question qu'il nous reste à étudier avant d'expliquer les conséquences de l'autorisation et du défaut d'autorisation.

3. *Actes d'où peut résulter l'autorisation pour les sociétés étrangères.* — Nous avons dit déjà que la loi de 1857 avait été votée à la suite de difficultés survenues dans les relations de la France avec la Belgique, et que, pour y mettre fin, chacun des deux pays s'était trouvé dans la nécessité d'établir définitivement, par un acte législatif, la situation juridique des sociétés anonymes de l'autre dans les limites de son propre territoire. Cet acte législatif constitue, pour la Belgique, la loi du 14 mars 1855 et, pour la France, la loi du 30 mai 1857.

Il s'ensuit donc que la condition légale actuelle des sociétés anonymes belges, en général, et spécialement des sociétés d'assurances sur la vie, est encore régie aujourd'hui en France par la loi de 1857, puisque cette loi n'a pas été abrogée par notre législateur.

Mais c'est seulement à l'égard des sociétés belges qu'une loi de cette nature est intervenue. En ce qui concerne les sociétés de la plupart des autres pays, les mêmes faveurs, il est vrai, leur ont été étendues; mais le législateur français n'a pas eu à édicter de dispositions spéciales. Un simple décret du gouvernement, rendu en con-

formité de l'article 2 de la loi de 1857, a appliqué en masse, aux sociétés d'une même nation, le bénéfice de l'article 1^{er} de cette même loi. Un certain nombre de décrets ont été rendus dans ces conditions. (V. *supra*, pages 49 et 50.)

Ainsi, la condition juridique en France des sociétés étrangères est régie actuellement, pour les sociétés belges, par une loi et, pour la plupart des autres, par des décrets généraux. Toutefois, ni l'un ni l'autre de ces deux procédés n'est applicable aux sociétés anglaises. Nous avons déjà expliqué (*supra*, pages 67 et 68) dans quelles conditions ces dernières sociétés se trouvaient, par rapport à la législation française, à la suite de la loi de 1857, et pourquoi cette loi ne pouvait pas leur être appliquée. Il avait donc fallu recourir, comme nous l'avons dit, à une convention spéciale, à un traité, qui habilitât les sociétés anglaises à agir et à exercer leurs droits en France.

C'est en raison de cette situation que, le 30 avril 1862, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande concluait avec la France un traité destiné à régler, dans chaque pays signataire, la condition juridique des sociétés appartenant à l'autre nation. Ce traité, qui a été promulgué en France le 17 mai 1862, est ainsi rédigé :

« ARTICLE 1^{er}.— Les Hautes Parties contrac-

« tantes déclarent reconnaître mutuellement à
« toutes les compagnies et autres associations
« commerciales, industrielles ou financières,
« constituées et autorisées suivant les lois par-
« ticulières à l'un des deux pays, la faculté
« d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice
« devant les tribunaux, soit pour intenter une
« action, soit pour y défendre, dans toute l'é-
« tendue des États et possessions de l'autre
« Puissance, sans autre condition que de se
« conformer aux lois desdits États et possessions.

« ARTICLE 2. — Il est bien entendu que la
« disposition qui précède s'applique aussi bien
« aux compagnies et associations constituées
« et autorisées antérieurement à la signature
« de la présente convention qu'à celles qui le
« seraient ultérieurement. »

Les termes de cette déclaration internationale sont plus larges que ceux de la loi de 1857. Ils comprennent, en effet, toute espèce de société établie en conformité des lois de son pays, et la convention n'habilite pas seulement les sociétés qui ont obtenu l'autorisation de leur gouvernement. Les conséquences de ce traité sont donc beaucoup plus étendues que celles de la loi de 1857, parce que, en vertu de ce texte toutes les sociétés anglaises sont reconnues en France, quel qu'ait été leur mode de constitution, qu'elles aient reçu une charte de la Couronne.

ou un bill du Parlement leur donnant qualité de personnes morales, ou bien qu'elles se soient, au contraire, formées selon le « *Companies Act* » de 1862 sans aucune intervention de l'autorité publique. Toutes les associations anglaises qui ont un but commercial ont donc chez nous une existence légale depuis 1862, soit qu'elles aient obtenu dans leur pays le titre de corporations, soit qu'elles rentrent dans la nombreuse catégorie des *partnerships*, sociétés formées librement sans autorisation et au nombre desquelles se trouve le type de notre société anonyme la « *Joint stock company limited* ¹ ».

Un traité international peut donc autoriser une société étrangère à agir en France indépendamment de la loi de 1857. Cela résulte certainement de l'article 6 de la constitution de 1852, qui conférait au Souverain le droit de faire seul des traités où, incontestablement, pouvaient être insérées des clauses habilitant à agir en France les sociétés des pays avec lesquels ils étaient conclus. C'est le cas pour l'Angleterre. L'article 2 de la loi du 30 mai 1857, en exprimant que les sociétés étrangères seraient habilitées par un décret impérial rendu en Conseil d'État, n'a pas entendu supprimer la

1. CASTIER, *De la condition légale des sociétés étrangères en France et dans les pays voisins*, Douai, 1884, p. 172.

prérogative acquise au Souverain en vertu d'une disposition constitutionnelle ¹.

Cependant, la Cour de Rennes s'y était trompée. Dans un procès engagé contre une société anglo-française à responsabilité limitée constituée en Angleterre, elle lui avait refusé le droit de plaider, en se basant, entre autres motifs, sur ce que la loi de 1857 exige que, pour admettre une société étrangère à ester en justice en France, le gouvernement rende un décret applicable à la nation dont dépend cette société. L'Angleterre n'ayant bénéficié d'aucun décret de ce genre, les sociétés anglaises n'ont pas d'existence en France : la convention de 1862 a eu seulement pour effet d'obliger le gouvernement français à rendre un décret étendant aux sociétés anglaises le bénéfice de la loi du 30 mai 1857 ².

Mais, l'arrêt fut cassé, dans l'intérêt de la loi, sur un pourvoi en cassation formé sur l'ordre du Garde des sceaux : « Attendu que la convention conclue entre la France et l'Angleterre le 30 avril 1862, sanctionnée et promulguée le 17 mai suivant, était devenue exécutoire en France par le fait de cette promulgation, et, par suite, obligatoire pour les citoyens et les tribu-

1. Paul PONT, *Sociétés commerciales*, n° 1862.

2. Rennes, 26 juin 1862 (S. 63, 1, 353).

naux français à partir de la même époque, et qu'il n'importe qu'elle n'ait pas été suivie du décret mentionné en l'article 2 de la loi du 30 mai 1857; qu'en effet, cette loi spéciale ne peut s'appliquer.... lorsque, comme dans le cas de la convention du 30 avril 1862, l'Empereur règle, en vertu de la prérogative constitutionnelle, avec un Souverain étranger, par voie diplomatique et au moyen d'un traité, quels seront les droits civils dont jouiront à l'avenir et réciproquement les sujets des puissances contractantes ¹. »

Depuis cette décision, la jurisprudence s'est fixée en ce sens, et d'ailleurs un certain nombre d'arrêts ont admis et sanctionné cette solution, dont l'équité ne saurait être mise en doute ². »

Il existe une autre question dont la solution présente plus de difficultés. Dans un certain nombre de traités et de conventions établis entre la France et les pays étrangers se trouve une clause devenue de style, et qui est connue sous le nom de clause de la nation la plus favorisée. Or, cette clause entraîne-t-elle pour les sociétés des États étrangers auxquels elle s'applique le droit d'agir en France, par cela même que ce droit appartient à un certain nombre d'États ?

1. Cass. 19 mai 1863 (S. 63, 1, 353; D. P. 63, 1, 218).

2. Notamment, Caen, 14 novembre 1864 (S. 65, 1, 135); Paris, 9 mai 1865 (D. P. 65, 2, 106; S. 66, 2, 116).

La question s'est posée à l'égard des sociétés des États qui ne peuvent invoquer un décret rendu en exécution de la loi du 30 mai 1857, spécialement à propos des sociétés d'Alsace-Lorraine voulant agir en France, et des sociétés françaises voulant faire des opérations en Alsace-Lorraine. Ces difficultés ont eu pour cause l'interprétation que l'on doit donner à l'art. 11 du traité de Francfort du 10 mai 1871, qui contient la clause de la nation la plus favorisée.

Cet article dispose que : « Les traités de commerce avec les différents États de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le gouvernement allemand et le gouvernement français prendront pour bases de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

« Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit, les formalités douanières, ainsi que l'admission et le traitement des sujets des deux nations, ainsi que de leurs agents.

« Toutefois, seront exceptées de la règle susdite les faveurs qu'une des parties contractantes, par des traités de commerce, a accordés ou accordera à des États autres que ceux qui suivent : l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la Russie....»

On a soutenu que les sociétés de ces États peuvent agir en France, aucune exception n'ayant été faite pour les sociétés anonymes au régime résultant du traitement de la nation la plus favorisée, qui sert de base aux relations commerciales de la France avec les pays dont il s'agit. Plus récemment, l'on a érigé en doctrine qu'une société ayant son siège social en Alsace-Lorraine pouvait agir et ester en justice en France, non pas seulement parce que les sociétés allemandes ont la liberté d'agir en France, mais aussi par application de l'art. 11 du traité de Francfort, disposant que la France et l'Allemagne prendraient pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

Le texte même du traité fournit un des principaux arguments de cette théorie. En effet, dit-on, le mot « sujets » dont se sont servis les négociateurs du traité franco-allemand, a un sens général ; il comprend aussi bien les personnes morales, les sociétés, que les personnes physiques dépendant par leur nationalité de chacun des États contractants. Les sujets d'un État sont tous les êtres physiques ou moraux qui reconnaissent son autorité ; les sociétés ont une nationalité ; donc elles ont une sujétion et, par suite, elles sont en droit de prétendre aux avan-

tages que le gouvernement dont elles relèvent a stipulés au profit de ses ressortissants.¹

Dans une autre doctrine, qui nous semble préférable, on admet, au contraire, que la clause de la nation la plus favorisée n'a pas pour effet d'habiliter les sociétés étrangères à agir en France, principalement parce que la clause visant les sujets ne saurait s'appliquer à des personnes civiles. La clause de la nation la plus favorisée n'a pas nécessairement une portée absolue; elle ne signifie pas que, sous tous les rapports, un État contractant peut invoquer à l'égard de l'autre les dispositions les plus favorables des traités conclus par ce dernier avec d'autres États. Il faut toujours soigneusement considérer les termes de cette clause. Or, dans le traité de Francfort, cette clause est conçue en termes qui ne permettent pas de l'appliquer aux sociétés anonymes. Le deuxième alinéa de l'article 11, en effet, renferme une sorte de commentaire explicatif indiquant ce qui est compris dans la règle, et il implique bien que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas à tout. Il en résulte que ce que le traité a entendu viser, ce sont surtout les dispositions concernant

1. WEISS, *Traité élément. de droit int. priv.*, 2^e édit., p. 157. — Note, *Pand. fr. pér.*, 93, 5, 37. — Dans le même sens : KAUFFMANN, *Journ. du droit int. priv.*, 1882, p. 145 et suiv.; — Tribunal civil de la Seine, 18 février 1893 (*Pand. fr. pér.* 93, 5, 39).

les relations douanières d'un des États contractants avec les autres.

D'ailleurs, le mot « sujets » ne comprend pas les personnes morales. On sait ce que c'est qu'un individu ; on ne sait pas ce que c'est qu'une société anonyme, en ce sens que les règles qui régissent ces dernières varient avec les pays. La personnalité des individus étrangers est reconnue sans condition, et leurs droits, en France, sont très nombreux, tandis qu'en principe, les sociétés anonymes étrangères n'ont chez nous ni personnalité reconnue, ni droits ¹.

Enfin, ce qui implique encore que le traité de Francfort ne s'occupe pas des sociétés anonymes, c'est que, dans une conférence du 4 novembre 1871 entre les plénipotentiaires français et allemands, il fut décidé que la question de la situation des sociétés anonymes françaises en Alsace et des sociétés anonymes alsaciennes en France serait réservée pour une convention ultérieure. Les plénipotentiaires et les gouvernements qu'ils représentaient ne considéraient donc pas la question comme résolue, soit par le traité de Francfort, soit par la convention additionnelle du 11 décembre 1871.

Un arrêt de la Cour de Colmar du 3 juillet 1882 admet que le mot « sujets » peut s'appliquer

1. LYON-CAEN, note. (SIREY, 96, 1, 161.)

aux personnes morales. « Toutefois, dit cet arrêt, il arrive fréquemment que ces mots servent à désigner exclusivement des personnes physiques, par exemple, les articles 2 et 3 du traité de paix, dans lesquels le texte allemand se sert du mot « *Unterthanen* » ; l'article 25 du traité de commerce entre la France et l'Union douanière du 2 août 1862, dans lequel le terme « sujet » ne peut s'appliquer aux sociétés par actions, attendu que les sujets des États de l'Union y sont sous le rapport du commerce et de l'industrie, placés sur la même ligne que les « nationaux » français, car sans cela la Prusse et la Saxe n'auraient pas eu besoin des décrets du 19 novembre 1866 et 22 mai 1868. » Aussi, après avoir constaté que la signification du mot « sujets » est controversée en France, l'arrêt conclut-il que « le texte de l'article 11 du traité de paix ne suffit pas pour justifier d'une manière plausible que les sociétés par actions sont comprises dans le terme du mot « sujet »¹.

La jurisprudence française avait d'abord admis également et à la presque unanimité cette interprétation²; mais la Cour de cassation,

1. *Oberlandesgerichte* de Colmar, 11 décembre 1881 et 3 juillet 1882; *Journal du droit international privé*, 1882, p. 267.

2. Trib. civ. Seine, 28 mai 1891, *Pand. fr. périod.*, 93, 5, 16.— Paris, 22 novembre 1892, (*Journ. des assur.*, 1893, et 1^{er} juillet 1893, *Journ. du Droit intern. privé*, 93, 1205.— Comparez : Orléans, 10 mars et 19 mai 1860 (D. P. 60, 2, 126 et 127) ; Cass. 1^{er} août 1860 (S. 60, 1, 865 ; D. P. 60, 1, 444). — *Contra* : Trib. civ. Seine, 18 février 1893. (*Pand. fr. périod.*, 93, 5, 39).

appelée pour la première fois en 1895 seulement à statuer sur la question, s'est décidée dans le sens contraire ; et, par son arrêt du 14 mai 1895, elle a admis que les sociétés d'un pays auquel la France a accordé le traitement de la nation la plus favorisée peuvent invoquer cette clause pour agir et exercer leurs droits en France ¹.

Cette décision de la Cour suprême peut être approuvée au point de vue économique ; mais il nous semble qu'elle est susceptible d'être critiquée au point de vue juridique. Pour les motifs que nous avons signalés, et, en outre, parce que cette clause de la nation la plus favorisée, qui ne s'applique généralement qu'en matière douanière, n'a jamais été considérée comme ayant une influence sur les droits et les obligations des étrangers en France, nous pensons que le principe proclamé est discutable et susceptible d'entraîner de graves difficultés pratiques ².

Toutefois, la Cour de Rouen, jugeant comme Cour de renvoi, le 22 juillet 1896, a accepté la manière de voir de la Cour de cassation. Mais, on l'a dit avec raison, le meilleur argument fourni par cet arrêt est la situation faite, en Alsace-Lorraine, aux sociétés anonymes

1. Cass. 14 mai 1895. (S. 96, 4, 461 et note de M. LYON-CAEN.)

2. Note, *Journ. des assurances*, 1895, p. 261.

françaises¹. On comprend le désir des Cours françaises de ne pas se montrer moins libérales que ne l'a été la Cour suprême de Leipsig, par son arrêt du 14 avril 1882²; mais ce sont là des raisons de fait et non pas de droit.

Dans tous les cas, cette jurisprudence, qui serait un retour sur ce qui avait été décidé antérieurement (V. Cass., 19 mai 1863, S. 63, 1, 353; D. P. 63, 1, 218), ne paraît pas applicable aux sociétés d'assurances sur la vie, lesquelles sont soumises à une autorisation spéciale et à la surveillance du gouvernement français par l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867³.

Ainsi, dans l'état actuel des choses, l'autorisation, pour les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, peut résulter ou d'une loi, ou d'un décret général, ou d'un traité international. Quant à la clause de la nation la plus favorisée, nous ne pensons pas qu'elle suffise à donner aux sociétés étrangères dont il s'agit l'existence légale qui leur est nécessaire pour agir en France.

4. *Conséquences de l'autorisation et du défaut d'autorisation pour les sociétés étrangères.* — Une

1. *Journ. des sociétés civ. et comm.*, 96, 492, note. — Voir Rouen, 22 juillet 1896, *Journ. des assur.* 1897, p. 16.

2. D. P. 83, 2, 10 et 11; S. 84, 4, 17.

3. Note, *Revue des Sociétés*, 1895, p. 344. — Voir aussi LEFORT, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 256, en note, et t. III, p. 129, note 1.

fois les sociétés d'un pays étranger autorisées en France, quelles lois peuvent-elles invoquer, et de quels droits jouissent-elles ?

Sans entrer dans les détails de la controverse, devenue classique, relative aux droits accordés aux étrangers par la loi française, nous dirons seulement que les sociétés étrangères n'ont pas plus de droits que les individus étrangers eux-mêmes. Il ne faut donc pas décider que les sociétés étrangères qui ont en France une existence légale sont dans la même situation que les individus admis à domicile, en vertu de l'article 13 du Code civil. Il n'y a, en effet, aucune comparaison à établir entre les actes qui, par voie générale et réglementaire, déclarent existantes en France toutes les sociétés d'un pays, et les décrets qui, par mesure spéciale et personnelle, admettent à domicile un étranger. Si un tel décret donne à un étranger tous les droits accordés à un Français, le gouvernement pouvant, avant de rendre sa décision, examiner la moralité et les mérites de l'individu, on ne saurait admettre, au contraire, qu'un acte autorisant en bloc toutes les sociétés bonnes ou mauvaises d'une nation, produise les mêmes résultats qu'un décret particulier, rendu en faveur d'un individu ¹.

1. CASTIER, *op. cit.*, p. 196 et suivantes.

Nous déciderons donc, avec M. Lefort ¹, que les sociétés autorisées ont le droit de faire tout ce que la loi française permet de faire à l'étranger qui n'est pas admis à la jouissance de ses droits civils.

Mais elles doivent se conformer aux lois de police et de sûreté, à celles qui régissent la propriété immobilière et les formes de procédure ou la faillite, ainsi qu'aux lois d'impôts. En revanche, pour tout ce qui se rapporte à la régularité de la constitution, aux pouvoirs de ses gérants et administrateurs, lorsqu'il s'agit de contracter ou d'ester en justice, c'est la loi du pays du principal établissement qui doit être prise en considération. C'est aussi à la loi étrangère qu'il faudra se reporter pour savoir si la société constitue une personne morale ² ?

Nous étudierons plus en détail, dans un chapitre spécial, la situation qui est faite en France aux sociétés étrangères qui sont autorisées, au point de vue de l'application des lois françaises. Nous dirons alors quelles sont les lois françaises qui leur sont applicables, et dans quelle mesure elles doivent les observer. Cette étude fera l'objet du chapitre troisième.

1. LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 261. — Dans le même sens : WEISS, *Traité élémentaire de Droit international privé*, p. 460.

2. PONT, *Sociétés commerciales*, n° 1880. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, n° 1132. — LYON-CAEN, *Journ. du droit internat. priv.*, 1885, p. 269. — Douai, 1^{er} décembre 1880, *ibid.* 1882, p. 317.

Quant aux sociétés étrangères qui ne sont autorisées ni par un décret ni par un traité, les seules dont nous voulons dire ici quelques mots, elles n'ont pas d'existence légale en France. Ce sont, en effet, des êtres juridiques arbitrairement créés par une loi étrangère, et qui ne doivent, par suite, avoir de vie que dans les limites de la souveraineté qui leur a donné l'existence. En principe, les lois sont territoriales; elles n'ont pas d'autorité en dehors du territoire pour lequel elles ont été promulguées; les sociétés qui se sont constituées en vertu de ces lois ne sont donc valables que là où ces lois étendent leur empire.

Il ne peut donc être question d'étudier la validité de la constitution de ces sociétés ni l'étendue de leur capacité, puisque, n'étant pas autorisées, elles n'ont pas chez nous d'existence légale; elles ne sont pas valables et elles n'ont en principe aucune capacité. Ces sociétés étrangères ne pourront pas exercer leurs droits en tant que sociétés; leurs actionnaires auront seulement la faculté d'user personnellement des droits reconnus en France aux étrangers. Les actionnaires deviendront propriétaires ou créanciers en leur nom personnel, tandis que la société ne jouira légalement d'aucun droit.

Telle est, au point de vue exclusivement juridique, la situation qui résulte, pour les sociétés

étrangères en France, du défaut d'autorisation. Mais, en fait, ces sociétés révèlent leur existence par des actes, de sorte qu'il faut conclure qu'elles ne doivent pas être absolument inexistantes.

La règle, en effet, qui consisterait à appliquer exclusivement les principes juridiques n'a qu'une portée théorique ; car, d'un côté, le gouvernement ne dispose pas de moyen direct pour mettre obstacle à leurs opérations ; il ne peut procéder que par des mesures tout à fait secondaires pour les entraver. C'est ainsi qu'en 1820, le ministre de l'intérieur ne put que faire défense à la société anglaise le *Phénix* d'apposer en France des enseignes ou des plaques à son nom. Toutefois, ainsi que M. Weiss ¹ le fait observer avec juste raison, à la suite de M. Lyon-Caen ², si le gouvernement peut interdire l'ouverture en France des succursales d'une société étrangère non reconnue, et fermer celles qui y auraient été indûment établies, en fait il ne paraît pas avoir jamais usé de cette faculté : les innombrables agences dispersées, bien avant le décret d'autorisation de 1882, par les grandes Compagnies du nouveau monde, sur tous les points de notre territoire, témoignent de cette tolérance.

D'un autre côté, l'application stricte de la rè-

1. WEISS, *Traité de Droit international privé*, 2^e édit., p. 171.

2. LYON-CAEN, *Journ. de Droit international privé*, 1885, p. 268.

gle que nous avons signalée aurait des conséquences absolument inadmissibles. Les personnes, en effet, qui ont contracté avec ces sociétés auraient le droit de demander la nullité de leurs contrats, puisque, la société n'ayant pas d'existence légale, le contrat ne s'est pas formé, il est inexistant. Mais un pareil remède risquerait d'être fort préjudiciable à ceux qui y auraient recours ; ils ne pourraient être indemnisés, si la compagnie n'avait pas en France une certaine existence de fait permettant de mettre des obligations à sa charge : il suffirait à la société de se prévaloir de son inexistence pour refuser impunément de payer ses dettes.

Aussi, la jurisprudence, depuis la loi de 1857, établit une distinction à l'égard des sociétés qui n'ont pas été autorisées. Sans doute, elle n'ont pas le droit d'agir en France comme demanderesse contre les Français en vertu de l'article 15 du Code civil : il importe de les arrêter dans leurs opérations en leur faisant craindre de n'avoir pas le moyen de contraindre leurs contractants à l'exécution de leurs obligations. Mais il est possible, à raison de la négligence dont elles sont coupables, de les actionner en France pour l'exécution des obligations qu'elles ont contractées conformément à l'article 14 du Code civil ; ces sociétés constituent alors des sociétés de fait. Leur situation, opposable en tout état

de cause, ne saurait avoir pour résultat de leur conférer le privilège d'échapper aux conséquences des obligations assumées par elles, et leur permettre d'en tirer profit en les exonérant de leurs charges¹.

En tout cas, de ce que la société est non autorisée et n'existe que comme société de fait, ses statuts n'en doivent pas moins recevoir leur exécution. Les opérations faites en France ne sauraient être déclarées nulles ; ce qui est vrai, c'est que devant le juge français ces opérations ne sont pas pleinement valables, et que les tribunaux peuvent refuser de statuer sur les contestations qui leur sont soumises pour obtenir l'exécution des obligations.

La valeur juridique de la distinction admise par la plupart des auteurs et par la jurisprudence au sujet de la condition juridique des sociétés étrangères qui n'ont pas été autorisées a été contestée : reconnaître à une société le droit d'ester en justice comme défenderesse, c'est par cela même, a-t-on dit, lui reconnaître une personnalité ; et si, dans ses rapports avec

1. LEFORT, *op. cit.* t. 1^{er}, p. 261 et suiv. et t. III, p. 136. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, t. II, p. 808 et suivantes. — WEISS, *op. cit.* 2^e édit. p. 170. — CASTIER, *op. cit.*, p. 255 et suivantes. — Cass., 30 novembre 1857, D. P. 58, 1, 22. — Cass. 1^{er} août 1860 (S. 60, 1, 865 ; D. P. 60, 1, 444). — Cass., 19 mai 1863 (S. 63, 1, 353). — Cass., 14 novembre 1864 (S. 65, 1, 135). — Amiens, 2 mars 1865 (S. 65, 2, 210). — Paris, 22 décembre 1892 (D. P. 93, 2, 157).

ses créanciers, on la considère comme existante, il n'est pas possible d'admettre une présomption contraire dans ses rapports avec ses débiteurs ¹.

A cette objection, qui cependant a servi de base à certains arrêts de Cours d'appel avant 1863 ², M. Lyon-Caen a judicieusement répondu que ce serait retourner contre les Français les mesures de protection établies dans leur intérêt que de leur refuser la faculté de poursuivre une société étrangère non autorisée, dont ils ont été dupes ou victimes. La faute que cette société a commise en ne sollicitant pas l'autorisation du gouvernement français ne saurait, sans injustice, lui profiter en la déchargeant de ses obligations ³.

Mais, tandis que la procédure entamée contre une société autorisée est introduite contre la société elle-même, lorsqu'il s'agit d'une société qui n'a pas été valablement organisée, contre qui le procès doit-il avoir lieu ? Le demandeur devra-t-il assigner la société étrangère en la personne de ses gérants ou administrateurs, comme si elle avait une existence légale en France ? Devra-t-

1. BALLOT, *Revue pratique de droit français et étranger*, t. xvii, p. 90 et suivantes.

2. Aix, 17 janvier 1861, S. 61, 2, 335 (D. P. 61, 2, 177). — Rennes, 26 juin 1862 (S. 63, 1, 353; D. P. 63, 1, 218).

3. LYON-CAEN, *De la condition légale des Sociétés étrangères en France*, p. 121.

il, au contraire, l'actionner comme toute société de fait, c'est-à-dire poursuivre personnellement chacun des actionnaires et administrateurs ?

Logiquement, ce dernier mode de poursuite devrait être le seul permis : une société qui n'existe pas, en effet, ne peut pas faire l'objet d'une poursuite judiciaire. Le demandeur devrait donc procéder par voie de mesures individuelles en s'adressant à chacun des associés de fait. Toutefois, une telle solution est pratiquement impossible. Un certain nombre de sociétés étrangères sont, en effet, constituées par actions. Or, si les actions étaient nominatives, le créancier pourrait peut-être, à la rigueur, intenter son procès contre les titulaires de ces actions, bien que cela fût encore susceptible de présenter de grandes difficultés pratiques ; mais souvent il arrive que les actions sont au porteur, et, dans ces conditions, on ne peut forcer le demandeur à poursuivre individuellement chaque actionnaire, attendu qu'il n'en connaît aucun. Il faut donc conclure que, dans le but d'éviter ces inconvénients pratiques, la société de fait peut être poursuivie judiciairement en la personne de ses gérants ou administrateurs.

Dans le cas où la société de fait aurait été condamnée, si le créancier veut procéder à l'exécution du jugement, une nouvelle question se présente : le créancier est-il obligé de respecter

la limitation apportée aux obligations des actionnaires par la forme de la société? S'il s'agit, par exemple, d'une société anonyme, le créancier devra-t-il respecter la règle en vertu de laquelle l'actionnaire n'est tenu des dettes sociales que jusqu'à concurrence de son apport, ou bien aura-t-il le droit de réclamer à chaque actionnaire le montant total de la dette, en le considérant comme son débiteur solidaire?

A notre avis, chaque actionnaire ne peut être obligé au paiement de la dette que jusqu'à concurrence de son apport. En effet, si l'on admet que le créancier ait le droit de poursuivre l'exécution de l'obligation en se basant sur le contrat de société, il est impossible de ne pas accepter toutes les conséquences de ce contrat, et de ne pas tenir compte de la limitation qu'il apporte aux obligations de chaque contractant.

Enfin, on peut encore se demander si les administrateurs d'une société étrangère qui n'a pas été autorisée, doivent être tenus personnellement et solidairement des obligations résultant d'un contrat dans lequel ils ont représenté la société. La négative nous semble certaine: l'administrateur, en contractant, a voulu simplement engager l'actif social, sans s'engager personnellement. Pour déclarer l'administrateur obligé personnellement, dans l'hypothèse qui nous occupe, il faudrait trouver dans nos lois

un texte analogue à l'article 211, 2^e alinéa du Code général de commerce allemand, qui décide que, si une société anonyme fonctionne sans être régulièrement organisée, les administrateurs qui l'ont représentée sont seuls tenus personnellement et solidairement ¹.

Ainsi, une société qui n'a pas été autorisée peut être poursuivie en justice, mais le procès doit être intenté contre les administrateurs, sans que ceux-ci, pas plus que les actionnaires, soient tenus personnellement et solidairement des obligations contractées ².

Cependant, on a prétendu que ceux qui contractent avec une société étrangère qui n'a pas été autorisée, n'ont d'action que contre les agents considérés comme personnes privées ³. Nous n'admettons pas cette opinion, parce que, l'agent n'étant qu'un simple mandataire de la société, cette dernière seule est obligée par le contrat qu'il a conclu, en vertu des principes du mandat; l'agent ne saurait être tenu personnellement.

Nous avons étudié jusqu'ici la question de l'autorisation; nous avons dit que, dans l'état actuel de notre législation, il existe à ce sujet

1. CASTIER, *op. cit.*, p. 163 et suivantes.

2. LEFORT, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 261 et suiv. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, p. 808.

3. COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 77.

une regrettable différence entre la situation des sociétés françaises d'assurances sur la vie et la situation des sociétés étrangères de même sorte, ce qui justifie les réformes que les nombreux projets de loi élaborés sur cette question ont essayé d'y apporter.

Mais si, en ce qui concerne l'autorisation, nous avons constaté déjà une notable différence entre le régime imposé à nos sociétés nationales et les règles applicables aux compagnies étrangères, nous allons avoir à déplorer une différence bien plus grande encore relativement à la surveillance.

CHAPITRE II

SURVEILLANCE

§.1^{er}

MOTIFS ET ORGANISATION DE LA SURVEILLANCE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE

1. *Motifs de cette surveillance.* — L'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 a astreint les sociétés françaises d'assurances sur la vie à la surveillance du gouvernement. Il faut, en effet, que ces sociétés ne soient pas libres d'agir à leur guise : un motif d'intérêt général et de sécurité publique s'y oppose de la manière la plus absolue. Il ne suffit pas que les statuts des compagnies aient fait l'objet d'un examen sérieux de la part du Conseil d'État, qui demeure toujours libre d'y apporter toutes les modifications qu'il juge utiles ; il ne suffit pas non plus que ces statuts aient été approuvés comme garantissant suffisamment le succès de l'entreprise ; il ne suffit pas, enfin, que le gouvernement les ait sanctionnées de sa haute autorité en accordant aux sociétés l'autorisation qu'elles sollicitaient.

Ces statuts constituent une règle que la société s'oblige à observer. Or, qui garantira à tous ceux qui contracteront avec cette société que cette règle est observée à la lettre ? Quelles preuves les futurs assurés auront-ils que les opérations de la compagnie sont toujours conformes à ses statuts ? Nous pensons donc que, si la garantie donnée par l'État au moment de l'établissement de la société est excellente et ne saurait être critiquée, il faut aussi que cette garantie se continue pendant toute la durée de la société, pour assurer la stricte observation des conditions imposées à son existence. S'il en était autrement, si le rôle de l'État devait simplement consister à accorder une autorisation préalable, nous ne voyons pas quelle serait l'utilité d'une pareille exigence si cette mesure devait être dépourvue de toute sanction. Sans doute, si l'on ne peut réclamer que l'État s'institue assureur, nous pensons néanmoins qu'il ne saurait se désintéresser : il lui appartient de surveiller les compagnies.

L'assurance sur la vie, en effet, n'est en rien semblable à une opération ordinaire ; il est impossible de laisser sans sauvegarde des personnes incapables, la plupart du temps, d'apprécier la situation d'une compagnie d'assurances, et de contrôler les calculs qui servent de base à ses opérations. Il y a des mesures à prendre

pour empêcher une partie notable de l'épargne, affectée au paiement des primes, de risquer d'être perdue par l'insolvabilité ultérieure des sociétés, dont la réalisation des engagements, d'ailleurs, est toujours éloignée. Il est évident que, si les capitaux que les sociétés reçoivent sous forme de primes, et qui doivent plus tard servir à remplir les engagements assumés, sont mal placés ou détournés de leur objet, qui est de servir de réserve, le paiement final devient fort douteux¹.

Toute assurance suppose une mutualité ; les compagnies d'assurances ne sont que les gérants responsables de la caisse de cette mutualité ; les assurés leur apportent leurs cotisations, à charge de les employer au paiement des indemnités. Mais, comme ces assurés ne peuvent surveiller eux-mêmes les agissements de la compagnie, c'est le gouvernement qui les remplace². De plus, les compagnies d'assurances ne sont pas seulement les caissiers, pour ainsi dire, de la mutualité, ce sont encore, comme on l'a dit³, de véritables caisses de capitalisation : il avait même été question de les autoriser à pratiquer

1. LEFORT, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. 1^{er}, p. 27.

2. MORNARD, *Du contrat d'assurance sur la vie, sa nature et ses effets en cas de décès*, Paris, 1883, p. 94 et 95.

3. ROCHETIN, *Les assurances sur la vie en France et à l'étranger* (Journal des Économistes, décembre 1890, p. 335.)

ce qu'on appelle l'amortissement viager pour les prêts à long terme, en remplacement de l'amortissement par annuités à nombre déterminé et obligatoire. Par suite, il est rationnel que l'État, pour donner plus de garanties encore aux assurés, exerce une surveillance sur les opérations de ces sociétés. Pour tous ces motifs, ainsi d'ailleurs que pour tous ceux que nous avons déjà signalés à propos de l'autorisation, et qui n'ont pas moins de force ici, nous pensons que l'intérêt général est intéressé à ce que les assurés soient garantis contre une mauvaise administration de la part des sociétés d'assurances sur la vie, et que, de même que l'Administration doit intervenir pour autoriser toute entreprise de ce genre, de même elle doit continuer de surveiller les opérations de cette entreprise tout aussi longtemps que la société elle-même existera.

Les Compagnies d'assurances sur la vie sont donc astreintes au contrôle du gouvernement, comme le fait remarquer M. Couteau, non pas à cause de l'anonymat, mais à raison de leurs opérations, et ce contrôle s'applique à toutes les compagnies d'assurances sur la vie, quelles que soient leur forme et leur dénomination¹.

S'il en est ainsi à l'égard de nos sociétés

1. COUTEAU, *Moniteur des Assurances*, 15 mai 1882, p. 151.

nationales, *a fortiori* ne doit-il pas en être de même à l'égard des sociétés étrangères; et, si les premières sont astreintes à une surveillance administrative quelconque, le régime doit-il être différent en ce qui concerne les sociétés d'autres pays?

On ne voit pas, en effet, pour quel motif il y aurait une dispense en faveur des compagnies étrangères, bien au contraire, tout milite en faveur d'un contrôle. L'égalité, d'abord, demande que l'on ne traite pas chez soi plus favorablement les étrangers que les nationaux eux-mêmes; tout régime opposé constitue, n'est-il pas vrai, une protection à rebours. S'il devait y avoir une différence, ne devrait-elle pas exister, au contraire, en faveur de nos sociétés nationales? tout au moins le régime doit-il être le même. Des jurisconsultes fort libéraux, notamment M. Malapert¹, n'ont pas eu de peine à montrer que, si la loi française exige la surveillance pour nos compagnies nationales, elle doit la maintenir pour les sociétés étrangères.

Cette surveillance, d'ailleurs, est plus nécessaire encore pour les sociétés étrangères que pour les autres. Les sociétés étrangères, en effet, peuvent offrir, d'après la loi de leur pays,

1. MALAPERT, *Des Sociétés françaises et étrangères d'assurances sur la vie*, p. 47.

moins de garanties dans les règles de leur constitution et de leur administration ; et, s'il est difficile pour les intéressés de se rendre compte de la situation d'une compagnie, cela devient une impossibilité quand cette compagnie, ayant son siège et ses opérations à l'étranger, on doit croire sur parole les assertions de ses agents ¹. Aussi doit-on admettre que le régime exceptionnel établi par la loi française est applicable aux sociétés étrangères, que le gouvernement français ne peut surveiller chez elles, et qui, peut-être, ne sont guère surveillées dans leur propre pays. Sans cela, les nationaux qui traiteraient avec ces sociétés seraient exposés aux plus graves dangers.

De plus, elles seraient en situation de faire une concurrence aux sociétés françaises analogues, d'abaisser les tarifs, de demander des primes moindres, si elles n'étaient pas astreintes aux mêmes obligations. Nos sociétés françaises, dit avec raison M. Lyon-Caen ², sont obligées de faire un emploi de leurs capitaux en valeurs déterminées, en général peu productives, mais sûres, de constituer des réserves spéciales. Si l'on n'astreint pas les sociétés

1. COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 75.

2. LYON-CAEN, *Des divers systèmes législatifs concernant la condition légale des Sociétés étrangères par actions, et des réformes à apporter à la législation française*. (Journal du Droit international privé, 1885, p. 272.)

étrangères aux mêmes conditions, elles peuvent employer leurs fonds à des placements à la fois moins sûrs et plus productifs; elles peuvent s'abstenir de constituer des réserves. Elles arrivent ainsi, au préjudice des assurés eux-mêmes et des sociétés françaises similaires, à offrir au public des conditions en apparence plus avantageuses.

Enfin, une situation qui serait plus favorable pour les sociétés étrangères que pour les sociétés nationales, serait de nature à préjudicier à notre industrie des assurances. Et cependant, les sociétés étrangères qui sont établies en France sont en général astreintes, dans leur propre pays, à des conditions plus sévères que chez nous. D'un autre côté, toute société française d'assurances sur la vie qui veut s'établir à l'étranger, est tenue de s'astreindre à toutes les dispositions de la législation du pays où elle arrive, et ces dispositions sont souvent assez rigoureuses. C'est ainsi qu'en Allemagne, les sociétés d'assurances sont soumises à des règles spéciales; en Hongrie, ces mêmes sociétés sont soigneusement réglementées par les articles 544 et suivants du Code de commerce, qui imposent la communication annuelle au tribunal compétent du compte des recettes et dépenses, ainsi que du bilan; mêmes prescriptions particulières en Autriche et en Suisse. Et

il faut noter que ces dispositions spéciales s'appliquent également aux sociétés étrangères et aux sociétés nationales. En Italie, d'après l'article 145 du nouveau code de commerce italien, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie et les sociétés administratrices de tontines doivent placer en titres de la dette publique de l'État, vinculés auprès de la Caisse des dépôts et prêts, la moitié des sommes payées pour les assurances et les fruits obtenus de ces mêmes titres ; les modes et les délais de paiement sont fixés par décret royal. Les articles 176 et 177 disposent encore : l'un, que le bilan des sociétés d'assurances sur la vie, nationales et étrangères, doit en outre contenir les preuves de l'accomplissement des dispositions de l'article 145 ; l'autre, que les sociétés qui ont pour but les assurances doivent conformer leur bilan au modèle. Aux États-Unis également, des prescriptions rigoureuses sont imposées à toutes les sociétés d'assurances sur la vie, tant étrangères que nationales ; les premières même doivent, pour être admises à s'établir, effectuer le dépôt d'un cautionnement variant, selon les États, de 25.000 à 200.000 dollars (125.000 francs à 1 million).

Au contraire, les sociétés étrangères établies en France et qui ont pour objet l'assurance sur la vie, se contentent du décret d'autorisation

générale accordé à tous leurs nationaux ; mais, en ce qui concerne le contrôle de l'État, imposé à nos sociétés françaises, elles en sont, au contraire, comme nous le verrons, absolument affranchies.

Il y a donc là encore, comme au point de vue de l'autorisation, une violation grave du principe de réciprocité internationale, qui est une des bases du Droit des gens. Néanmoins, comme au point de vue de l'autorisation également, ce principe de réciprocité devrait être observé tant dans l'intérêt de l'État lui-même que dans l'intérêt du commerce français et dans l'intérêt des assurés, intérêt qui doit primer tous les autres ; les motifs en sont identiquement les mêmes.

Mais, si les sociétés étrangères ont, en France, une liberté de fait, que rien d'ailleurs ne justifie, cela résulte d'abord de ce qu'aucun texte de loi ne leur a appliqué les dispositions établies par le législateur français à l'égard de nos sociétés nationales, et aussi de ce que la surveillance édictée par la loi du 24 juillet 1867 n'a pas été suffisamment déterminée, de sorte que l'interprétation de l'article 66 de cette loi, en ce qui concerne la surveillance, a donné lieu à quelques difficultés.

2. *Organisation de la surveillance.* — En France, les sociétés d'assurances sont, d'après

leur objet, soumises à un régime différent. L'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, en effet, décide que « les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. »

L'expression « *restent soumises* », comme nous l'avons déjà fait remarquer, indique bien quelle a été la pensée du législateur : il a voulu laisser les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie sous l'empire de la législation antérieure. Or, quelle était cette législation ?

Pour les sociétés d'assurances sur la vie, qui toutes avaient adopté la forme anonyme, il ne pouvait y avoir de doute : la législation qui leur était applicable n'était autre que le régime établi par l'article 37 du Code de commerce.

Mais, pour les associations tontinières, grâce à une confusion trop fréquente qui inspira plus d'une fois l'Administration, la question s'était élevée de savoir si elles étaient régies, elles aussi, par l'article 37 du Code de commerce. Cette question avait déjà été posée au Conseil d'État au mois de novembre 1808 ; mais, sur un rapport de M. de Hauterive, la négative fut décidée, par le motif qu'elles ne présentaient pas les caractères des sociétés anonymes. Un acte lé-

gislatif était donc nécessaire pour imposer l'article 37 aux associations tontinières. A cet effet, le Conseil d'État émit, à la date du 25 mars 1809, un avis approuvé par décret impérial le 1^{er} avril suivant, qui décide qu'aucune association de la nature des tontines ne peut être établie sans une autorisation spéciale, donnée dans la forme des règlements d'administration publique, et qu'il est urgent de donner aux associations de cette nature existant sans autorisation « un mode d'administration qui calme toute inquiétude de la part des actionnaires, soit par le choix d'administrateurs faits pour réunir toute leur confiance, soit par la régularité et la publicité des comptes ».

Des décrets rendus les 1^{er} avril 1809, 9 février 1810 et 22 octobre 1810, pourvurent à l'administration des principales tontines alors existantes, *Caisse Lafarge*, *tontine du Pacte social*, *Caisse des employés et artisans*. Un décret plus général du 18 novembre 1810, destiné à régler l'exécution du décret du 1^{er} avril 1809, ordonna que la situation financière des tontines existantes serait immédiatement vérifiée par les soins du Ministre de l'Intérieur, et donna à ce dernier, ainsi qu'au ministre du Trésor public, des pouvoirs très larges pour contrôler et réorganiser l'administration de ces établissements. Ultérieurement, toutes les ordonnances qui au-

torisèrent de nouvelles tontines continrent un article qui réservait à l'Administration le droit de surveiller leur gestion suivant des formes qu'elle fixerait elle-même.

Ce n'est qu'en 1842, dans une Ordonnance du 12 juin, que ces formes furent déterminées par des dispositions réglementaires générales et permanentes. Cette Ordonnance institua une commission de cinq membres avec des pouvoirs de contrôle et d'ingérence très étendus, et mit le traitement des commissaires à la charge des associations tontinières ¹.

Ainsi, contrôle direct, vérification des comptes, immixtions des commissaires dans les opérations sociales, tel est le régime, au point de vue de la surveillance de l'État, des associations tontinières et de toutes les sociétés qui pratiquent ces sortes d'opérations.

Pour les sociétés d'assurances sur la vie, au contraire, le seul régime qui leur était applicable consistait dans la faculté que le gouvernement s'était réservée de révoquer l'autorisation accordée, et dans l'obligation imposée aux sociétés de produire tous les semestres des états de situation.

Il faut remarquer qu'à l'époque où les com-

1. Voir le texte de cette Ordonnance rapporté dans CHAUFON, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. 1^{er}, p. 686, en note.

pagnies d'assurances sur la vie faisaient des opérations tontinières, il arriva qu'elles furent soumises en même temps à ces deux régimes, et ce n'était que justice. Ces compagnies ne pouvaient, en effet, former et administrer des associations tontinières sans y avoir été autorisées par un acte spécial du gouvernement. Cet acte établissait très nettement la distinction entre les deux régimes de surveillance. Pour tout ce qui rentrait dans le domaine de l'assurance sur la vie, la compagnie était régie par les dispositions du Code de commerce ; le régime spécial du décret de 1809 et de l'ordonnance de 1842 n'était appliqué que pour les opérations tontinières.

Les choses en étaient là, lorsque, en 1875, le gouvernement crut le moment venu de rendre plus effectif l'exercice du droit de surveillance qu'il s'était réservé dans les actes d'autorisation des compagnies d'assurances sur la vie, et que l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 avait maintenu. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce voulut donc organiser cette surveillance, qui, pratiquement, n'avait jamais été appliquée.

S'appuyant sur l'article 66 de la loi de 1867, qui place sur le même rang les associations tontinières et les sociétés d'assurances sur la vie, le gouvernement songea à établir une assimilation complète. La surveillance, d'après lui,

devait porter sur le mode de formation et l'importance des réserves ; sur l'attribution aux assurés, admis à la participation aux bénéfices, de la part leur revenant ; sur les évaluations données aux valeurs qui composent l'actif et aux capitaux assurés au jour de l'inventaire ; sur l'exécution des statuts ainsi que les clauses générales des contrats. Les frais devaient être mis à la charge des sociétés¹.

Le système proposé par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce était basé sur une assimilation absolue du régime légal imposé respectivement aux associations tontinières et aux sociétés d'assurances sur la vie. Cette assimilation étant erronée, comme l'a bien fait remarquer M. Chaufton², le système n'avait pas de base, puisque l'argument d'analogie lui échappait, et que l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 n'avait pas modifié le régime légal que les actes d'autorisation avaient établi au bénéfice des sociétés d'assurances à primes.

Aussi ce système rencontra-t-il une vive opposition de la part des compagnies. Six des principales protestèrent contre la lettre ministérielle. Par une dépêche du 8 août 1875, le Ministre reconnut que l'organisation de la surveillance ne

1. Voir le texte de la lettre du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, rapporté dans CHAUFTON, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 638 et suivantes.

2. CHAUFTON, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 323 et 691 et suivantes.

pouvait être réglée que par un décret. Au mois de janvier 1876, il saisit la Section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État d'un projet de règlement d'administration publique en quatorze articles, qui organisait complètement la surveillance des opérations des compagnies d'assurances sur la vie. La Section repoussa ce projet par un avis de rejet du 13 mars 1877, en faisant observer : « Que la surveillance doit être limitée, dans le double but de ne pas imposer au gouvernement une trop lourde responsabilité, et de ne pas gêner les sociétés dans l'administration de leurs affaires ; que la liberté d'action des administrateurs est la condition nécessaire d'une bonne gestion, et qu'elle ne doit avoir pour limite que l'observation des statuts et l'exécution des conditions auxquelles l'autorisation a été accordée ¹.

Ainsi, par cet avis, le Conseil d'État déclarait qu'en se livrant à des vérifications aussi étendues, le gouvernement dépasserait la limite du droit de surveillance que lui accordait la législation en vigueur. Le Ministère ne tint aucun compte de cette proposition ; il crut pouvoir instituer, par de simples arrêtés, une surveillance administrative analogue à celle qu'il avait vainement essayé d'organiser par décret. Le 15 mai

1. Voir le texte de cet avis, CHAUFON, *op. cit.*, t. i^{er}, p. 692 et suiv.

1877, le Ministre adressa à toutes les sociétés d'assurances sur la vie une lettre prescrivant que les états et bilans à fournir à l'Administration seraient dressés suivant les modèles établis par elle, et contiendraient toutes les données que l'article 34 de la loi de 1867 oblige toutes les sociétés anonymes à communiquer aux commissaires et à l'assemblée générale.

« Quant aux prescriptions statutaires sur lesquelles devait, d'après l'avis de la Section, porter la surveillance du gouvernement, elles m'ont semblé, disait le Ministre, devoir comprendre les dispositions suivantes :

« Limitation des opérations sociales ; conditions générales des polices ; tarifs ;

« Obligation de constituer un fonds pour la garantie des risques en cours dans chaque catégorie, lorsque cette obligation sera inscrite dans les statuts ;

« Maximum des assurances, rentes viagères et prêts viagers ;

« Valeurs acceptées en garantie de ces prêts ;

« Montant des obligations à émettre en représentation de ces prêts viagers, s'il y a lieu ;

« Limitation des valeurs pour l'emploi des fonds ;

« Régularité des délibérations des assemblées générales ;

« Formation du fonds de réserve statutaire ;

« Dissolution facultative ou obligatoire des sociétés en cas de perte d'une partie du capital social; liquidation. »

Le 29 juin suivant, le Ministre complétait sa première décision par deux arrêtés, instituant, sous le titre de Commission de surveillance des Compagnies d'assurances sur la vie à primes fixes, un service de contrôle à l'effet d'examiner les états de situation dressés par les Compagnies et de faire observer les statuts, et surtout imposant l'obligation de fournir toutes les justifications aux agents de surveillance, armés du droit de prendre connaissance directement des comptes et des opérations propres à chaque société ¹.

Il y avait dans ces décisions une confusion regrettable. L'avis de la Section du Conseil d'État posait en principe que l'ordonnance de 1842, relative aux associations tontinières, ne saurait être appliquée ni directement ni par analogie aux compagnies d'assurances sur la vie. Or, dans ses décisions, le Ministre organise un système de surveillance presque aussi rigoureux que celui de l'Ordonnance de 1842.

Aussi plusieurs des compagnies résistèrent-elles aux prétentions de l'Administration, et

1. Voir les textes de ces deux arrêtés, CHAUFONT, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 699 et suivantes.

elles déférèrent ses décisions au Conseil d'État, qui rendit, à la date du 14 mai 1880, un arrêt déclarant que :

« S'il appartient au Ministre de l'Agriculture et du Commerce de prescrire les mesures propres à garantir la surveillance imposée aux compagnies d'assurances sur la vie, aucune disposition de la loi n'a attribué audit Ministre compétence pour modifier la nature de cette surveillance ;

« En conséquence, si ledit Ministre peut, sans excéder ses pouvoirs, prescrire la remise à l'Administration, suivant des modèles donnés par elle, des éléments constitutifs de l'état de situation, il ne rentre pas dans les pouvoirs dudit Ministre d'organiser un contrôle exercé par des agents de surveillance au moyen de la vérification directe des comptes et opérations ¹. »

Aujourd'hui donc, l'État ne peut rechercher si les statuts sont observés qu'au moyen de l'examen des états de situation que les compagnies sont astreintes à produire. La surveillance à l'égard des sociétés à primes fixes n'a donc pas fait l'objet de prescriptions minutieuses : elle consiste uniquement dans le droit de voir si les statuts sont observés, s'il y a eu exé-

1. Voir le texte de l'arrêt du Conseil d'État. (D. P. 81, 3, 93; S. 81 3,74.)

cution des conditions imposées pour l'autorisation. Mais ces différentes mesures sont à l'état de lettre morte, faute de moyens pratiques pour les mettre à exécution. La seule faculté que possède l'Administration consiste dans le droit qu'elle a d'exiger de chaque société la remise à l'autorité compétente d'états de situation semestriels, indiquant principalement l'état financier de la compagnie. Cette exigence a été maintenue par les décrets du 1^{er} juillet 1893, qui ont approuvé les nouveaux tarifs des compagnies d'assurances sur la vie, en imposant à chacune l'obligation de publier chaque année le compte rendu de ses obligations, en y annexant des tableaux conformes aux modèles déterminés par le Ministère du Commerce. Mais, en fait, la surveillance actuelle de l'État, bien qu'elle soit inscrite formellement dans la loi de 1867, est insuffisante et constitue une lacune qui n'est peut-être pas sans dangers.

Notons, toutefois, qu'en ce qui concerne les opérations tontinières, si quelque compagnie les exerçait, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, ce genre d'opérations étant maintenant à peu près complètement banni du champ d'application de l'assurance sur la vie, elles seraient toujours régies par les prescriptions de l'Ordonnance de 1842, qui est toujours en vigueur, et les sociétés qui les pratiqueraient devraient

alors être astreintes à une surveillance obligatoire et effective.

Bien que la surveillance du gouvernement en matière d'assurances sur la vie soit, comme nous l'avons dit, insuffisante, faute par le législateur de n'avoir pas déterminé d'une manière exacte le rôle de l'Administration, et qu'elle appelle une réforme sérieuse de notre législation, il n'en est pas moins vrai que nos sociétés nationales sont astreintes à certaines mesures de publicité, et que, en cas de violation grave des statuts, le Gouvernement aurait le droit, quoi qu'on en ait dit, de retirer l'autorisation qu'il avait accordée.

Au contraire, si nous considérons les sociétés étrangères en France, nous sommes frappés de la liberté qui leur a été et qui leur est encore laissée au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire de la surveillance. Pas une loi, pas un décret, pas un texte quelconque ne s'est occupé de les astreindre à un contrôle admis cependant par tous comme indispensable. Déjà, nous avons dit qu'en ce qui concerne l'autorisation préalable, que doit obtenir toute société française avant de s'établir, les sociétés étrangères, au contraire, n'avaient qu'à invoquer le décret d'autorisation générale rendu en faveur de leur pays, pour pouvoir s'installer et agir en France, ce qui constitue, à notre avis, une

différence de régime aussi injustifiable que dangereuse.

Mais voici que, de plus, ces mêmes sociétés étrangères peuvent exercer librement leur industrie en France sans aucune surveillance. Et pour quel motif y aurait-il une dispense en faveur des compagnies étrangères ? Si le Gouvernement français veille à ce que les compagnies offrent des garanties sérieuses, on ne s'explique pas qu'il se désintéresse quand il s'agit des opérations faites par nos nationaux avec des compagnies étrangères, et qu'il ne cherche pas à leur procurer la sauvegarde qu'il tend à faire accorder par les compagnies françaises. Il est certain, comme le dit M. Lefort ¹, qu'il y a un abus à faire disparaître.

En vain objectera-t-on que cette différence de régime est explicable vraisemblablement par la difficulté où l'on se trouve de contrôler des sociétés dont le siège et les opérations principales sont à l'étranger. Sans doute, il n'est pas toujours facile de vérifier exactement la situation de ces sociétés dans leurs pays respectifs ; mais ce que l'on peut exiger, c'est qu'elles donnent des garanties suffisantes pour l'exécution de leurs contrats en France, et que ces garanties puissent être facilement vérifiées. Si d'autres

1. LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 258 et note 6.

pays ont su astreindre les sociétés étrangères au même régime que leurs sociétés nationales, régime qui, dans certaines législations, est très sévère, nous ne voyons pas pour quel motif la France doit se montrer plus libérale.

Il faut nécessairement que les sociétés étrangères en France soient astreintes à un régime de surveillance en rapport avec l'importance des opérations, d'autant plus que souvent certaines de ces sociétés ne se font pas faute d'exploiter leur industrie au moyen de procédés qui sont, au contraire, absolument interdits à nos sociétés nationales, et qui sont de nature à mettre en danger l'épargne française.

D'un autre côté, on a prétendu que les sociétés étrangères d'assurances sur la vie devaient être astreintes au même régime que les sociétés françaises en ce qui concerne la surveillance, l'article 66 de la loi de 1867 étant d'ordre public, et devant s'appliquer indistinctement aux unes et aux autres ¹.

Cette situation est certainement la seule désirable, nous n'en disconvenons pas; mais cependant, nous pensons que, dans l'état actuel de notre législation, le texte cité est inapplicable, et pour les mêmes motifs que ceux que nous

1. VAVASSEUR, *Traité des Sociétés*, p. 647. — HUMANN, *Revue des Sociétés*, 1883, p. 485; 1885, p. 316.

avons invoqués à propos de l'autorisation, c'est-à-dire parce que la loi de 1867 n'est relative qu'aux sociétés nationales. (V. *supra*, p. 138 et suivantes.)

Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, déjà si favorisées au point de vue de l'autorisation, ont donc, en ce qui concerne la surveillance, une liberté absolue, tandis que nos sociétés nationales sont astreintes à certaines prescriptions dont elles ne peuvent se départir. Mais en quoi devrait consister cette surveillance? C'est la question que nous devons étudier.

§ 2

DIVERS SYSTÈMES DE SURVEILLANCE ET RÉFORMES POSSIBLES.

1. *Divers systèmes de surveillance.* — Le contrôle de l'État sur les sociétés d'assurances sur la vie peut s'exercer de deux manières différentes : ce contrôle peut être préventif ou répressif. La première forme de contrôle existe encore en France ; la loi du 24 juillet 1867, en la maintenant pour les sociétés d'assurances sur la vie, y a mis fin pour les autres. Elle est en vigueur en Allemagne, particulièrement en Prusse, en Autriche, en Hongrie, en Suisse, en

Italie. Le principal défaut de ce système, c'est de prêter à l'arbitraire, en ce sens que le gouvernement est libre d'imposer à l'autorisation de telle ou telle société des conditions qu'il peut ne pas exiger des autres, et cependant, les opérations étant de même nature, les conditions d'existence devraient être identiques. Mais, si le contrôle préventif a ses défauts, il a aussi des avantages : il arrête principalement les fondateurs de sociétés de spéculation. L'histoire de l'assurance en France et en Allemagne en fournit la preuve. On ne retrouve ni en France ni en Allemagne ces désordres que l'on a parfois signalés, et que la liberté absolue a produits en Angleterre et aux États-Unis ¹.

Le contrôle répressif, au contraire, n'existe en France que d'une manière très imparfaite. Nous avons dit déjà que la loi ne donne au gouvernement, en cette matière, que des pouvoirs très limités. Nous pensons cependant qu'on peut augmenter ces pouvoirs sans lui imposer aucune responsabilité.

Toutefois, on a prétendu que la seule surveillance à exercer par l'État consiste dans le contrôle de la conservation des capitaux versés, qui, dans le langage des assurances, portent le nom de « *réerves pour les risques en cours* ».

1. CHAUFÉON, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 772.

On a fait valoir qu'il n'existe pas plus de raison pour vérifier les tarifs employés par les compagnies qu'il n'y en aurait pour vérifier les prix auxquels un fabricant quelconque livre ses produits aux consommateurs, et que la surveillance de l'exécution des statuts est une mesure préventive qui n'est pas plus justifiée pour les compagnies d'assurances sur la vie qu'elle ne le serait pour les compagnies maritimes ou pour les banques, ou pour les autres sociétés anonymes.

Néanmoins, à notre avis, et d'après tout ce que nous avons dit jusqu'ici, le législateur français, imitant en cela, d'ailleurs, d'autres législations, a sagement agi en considérant comme insuffisant le contrôle répressif, et en organisant le contrôle préventif. Les articles 66 et 67 de la loi du 24 juillet 1867 soumettent, en effet, les sociétés d'assurances sur la vie à l'obligation de se munir d'une autorisation du gouvernement et à supporter les mesures de surveillance en suivant le mode prévu par les décisions qui ont autorisé les compagnies. Ces dispositions, malgré les critiques qui leur ont été adressées, et bien que le projet de loi proposé par M. Lockroy les remplace par un système de publicité qui serait, selon nous, absolument insuffisant, ont leur raison d'être, à la condition évidemment de ne pas dégénérer en mesures vexatoires.

ou arbitraires. Ce régime, plus ou moins pratiqué à l'étranger, ne paraît pas sur le point de disparaître en France ; dans la réforme de la législation sur les sociétés, ainsi que dans les différents projets de loi qui se sont principalement occupés des assurances sur la vie, on semble être d'accord pour maintenir, avec plus ou moins de tempéraments, la situation créée par la loi de 1867, et pour soumettre également les sociétés étrangères au même traitement que les sociétés françaises ¹.

Dans le projet de loi que nous venons de rappeler ² et qui fut proposé à la Chambre des députés le 2 juin 1887, mais qui ne fut pas voté. M. Lockroy avait proposé de substituer au contrôle officiel, qu'il réputait inefficace, le système pratiqué en Angleterre, qui consiste en un régime de publicité permettant à chaque assuré de se rendre compte de l'état et de la situation financière de la compagnie d'assurances. Le projet s'inspirait de cette idée qu'il appartient au public de défendre ses intérêts ou d'exercer le droit de contrôle, et il laissait aux intéressés le droit de faire vérifier en justice, comme ils l'entendraient, l'exécution des prescriptions requises.

1. LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 28 et suivantes.

2. Voir le texte de la proposition de loi, *Journal des assurances*, 1887, n° du 15 juin, p. 233; — l'Exposé des motifs, *id.*, n° du 1^{er} juillet 1887, p. 253; — et le rapport du colonel baron de Plazanet, *id.*, n° du 15 juillet 1887, p. 276.

Nous pensons, au contraire, avec M. Jules Roche ¹, qu'un tel mode de contrôle n'aurait pas toute l'efficacité désirable, et ne serait même pas exempt de danger. D'une part, en effet, les assurés reculeraient longtemps devant les risques de procès coûteux, où ils ne pourraient s'appuyer, le plus souvent, que sur la rumeur publique ; puis, quand les fautes imputées aux sociétés auraient pris une gravité telle que ces procès devinssent inévitables, la vérification des comptes n'aboutirait, la plupart du temps, qu'à la constatation de situations définitivement en danger. Et, d'autre part, ce droit de vérification en justice ne serait-il pas plutôt mis à profit par des spéculateurs sans scrupules, pour étayer d'abusives manœuvres contre le crédit de sociétés parfaitement solvables et prospères ? N'y a-t-il pas, enfin, quelque contradiction à prétendre à la fois que de simples particuliers pourraient exercer une surveillance efficace sur la gestion des sociétés d'assurances et que l'État, avec toute la puissance de ses moyens d'action, en serait incapable ? Cet examen serait illusoire, parce qu'il suppose des connaissances spéciales que les assurés n'ont pas.

Certainement, la surveillance par l'État n'est pas facile à établir de manière à sauvegarder

1. Voir l'Exposé des motifs de la proposition de loi de M. Jules Roche, *Journal des assurances*, n° du 1^{er} avril 1894, p. 127 et suivantes.

tous les intérêts ; mais cependant la question est assez importante pour que l'autorité publique ne s'en désintéresse pas. Nous allons indiquer sommairement quels pourraient être les traits essentiels de cette organisation, en insistant sur la nécessité d'astreindre, à ce point de vue, les sociétés étrangères au même régime que nos sociétés nationales.

2. *Points sur lesquels devrait porter la surveillance.* — Ayant admis que seul le contrôle préventif pouvait présenter les garanties nécessaires au succès des sociétés d'assurances sur la vie, il est évident que la surveillance à exercer doit consister principalement dans le fait de savoir si toutes les conditions exigées à l'époque de l'autorisation ont été observées ; en d'autres termes, le Gouvernement a le droit de se rendre compte de l'exécution des statuts. Sans doute, il importe que cette faculté accordée à l'État conserve de justes limites, et qu'elle ne dégénère pas en mesures vexatoires ou arbitraires ; mais il est certain cependant que, si des conditions sont exigées des sociétés qui s'établissent, il est nécessaire que l'autorité qui les a édictées en vérifie l'exécution.

Or, parmi les nombreuses dispositions qui se rencontrent, en général, dans les statuts des sociétés d'assurances sur la vie, il y a trois points qui font l'objet de dispositions spéciales ; ce sont :

les tarifs, les réserves et les placements des fonds. A cela, il faut ajouter également que toute société française qui sollicite l'autorisation gouvernementale est obligée de se conformer à certaines règles qui sont considérées comme intéressant l'ordre public. C'est ainsi qu'au point de vue de ses opérations, la société ne peut se livrer qu'à celles qui sont expressément prévues dans ses statuts ; toutes autres lui sont interdites. De même, s'il appartient au conseil d'administration de déterminer les risques assurables et ceux qui, au contraire, ne peuvent faire l'objet d'un contrat, il est cependant certaines assurances qui, à raison du caractère moral qu'elles présentent, ne peuvent donner lieu à aucune transaction : c'est le cas du suicide, du duel et de certaines condamnations judiciaires.

Nous allons donc étudier, en quelques mots, ces différentes questions, sur lesquelles, à notre avis, doit porter la surveillance, en les répartissant en trois groupes : les tarifs et les risques, les opérations, les réserves et le placement des fonds.

Le taux de la prime est indiqué par les tarifs, c'est-à-dire les tableaux contenant l'énumération et la classification des objets propres à être assurés, ainsi que les sommes applicables aux diverses espèces de risques. Ces tableaux sont établis au moyen de la statistique. Ils sont

identiques pour toutes les sociétés du même genre, et doivent être approuvés par le Gouvernement. Ainsi, l'égalité des tarifs, tel est le régime imposé aux sociétés françaises. Il est vrai que les statuts contiennent toujours une clause en vertu de laquelle ces tarifs peuvent être modifiés, par voie de mesure générale, soit par le conseil d'administration, soit par l'Assemblée générale des actionnaires, selon les compagnies, suivant les variations du taux de l'intérêt; mais ils ne peuvent être augmentés ou diminués de plus d'un dixième en général, sans l'autorisation du gouvernement.

Or, tandis que nos sociétés nationales sont astreintes à faire un emploi de tarifs uniformes, qu'elles ne peuvent modifier à leur guise dans le but de se faire concurrence, les sociétés étrangères, au contraire, ont la plus grande facilité de venir en France, avec des tarifs réduits, exercer contre nos sociétés cette même concurrence que le gouvernement leur défend.

La prime est le prix de l'assurance; or, que dirait-on si l'État s'avisait de contraindre certains commerçants à vendre leur marchandise un prix déterminé, qu'ils ne pourraient élever ou diminuer, tandis que leurs concurrents conserveraient une liberté sans limites? Il y aurait là certainement une mesure quelque peu arbitraire et vexatoire; mais quelle différence y aurait-il

avec ce qui se passe actuellement dans les rapports de l'État avec les sociétés d'assurances sur la vie ? Nous n'en voyons aucune. Il y a là, par conséquent, une anomalie frappante dans la situation qui est faite aux sociétés françaises et aux sociétés étrangères, et qui présente les plus graves dangers, par suite du défaut de surveillance sur les opérations de ces dernières et du défaut de garanties qu'elles devraient fournir.

En effet, non seulement les sociétés étrangères attirent la clientèle par des tarifs réduits, mais qui contrôle la valeur des risques qu'elles s'engagent à assurer ? Personne. On nous dit bien qu'elles sont astreintes, dans leur pays, à un contrôle sévère et minutieux, mais la valeur de ce contrôle lui-même est souvent illusoire. Le choix des risques est une question très importante, et dans laquelle l'assureur doit apporter le plus grand soin. Mais le choix des risques peut-il être contrôlé par l'État ?

Nous pensons qu'il y a lieu de distinguer, et que la question ne comporte pas une réponse absolue. Il est certain que l'État ne saurait avoir à contrôler les opérations journalières de l'assureur ; il n'aurait sur ce point ni droit ni compétence. « La profession d'assureur, dit M. de Kertanguy, est une science, un art, et le choix des risques, dont la nécessité apparaît avec tant d'évidence, ne saurait être ni imposé ni régle-

menté par une loi. Pour discerner judicieusement au milieu des mille causes qui agissent sur la valeur d'un risque, il faut posséder en soi un sentiment inné, un flair spécial, un instinct naturel du métier, ce quelque chose enfin d'indéfinissable, comme l'influence secrète du ciel dont Boileau voulait que les âmes des poètes fussent inspirées. Il n'existe pas de théorie du choix des risques; la pratique et l'expérience sont les seuls guides et les meilleures conseillères. »

Cependant, il est facile à l'État de contrôler l'ensemble des opérations des compagnies. Il est manifeste que, si le coefficient de mortalité dans une compagnie dépassait le coefficient normal, déterminé par l'expérience, il serait établi, par la simple comparaison de deux chiffres, que cette compagnie n'apporte pas une prudence suffisante dans le choix de ses risques, et il y aurait lieu, dans ce cas, de prendre certaines mesures que la loi pourrait prescrire. Cette conclusion serait encore plus sûre si elle s'appuyait sur les résultats observés pendant plusieurs années.

La législation américaine n'a pas prévu les abus qui pouvaient se produire dans le choix des risques; elle est donc incomplète à cet égard¹.

1. CHAUFTON, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 779 et suivantes.

A un autre point de vue, il importe que les sociétés d'assurances sur la vie ne puissent prendre à leur charge tous les risques qui menacent la vie de l'assuré. En France et dans certains autres pays, il est de principe que l'assurance ne concerne que les risques provenant d'événements fortuits ou de force majeure, ou du moins d'événements présentant ce caractère par rapport à l'assuré; les seuls risques qui donnent droit à l'indemnité sont ceux qui se produisent par suite du hasard, d'un fait fortuit, de circonstances étrangères à la volonté de l'assuré. D'ailleurs, le gouvernement refuserait certainement d'autoriser toute compagnie qui manifesterait l'intention contraire, et édicterait, par exemple, une clause en faveur du suicide ¹.

Nul ne saurait formuler une critique à ce sujet. L'élément aléatoire ou plutôt indéterminé ne doit être à la disposition d'aucun des contractants, sans quoi il y aurait dans le contrat clause potestative, conséquemment nulle. Même si la police est muette sur la déchéance encourue par le fait de la mort volontaire, l'assureur est libéré; à défaut de stipulation expresse, il faut suppléer la clause portant annulation. On doit

1. L'exclusion du cas où l'assuré se tue est expressément édictée par le Code de commerce italien (art. 450), par celui de l'Espagne (art. 180), ainsi que celui du Portugal (art. 458), par le Code de commerce hongrois (art. 504), par le Code de commerce néerlandais (art. 307).

même réputer nulle toute espèce de convention maintenant le contrat en cas de suicide; l'ordre public et l'ordre moral s'y opposent autant que la nature même du contrat, qui, encore une fois, a pour but exclusif de garantir contre un événement imprévu, et non pas contre un acte volontaire. Toutes les personnes qui s'occupent d'assurances sur la vie sont unanimes à reconnaître qu'il n'est pas rare de voir des individus se tuer afin de réaliser, au bénéfice de leur femme ou de leurs enfants, une assurance contractée à dessein et avec la pensée arrêtée d'une mort volontaire. Que serait-ce si la police pouvait, au moyen d'une prime plus considérable, contenir une clause valable assurant le suicide¹!

Il faut noter toutefois qu'une distinction a été admise sans contestation par les jurisconsultes français, en ce qui concerne le caractère du suicide, selon qu'il a été volontaire ou inconscient. Cette distinction, très sage d'ailleurs, a été adoptée par un grand nombre de décisions judiciaires². Mais il n'en reste pas moins acquis que le suicide en lui-même ne peut faire l'objet d'une assurance sur la vie.

Tous les auteurs et la jurisprudence l'admettent. Le Tribunal civil de la Seine, toutefois,

1. LEFORT, *op. cit.*, t. II, p. 50 et suivantes.

2. Lyon, 17 février 1891 (S. 91, 1, 116; D. P. 92, 2, 46). — Paris, 16 juillet 1892 (D. P. 93, 2, 233, S. 92, 2, 199).

par un jugement du 7 mars 1862, a proclamé la validité d'une police assurant même le cas de suicide, à la condition qu'il ne surviendrait pas avant un certain laps de temps. Mais il faut remarquer que cette décision, qui concernait une compagnie étrangère, n'a pas fait jurisprudence. Elle violait évidemment les principes d'ordre public : quoi que l'on puisse dire, le suicide est toujours un acte immoral.

Cependant, la doctrine du Tribunal de la Seine a trouvé des adhérents. Des auteurs ont paru assez disposés à valider les stipulations en cas de suicide lorsqu'il s'agit d'assurances sur la vie perpétuelles. Ce système s'appuie sur ce que, dans ces assurances, le fait volontaire de l'assuré ne fera, en définitive, qu'accélérer la réalisation du risque¹. Mais c'est oublier que l'article 6 du Code civil interdit de consacrer les conventions particulières qui dérogent aux lois intéressant l'ordre public et les bonnes mœurs ; d'autre part, c'est vouloir trop envisager la question au point de vue de la règle que « l'on ne peut s'assurer contre son fait ». A ce point de vue restreint, on ne voit pas pourquoi il ne serait pas possible de faire une assurance même contre l'assassinat, puisque ce ne serait là qu'une augmentation de risques ; or, du moment que la

1. ALAUZET, *Traité des assurances*, t. II, p. 494.

réalisation du risque présente quelque incertitude, si faible qu'elle soit, le contrat aléatoire est possible. Mais, si l'on se place plus haut, si l'on songe au péril social, à la sécurité de chacun menacée, on ne peut s'empêcher de combattre de pareilles tendances.

De ce que la prohibition du suicide doit être considérée comme intéressant l'ordre public, il s'ensuit, quoi que l'on ait pu dire¹, qu'une société étrangère assurant contre le suicide dans son pays d'origine ne pourrait valablement assurer contre le suicide en France. Les statuts d'une Compagnie étrangère ne sauraient méconnaître une prescription qui est, non pas contraire à la nature du contrat telle qu'on l'admet en France, mais contraire à l'essence même du contrat².

De même que le suicide, la mort de l'assuré survenue dans un duel autorise l'assureur à se considérer comme libéré ; cela résulte de ce principe incontestable qu'un fait délictueux, et, juridiquement parlant, on ne saurait dénier ce caractère au duel, ne peut donner lieu à une action en faveur des bénéficiaires. La déchéance édictée pour le duel est d'ordre public et résulte de la nature même des choses. Les polices ont

1. DORLHAC DE BORNE, *De la déclaration des risques dans les assurances sur la vie*. (L'Opinion, n° du 15 août 1891, p. 114.)

2. LEFORT, *op. cit.*, T. II, p. 51, note 1.

soin de dire que l'assureur ne garantit pas le risque du duel. Cette disposition suffit, mais elle n'est pas indispensable ; même si elle ne figurait pas dans le contrat, le juge saisi de la question devrait la suppléer.

Cette déchéance est absolue, et s'applique dans tous les cas, sans distinguer si la police a été souscrite par une société française ou une société étrangère. Celle-ci, opérant en France, ne pourrait accepter ce risque, parce qu'il s'agirait de déclarer valable, de par des statuts étrangers, un fait réputé délictueux en France.

Certaines législations, notamment le Code de commerce hongrois (art. 504) et la loi luxembourgeoise du 16 mai 1891 sur les assurances sur la vie, permettent de convenir que le contrat ne sera pas plus annulé en cas de suicide qu'en cas de duel ou de condamnation judiciaire, puisqu'elles disposent que, sauf convention contraire l'assureur est libéré si l'assuré perd la vie par suite de suicide, de duel ou de condamnation judiciaire. En Angleterre, les polices admettent, pour la plupart, la validité de l'assurance, même en cas de suicide, si le contrat a été maintenu durant un certain nombre d'années.

Dans ces derniers temps, l'on a voulu en France faire accepter ce régime, et l'on a été jusqu'à soutenir que, par une police dite *incon-*

testable, l'assureur pourrait très bien s'engager à renoncer à la déchéance résultant soit du suicide, soit du duel, lorsque la police aurait couru un temps déterminé.

Nous admettons bien que la clause d'incontestabilité a sa raison d'être, et se trouve justifiée en présence de réticences ou d'omissions ; mais nous pensons, au contraire, avec un grand nombre d'auteurs, que l'assureur ne saurait renoncer à se prévaloir de la déchéance quand le souscripteur de la police s'est tué volontairement, d'une manière consciente, ou bien est mort en duel. Il est vrai que l'on a fait valoir qu'en présence d'une pareille clause le contrat d'assurance conserve toujours son caractère aléatoire ; qu'il y est suffisamment pourvu par le délai qui s'écoulerait entre la conclusion de l'assurance et le moment où la compagnie renoncerait à toute contestation ¹.

C'est déplacer la question. L'assurance garantit exclusivement les risques fortuits ; or, lorsqu'un assuré met lui-même fin à ses jours, ou s'expose à un combat singulier, il ne subit pas les effets du hasard : il y a là un fait voulu, prémédité. L'ordre public s'oppose à l'extension du contrat en pareil cas ; il est inadmissible qu'un acte immoral en lui-même comme le

1. SAINTELETTE, *Recueil périodique des assurances*, 1895, p. 86.

suicide, qu'un délit tel que le duel, puissent créer un droit contre l'assureur, et que des actes condamnables puissent engager ce dernier totalement innocent¹. La déchéance n'est pas, comme l'enseigne M. Vivante², une règle interprétative déduite de la nature du contrat, mais bien une règle capitale qui résulte de l'essence du contrat. Ainsi qu'on l'a fait remarquer³, il ne doit pas plus être permis à un assureur sur la vie d'accepter le suicide qu'il n'est permis à l'assureur contre l'incendie de donner à l'assuré le droit de mettre le feu lui-même à sa maison.

D'après ce que nous venons de dire, il semblerait naturel de croire que, si nos sociétés nationales sont astreintes à refuser l'assurance de certains risques, tels que le suicide et le duel, les sociétés étrangères également ne peuvent pas plus les garantir que les compagnies françaises; puisqu'il s'agit là de risques intéressant l'ordre public. Ce serait une erreur. Si, théoriquement, la règle que nous venons d'expliquer doit recevoir une application générale et absolue, en fait, au contraire, et grâce au défaut de contrôle dont

1. LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 65, en note. Dans le même sens : RUBEN DE COUDER *Dict. de Droit commercial*, v^o *Assur. sur la vie*, n^o 47.

2. VIVANTE, *Il contratto di assicurazione*, t. III, p. 205 et suiv.

3. BLONDEL, *Des assur. sur la vie, dans leurs rapports avec le droit civil, et spécialement des bénéficiaires du contrat*, p. 148.

elles bénéficient et dont elles abusent, les sociétés étrangères sont libres de garantir tous les risques que bon leur semble, de quelque nature qu'ils soient. Elles peuvent donc assurer ce genre de risques sans être inquiétées, tandis que nos sociétés françaises sont astreintes, au contraire, à ne pas les garantir.

Les sociétés américaines sont celles qui usent le plus de cette faculté en France, alors que, chose extraordinaire, dans leur propre pays, aux États-Unis, le suicide est considéré comme un acte immoral et intéressant l'ordre public, et, comme tel, inassurable. « Le contrat, dit un arrêt de la Cour suprême des États-Unis¹, dont la tendance serait de mettre en danger les intérêts de la société, qui porterait préjudice à l'ordre public, ou aurait un caractère subversif au point de vue de la mortalité normale, ne pourrait jamais être sanctionné par un tribunal, ou servir de base au prononcé de son jugement.

« En conséquence, si un assuré pour la vie est titulaire d'une police assurant le paiement d'une certaine somme, soit à ses exécuteurs testamentaires, aux administrateurs de ses biens ou à ses ayants droit, cette police stipulant expressément que la somme sera exigible

1. Cet arrêt a été prononcé à la date du 17 janvier 1898, dans le procès *héritiers Runk contre la Mutual Life*.

même dans le cas où l'assuré se donnerait la mort étant sain d'esprit, le contrat, même ne fût-il pas défendu par la loi, serait considéré comme étant contraire à l'ordre public, en ce sens qu'il pourrait encourager au suicide et tenter les assurés de commettre cet acte dans le but d'assurer le sort de ceux qui dépendent d'eux ou de payer une dette. »

Il est, en effet, impossible qu'une pareille clause ne produise pas des résultats néfastes. La proportion des suicides doit être sensiblement plus élevée parmi la clientèle des compagnies qui couvrent ce risque que dans celle des compagnies qui ne le couvrent pas ¹. Une statistique comparative des suicides a été faite et publiée par une société américaine : il en ressort que, depuis l'année où cette compagnie a commencé à garantir le risque de suicide, le nombre des morts volontaires a considérablement augmenté.

Malgré ces considérations, les sociétés étrangères, et principalement les sociétés américaines, pratiquent librement l'assurance du suicide en France, sans que l'autorité publique essaye même d'y mettre obstacle. Par une clause d'incontestabilité, dont la valeur est souvent illusoire, elles attirent la clientèle et font ainsi une concurrence illégale à notre industrie nationale.

1. V. *Moniteur des assurances*, n° du 15 juin 1889, p. 281 et suiv.

Mais ce n'est point seulement au point de vue des risques que la surveillance fait totalement défaut. Tandis que les sociétés françaises sont obligées de limiter leurs opérations à un certain nombre de combinaisons, qui toutes rentrent dans le champ d'application de l'assurance sur la vie, mais assez nombreuses encore pour leur laisser un choix et une liberté d'action suffisants, les compagnies étrangères, au contraire, sont absolument libres d'inventer toutes les combinaisons qu'elles veulent. Parmi les sociétés étrangères, les sociétés américaines se sont principalement distinguées par les nouveaux procédés qu'elles ont mis en circulation, et à la faveur desquels elles ont su grouper une grande partie de leur clientèle. Il faut noter d'abord que les compagnies américaines, à la suite de méfaits qui ne pouvaient être niés et de disparitions désastreuses de plusieurs d'entre elles, constituées avec négligence ou par fraude ¹, ont vu leur clientèle diminuer dans leur pays d'origine. Pour regagner ce qu'elles perdaient de la sorte, elles ont envahi l'ancien continent ; au prix d'une publicité énorme, grâce à une propagande acharnée, elles ont pu obtenir la souscription de nombreux contrats. D'un autre côté, elles

1. LEVIEUX, *Peut-on s'assurer aux compagnies américaines ?* Paris, 1882, p. 6. — De 1871 à 1873, 30 compagnies de l'État de New-York ont disparu, causant aux assurés une perte de 190 millions.

ont eu recours à des combinaisons qui, de l'avis de toutes les personnes spécialistes en matière d'assurances, sont loin d'être bonnes : ce qui domine, en effet, dans ce nouveau genre de procédés, c'est l'emploi d'un système réunissant à la fois l'assurance et la tontine, mais avec prédominance du caractère tontinier.

Or, d'une part, on sait quels sont les résultats de pareils procédés ; et, d'autre part, il a toujours été admis que, lorsqu'une compagnie d'assurances sur la vie faisait, par exception, des opérations tontinières, les statuts approuvés par le gouvernement établissaient une distinction : pour tout ce qui se rapporte à l'assurance sur la vie, la compagnie était régie par les prescriptions du Code de commerce ; pour les opérations, tontinières, par le décret du 1^{er} avril 1809, soumettant les tontines à un régime particulier¹.

Les compagnies françaises d'assurances sur la vie ne peuvent donc pas pratiquer ce genre d'opérations sans être soumises à un contrôle particulier édicté par l'avis du Conseil d'État du 1^{er} avril 1809, complété et confirmé par l'Ordonnance du 12 juin 1842 et par la loi du 26 juillet 1856. (Art. 66.) Si un contrôle sévère est édicté à l'encontre de toute société française qui

1. V. MICHAUX-BELLAIRE, *Des différences qui existent entre les associations tontinières et les sociétés d'assurances sur la vie.* (*Revue générale du Droit*, 1878, t. II, p. 9.) — V. aussi TROPLONG, *Sociétés*, n° 54.

pratiquerait ce genre de combinaisons, ne doit-il pas exister également, et à plus forte raison, à l'égard des sociétés étrangères? Il est certain qu'un autre régime ne se comprendrait pas; mais, en pratique, les sociétés étrangères échappent à ce contrôle. Aussi les compagnies américaines abusent-elles de cette liberté pour joindre, sous le nom d'accumulation, la combinaison tontinière aux combinaisons ordinaires de l'assurance sur la vie.

Le principe de cette combinaison consiste à ne pas distribuer immédiatement aux assurés la part de bénéfices qui leur revient, mais à les accumuler pendant 10, 15 ou 20 ans dans une caisse instituée à cet effet par la compagnie. C'est alors seulement qu'ils sont répartis, et exclusivement, entre ceux dont les assurances n'ont pas été annulées dans l'intervalle pour une cause quelconque.

Autrefois, ce système n'était appliqué que dans sa forme la plus absolue: l'assuré qui se voyait forcé de cesser le paiement de la prime avant l'expiration de la période fixée, perdait irrémédiablement tout droit à restitution, même de la moindre partie des sommes versées. La réserve existante de son assurance était alors considérée comme un profit, et venait plus tard augmenter le montant à distribuer. Il est superflu de démontrer l'iniquité d'une telle com-

binaison. Les riches gagnent ainsi au détriment des pauvres. En effet, seuls les contractants appauvris cesseront le paiement des primes, forcés par le besoin. Ce sont donc les assurés fortunés, favorisés par le sort et ayant pu payer leurs primes sans se gêner, qui voient s'entasser dans leurs caisses cet argent de leurs coassurés besogneux ¹.

En présence des critiques, fort justifiées d'ailleurs, qui ont accueilli cette combinaison, des compagnies américaines ont cru devoir la modifier, et instituer des polices dites de demi-accumulation, des polices-titres à accumulation des bénéfices et des polices à bénéfices quinquennaux. Mais, dans la réalité des choses, à s'en tenir même aux déclarations des assureurs, le principe est toujours le même : les bénéfices produits par les polices de chaque catégorie sont versés à un fonds spécial, le fonds d'accumulation, et les contrats qui, de quelque manière que ce soit, prennent fin au cours de la période fixée, perdent tout droit à la participation. Cette modification rend donc possible le rachat en diminuant, il est vrai, les bénéfices tontiniers, mais en faisant cesser une grande iniquité. Par contre, l'assuré qui atteint le terme fixé pour la répartition, et qui a maintenu le contrat en ce qui le

1. V. *Moniteur des assurances*, n° du 15 mars 1898, p. 111 et 112.

concerne, reçoit alors une part de bénéfices d'autant plus forte qu'elle est grossie par les bénéfices résultant des polices résiliées ou sinistrées, et il peut, à son choix, ou bien la toucher en espèces, ou bien l'affecter à l'augmentation de son assurance, ou enfin l'échanger contre une rente destinée à amortir les primes restant à échoir.

Néanmoins, le système ainsi modifié présente encore des inconvénients graves. D'abord, se basant, on le voit, sur les résultats probables de la période tontinière, il aboutit en somme à une loterie; il en résulte qu'il favorise l'habitude de faire aux assurés, lors de la réalisation du contrat, des promesses au sujet de bénéfices, et ces promesses sont souvent exagérées par des agents peu scrupuleux. Les compagnies américaines font de belles promesses; mais il est établi qu'elles sont dans l'impossibilité de les réaliser, quel que soit l'intérêt auquel elles placent leurs fonds, et souvent, comme nous l'avons déjà dit, les sociétés disparaissent, au préjudice des assurés. Les sociétés américaines qui sont établies en France sont toutes des sociétés mutuelles, et, comme telles, elles sont obligées, d'ailleurs elles le proclament bien haut, de répartir entre leurs adhérents la totalité des bénéfices. Mais les dépenses augmentent dans de telles proportions, que les bénéfices

diminuent rapidement ; c'est même là la cause de l'invention du système de l'accumulation des bénéfices, inauguré pour dissimuler, autant que possible, le fait de cette diminution. Dès lors, obligées d'acquitter des frais généraux énormes, 18 et même 23 % des primes encaissées, alors qu'en France le taux varie entre 10 et 11 %¹, et parfois aussi sous prétexte de constituer des réserves de garantie pour les polices en vigueur, ces sociétés prélèvent sur la masse des bénéfices à répartir des sommes importantes, de sorte que les polices-accumulation qui arrivent à échéance voient leur répartition réduite dans des proportions parfois considérables, alors qu'à l'époque de la signature du contrat, le chiffre des bénéfices accumulés devait s'élever à une somme extraordinaire².

En même temps que le système que nous combattons prête à une réclame à la fois dangereuse et bruyante, il donne à la question des bénéfices, lors de la signature des polices, une place prépondérante, et contribue à faire considérer le contrat d'assurance sur la vie comme

1. V. ADAN, *Les polices tontinières ou polices d'accumulation des Compagnies américaines*. Journ. des assur., 1887, p. 201, ainsi que le tableau rapporté dans le même recueil, février 1893, p. 65.

2. V. un arrêt de la Cour suprême de New-York, du 3 octobre 1899, rapporté dans le *Conseiller des assurances*, n° du 9 novembre 1899; ainsi qu'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 28 décembre 1894. *Les Compagnies américaines*, « *L'Opinion* », n° du 15 juin 1892.

un placement de fonds, au lieu de l'être comme moyen de subvenir aux besoins de la famille ; l'assurance est plutôt reléguée au second plan.

De plus, l'accumulation des bénéfices, jusqu'à une époque éloignée, crée un fonds considérable. Or, lorsqu'un assuré souscrit une police-accumulation, la société avec laquelle il contracte explique, de la manière la plus claire, que les bénéfices qui ne seraient pas distribués annuellement seraient capitalisés à intérêts composés ; il y a donc là un contrat formel, une obligation certaine. Comment est-elle accomplie ? Où sont les fonds qui représentent les bénéfices réservés ? A quelle somme s'élèvent-ils ? Quel est le chiffre d'intérêts qu'exige leur capitalisation ? Ce sont autant de questions que les compagnies américaines laissent sans réponse, et que l'étude la plus attentive de leurs comptes rendus ne permet pas de résoudre ; car ces comptes sont absolument muets sur cette importante partie de leur fonctionnement. L'ensemble des bénéfices accumulés échappe donc complètement à tout contrôle, tant au contrôle du public qu'à la surveillance de l'Administration ¹.

Et cependant, la société est comptable de ces

1. V. *Moniteur des assurances*, n° du 15 mars 1898, p. 112, et n° du 15 juin 1899, p. 303.

sommes ; elle en est débitrice envers les souscripteurs des polices d'accumulation ou de semi-accumulation. Néanmoins, on peut consulter les comptes rendus, les rapports officiels du surintendant des assurances de l'État de New-York, on ne trouve au passif de la Société aucun article qui indique à combien s'élèvent les fonds reçus ou conservés en exécution des polices d'accumulation et de semi-accumulation ¹.

Aussi, en présence des dangers que présentent pour le public ces sortes d'opérations, et du refus de certaines sociétés de fournir à l'autorité compétente les explications nécessaires, a-t-on vu certains pays d'Europe refuser aux compagnies américaines le droit de continuer leurs opérations. En Russie², toutes les polices d'accumulation ont été interdites par un décret impérial du 25 mars 1894. En Allemagne, une enquête sévère a eu lieu en ce qui concerne les polices d'accumulation : le ministre de l'Intérieur avait donné des instructions officielles pour rechercher si les sociétés mutuelles américaines « n'opéraient pas d'une manière insolite pour surprendre la crédulité et la bonne foi des assurés. » Ces mêmes sociétés avaient

1. V. un article de M. NOGENT, *Messager de Paris*, n° du 26 octobre 1897.

2. V. le texte du communiqué officiel du 25 mars 1894, rapporté dans le *Journal des assurances*, n° du 1^{er} juin 1898, p. 216.

de plus reçu l'ordre de publier leurs comptes chaque année, en se conformant à des modèles déterminés. Devant ces exigences, certaines sociétés ont abandonné le pays ; d'autres, n'ayant pas fourni les explications qui leur avaient été demandées, en furent purement et simplement expulsées ¹. De semblables mesures de garantie ont été prises en Suisse ², où le Conseil fédéral a refusé à certaines sociétés l'autorisation d'exploiter de pareilles combinaisons. De toutes parts du reste, à l'étranger, on semble vouloir réagir contre les agissements des compagnies américaines, d'autant plus que des procès montrent que ces dernières ne reculent devant rien ³. Les Anglais eux-mêmes commencent à trouver que les assureurs américains les ont induits en erreur, en ce qui concerne les évaluations des polices tontinières ⁴.

En France, au contraire, le législateur et l'Administration semblent se désintéresser, et ne pas remarquer qu'il importe de sauvegarder l'épargne française contre des sollicitations,

1. Dernièrement, une compagnie américaine, la *New-York*, a été admise à rentrer en Prusse, mais à des conditions tellement dures, qu'elles équivalent à peine à une simple tolérance.

2. V. l'Extrait du rapport du Bureau fédéral des assurances, *Journ. des assurances*, n° du 1^{er} juin 1898, p. 219.

3. Tribunal correctionnel de Bâle, 5 mai 1890, et Cour de Bâle, 22 mai 1890, *Journ. des assurances*, n° du 1^{er} juin 1890, p. 196, et n° du 1^{er} juillet 1890, p. 230.

4. *Journal des assurances*, 1^{er} février 1893, p. 66.

d'autant plus ardentes que maintenant le champ des opérations des compagnies américaines se trouve fort restreint à la suite des mesures de proscription justement édictées. On a beaucoup vanté, il est vrai, les opérations faites en Amérique¹. On a prétendu que le système actuel, pratiqué par les sociétés anonymes françaises, repose sur des principes faux et peu rationnels ; que l'indifférence du public en matière d'assurances, qui a arrêté la marche ascendante dans la production, provient en grande partie du peu de bonne volonté montrée par les sociétés à lui faciliter l'accès de l'assurance au moyen de combinaisons acceptables, et on a fait valoir les avantages plus appréciables des compagnies américaines. Mais on a oublié de mettre en parallèle les catastrophes ; il reste à savoir si nos compagnies, consciencieusement dirigées, faisant des placements sûrs, n'agissent pas mieux que les sociétés américaines, qui offrent des avantages indéniables, dit-on, mais souvent illusoires.

Nous pensons donc qu'il est de l'intérêt du public français que les opérations tontinières des sociétés étrangères, qui sont aussi dangereuses en France qu'en Russie, en Suisse et en

1. V. notamment. ROCHETIN, *La concurrence entre les Compagnies américaines d'assurances sur la vie et les Compagnies françaises.* (*Journal des Économistes*, avril 1892.)

Prusse, soient ou bien interdites ou du moins astreintes à un contrôle sévère, au moyen de comptes spéciaux et indépendants.

Aussi, dans le projet de loi préparé par l'Institut des actuaires français, a-t-on eu soin d'insérer une clause disposant que toute société étrangère serait astreinte à publier, chaque année, un compte rendu spécial de l'ensemble de ses opérations en France¹. Par ce moyen, il serait facile au gouvernement de vérifier le caractère des procédés employés par les sociétés et de prendre, en conséquence, les mesures nécessaires à la garantie des assurés français.

La surveillance de l'exécution des statuts, en ce qui concerne les opérations de la société, est donc indispensable; mais elle ne doit pas s'arrêter là. Il faut encore, comme nous l'avons dit, qu'un contrôle existe relativement à l'exécution des obligations que ces opérations mettent à la charge des sociétés. Or, l'exécution de ces obligations se réalise au jour du sinistre, le jour du paiement de l'indemnité. Pour être en mesure d'y pourvoir, les sociétés doivent veiller à la gestion des fonds qui leur sont confiés par les assurés, et qui contribueront au paiement de l'indemnité; elles doivent donc, par un choix

1. V. le texte de ce projet de loi, rapporté par RUBEN DE COUDER, dans le *Supplément au Dictionnaire de Droit commercial*, t. 1^{er}, p. 146 et suivantes.

judicieux de placements, faire fructifier les sommes considérables que, grâce aux réserves, elles ont dans leurs caisses.

Mais la question des réserves et du placement des fonds constitue un des points les plus importants de la surveillance. Les réserves, en effet, constituent un des éléments principaux de la solvabilité d'une société ; mais pour cela leur calcul doit être mathématiquement déterminé, et leur somme doit toujours représenter exactement le montant des risques à venir, calculés d'après la table de mortalité adoptée.

Pour comprendre l'utilité des réserves, il est nécessaire de rappeler en quelques mots quelle en est la nature, et ce qu'elles représentent dans le passif d'une société d'assurances sur la vie. Dans l'assurance sur la vie, le risque de payer une somme au décès d'un individu n'est pas un risque aléatoire, c'est un risque certain. Plus l'assuré avance en âge, plus l'échéance moyenne fixée par la nature se rapproche ; la valeur des engagements contractés par la compagnie varie donc à mesure que passent les années. Or, puisque le risque varie d'année en année et va généralement en croissant, il en résulte que normalement le prix du risque, c'est-à-dire la prime, doit augmenter également dans la même proportion. Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, ce procédé est impraticable, parce qu'en l'employant

on arriverait à exiger des anciens assurés une prime d'une importance parfois considérable. Aussi la deuxième méthode, qui consiste à établir, en présence de risques progressifs, une prime moyenne invariable, est-elle généralement employée aujourd'hui pour l'assurance sur la vie.

L'assuré paie, pendant toute la durée de son assurance, une prime moyenne constante, dont le taux dépend uniquement de son âge au moment où il a passé son contrat. Cette prime est trop forte dans les premières années ; mais plus tard elle devient trop faible, par suite de l'augmentation du risque. Quand elle est trop forte, l'excédent doit être réservé pour compléter, avec ses intérêts, la garantie de ce risque dans les années où elle sera trop faible.

Les réserves sont donc, dans une société d'assurances sur la vie, les sommes représentant l'excédent de recettes des premières années, que la compagnie doit mettre de côté pour faire face à l'excédent de dépenses des dernières. Au point de vue scientifique, on a donné d'autres définitions de la réserve. C'est ainsi que, suivant la définition de Hopf, la réserve n'est pas autre chose qu'une prime anticipée ; suivant Laugheinrich, c'est le montant des portions de primes dépassant le risque couru, avec les intérêts et les intérêts des intérêts. On a dit encore que la réserve

d'une police d'assurance sur la vie est la différence entre les valeurs actuelles des engagements réciproques de l'assureur et de l'assuré ¹.

Quelle que soit la définition que l'on adopte, il est facile, d'après ce qui précède, de se rendre compte de l'utilité des réserves dans une société d'assurances sur la vie. Les réserves sont la garantie de la solvabilité à venir de la société : sans les réserves, celle-ci ne pourrait pas tenir ses engagements. Cette impossibilité, sans doute, ne se manifeste pas immédiatement, parce que les sommes faisant partie du fonds de réserve ne doivent trouver leur emploi qu'à une époque plus ou moins éloignée. Le temps après lequel une société est obligée de puiser dans ses réserves pour payer ses sinistres, dépend de l'âge de l'assuré à la souscription et du nombre d'années qui doit s'écouler avant que la prime encaissée annuellement devienne inférieure à la prime du risque temporaire d'un an. Mais, si les réserves sont insuffisantes, il est impossible à la société d'arriver au paiement intégral de son obligation; elle pourra fonctionner quelques années de plus, sans toutefois parvenir à éviter la catastrophe finale.

La question des réserves est donc d'une im-

1. V. cette définition de M. H. POTERIN DU MOTEL, rapportée dans le *Moniteur des assurances*, n° du 15 février 1899, p. 57. — V. aussi CHAUFTON, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 116.

portance capitale. Ces sommes, en effet, n'appartiennent pas à la société d'une manière absolue ; à la différence de la réserve statutaire imposée à toute société qui veut sérieusement opérer, les sommes composant la réserve n'ont qu'un objet : fournir une garantie aux assurés, la certitude que le chiffre de la prime ne devra pas être augmenté. La compagnie ne doit pas détourner de son but cette réserve, destinée, selon la définition classique, à faire face aux risques restant à courir¹.

En raison de cette importance, il importe que le calcul des réserves soit minutieusement contrôlé. Il existe plusieurs méthodes de calculer ces réserves, qui varient suivant la table de mortalité employée, suivant le taux d'intérêt adopté, suivant que le calcul est fait sur les primes pures ou sur les primes brutes. En France, les sociétés nationales d'assurances sur la vie sont astreintes par leurs statuts à constituer des réserves ayant pour valeur minima la différence entre les valeurs des engagements pris par l'assureur et par l'assuré. Les valeurs de ces engagements doivent être calculées au moyen des primes d'inventaire et de l'annuité pure, déduite de la table de mortalité et du taux d'intérêt adoptés pour la confection des tarifs. De

1. LEFORT, *op. cit.*, T. II, p. 6.

plus, les calculs de ces réserves sont relatés en détail dans les tableaux que les compagnies doivent remettre tous les semestres à l'autorité compétente.

Il y a donc là, en ce qui concerne les réserves, une surveillance effective que l'on ne saurait critiquer. Les sociétés étrangères, au contraire, sont libres de constituer des réserves comme elles l'entendent. Aussi les assurés sont-ils privés de tout renseignement exact sur la valeur des garanties qui leur sont attribuées. Les compagnies américaines, principalement, ne se font pas faute même de présenter, comme réserves supplémentaires, les bénéfices accumulés et qui forment la propriété des détenteurs de polices d'accumulation. Cependant, ces bénéfices ne peuvent pas être considérés comme étant une garantie supplémentaire, et les nouveaux assurés ne pourront pas prétendre à ce fonds, qui appartient exclusivement aux anciens assurés¹. Nous retrouvons donc, en ce qui concerne les réserves des sociétés étrangères, la même liberté que nous avons déjà constatée à d'autres points de vue. Enfin, elle existe également quant à l'emploi de ces mêmes réserves, emploi qui est sévèrement réglementé pour nos sociétés nationales.

1. V. TRANCHANT, *Étude comparative des modes d'assurances sur la vie français et américains*, Paris, 1897, p. 41 et suiv.

Le placement des fonds joue, en effet, un grand rôle en matière d'assurance. Il faut que les primes encaissées soient le plus vite possible employées en achats de valeurs qui constituent des placements sûrs, et fournissent un taux d'intérêt supérieur au taux d'intérêt pris pour base des tarifs. La société agit sans doute sous sa responsabilité et dans la plénitude de ses pouvoirs, mais conformément aux statuts et sous la surveillance du gouvernement. « Les placements des sociétés d'assurances sur la vie, dit le Bureau fédéral suisse dans son rapport pour l'année 1896, doivent offrir la même sécurité que les placements de fonds de pupille. A en juger d'après le taux bas auquel les principaux États de l'Europe font leurs emprunts, on peut conclure que les placements en fonds publics sont considérés comme les plus sûrs. Cependant, une société d'assurances sur la vie qui placerait la plus grande partie de son argent en fonds publics d'un seul État ou de quelques États avoisinants, pourrait facilement se trouver dans une situation fort embarrassée à un moment donné, quand il s'agirait de réaliser ces valeurs. Il est donc nécessaire de répartir convenablement même ses placements les plus sûrs.

Ensuite, les placements en fonds publics ne sauraient être le seul mode de placement,

pas même le mode dominant. L'État ne peut pas, par sa législation, soustraire dans cette mesure à l'agriculture et à l'industrie l'argent dont elles ont besoin. D'ailleurs, les preneurs d'assurance ont bien aussi leur mot à dire ¹. »

En France, les sociétés d'assurances sur la vie ne sont pas absolument libres de placer à leur guise les fonds dont elles disposent. Il y a en effet, dans leurs statuts, un article qui réglemente ce placement, et qui n'est d'ailleurs que l'application de l'article 5 du décret du 22 janvier 1868. D'après ces statuts, tous les fonds de la société, à l'exception seulement des sommes nécessaires aux besoins du service courant, sont employés soit en rentes sur l'État, soit pour le capital, soit pour le revenu, soit en actions de la Banque de France, soit en prêts ou avances sur ces mêmes fonds et effets, sur hypothèques ou sur contrats hypothécaires s'appliquant à des immeubles situés en France et en Algérie, soit en obligations des départements et des communes, du Crédit foncier de France et des compagnies françaises de chemins de fer auquel l'État garantit un minimum d'intérêts, soit en acquisitions d'immeubles situés en France et en Algérie, ou de créances hypothé-

1. V. le Résumé du rapport, dans le *Moniteur des assurances*, n° du 15 août 1898, p. 444.

caires s'appliquant aux mêmes immeubles. La société s'interdit même, sur les fonds publics et sur les valeurs mobilières ci-dessus indiquées, toute opération de spéculation.

L'emploi des fonds est donc statutairement réglementé, et, de plus, la société est obligée d'observer les prescriptions qui lui sont imposées, non seulement en ce qui concerne la nature des placements, mais encore quant à la proportion qu'elle doit donner à chaque espèce de valeurs dont l'emploi lui est permis.

En Angleterre, pour tirer parti de leurs capitaux, les sociétés d'assurances sur la vie ont surtout recours aux prêts sur propriétés ; ce mode de placement est même pratiqué dans une assez grande proportion. De même qu'à d'autres points de vue, le régime de liberté est en vigueur en ce qui concerne les placements.

Cette liberté a été fort vantée et recommandée pour les établissements français, comme étant de nature à permettre de recourir à certaines valeurs internationales présentant de la solidité et un revenu suffisant¹. On a fait remarquer également, il y a quelques années², que, tandis que les sociétés françaises avaient placé près de la moitié de leur capital réservé

1. ROCHETIN, *Journ. des Économistes*, décembre 1890, p. 351.

2. *Journ. des Économistes*, décembre 1890, p. 352.

en rentes, obligations de chemins de fer et autres valeurs de même nature, les compagnies allemandes n'en ont employé que 4,7 % de leur actif social; que ces dernières consacrent à leurs placements hypothécaires 71,4 % de leur actif, alors que nos sociétés ne dépassent pas le chiffre de 3,4 %.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que le régime actuel est nécessaire, et qu'il y a lieu de le maintenir; d'ailleurs, il est certain que ses résultats sont satisfaisants, si l'on considère surtout que les actions des sociétés françaises d'assurances sur la vie constituent des valeurs de premier ordre ¹.

Mais, si nos sociétés nationales sont obligées de placer leurs fonds en valeurs de toute sécurité, les sociétés étrangères, au contraire, bénéficient là encore d'un régime de liberté que l'on ne saurait justifier.

Si nos sociétés françaises sont astreintes à placer leurs capitaux en valeurs déterminées, en général peu productives, mais sûres, ainsi que le remarque M. Lyon-Caen ², à constituer des réserves spéciales, les sociétés étrangères, au

1. V. *Journal des assurances*, n° du 1^{er} mars 1900, *Supplément*.

2. LYON-CAEN, *Des divers systèmes législatifs concernant la condition légale des sociétés étrangères par actions et des réformes à apporter à la législation française*. (*Journ. du droit international privé*, 1885, p. 272.)

contraire, peuvent employer leurs fonds à des placements à la fois moins sûrs et plus productifs; elles peuvent s'abstenir de constituer des réserves. Où sont alors les garanties pour les assurés français?

On parle bien, pour certaines sociétés étrangères, d'un dépôt à la Banque de France, d'acquisitions d'immeubles; mais y a-t-il là une garantie réelle au profit des assurés français de ces compagnies? Nous ne le pensons pas. Ces actes donneraient-ils aux assurés une sorte de garantie, elle serait presque dérisoire. En effet, d'abord, ces dépôts et ces placements seraient-ils réellement effectués avec la valeur qu'on leur attribue, que la garantie qui en résulterait n'en serait pas moins, à notre avis, très aléatoire, vu que cette garantie ne représenterait pas le plus souvent, et à beaucoup près, la valeur exacte des risques en cours en France.

Mais, de plus, en admettant même que ces valeurs soient suffisantes, les sociétés qui les ont données en garantie n'ont pas pu, par un simple acte de leur volonté, constituer sur ces valeurs un privilège régulier au profit de leurs assurés français. En cas de déconfiture, ces biens tomberaient dans la masse de ceux qui appartiennent à la société, parce que, étant donnés les termes de l'article 2102 du Code civil, ces biens ne constituent pas un gage dont

les assurés français aient été régulièrement saisis.

Il n'y a qu'un moyen d'établir un privilège au profit des assurés d'une compagnie : c'est d'imposer par une loi le dépôt de valeurs spécifiées dont le montant, à notre avis, ne devrait jamais être inférieur au total des réserves, pour les risques en cours en France, dans un établissement déterminé ⁴.

C'est ce qu'a fait l'Italie, avec une certaine dureté, en obligeant les sociétés étrangères à déposer la moitié des primes encaissées à la Caisse des dépôts et consignations. (Art. 145 du nouveau code de commerce italien.) Cette portion des primes qui excède les réserves nécessaires a été déclarée par le Code de commerce affectée à l'exécution des contrats passés avec les assurés italiens. Là, il n'y a pas de danger possible, et tout liquidateur d'une compagnie étrangère devrait s'incliner devant la loi et ses conséquences.

Il n'y a rien de pareil en France, dans l'état actuel de notre législation. Cependant, les différents projets de loi relatifs aux assurances sur la vie ont tous admis, en principe, la nécessité d'astreindre les sociétés étrangères à fournir aux assurés français des garanties suffisantes, et en

4. V. *L'Opinion*, n° du 15 juin 1892, p. 85.

rapport avec l'importance des contrats souscrits. C'est ainsi que, dans sa proposition de loi, M. Lockroy oblige les sociétés étrangères à déposer à la Caisse des dépôts et consignations un fonds de garantie, avec affectation par privilège, au profit des assurés pour les opérations faites en France; en cas de mise en liquidation ou de cessation d'une représentation en France, ou encore en cas de diminution des fonds consignés, il y aurait lieu de procéder à la nomination d'un séquestre ou d'un liquidateur chargé de représenter les intérêts français ¹.

Pareillement, la proposition de M. de Saint-Germain tend à imposer pour la moitié des sommes perçues en France l'emploi en rentes sur l'État déposées à la Caisse des dépôts et consignations, et affectées par privilège au profit des assurés à la garantie des opérations faites en France ². Cette dernière mesure a été très vivement attaquée, par le motif que des représailles seraient à redouter de la part des pays où l'assurance est libre, c'est-à-dire de la Belgique, de la Hollande, de la Suisse, où l'on ne réclame aucun cautionnement aux assureurs, et l'on a fait valoir que nos sociétés seraient alors obli-

1. V. *Journal des assurances*, nos du 15 juin 1887, p. 236 et du 1^{er} juillet 1887, p. 258.

2. V. *Journal des assurances*, n° du 1^{er} mai 1894, p. 169.

gées de fournir de gros cautionnements en rentes étrangères ¹.

M. Jules Roche, dans la proposition de loi qu'il a présentée à la Chambre des députés, le 22 janvier 1894, pense, au contraire, qu'il y aurait lieu de faire admettre, comme base du calcul des sommes à placer, la réserve et non pas la moitié des primes perçues, mais que les placements pourraient être effectués en valeurs mobilières françaises ou en immeubles situés en France, ou, enfin, en première hypothèque sur les immeubles sis en France ².

Quant à nous, nous pensons que la question est assez grave pour que des mesures sévères soient prises dans le but de sauvegarder les intérêts des assurés français. En conséquence, nous pensons, avec l'Institut des Actuaires français, qu'il y aurait lieu, d'abord, d'exiger de chaque société étrangère qui solliciterait l'autorisation spéciale que nous avons réclamée, le versement préalable d'un cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations, cautionnement qui devrait être employé en rentes françaises sur l'État, et qui ne pourrait être retiré qu'après liquidation complète de tous les engagements de la société en France. (Art. 13 du projet de loi des Actuaires Français.)

1. V. *L'assurance moderne*, 10 décembre 1890.

2. V. *Journal des assurances*, n° du 1^{er} avril 1894, p. 133 et suiv.

Mais, de plus, et afin d'assurer la solvabilité de la société en ce qui concerne les contrats en cours, chaque société serait tenue d'avoir en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations le montant total des réserves afférentes à ses opérations en France à la fin de chaque exercice. Ces réserves devraient être calculées conformément aux prescriptions de l'article 6 du projet de loi, et employées exclusivement en rentes sur l'État français ou valeurs garanties par l'État français. Le seul fait du dépôt des valeurs représentatives des réserves et des cautionnements conférerait aux assurés sur ces valeurs, dans les termes de l'article 2073 du Code civil, un droit de gage proportionnel à leurs droits respectifs. Les sociétés auraient à leur libre disposition les revenus de ces valeurs. (Art. 14 du projet de loi.) ¹

Cette réglementation des sociétés étrangères en France serait de nature, à notre avis, à donner des garanties suffisantes aux assurés français, et ainsi l'épargne nationale serait protégée contre les risques d'une administration à laquelle la plupart des assurés n'entendent à peu près rien, et dont l'inconvénient le plus grave, dans l'espèce, serait de ne permettre

1. V. le texte du projet de loi, rapporté par RUBEN DE COUDER, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 146 et suivantes.

au public aucun contrôle, puisque toutes les affaires seraient conclues et réglées à l'étranger.

Le projet de loi que nous venons d'étudier complète ses dispositions par des sanctions sévères contre tous ceux qui contreviendraient aux prescriptions qu'il établit. Enfin, pour assurer le fonctionnement régulier du régime qu'il propose, il institue un Comité consultatif, composé de spécialistes en matière d'assurances, et dont le rôle serait d'exercer un contrôle effectif sur toutes les opérations des sociétés tant françaises qu'étrangères.

Mais, en attendant que ces projets se transforment en dispositions légales, les sociétés étrangères n'en constituent pas moins un danger réel pour nos sociétés nationales, auxquelles elles font une concurrence d'autant plus vive qu'elles sont elles-mêmes exemptes de toutes les formalités imposées aux sociétés françaises. Tandis que celles-ci sont astreintes au régime de l'autorisation spéciale et d'une surveillance qui, si elle n'est pas encore parfaitement organisée, donne cependant une certaine garantie aux assurés, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, au contraire, bénéficient en France de la liberté la plus absolue. Les compagnies étrangères ne présentent donc aucune des garanties que la loi française a édictées,

ni celle de l'autorisation ni celle de la surveillance¹.

Cependant, dans l'état actuel de notre législation, aucune loi ne régissant spécialement les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, c'est toujours la loi du 30 mai 1857 qui doit être considérée comme étant la base du régime auquel elles sont astreintes, régime qui, pratiquement et rationnellement, ne se comprend pas et ne saurait être défendu sans parti pris, mais qui suffit néanmoins, malgré ses fâcheux résultats, à donner à ces sociétés l'existence légale qui leur est indispensable pour agir et exercer leurs droits en France.

Il faut donc décider que les principes du droit civil français sont applicables aux contrats faits en France par les sociétés étrangères d'assurances sur la vie. Un arrêt de la Cour de cassation du 18 décembre 1872 a jugé que « ce sont les principes de notre droit civil qui doivent servir de base à l'interprétation des conventions d'assurances passées entre Français et étrangers ».

Mais dans quelles conditions et dans quelles limites l'application de ces principes doit-elle être faite, principalement au point de vue de la compétence et de l'impôt ? C'est ce que nous

1. COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 76.

allons expliquer dans le chapitre suivant, en étudiant la condition juridique de fait des sociétés étrangères, d'assurances sur la vie en France.

CHAPITRE III

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE AU POINT DE VUE DE L'APPLICATION DES LOIS FRANÇAISES.

Nous étudierons, dans quatre paragraphes, les conséquences de cette condition juridique : 1° au point de vue des lois de police et de sûreté ; 2° au point de vue des lois de forme des actes ; 3° au point de vue des lois de procédure, et 4° au point de vue des lois d'impôts.

§ 1^{er}

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE AU POINT DE VUE DES LOIS DE POLICE ET DE SURETÉ.

Il y a plusieurs catégories de lois françaises que les sociétés étrangères doivent observer, si elles veulent exercer leur industrie dans notre pays ; ce sont les lois connues en Droit international privé sous le nom de lois territoriales.

En vertu de l'article 3, 1^{er} alinéa, du Code civil, « les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire » ; les étrangers comme les Français doivent les observer. Les sociétés étrangères seront donc obligées d'obéir à toutes les lois françaises qui ont un caractère d'ordre public ; elles doivent, par suite, se conformer aux prescriptions des lois pénales et des règlements de police émanés des autorités administratives compétentes, et elles doivent respecter toutes les prohibitions établies par le législateur français dans un intérêt de morale ou de sécurité sociale. Cette disposition comprend aussi bien les décrets rendus par le chef de l'État, les règlements et les arrêtés pris par les ministres et par les fonctionnaires compétents, que les actes du pouvoir législatif, et leur violation rend les étrangers, individus ou personnes morales, passibles de la loi pénale et justiciables des tribunaux répressifs comme les Français eux-mêmes ¹. Ainsi, la société qui se rendrait coupable de manœuvres frauduleuses, serait passible des peines édictées par le Code pénal français.

Le principe que nous venons de signaler se justifie de lui-même. Chaque État, dit Laurent,

1. WEISS, *Traité élémentaire de Droit international privé*. Paris, 1885, p. 342.

a le droit et le devoir de veiller à sa conservation ; or, comment un État pourrait-il se conserver et se maintenir, s'il y avait dans son sein des hommes pouvant impunément enfreindre sa police et troubler sa tranquillité ? Il résulte de là que toute société étrangère autorisée à agir en France, soit en vertu de la loi du 30 mai 1857, comme les sociétés belges, soit en vertu d'un décret général d'autorisation rendu conformément à l'article 2 de cette même loi, comme les sociétés de presque tous les autres pays étrangers, soit en vertu d'un traité international, comme les sociétés anglaises, ne pourrait certainement pas faire chez nous des opérations défendues par nos lois, mais permises par la législation de son pays.

L'article 3 du Code civil s'occupe encore, dans son deuxième alinéa, des lois appelées dans la doctrine statuts réels ou lois réelles. Le statut réel est celui qui est relatif aux biens mobiliers ou immobiliers, celui qui a pour objet de régler leur condition juridique. Ces statuts réels régissent tous les immeubles situés en France, quel que soit leur propriétaire, qu'il soit français ou étranger, que ce soit une personne privée ou une collectivité d'individus constituant une société ou personne morale : « Les immeubles, dit l'article 3, alinéa 2 du Code civil,

même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française.»

Cette prescription s'applique donc, non seulement aux Français, mais encore aux étrangers propriétaires d'immeubles en France. Les immeubles français ont donc leurs lois auxquelles ils n'échappent pas en changeant de propriétaire. La raison en est que le droit de souveraineté, dans chaque État, s'étend non seulement aux personnes, mais encore au territoire. Ce droit est indivisible, c'est-à-dire qu'il s'applique nécessairement à tous les immeubles composant le territoire et à chacun d'eux. L'indivisibilité du droit de souveraineté serait brisée, si, dans un même État, les lois relatives aux immeubles variaient suivant la nationalité de leurs propriétaires.

Une société étrangère propriétaire d'immeubles en France ne pourrait donc pas, sous prétexte que les lois de son pays l'y autorisent, établir sur ces immeubles d'autres droits réels que ceux prévus par nos lois ; elle n'aurait pas le droit d'établir sur ces biens des servitudes contraires à la loi française (art. 686), ou de les grever d'une hypothèque générale en violation de l'article 2129 du Code civil, ou de réclamer sur ces mêmes biens des droits que n'admet pas la législation française ¹.

1. V. Cassation, 4 avril 1881. (S. 83, 1, 65; D. P. 81, 4, 381.)

De même, quelle que soit la législation du pays auquel appartient la société, les immeubles qu'elle possède en France pourraient être expropriés pour cause d'utilité publique, au même titre que ceux possédés par des Français (loi du 3 mai 1841), et saisis conformément aux lois françaises.

Enfin, la société étrangère pourra invoquer tous les modes admis chez nous pour l'acquisition de la propriété immobilière, et, notamment, il lui sera loisible de se prévaloir de la prescription acquisitive soit par trente ans, soit par dix ou vingt ans.

L'article 3, alinéa 2, ne parle que des immeubles ; il ne dit rien des meubles : quelles règles doit-on alors leur appliquer ? En d'autres termes, les meubles situés en France sont-ils, comme les immeubles, régis par la loi française, même quand ils appartiennent à une société étrangère ? Il y a pour eux de graves questions à résoudre, relatives à la saisie, à la prescription, à leurs modes d'acquisition.

Sans doute, le silence de la loi sur les meubles semble impliquer qu'ils ne sont pas nécessairement soumis à la loi française comme les immeubles. Sans doute, les meubles n'ont pas d'assiette fixe, et de plus, dans notre ancien droit, on appliquait aux meubles la loi du domicile de leur propriétaire, du moins toutes les

fois que l'on considérait l'universalité des meubles d'une personne, par exemple pour régler la succession ; on disait alors : « *Mobilia personam sequuntur, mobilia personæ ossibus inhærent.* »

Cependant, nous pensons, avec la généralité des auteurs, que la règle établie par le législateur en ce qui concerne les immeubles doit s'appliquer également aux meubles, parce que les motifs sont les mêmes. La jurisprudence française moderne a une tendance marquée à appliquer aux meubles la loi territoriale. Toutes les fois qu'un meuble est considéré individuellement, on lui applique la loi française dès qu'il se trouve en France, quelle que soit la nationalité de son propriétaire ¹. Cela se comprend : les meubles, bien que susceptibles de déplacement, ont une situation de fait au moins temporaire ; il forment une part considérable de la fortune générale d'un pays, et un État a un intérêt évident à ce que ses richesses mobilières soient régies par ses lois. Si notre ancien droit n'a pas songé à faire rentrer les meubles sous l'autorité de la loi territoriale, c'est à cause du peu d'importance que les meubles avaient alors. Le changement économique qui

1. Caen, 12 juillet 1870. (D. P. 74, 1, 466 ; S. 71, 2, 57.) — Cassation, 19 mars 1872. (D. P. 74, 1, 465 ; S. 72, 1, 238.) — Paris 21 août 1882. (D. P. 84, 1, 265 ; S. 83, 2, 117.) — Montpellier, 9 mai 1890. (D. P. 91, 2, 197 ; S. 92, 2, 240.) — Douai, 11 décembre 1891. (D. P. 94, 2, 193.)

s'est produit dans la composition des patrimoines explique les tendances actuelles de la jurisprudence¹.

Il résulte de là que les meubles qu'une société étrangère d'assurances sur la vie possède en France, restent soumis aux lois françaises, en ce qui concerne la saisie dont ils peuvent être l'objet, ou les différents privilèges dont ils sont susceptibles. Ainsi, il est certain que les meubles garnissant la maison qu'une société étrangère aurait pris à bail en France, afin d'y établir son agence, seraient soumis au privilège du locateur. (Article 2102 du Code civil.) De même, la propriété, la possession, les modes de transmission des meubles permis par la loi française, seront accessibles aux sociétés étrangères, qui seront même admises à invoquer la règle « *En fait de meubles, la possession vaut titre* », quand il s'agira de meubles corporels. (Art. 2279.)

Enfin, les sociétés étrangères sont obligées d'acquitter en France les impôts établis par notre loi nationale, et qui sont comme le salaire de la protection que l'État étend sur leur personnalité morale et sur leur patrimoine : il serait singulier que ces sociétés jouissent gratuitement d'une tutelle que les nationaux rémunèrent.

1. PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. I^{er}. Paris, 1900, p. 72.

Mais à cette obligation correspond, pour les sociétés étrangères, de même que pour les individus étrangers eux-mêmes, le droit de ne pas être traités, au point de vue des impôts, ainsi qu'à celui des autres obligations que nous venons d'étudier, plus durement que les Français ¹. Nous expliquerons, dans un paragraphe spécial, la situation des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, en France, au point de vue fiscal, principalement en ce qui concerne les impôts spéciaux afférents à ce genre d'industrie.

§ 2

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE, AU POINT DE VUE DES LOIS RELATIVES A LA FORME DES ACTES.

« *Locus regit actum* », dit un vieil adage. Il signifie qu'au point de vue de la forme, les actes juridiques sont régis par la loi du pays où ils sont établis, de sorte qu'ils seront toujours valables quand ils auront été passés dans la forme prescrite par cette loi.

L'intérêt commun des nations a fait admettre cette règle, sans laquelle il pourrait devenir

1. V. WEISS, *op. cit.*, p. 343

impossible à des hommes qui se trouvent hors de leur patrie d'accomplir valablement certains actes de la vie civile : il ne serait pas juste, en effet, d'annuler ces actes parce qu'ils n'ont pas été passés conformément aux prescriptions de la loi française. La règle « *Locus regit actum* » a donc son fondement dans les nécessités de la pratique ; aussi notre législateur s'est-il borné à la sous-entendre. Trois articles au moins du Code civil en supposent l'existence, les articles 47, 170, 999.

Si la règle qui nous occupe doit recevoir application relativement aux actes passés par les Français résidant en pays étranger, réciproquement on doit admettre que les lois françaises sur la forme des actes doivent être observées par les étrangers, individus ou sociétés. Mais, pour l'application de cette règle, il faut distinguer entre les diverses formes imposées aux sociétés. Les formes habilitantes, c'est-à-dire les formalités qui ont trait aux conditions de capacité, échappent à la maxime « *Locus regit actum* » ; sous ce rapport, les sociétés étrangères devront se conformer à leur loi nationale, en vertu de ce principe que les étrangers résidant ou même domiciliés en France y demeurent régis par leurs lois personnelles, en ce qui concerne leur état et leur capacité.

Toutefois, si ce que nous venons de dire est

applicable aux sociétés étrangères en général, nous pensons qu'il y aurait lieu de faire une restriction relativement aux sociétés d'assurances sur la vie. Sans doute, si, en ce qui concerne les règles de la constitution, les sociétés étrangères peuvent invoquer leur statut personnel, comme nous l'avons déjà dit (*supra*, p. 35), c'est en tant que ce statut n'est contraire à aucune disposition de nos lois qui soit considérée comme intéressant l'ordre public. Or, en édictant l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, le législateur français a voulu astreindre les sociétés d'assurances sur la vie à un régime spécial, à cause de la nature de leurs opérations. Il leur a imposé l'obligation d'obtenir une autorisation du gouvernement. En conséquence, pour accorder cette autorisation, l'État doit au préalable examiner les statuts de la société, et s'assurer des garanties qu'ils présentent. Nous avons admis également que, si le législateur français a pensé devoir établir un pareil régime à l'égard des sociétés nationales, les mêmes motifs, et de plus graves encore, existent pour l'imposer aux sociétés étrangères exerçant la même industrie. Ces dernières seraient donc astreintes, comme les sociétés françaises, à l'obligation d'obtenir une autorisation spéciale du gouvernement, qui leur serait accordée après l'approbation de leurs statuts. Mais ces statuts pourraient être modi-

fiés pour être mis en conformité avec les prescriptions imposées aux sociétés françaises. Il y aurait donc là une dérogation au principe que les lois personnelles relatives à la capacité des personnes les régissent même en pays étranger, mais dérogation qui, à notre avis, serait justifiée par la gravité exceptionnelle des opérations, et par la nécessité de sauvegarder les intérêts français.

Cependant, dans l'état actuel de notre législation, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie étant admises à agir en France en vertu d'une autorisation générale, et bénéficiant ainsi du régime de faveur accordé à toutes les autres sociétés, la règle du statut personnel conserve toute sa force, et la restriction que nous venons de signaler ne saurait exister.

Mais, quel que soit le régime applicable aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, elles seront toujours obligées de respecter les lois françaises pour les formes extrinsèques et extérieures des actes par elles passés en France. La règle « *Locus regit actum* » ne régit pas l'acte juridique en lui-même, mais seulement le mode de constater l'acte, c'est-à-dire l'*instrumentum*. Comme exemple de cette distinction entre les diverses formes relatives aux actes de la vie civile, on peut citer la formalité du double original exigée par l'article 1325 de notre Code civil ; c'est là

une prescription relative à la forme extérieure de l'*instrumentum* à laquelle la société étrangère devra se conformer. Au contraire, la forme dans laquelle les représentants devront établir la constitution régulière de leur société et l'étendue de leurs pouvoirs, sera régie par la législation étrangère. Il s'agit là, en effet, d'une formalité habilitante, réglementant la capacité de la société; et, par suite, si la loi française se contentait d'un acte sous seing privé pour la nomination par la société étrangère d'un gérant chargé de la représenter dans la vie civile, tandis que la loi nationale de la société exigerait un acte authentique pour la même nomination, nous devrions décider que le représentant de la société, pour agir en France au nom de l'association, devrait produire un acte authentique conforme à la loi étrangère; à défaut d'un pareil acte, la société serait incapable de figurer en France dans les contrats, parce qu'elle n'aurait pas été habilitée selon les prescriptions de la loi de son pays ¹.

1. CASTIER, *De la condition légale des sociétés étrangères en France et dans les pays voisins*, Douai, 1884, p. 221. — V. Cassation, 28 décembre 1892. (D. P. 95, 4, 81.)

§ 3

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE AU POINT DE VUE DES LOIS DE PROCÉDURE ET D'EXÉCUTION.

Les sociétés étrangères qui veulent plaider devant les tribunaux français doivent observer nos lois sur la procédure, et spécialement les lois qui réglementent le droit pour les étrangers d'agir en France dans tout procès. Nous allons donc étudier les règles relatives au droit d'ester en justice, à la compétence et aux preuves, et qui sont applicables aux sociétés étrangères. Nous dirons ensuite quelles sont les lois qui les régissent en ce qui concerne les mesures d'exécution, principalement la saisie-arrêt et la faillite.

1. *Règles relatives au droit d'ester en justice et à la caution « judicatum solvi ».* — A partir de la loi du 30 mai 1857 et du traité franco-anglais du 30 avril 1862, beaucoup de sociétés étrangères ont reçu le droit d'agir en justice en France, à la condition de se conformer aux lois françaises. Ces sociétés peuvent donc figurer dans un procès en qualité de demanderesses ; c'est à ce point de vue principalement que la

question présente de l'intérêt, puisque, comme nous l'avons déjà dit¹, toute société étrangère, même celle qui ne serait pas autorisée, peut être assignée comme défenderesse devant les tribunaux français. Et la qualité de demanderesse lui est accordée quel que soit l'objet de la demande, qu'il soit ou qu'il ne soit pas commercial.

L'instance sera introduite comme si la société était française, et tous les actes de procédure seront conformes à ceux qui sont en usage quand tous les plaideurs sont français. La société étrangère peut donc assigner devant un tribunal de France ses débiteurs français, quel que soit le lieu où l'obligation ait pris naissance. Dans ce cas, le droit accordé à la société est basé sur l'article 15 du Code civil, d'après lequel : « Un Français pourra être traduit devant un tribunal de France pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. »

Mais, dans cette hypothèse, les dispositions légales concernant la caution *judicatum solvi* sont applicables en principe ; et, toutes les fois qu'une société étrangère d'assurances sur la vie voudra saisir un tribunal français d'un litige concernant un assuré français, elle devra four-

1. V. *supra*, p. 169 et suivantes.

nir la caution exigée par l'article 16 du Code civil, modifié par la loi du 16 mars 1895. Cet article décide « qu'en toutes matières, l'étranger qui sera demandeur principal ou intervenant, sera tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, à moins qu'il ne possède en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement ». Cette disposition est générale, et concerne aussi bien la société étrangère que l'individu étranger¹. La caution est due dans tout procès, tant devant la justice de paix que devant le tribunal civil, devant la Cour d'appel et même en cassation².

Si nous avions admis que les sociétés étrangères autorisées en France sont assimilées aux individus étrangers autorisés par décret à établir leur domicile dans notre pays, il faudrait permettre à ces sociétés de plaider comme demanderesses, en toute matière, sans être tenues de fournir la caution *judicatum solvi*; elles bénéficieraient du privilège accordé aux étrangers admis à domicile en vertu de l'article 13 du Code civil. Nous avons décidé, au contraire, que les sociétés étrangères étaient considérées en France comme des étrangers

1. V. Paris, 27 juillet 1875, D. P. 77, 2. 118.

2. WEISS, *Traité élémentaire de droit international privé*, 2^e édition. Paris, 1890, p. 764.

ordinaires. (*Supra*, pages 165 et 166.) Elles devront donc donner la caution *judicatum solvi* lorsqu'elles agiront contre un Français ou contre un étranger admis à domicile.

Il existe cependant certains cas dans lesquels les sociétés étrangères ne seront pas obligées de fournir cette caution. C'est d'abord lorsqu'il existe des traités qui ont dispensé de cette caution les nationaux des pays avec lesquels ils ont été conclus, ou bien si un traité a dispensé les Français de fournir caution dans le pays auquel la société étrangère appartient. (Argument de l'article 11 du Code civil.)

Avant la loi du 16 mars 1895, les sociétés étrangères étaient encore dispensées de fournir caution en matière commerciale. (Ancien article 16 du Code civil.) Cette exception était basée sur ce que les affaires commerciales requièrent célérité, et principalement sur ce que les frais auxquels ces affaires donnent lieu sont minimales. Il en résultait que les sociétés étrangères, agissant presque toujours en justice pour des affaires commerciales, n'étaient obligées de fournir cette caution que dans des cas assez rares. Mais, la pratique ayant fait remarquer les inconvénients de cette exception, la loi du 16 mars 1895 l'a supprimée. La caution *judicatum solvi* est donc due aujourd'hui en toute matière (nouvel article 16 du Code civil), non seulement en

matière civile, mais encore en matière commerciale et en matière administrative.

De plus, le cautionnement prescrit par l'article 16 peut être remplacé par des garanties équivalentes. La garantie peut résulter d'un gage en nantissement suffisant (art. 2041 du Code civil), ou bien de la consignation d'une somme égale à celle jusqu'à concurrence de laquelle le Tribunal a ordonné que la caution serait fournie (art. 167 du Code de procédure civile), ou bien de la justification faite par la société demanderesse qu'elle possède en France des immeubles d'une valeur suffisante pour répondre du paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès (article 16 du Code civil, et article 167 du Code de procédure civile).

On applique le droit commun en ce qui concerne les formes dans lesquelles la caution peut être requise. Il suffit de remarquer qu'elle doit être demandée expressément par le défendeur, dans l'intérêt exclusif duquel ce privilège a été établi ; mais le défendeur est libre d'y renoncer, et sa renonciation peut être expresse ou tacite ; le tribunal ne peut pas ordonner d'office que la caution sera fournie. Le défendeur doit l'avoir formellement réclamée, et surtout *in limine litis*, dès le début de l'instance¹ et avant toutes con-

1. V. art. 466, C. P. C.—Cassation, 28 décembre 1831. (S. 32, 1, 629 ; D. P. 33, 1, 47.)

clusions au fond ¹, et même avant le débat sur l'incompétence ² ; autrement il est considéré comme y renonçant. En engageant sur le fond la lutte avec son adversaire, il reconnaît implicitement sa solvabilité.

Telles sont les règles, relativement à la caution *judicatum solvi*, applicables à toute société étrangère d'assurances sur la vie qui intenterait un procès devant les tribunaux français.

2. *Règles relatives à la compétence.* — Dans quelles conditions les tribunaux français sont-ils compétents pour statuer sur les litiges dans lesquels sont intéressées les sociétés étrangères d'assurances sur la vie ? Telle est la question que nous devons résoudre, et qui acquiert chaque jour une importance de plus en plus considérable, en raison de l'extension toujours croissante des relations internationales, et de la facilité que les nouveaux modes de communication présentent relativement aux échanges ; journallement, nos tribunaux sont appelés à statuer sur cette question de compétence.

Nous allons étudier successivement les différentes hypothèses qui peuvent se présenter, en distinguant d'abord deux cas prin-

1. Cassation, 19 décembre 1865. (*Gazette des Tribunaux*, 21 décembre 1865.)

2. WEISS, *op. cit.* p. 771. — Trib. civ. Nancy, 8 février 1886. (*Journal du Droit international privé*, 1889, p. 266.) — Trib. Seine, 2 juin 1886, (Id., 1888, p. 778.)

cipaux : premièrement, le cas où le procès a lieu entre la société étrangère et un assuré français ; c'est le cas le plus important ; et, en deuxième lieu, celui où le procès existe entre la société étrangère et un assuré étranger résidant en France.

PREMIER CAS. — *Le procès a lieu entre la société étrangère et un assuré français.* — Dans ce cas, deux hypothèses peuvent encore se présenter : ou bien l'assuré français est demandeur contre la société étrangère défenderesse, ou bien, au contraire, c'est la société étrangère qui intente le procès contre l'assuré français défendeur.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La société étrangère est défenderesse.* — Les sociétés étrangères régulièrement constituées suivant leur droit national, et qui peuvent se prévaloir soit de la loi du 30 mai 1857, soit des nombreux décrets rendus par la suite en conformité de cette loi, sont justiciables des tribunaux français. Il en résulte que ces sociétés étrangères peuvent, en principe, être assignées devant les tribunaux français par le Français qui réclame l'exécution des contrats acceptés par ces compagnies. L'article 14 du Code civil dispose, en effet, et d'une manière générale, sans distinguer entre les personnes physiques et les sociétés, que « l'étranger, même non résidant en France, pourra

être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; qu'il pourra être traduit devant les tribunaux de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français ». Ce texte, qui déroge expressément à la règle du Droit des gens «*actor sequitur forum rei*», confère donc au Français la faculté d'opter entre la juridiction française et la juridiction étrangère, sans qu'il y ait à distinguer entre les personnes physiques et les personnes morales¹. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes à donner cette solution, et, par suite, on a toujours permis aux Français d'assigner devant nos tribunaux les sociétés étrangères, soit en qualité d'actionnaires ou d'obligataires, soit en qualité de créanciers à tout autre titre. Il a même été jugé² que la société étrangère tombée en faillite ou mise en liquidation dans son pays d'origine, pourrait être assignée en France en vertu de l'article 14, quoique sa loi nationale attribuât une compétence exclusive aux tribunaux du lieu de la faillite ou de la liquidation pour toutes les actions

1. Aix, 30 novembre 1880. (D. P. 82, 2, 64.) — Trib. Seine, 3 juillet 1889. (*Journal du Droit international privé*, 1890, p. 853.) — Paris, 5 juillet 1894. (Id., 1895, p. 90.)

2. Cassation, 12 novembre 1872. (D. P. 74, 1, 168.) — Aix, 15 mars 1870. (S. 70, 2, 297.)

dirigées contre la société. En effet, il est certain que la législation étrangère ne peut faire déroger à un texte de loi française qui est général, et dont le but est de protéger nos nationaux contre les inconvénients qu'il pourrait y avoir à les obliger de plaider devant les juridictions étrangères.

Les tribunaux de France seront donc compétents pour juger toute espèce d'action intentée contre une société étrangère, dans le cas même où cette société n'aurait aucun établissement, aucune succursale en France. Alors la société sera assignée comme tout étranger non résidant en France ; l'assignation lui sera remise par la voie diplomatique ¹.

Mais, si la société a sur le territoire français un établissement, une succursale, elle sera à plus forte raison valablement assignée en la personne du gérant ou du directeur de sa succursale. Cette solution a néanmoins été controversée. Pendant un certain temps, l'on a paru disposé à admettre la solution contraire. Le § 1^{er} de l'article 59 du Code de procédure civile, disait cette théorie, attribue compétence au tribunal de la résidence à défaut du domicile, mais il suppose qu'il s'agit d'individus. Or, il ne peut être question de résidence pour une société, qui

1. Paris, 6 mai 1872 ; Cassation, 9 juin 1873. (D. P. 74, 4, 15.)

est un être moral, fictif; la résidence résulte d'un état de fait qui ne peut appartenir qu'à une personne physique. C'est pourquoi le § 5 de l'art. 59 ne parle pas du tribunal de la résidence, mais seulement du tribunal du siège social. On a, il est vrai, admis dans la jurisprudence que les sociétés pourraient être assignées devant les tribunaux de leurs succursales, considérées comme des domiciles spéciaux d'élection, pour les affaires traitées dans ces succursales; mais il faut s'arrêter là, et ne pas décider que les sociétés peuvent avoir, au lieu de leur succursale, une résidence attributive de juridiction, à défaut de domicile en France, pour les affaires quelconques traitées par la société, soit à sa succursale de France, soit même à l'étranger ¹.

Cette théorie cependant est aujourd'hui complètement abandonnée. Il est, en effet, admis que le fait d'avoir une succursale en France attribue compétence aux tribunaux de ce pays.

Il est facile de comprendre pourquoi le § 5 de l'article 59 ne parle pas, comme le § 1^{er}, de résidence pour les sociétés. Ce n'est pas qu'il déroge au droit commun du § 1^{er}; il le confirme, au contraire, en appliquant aux sociétés le principe que le domicile est attributif de

1. Tribunal de commerce de Rouen, 8 février 1875. (*Journal du Droit international privé*, 1876, p. 103). Aix, 16 janvier 1883. (*Revue des sociétés*, 1883, p. 369.)

juridiction. S'il se tait sur la résidence, c'est qu'il vise le *plerumque fit*, c'est-à-dire le cas où il s'agit d'une société française. Or, pour une société française, jamais il ne peut être question d'une résidence attributive de juridiction d'une manière générale; car ce n'est qu'à défaut de domicile que la résidence fixe la compétence d'après l'article 59, § 1^{er}; et les sociétés françaises ont nécessairement leur domicile en France, puisqu'elles sont françaises. Mais, à l'inverse, une société étrangère est nécessairement domiciliée à l'étranger; dès lors, l'application de l'article 59, § 1^{er}, se comprend aussi bien pour elle que pour un individu étranger.

Quant à l'objection tirée de la nature essentielle de la résidence, elle doit être écartée. Une société est sans doute un être fictif, et l'on aurait compris que le législateur ne lui eût pas accordé une existence propre, indépendante des membres qui la composent. Mais la fiction, une fois admise, est absolue; elle assimile l'être moral à un être physique et lui confère les mêmes prérogatives. Dès lors, une personne civile peut, aussi bien qu'une personne physique, avoir une résidence. Elle résidera au lieu où se manifestera son existence, où elle aura un établissement, comme la résidence d'un individu est au lieu où il habite, où il a un établissement personnel.

Si la nature des choses s'opposait à ce que

la résidence appartient à une société, parce qu'elle supposerait une existence physique qui lui fait défaut, on devrait dire également que le domicile lui-même est incompatible avec la fiction de l'être moral société. En effet, le domicile suppose, comme la résidence, un état de fait sans lequel il ne saurait exister ¹.

Nous pensons donc que, lorsqu'une société étrangère a établi une succursale en France, cette succursale constitue une résidence, et qu'en cas de procès, c'est devant le tribunal de cette résidence, de cette succursale, que la société doit être assignée. L'assuré français demandeur n'a donc pas le droit d'assigner la société étrangère devant le tribunal que bon lui semble, à son choix, principalement devant le tribunal de son domicile. C'est ce qui résulte formellement d'un arrêt de la Cour de cassation du 4 mars 1885², qui décide « que la disposition de l'article 14 du Code civil n'a eu d'autre but que de dispenser le demandeur français d'aller porter son action contre un défendeur étranger devant les tribunaux étrangers; que, dès lors, ce n'est que lorsque ce défendeur n'a ni domicile ni résidence

1. Cassation, 4 mars 1885, et note de M. de SÉGOGNE. (*Revue des sociétés*, mai 1885, p. 326. — V. également : Bordeaux, 25 mars 1885 (*Journal du Droit international privé*, 1886, p. 710); — Tribunal de commerce de la Seine, 26 mars 1887, et Paris, 1^{er} août 1883 (*Le Droit*, 20 octobre 1888); LYON-CAEN (note, SIREY, 1885. I, 169).

2. Cassation, 4 mars 1885. (S. 85, I, 169; D. P. 85, I, 353).

en France qu'il peut être assigné en France, en matière purement personnelle, devant le tribunal du domicile du demandeur ; que les mêmes règles sont applicables aux sociétés étrangères ».

Ainsi, une société étrangère qui possède en France une succursale doit être assignée devant le tribunal de cette succursale, qui constitue pour elle la résidence prévue par l'article 59, § 1^{er} du Code de procédure civile.

Il a bien été jugé que les sociétés étrangères d'assurances qui ne possèdent en France que des succursales, ne peuvent être contraintes de communiquer leurs livres à leurs assurés français que dans le lieu où elles ont leur siège social ¹. Mais on peut répondre que cette décision se comprend : on ne saurait imposer à une compagnie d'assurances qui a réuni et réunit nécessairement toute sa comptabilité au siège social, l'obligation de la transmettre à ses représentants dans ses agences ou ses succursales à l'étranger ².

Toutefois, un établissement quelconque possédé en France par une société étrangère d'as-

1. Tribunal civil de la Seine, 2 décembre 1892, (*Journal du Droit international privé*, 1893, p. 592.)

2. LEFORT, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. III, p. 450, note 2.

surances sur la vie, loin de son siège social, ne constitue pas nécessairement une succursale. Or, une succursale seulement donne à la société une résidence légale, permettant au demandeur français de l'assigner devant le tribunal de cette résidence. Mais, de la succursale, il faut distinguer avec soin l'agence, dont l'existence ne suffit pas pour entraîner compétence ¹.

La distinction a été faite par la Cour de cassation dans l'arrêt déjà cité du 4 mars 1885 : « Attendu, dit cette décision, que la Banque ottomane, société étrangère, a soutenu dans ses conclusions en Cour d'appel qu'elle avait à Paris une agence importante, et possédait par là même en cette ville une résidence devant le tribunal de laquelle elle aurait dû être assignée. »

Cependant, il est permis de se demander si le motif que donne cette décision est bien exact. Cet arrêt, en effet, fait résulter le caractère de succursale de la circonstance que l'établissement en France serait important. Ce criterium ne nous semble pas suffisamment justifié. Mais notons que c'est aux tribunaux qu'il appartient d'apprécier si l'établissement en France d'une société étrangère d'assurances sur la vie a le caractère de succursale ; c'est une question de

1. V. Trib. civ. Seine, 26 octobre 1895. (*Revue des sociétés*, 1896, p. 167 et la note.)

fait à l'égard de laquelle les tribunaux et les cours d'appel seront juges souverains.

Nous pensons, au contraire, que tout bureau, toute agence même importante, ne constitue pas nécessairement une succursale au point de vue de la compétence. Ce n'est pas, il nous semble, l'importance plus ou moins grande de l'établissement que l'on doit considérer, mais c'est principalement le caractère des pouvoirs attribués à la personne placée à la tête de cet établissement. Il n'y a donc succursale qu'autant que l'agence est munie d'une sorte de personnalité, qu'elle est susceptible d'être considérée comme un fonctionnement de l'établissement principal, qu'elle est dirigée par un agent disposant des mêmes pouvoirs, quant aux contrats à former et aux polices à recueillir, que le directeur placé au siège social, investi du pouvoir de traiter avec les tiers, et de faire tout ce que la société pourrait faire elle-même¹.

En droit, ce qui caractérise la succursale au point de vue de la compétence, c'est l'étendue des pouvoirs de l'agent au regard de la société, c'est sa capacité pour obliger cette dernière.

On doit donc considérer comme succursale l'agence à la tête de laquelle la société a placé

1. Cassation, 11 juin 1845. (S. 45, 1, 700 ; D. P. 45, 1, 362.)

2. V. LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 120.

un sous-directeur chargé de traiter avec les tiers, de recevoir les primes et de procéder au règlement des sinistres ¹, ou dans l'agence générale établie en permanence dans un grand centre de population, et ayant à sa tête un directeur autorisé à débattre et arrêter les conditions de l'assurance, à signer la police, à toucher le montant des primes et à faire procéder, le cas échéant, aux constatations intéressant la société ².

Au contraire, on ne saurait admettre, comme succursale d'une société étrangère d'assurances sur la vie, l'installation en France d'un agent dépourvu du pouvoir de traiter pour la compagnie et de l'obliger envers les tiers ³, mais chargé uniquement de rechercher les propositions à soumettre à l'administration sans pouvoir sanctionner par lui-même une police ⁴, ou de remettre aux assurés les polices et les quittances des primes signées par la direction centrale, alors surtout qu'il est expressément déclaré que la police se fait au siège social de la société, et que la somme due en cas de décès est payable à ce même siège social ⁵.

1. Agen, 10 juillet 1893. (*Recueil périodique des assurances.*) — Nîmes 1^{er} juin 1895. (*Id.*, p. 530.)

2. Toulouse, 27 juillet 1872. (D. P. 76, 1, 395.)

3. V., par analogie : Cassation, 5 février 1879 (*Journ. des assurances*, 1879, p. 96), et COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 47 ; — Cassation, 18 mars 1890. (D. P. 90, 1, 443.)

4. Tribunal de commerce de Rouen, 26 décembre 1892.

5. Cassation, 25 juin 1878. (D. P. 79, 1, 213.) — Orléans, 2 février 1879. (D. P. 90, 2, 165.)

Ainsi, dans le cas où la société étrangère possède une succursale en France, il est certain que le Français demandeur doit l'assigner devant le tribunal de cette succursale, parce que, nous l'avons déjà dit, cet établissement constitue, pour la société étrangère, une résidence légale en France, à moins toutefois qu'une clause expresse de la police n'attribue compétence au tribunal étranger; dans ce cas, cette clause, qui serait parfaitement valable, enlèverait au Français, d'une manière absolue, le droit de saisir le juge français¹.

Mais, dans le cas où la société étrangère n'a pas de résidence en France, parce qu'elle ne possède dans ce pays aucun établissement représentant les caractères d'une succursale, il y a lieu alors d'appliquer l'article 420 du Code de procédure civile. Il en résulte que la société étrangère sera valablement assignée devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la convention a eu lieu, ou devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devrait être effectué. (Art. 420 C. p. c.).

Quant à l'objection d'après laquelle l'art. 420 ne serait applicable qu'en cas de contrat de vente, et régirait exclusivement les actions nées

1. V. Trib. Seine, 10 février 1886. (*Journ. du Droit international privé*, 1886, p. 325.) — Caen, 7 mai 1884. (« *La Loi* », 17 juillet 1884.)

d'achats ou de ventes commerciales, les cas de livraison de marchandises ou de paiement de leurs prix, nous pensons qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter, et que l'article 420 doit avoir une application plus générale. Nous adoptons à cet égard, avec la Cour de cassation, l'opinion la plus récente, en décidant que le texte qui nous occupe vise toute contestation en matière commerciale ayant pour objet un paiement ou une livraison. Les actions résultant d'un contrat de mandat, de transport, de change, d'une opération de banque ou d'assurances, d'une opération de courtage, etc., sont toutes régies par l'article 420 du Code de procédure civile¹.

Il faut noter toutefois que, la règle édictée par l'article 420 n'étant applicable qu'en matière commerciale, ce texte ne saurait être invoqué, en principe, en ce qui concerne les sociétés mutuelles, parce que, dans notre législation, un contrat passé avec une société d'assurances mutuelles a incontestablement le caractère civil. Il résulte de là que l'article 420 est inapplicable aux sociétés étrangères ayant adopté le système de la mutualité. Une société étrangère d'assurances mutuelles, en effet, dûment autorisée à l'étranger, doit être considérée comme telle en France et, par suite, considérée en principe

1. V. notamment Cassation, 21 février 1887 (S. 87, 1, 119).

comme société civile, alors même qu'elle exige une prime fixe. En conséquence, la juridiction commerciale est incompétente pour connaître des difficultés existant entre la compagnie et un assuré ¹.

Ainsi, à moins de clause contraire, une société étrangère d'assurances sur la vie à primes fixes sera valablement assignée en France devant le tribunal de sa résidence et, à défaut de résidence, c'est-à-dire à défaut de succursale en France, devant l'un des tribunaux indiqués par l'article 420 du Code de procédure civile. S'il s'agit, au contraire, d'une société étrangère mutuelle, l'assignation ne pourra avoir lieu que devant le tribunal de la résidence.

Mais, dans le cas de société à primes n'ayant pas de succursale en France, si d'ailleurs l'article 420 du Code de procédure civile est inapplicable parce que la convention a été conclue à l'étranger, et parce que le paiement doit également avoir lieu à l'étranger, et, d'un autre côté, dans le cas de société mutuelle ne possédant dans notre pays aucun établissement constituant une succursale, quel sera alors, en cas de difficultés, le tribunal compétent ?

La question est la même que celle qui se

1. LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 185. — Tribun. de commerce de la Seine 16 mai 1891, dans « *L'Opinion* », n° du 15 septembre 1892; et 8 août 1895, dans le *Journal des assurances*, 1^{er} novembre 1895, p. 567.

présente dans le cas d'un procès avec un défendeur étranger dont le domicile et la résidence sont en dehors du territoire français.

Trois opinions sont en présence. D'après les uns, ce serait au tribunal le plus proche de la frontière que l'affaire devrait être portée. Mais on ne voit pas quelle raison il y aurait de soumettre le procès plutôt au tribunal le plus proche qu'au plus éloigné de la frontière ¹. D'après une seconde opinion; le tribunal compétent serait désigné par la Cour de cassation; mais l'argument d'analogie que l'on voudrait tirer en ce sens de la loi du 27 juin 1866, dont la disposition sur ce point forme le nouvel article 6 du Code d'instruction criminelle, ne nous semble pas suffisant, parce que, dans ce cas, il est impossible d'expliquer l'article 14 du Code civil, qui date de 1803, par une disposition rédigée en 1866, d'autant plus que l'article 6 du Code d'instruction criminelle s'explique par des raisons particulières, spéciales à la matière qu'il régit. Un troisième système, qui est le plus généralement admis en doctrine et en jurisprudence, attribue compétence au tribunal du domicile du demandeur, ou de sa résidence ², à défaut de domicile.

1. Colmar, 30 avril 1863. (S. 63, 2. 125.)

2. *Journal de Droit international privé*, 1876, p. 402; 1878, p. 492.

— Cassation, 19 juillet 1875.

Nous préférons dire, en l'absence d'un texte formel sur ce point, que le demandeur français pourra choisir l'un quelconque des tribunaux de France. Il est certain qu'au fond ce système ne se sépare du précédent qu'au point de vue théorique. Pratiquement, le demandeur préférera la compétence de son propre domicile, qui lui occasionnera moins de dérangement et moins de frais. D'ailleurs, nous n'admettrions pas qu'il usât de cette faculté d'une façon vexatoire pour le défendeur, par exemple qu'il choisît en France le tribunal le plus éloigné possible de la résidence du défendeur, afin de gêner son adversaire, sans utilité pour lui-même ¹. D'un autre côté, tout le monde admet que, s'il y a pluralité de défendeurs, si, par exemple, une assurance a été contractée en même temps avec une compagnie française et une compagnie étrangère, le demandeur français pourra porter son action devant le tribunal du domicile de la compagnie française : c'est le droit commun. (Art. 59 C. p. c., § 1^{er}, alinéa 2.) ²

Dans cette dernière hypothèse, si la police, par une clause spéciale, attribuait compétence à la juridiction étrangère, l'assuré français aurait

1. En ce sens : LAURENT, *Principes*, 1, n° 435.

2. Cassation, 14 mars 1883. (S. 83, 1, 259.) — Marseille, 20 janvier 1886. *Journal de Droit international privé*, 1886, p. 92. — Tribunal civil de la Seine, 22 juin 1899. (Id. 1900, p. 127.)

cependant le droit d'agir contre la compagnie française devant le tribunal français du ressort, si toutefois le débat n'existait que vis-à-vis de la compagnie française, l'autre compagnie ayant satisfait à ses engagements. Dans ces circonstances, la juridiction étrangère doit être considérée comme stipulée dans l'intérêt seul de l'assuré, lequel a la faculté d'y renoncer, sans que la société défenderesse soit admise à protester contre son assignation devant ses juges naturels: les tribunaux français sont compétents pour statuer sur le litige ainsi déterminé ¹.

Les différentes hypothèses que nous venons de signaler sont de nature à entraîner, dans la pratique, de graves inconvénients. En effet, si les sociétés étrangères d'assurances sur la vie possédaient en France une succursale au sens juridique du mot, elles seraient, sans aucun doute, justiciables du tribunal de cette succursale. Or, les compagnies d'assurances sur la vie, à la différence des compagnies d'assurances contre l'incendie, n'ont généralement pas de succursales placées sous les ordres d'un agent investi du pouvoir de traiter pour la société et de l'obliger envers les tiers. L'intervention des agents d'une compagnie d'assurances sur la vie se

1. V. *Pandectes françaises*, v° *Assurances sur la vie*, n° 883. — Paris, 16 décembre 1878. (*Journ. des assurances*, 1879, p. 117.)

borne, en effet, à obtenir des propositions à transmettre à la compagnie, et ils n'ont pas qualité pour donner une sanction véritable au contrat, qui doit toujours être signé au siège social par un des administrateurs et le directeur¹. De même, en général, aucune modification ne peut être apportée au contrat, si ce n'est par ceux-là mêmes qui ont pouvoir de le ratifier au siège social. Et ce que nous disons est applicable tant aux sociétés étrangères qu'aux sociétés françaises.

Il en résulte que l'on ne saurait songer, pour ces dernières, à la compétence d'un tribunal autre que celui du siège social². Pour les sociétés étrangères, au contraire, l'article 14 du Code civil permettra bien de les assigner devant un tribunal français, à moins de clause expresse dérogatoire ; mais, pour les sociétés à primes fixes, le tribunal français compétent sera, ou bien le tribunal du lieu de la convention ou du paiement, ou bien même le tribunal du domicile du demandeur ; tandis que, pour les sociétés mutuelles, le tribunal français compétent ne pourra jamais être que le tribunal du domicile du demandeur.

On comprend facilement qu'une pareille si-

1. LEFORT, *op. cit.*, T. III, p. 124.

2. LEFORT, *loc. cit.*, note 6. — VAVASSEUR, *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, 3^e édit., T. II, p. 297.

tuation soit de nature à occasionner des difficultés dans les rapports des sociétés étrangères avec leurs assurés français. Aussi, pour éviter ces inconvénients et faciliter leurs rapports avec le public assurable, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie ont-elles pris l'habitude d'insérer, dans les conditions de leurs polices, une clause spéciale, d'après laquelle *« toutes les contestations, de quelque nature qu'elles soient, qui pourraient s'élever à l'occasion du présent contrat, ou pour son exécution, seront soumises, de convention expresse, aux tribunaux du département de la Seine »*.

Il y a alors, dans ce cas, élection de domicile attributive de compétence comme en matière civile. Et, en général, comme cette élection de domicile est faite dans l'intérêt des deux contractants, il n'est pas loisible au demandeur d'assigner son adversaire devant un autre tribunal que celui du domicile élu, qui est seul compétent. L'élection participe du caractère irrévocable du contrat, dont les clauses ne peuvent être modifiées par la volonté unilatérale de l'un des contractants.

L'assuré français demandeur pourra donc assigner toute société étrangère d'assurances sur la vie devant les tribunaux de France, en vertu de l'article 14 du Code civil. C'est le texte fondamental qui régit cette compétence. D'après

la jurisprudence, il suffit d'être français au moment de l'exécution du contrat pour pouvoir invoquer l'article 14. En d'autres termes, la compétence des tribunaux français doit exister, non seulement lorsque le Français a directement traité avec un étranger, mais même lorsqu'il est cessionnaire de la créance qu'un tiers étranger avait contre cet étranger. En conséquence, un Français cessionnaire d'une police d'assurances sur la vie, souscrite primitivement par un étranger à une compagnie étrangère, pourra invoquer le bénéfice de l'article 14.

En ce qui concerne la transmission par les modes commerciaux, par exemple par l'endossement, la question n'a jamais fait doute, par le motif que le débiteur, la société étrangère, doit nécessairement prévoir la substitution d'un créancier à un autre, et il sait bien qu'il ne peut invoquer, vis-à-vis du dernier porteur de la créance, que les moyens de défense et les exceptions qu'il a contre lui personnellement ¹.

Or, il est d'usage d'insérer, dans les conditions de la police, une clause formelle d'après laquelle le titulaire peut toujours en transmettre la propriété. La police devient donc ainsi un véritable effet négociable, et « celui qui souscrit ou endosse un effet négociable, disent

1. Cassation, 18 août 1856. (S. 57, 1, 236; D. P. 57, 1, 39.)

MM. Aubry et Rau (tome VIII, § 748 *bis*, et note 17), s'oblige directement et instantanément envers le tiers qui se trouvera, au jour de l'échéance, titulaire de cet effet ».

Mais s'agit-il d'une créance civile et transmissible par la cession ordinaire, les auteurs et la jurisprudence ne sont plus d'accord. La jurisprudence distingue, mais sans donner aucune raison de cette distinction, qui, à notre avis, est arbitraire, entre la cession à titre particulier et la transmission héréditaire ou à titre universel. Au premier cas, elle refuse au Français le bénéfice de l'article 14¹; au second cas, elle le lui accorde². D'autre part, il a été enseigné que la nature de la créance importe peu; que, du moment qu'il s'agit d'un Français créancier d'un étranger, les termes de l'article 14 étant généraux, les tribunaux français sont compétents; qu'il n'est pas exact de prétendre que le débiteur a un droit acquis à ne pas être soustrait à ses juges, parce que la compétence d'un tribunal ne constitue jamais un droit acquis pour les contractants, à tel point qu'une loi nouvelle peut la faire cesser; que l'on voit tous les jours les

1. Cassation, 26 janvier 1833. (S. 33, 1, 400.)— Paris, 27 mars 1835. (S. 35, 2, 218.)

2. Cassation, 2 août 1876 (S. 77, 4, 97.)— Trib. Seine, 31 janvier 1882.— Paris, 12 mai 1882. (*Journal de Droit international privé*, 1882, p. 46; 1883, p. 46.)

créanciers obligés d'assigner leur débiteur à un nouveau domicile, bien éloigné parfois de celui qu'il avait au moment où son obligation a été contractée ¹.

Il a cependant été décidé, et à bon droit, à notre avis, qu'une police d'assurance sur la vie passée entre un étranger et une compagnie étrangère et cédée à un Français, permet à ce dernier d'assigner la société devant les tribunaux français, par application de l'article 14 du Code civil; qu'en admettant que la cession d'une créance faite en dehors du débiteur ne puisse avoir pour résultat d'attribuer compétence à une juridiction qui était incompétente entre les contractants primitifs, il n'en est pas de même lorsque la cession a figuré, ainsi que cela a lieu en matière d'assurances sur la vie, dans les prévisions formelles du contrat; que la compagnie doit alors être considérée comme s'étant obligée directement envers le tiers qui se trouve, dans la suite, titulaire de la créance ². Les tribunaux français seront donc compétents, même dans le cas de cession à un bénéficiaire français d'une police souscrite primitivement au profit d'un titulaire étranger.

1. DELOYNES, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1877, p. 648.— DESPAGNET, *Précis de Droit international privé*, 2^e édit., Paris, 1891, p. 301.

2. Trib. civ. Seine, 40 janvier 1883, et Paris, 23 novembre 1883, (*Recueil périodique des assurances*, 1884, p. 281, et *Journal de Droit international privé*, 1884, p. 284.)

Pour terminer cette étude de l'article 14 du Code civil, nous avons à examiner maintenant la question de savoir si le Français créancier d'une société étrangère d'assurances sur la vie, peut renoncer au bénéfice de ce texte. Cette disposition est-elle d'ordre public? Telle est, en d'autres termes, la question à résoudre.

La disposition de l'article 14 donne au Français demandeur la faculté de citer l'étranger devant les tribunaux français; mais ce n'est pas pour lui une obligation. L'article dit, en effet, que l'étranger « *pourra* » être cité devant les tribunaux français; il ne dit pas qu'il « *devra* » être cité devant eux. En conséquence, cette disposition existant dans l'intérêt particulier du Français, celui-ci peut y renoncer expressément ou tacitement.

La renonciation étant expresse, il ne saurait y avoir de difficulté; mais, en cas de renonciation tacite à ce bénéfice, la question peut parfois être assez difficile à résoudre. En principe, cette renonciation tacite peut s'induire de toutes les circonstances propres à montrer que le Français a eu l'intention de ne pas se prévaloir du privilège de l'article 14¹.

1. V. notamment Cassation, 16 mars 1885 (« *Le Droit* », n° du 29 août 1885), et 29 février 1888 (D. P. 88, 1, 483).

Toutefois, des difficultés se sont élevées sur les circonstances d'où peut résulter, de la part du Français, la renonciation à la juridiction des tribunaux de France. Parmi les différentes hypothèses qui peuvent se présenter, il en est de particulièrement importantes. Il faudrait certainement voir une renonciation à l'article 14 dans le fait pour le Français d'avoir, en contractant avec un étranger, accepté implicitement la juridiction des tribunaux de cet étranger. Cette interprétation de l'article 14 a reçu de fréquentes applications en matière de société. Or, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, comme les autres sociétés, possèdent en France un certain nombre d'actionnaires. Les titres de la plupart de ses sociétés sont, en effet, cotés à la Bourse et font l'objet de négociations journalières. Il peut donc arriver que les statuts d'une société de cette nature contiennent une clause aux termes de laquelle les contestations sociales devront être portées devant le tribunal du siège social, c'est-à-dire devant un tribunal étranger. Cette clause est opposable aux actionnaires français comme aux actionnaires étrangers, parce que l'achat d'une action dans une société emporte, de la part de l'acquéreur, adhésion aux statuts de la société: c'est là un principe juridique certain. Il en résulte que l'actionnaire français devra être considéré comme ayant renoncé

à se prévaloir du bénéfice de l'article 14 du Code civil ¹.

Mais il faut bien noter que cette clause des statuts n'est applicable qu'à l'égard des Français qui ont donné leur consentement aux statuts sociaux ; les créanciers français de cette même société ne seront pas obligés d'observer cette disposition spéciale du contrat de société, sauf le cas où, en contractant, le créancier français aura renoncé au droit que lui donne l'article 14. Et même encore l'actionnaire français sera obligé, par la clause que nous étudions, seulement s'il agit contre la société à raison d'une difficulté relative au contrat de société lui-même, s'il plaide en qualité d'actionnaire. Dans tous les autres cas, quand l'actionnaire plaidera en qualité de créancier ordinaire de la société, il pourra invoquer le bénéfice de l'article 14. Il en résulte qu'un assuré français, client d'une société étrangère d'assurances sur la vie et porteur en même temps d'actions de cette société, pourra, en cas de contestation, assigner la compagnie devant un tribunal français si la contestation est basée sur une clause de la police, parce que dans ce cas l'assuré agira en qualité de créancier ; mais si l'instance provient d'une contestation sociale,

1. Tribunal de commerce de la Seine, 10 juin 1874. (*Journ. de Droit internat. privé*, 1875, p. 440.) — Cassation, 24 août 1869. (S. 70, 1, 201.)

le tribunal étranger sera seul compétent, parce que la clause du contrat de société, qui lui attribue cette compétence a été implicitement acceptée par l'assuré français demandeur lorsqu'il est devenu actionnaire. Cependant, il pourra parfois être difficile de décider en quelle qualité agit le demandeur.

Une clause d'un autre genre peut se trouver dans le contrat de société et déroger à l'article 14 du Code civil à l'égard des actionnaires français. Il peut arriver que les statuts de la société étrangère contiennent une clause soumettant les litiges sociaux à des arbitres étrangers; c'est la clause compromissoire. Quelle est la valeur de cette clause pour les actionnaires français? Si elle est valable, l'actionnaire français sera considéré comme ayant renoncé au droit que lui accorde l'article 14; si, au contraire, on admet la nullité de cette clause, le privilège de l'article 14 subsiste en faveur du français demandeur.

On a prétendu que cette clause devait être déclarée nulle en invoquant l'article 1006 du Code de procédure civile, qui édicte la nullité des clauses compromissoires d'une façon générale, sans distinguer entre les conventions passées à l'étranger et les conventions passées en France. Il est certain que la clause compromissoire qui serait contenue dans l'acte de fondation d'une société française, devrait être déclarée nulle

comme dérogeant à des règles d'ordre public français. Mais rien n'empêche, au contraire, de maintenir un compromis passé en pays étranger, si la loi, de ce pays étranger en admet la validité : une semblable clause, en effet, n'intéresse en rien l'ordre public français ; c'est donc la loi nationale de la société qui doit seule être consultée pour statuer sur cette validité.

Et, en effet, l'actionnaire français, en acceptant cette stipulation particulière du contrat de société, a entendu tout d'abord renoncer au bénéfice de l'article 14, renonciation valable quel que soit le lieu où elle a été faite ; mais, d'autre part, l'actionnaire n'a renoncé au droit d'invoquer cet article que sous la condition de faire juger les contestations sociales par des arbitres. La renonciation est donc conditionnelle, et, si la législation du pays où la société est établie empêche la réalisation de cette condition, la renonciation cessera de produire ses effets ; l'actionnaire français pourra agir devant nos tribunaux, parce qu'il ne peut obtenir à l'étranger l'accomplissement de cette clause de son contrat, vu que la loi du pays où il agit contre la société en prononce la nullité¹.

Il faut donc admettre, à l'égard d'un action-

1. CASTIER, *De la condition légale des sociétés étrangères en France et dans les pays voisins*, Douai, 1884, p. 240.

naire français, la validité de la clause compromissoire insérée dans les statuts d'une société étrangère. Ce système a été admis par une décision de la Cour de Paris dans un procès contre une compagnie étrangère de chemins de fer¹. La même solution devrait être admise également, à notre avis, dans le cas d'une société étrangère d'assurances sur la vie.

Enfin, il y a un cas tout particulier dans lequel le créancier français ne pourra pas user de l'article 14 du Code civil à l'égard d'une société étrangère, c'est l'hypothèse d'un traité international conclu entre la France et le pays dont relève cette société, traité dans lequel on a dérogé à l'article 14 en faveur de la nation étrangère. Une convention de ce genre a été signée le 15 juin 1869 entre la France et la Suisse. Mais un acte émané d'une souveraineté étrangère ne saurait enlever aux Français le droit qu'ils tiennent de ce même article 14².

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *La société étrangère est demanderesse.* — De même qu'en vertu de l'article 14 du Code civil, un Français a la faculté de citer la société étrangère à laquelle il est assuré sur la vie devant les tribunaux français, de

1. Paris, 9 mars 1887, (D. P. 88, 2, 49, et la note). — V. aussi Cassation, 17 juillet 1899, *Gazette des Tribunaux*, 31 octobre 1899; *Revue des sociétés*, 1899, p. 497.

2. Paris, 11 mars 1873 (S. 74, I, 145).

même et à l'inverse il est loisible aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France d'assigner devant les tribunaux français l'assuré français qui, à l'étranger, a traité avec elles. C'est, en effet, l'application de l'article 15 du Code civil, d'après lequel : « Un Français pourra être traduit devant un tribunal de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. »

La loi n'exige pas que le Français défendeur soit domicilié en France, ni que la faculté réciproque soit accordée aux Français dans le pays auquel appartient l'étranger. L'article 15 s'appliquerait donc, même si la loi du pays étranger refusait aux sociétés françaises la faculté d'assigner les nationaux de ce pays devant leurs tribunaux ¹. L'article 15 est applicable aux obligations contractées par un Français à l'étranger ; mais il est certain que les tribunaux français sont également compétents pour statuer sur celles qui sont intervenues en France.

Enfin, ce texte peut être invoqué quelle que soit la source de l'obligation contractée par l'assuré français envers la société demanderesse. Sans doute, le plus souvent, l'obligation sera contractuelle, et résultera du contrat d'assurance lui-même ; mais la jurisprudence et la

1. LEFORT, *op. cit.*, T. III, p. 132.

doctrine sont d'accord pour admettre que l'on doit étendre l'application de cet article aux obligations qui ont leur source dans un délit ou dans un quasi-délit ; en un mot, ce texte peut être invoqué de quelque manière que le défendeur français soit devenu l'obligé de la société étrangère demanderesse ¹. Nous pensons, en effet, qu'il n'y a pas de motifs d'établir une distinction.

Ainsi, de même que les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont astreintes aux dispositions de l'article 14 du Code civil dans le cas où elles sont défenderesses, de même et réciproquement elles ont la faculté de se prévaloir de l'article 15 du même Code dans l'hypothèse où, au contraire, elles jouent le rôle de demandereses.

Mais, pas plus que l'article 14, l'article 15 n'a le caractère d'une disposition d'ordre public. Il en résulte que l'assuré français, de même que la société étrangère elle-même, a la faculté de renoncer à son application. Cette renonciation peut d'ailleurs être expresse ou tacite, et, dans ce dernier cas, elle s'induit de tous les faits et circonstances de la cause, souverainement appréciés par le juge. Ainsi, elle peut, pour le demandeur étranger, résulter du fait par lui d'avoir porté son action devant les tribunaux de son pays ², et,

1. Pau, 14 février 1882. (S. 84, 2; 129.)

2. V., par analogie, Tribunal de Corbeil, 30 novembre 1888. (« *La Loi* », 15 décembre 1888.)

pour le défendeur français, du fait d'avoir répondu à cette assignation sans avoir opposé l'exception d'incompétence¹. Toutefois, il faut noter que le seul fait par le Français de laisser prendre un jugement contre lui à l'étranger, n'emporterait pas renonciation pour lui au droit d'opposer l'incompétence²; des conclusions au fond seules le priveraient de cette faculté, parce que, dans ce cas, il serait considéré comme ayant accepté implicitement la compétence du tribunal étranger. Cela résulte de ce que la renonciation doit être faite par les deux contractants, parce que la compétence spéciale de l'article 15 est établie dans leur commun intérêt³.

Enfin, comme dans l'hypothèse de l'article 14 et avec les mêmes réserves, la société étrangère demanderesse a, dans le silence de la loi, le choix du tribunal français devant lequel elle doit agir, à moins que les dispositions des articles 59 et 420 du Code de procédure civile ne soient applicables, auquel cas la société doit nécessairement les observer. Quant à la garantie spéciale exigée de tout demandeur étranger, quel qu'il soit, personne physique ou personne

1. Paris, 17 février 1888. (D. P., 90, 2, 5.) — Cassation, 29 février 1888. (D. P. 88, 1, 483.) Cassation, 13 mars 1889. (« *Le Droit* », 24 mars 1889.) — LYON-CAEN, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1886, p. 313.

2. Paris, 28 janvier 1885. (*Journal du Droit international privé*, 1885, p. 539.)

3. V. notamment LYON-CAEN. (SIREY, 77, 2, 313, note 2.)

morale, nous avons déjà dit en quoi elle consiste, en étudiant la caution *judicatum solvi*, édictée par l'article 16 du Code civil. (V. *Supra*, pages 258 et suivantes.)

DEUXIÈME CAS. *Le procès a lieu entre la société étrangère et un assuré étranger.* — L'hypothèse que nous allons étudier maintenant se rattache à la question générale, relative aux contestations entre étrangers. Nous n'avons pas à faire ici une étude détaillée de cette question difficile et controversée ; nous indiquerons seulement, en quelques mots, le système général de la jurisprudence, en mentionnant spécialement les principales décisions judiciaires qui l'ont appliqué, en le réformant plus ou moins complètement, aux contestations existant entre les sociétés étrangères d'assurances sur la vie et des étrangers.

Les tribunaux français ne sont pas, en principe, compétents pour connaître des contestations qui s'élèvent entre des personnes dont aucune n'est française. D'après la jurisprudence, nos tribunaux n'ont qu'une compétence facultative, c'est-à-dire qu'ils peuvent être dessaisis de la connaissance du litige élevé entre étrangers, soit par leur propre volonté, soit par la volonté du défendeur étranger¹.

1. V. notamment, Nancy, 16 mars 1878 (S. 78, 2, 260). — Douai, 22 janvier 1890, *Journal du Droit international privé*, 1892, p. 903.

La justice française a donc le pouvoir absolu de se déclarer incompétente dans un procès intéressant des étrangers qui, par exemple, lutteraient quant à l'attribution du bénéfice de l'assurance, et l'on ne pourrait même, par une habileté de procédure, comme par une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie, distraire les étrangers de leurs juges naturels¹. Toutefois, bien que la clause insérée dans la police et reconnaissant la compétence de la juridiction étrangère doive être respectée; il a été jugé qu'un créancier étranger peut valablement pratiquer une saisie-arrêt en France sur les sommes dues par une compagnie, encore bien qu'il s'agisse de sommes exigibles en vertu d'une police contractée en pays étranger par un étranger, et que les tribunaux français sont compétents pour statuer sur la validité de la saisie-arrêt : « Les tribunaux français, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine, sont incompétents pour statuer sur les contestations élevées entre étrangers sur l'attribution du bénéfice d'une assurance. »

« Mais ils sont compétents pour statuer sur les mesures conservatrices d'une saisie-arrêt ; il y a lieu seulement de surseoir jusqu'à ce que les tribunaux étrangers compétents aient

1. COUTEAU, *Traité des assurances sur la vie*, t. II, p. 51.

décidé la question d'attribution du capital assuré¹. »

Mais la règle générale est l'incompétence des tribunaux français à l'égard de procès entre étrangers. On ne saurait demander à la justice française, dit-on dans ce système, de connaître, entre étrangers, de contestations relatives à des engagements contractés et exécutoires en pays étrangers². Aussi pourrait-elle également refuser de régler un litige existant entre un étranger et une société étrangère, à moins que, cette incompétence étant purement relative, il n'y ait eu renonciation, soit expresse, soit tacite³, par le défendeur à la compétence des tribunaux étrangers, ou attribution de domicile, spécialement si la police avait été contractée en France par l'intermédiaire d'une succursale, l'établissement en France d'une succursale par une compagnie étrangère comportant élection de domicile : la France se trouve être à la fois le *locus contractus* et le *locus solutionis*. Dans ce cas, d'ailleurs, ainsi que dans quelques autres, la jurisprudence admet une exception au principe de la compétence facultative des tribunaux français. Si le débat a un caractère commercial,

1. Tribunal civil de la Seine, 10 avril 1880.

2. Cassation, 17 juillet 1877 (D. P. 78, 4, 366) ; et 13 janvier 1878 (D. P. 78, 4, 470).

3. Trib. civ. Seine, 41 juillet 1895, *Journal du Droit international privé*, 1896, p. 413.

le juge français doit se déclarer compétent ¹, et cette hypothèse se présentera souvent, principalement dans le cas de sociétés d'assurances à primes fixes. En vain, on alléguera que l'acte sur lequel le tribunal français est appelé à statuer, et qui est réputé commercial par la loi française, est tenu pour civil par la loi du pays où il a été passé, parce que la *lex fori* seule doit être consultée pour savoir si le tribunal est ou n'est pas compétent, ainsi que le déclare la Cour de Gand dans un arrêt du 11 janvier 1890 ²: « Les lois de compétence et d'organisation judiciaire font partie intégrante du droit public des nations ; ces lois sont réelles et souveraines, et elles excluent toute loi étrangère. » Ce n'est pas seulement en matière commerciale que l'obligation existe pour les tribunaux français de se déclarer compétents dans les contestations entre étrangers. La même exception existe encore dans le cas de pluralité de défendeurs dont les uns sont français et les autres étrangers ; ces derniers ne sont pas admis à décliner la compétence du tribunal français : c'est une conséquence directe des dispositions de l'article 59 du Code de procédure civile, qui donne au demandeur le droit d'assigner les défendeurs, à son choix, devant

1. Tribunal de commerce de la Seine, 26 juin 1888. (« *La Loi* », 21 juillet 1888.) — Paris, 6 décembre 1889. (« *Le Droit* », 20 décembre 1889.)

2. Gand, 11 janvier 1890. — (D. P. 1890, 2, 353.)

le tribunal du domicile de l'un d'eux¹. Il en résulte qu'un assuré étranger, client à la fois d'une société française et d'une société étrangère, pourrait, indépendamment de toute autre considération et de toute convention, assigner valablement les deux sociétés devant le tribunal français compétent.

Il en est de même dans d'autres hypothèses très nombreuses : la jurisprudence admet alors la compétence obligatoire des tribunaux français, ce qui prouve bien l'insuffisance du système qu'elle a adopté. Aussi certains arrêts semblent-ils indiquer une nouvelle évolution de la jurisprudence, tendant à renverser la règle de l'incompétence pour lui substituer le principe opposé de la compétence des tribunaux français dans les contestations entre étrangers.

3. *Règles relatives à la procédure proprement dite et aux preuves.* — Quand une contestation existe devant les tribunaux français compétents, à l'occasion de contrats passés avec des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, par quelles règles doit être réglée l'instance ?

C'est un principe bien incontestable que les formes de procéder en justice sont régies par la loi du pays où le procès est engagé. La *lex fori* sera donc la seule loi applicable aux sociétés

1. Alger, 23 juin 1857. (D. P. 88, 2, 78.)

étrangères en France au point de vue des formes de procéder, soit qu'elles agissent comme demanderesses, soit qu'elles jouent le rôle de défenderesses. Les formalités à observer, en effet, tant pour introduire que pour diriger une action devant un tribunal, ainsi que les règles à suivre par ce dernier pour rendre une décision, ne peuvent être que celles de la loi du territoire¹. Les sociétés étrangères qui ont été autorisées en vertu de la loi du 30 mai 1857 ou par un traité, ne sauraient certainement prétendre à aucun privilège en matière de procédure et de compétence² ; l'autorisation qu'elles ont obtenue n'implique nullement dispense d'observer les formalités auxquelles sont astreintes les sociétés françaises relativement à la procédure.

C'est donc par la *lex fori* que seront déterminées les formes des exploits, la constitution d'avoué, les délais, les voies de recours possibles, comme l'appel, l'opposition, la requête civile ou le pourvoi en cassation, la rédaction et la prononciation des jugements, ainsi que le moment où ils ont acquis l'autorité de la chose jugée.

Toutefois, en ce qui concerne les exploits, on

1. LAURENT, *Droit civil international*, t. II, n° 254. — Limoges, 29 juin 1885. (S. 87, 2, 81.) — Paris, 7 décembre 1885. (*Journal du Droit international privé*, 1886, p. 713.)

2. LYON-CAEN et RENAULT, *Précis de Droit commercial*, t. 1^{er}, p. 293.

a prétendu que l'assignation ne devait pas nécessairement être régie par la *lex fori* ¹. Cette opinion se base sur ce que, au moment où l'assignation est lancée, l'instance n'est pas encore liée ; les plaideurs ne sont pas encore devant le juge, et le point de savoir si ce dernier sera véritablement saisi, et s'il y a, par conséquent, une *lex fori* applicable à la procédure, est subordonné à la validité de l'acte introductif d'instance. D'ailleurs, chaque législation a entouré la signification des actes de procédure de certaines formalités et de certaines garanties destinées à en faciliter la connaissance. Ici, on exige un exploit d'huissier ; là, une lettre chargée suffit ; ailleurs, une publication faite dans les journaux tient quelquefois lieu de signification. Or, la règle *Locus regit actum*, par application de laquelle l'on résout les conflits de lois relatifs aux formes extérieures des actes, ne doit-elle pas valider l'assignation donnée sur un territoire étranger dans les formes locales ?

Ces raisons sont sérieuses certainement ; mais, en pratique, l'application de la règle *Locus regit actum* serait souvent pour le demandeur la cause de frais, de lenteurs, d'embarras de toute sorte, auxquels les traités internationaux

1. WEISS, *Traité élémentaire de Droit international privé*, 2^e édition Paris 1890, p. 805.

pourraient seuls remédier. C'est donc avec raison, à notre avis, que les tribunaux ont, à diverses reprises, validé des assignations à comparaître devant un tribunal étranger données à des Français résidant en France, dans les formes établies par la *lex fori* ¹.

En France, les ajournements contre des personnes physiques ou morales établies à l'étranger sont signifiés au procureur de la République, qui en transmet la copie au ministre des affaires étrangères : ce dernier la fait parvenir aux intéressés par la voie diplomatique. (Art. 69, § 9, C. P. C., et loi du 8 mars 1882). Réciproquement, quand il s'agit d'assigner des Français devant la juridiction étrangère compétente, on admet l'ajournement signifié en la forme française, d'après la règle *Locus regit actum*. On accepte même qu'en pareil cas, l'ajournement signifié en France soit fait en la forme étrangère, en le considérant comme une partie de la procédure qui doit être régie par la *lex fori*, c'est-à-dire, dans l'espèce, par la loi étrangère ².

Quant aux notifications ou significations entre plaideurs au cours du procès, elles peu-

1. V. notamment Trib. Seine, 30 mars 1886. (*Journal du Droit international privé*, 1887, p. 614.) — Paris, 17 février 1888. (« *Le Droit* », 46-47 août 1888.)

2. CHATSE, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1887, p. 289 ; id., 1888, p. 493. — Toulouse, 29 janvier 1872. (S. 1873, 2, 18.)

vent être faites régulièrement au représentant légal de l'adversaire (*procurator ad litem*); lorsque, par exception, elles devront être faites à l'adversaire même, la remise s'en fera sans difficulté à son domicile d'élection ¹.

En ce qui concerne les preuves, on a longtemps discuté sur le point de savoir si l'admissibilité dépendait de la *lex fori*. Bien que l'on ait prétendu que le juge a le droit de n'accepter que les preuves qui, d'après la loi de son pays, sont de nature à former sa conviction, il semble admis aujourd'hui que, pour dire si une preuve est ou n'est pas admissible, il faut consulter la loi du pays où s'est accompli le fait à prouver, ou la loi d'après laquelle doit être apprécié le droit qui fait l'objet de la contestation, et non pas la loi du pays où le procès est engagé ². Mais il est certain que c'est la *lex fori* qui régit la forme dans laquelle la preuve doit être faite, parce que, dans ce cas, il ne s'agit plus que d'une simple question de procédure. Il faudra donc s'en tenir à la loi française lorsqu'il s'agira du chiffre pour lequel la preuve testimoniale est admise. Or, la preuve testimoniale est admissi-

1. ASSER et RIVIÈRE, *Éléments de Droit international privé*, Paris 1884, p. 165.

2. ASSER et RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 167 et 168. — Cassation, 24 août 1880. (*Journal du Droit international privé*, 1880, p. 480.) — RENAULT, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1881, p. 486.

ble sans doute, mais uniquement dans les termes de l'article 1341 du Code civil. Il est vrai qu'en matière commerciale, la preuve testimoniale est toujours admissible pour la preuve des contrats (article 109 du Code de commerce), sans qu'il y ait lieu de distinguer, entre les demandes supérieures et les demandes inférieures à 150 fr. Mais la jurisprudence interprète ce principe en ce sens qu'il ne s'applique pas aux contrats même commerciaux, qu'il est d'usage de rédiger par écrit, et notamment aux contrats d'assurances. Par conséquent, au-dessus de 150 fr., la preuve testimoniale du contrat d'assurance est inadmissible, à moins d'un commencement de preuve par écrit. Et ce cas peut se présenter fréquemment dans la pratique, lorsqu'il s'agit de demande en paiement de prime annuelle ¹. Ce seront donc ces règles qu'il faudra appliquer dans le cas de contestation avec une compagnie étrangère, et non pas les règles spéciales à la législation du pays de cette société.

Il faudra encore s'en tenir à la loi française quand la capacité des témoins sera mise en question, quand il faudra songer à la récusation, ou enfin dans le cas où le serment serait à prêter ².

1. Cassation, 13 juillet 1874. (S. 74, 1, 365.) — Cour supérieure de justice de Luxembourg, 19 mai 1882. (S. 84, 4, 40.) — Toulouse, 29 juin 1883. (S. 84, 2, 149.) — COUTEAU, *op. cit.*, t. II, p. 131.

2. LAURENT, *Droit civil international*, t. VIII, p. 99. — Cassation, 3 mars 1846. (S. 46, 1, 193.)

Enfin, et à défaut de conventions spéciales, les tribunaux français doivent apprécier d'après la loi française la validité ainsi que les clauses de la police acceptée par une compagnie étrangère. Ainsi, par exemple, en cas d'assurance contractée en France sur la tête d'un tiers par une société étrangère, cette dernière ne pourrait, dans le silence de la police, invoquer pour se soustraire au paiement de l'indemnité, les dispositions de la loi étrangère prohibant l'assurance sur la tête d'un tiers. C'est ainsi que le Tribunal de commerce de la Seine a jugé, le 26 novembre 1864, qu'une « compagnie anglaise qui a fait en France une assurance sur la tête d'un tiers ne peut arguer le contrat de nullité sous prétexte que, d'après la loi anglaise, une pareille assurance n'a pas de validité lorsque *le tiers est étranger au contrat*¹ ».

Il en est de même relativement au mode de paiement des primes : pour rechercher si les primes étaient quérables ou portables, il y a lieu, dans le silence de la police, d'appliquer au contrat d'assurance souscrit en France les règles du droit commun français².

Nous avons à dire maintenant quelles sont les conséquences du jugement intervenu à la

1. Tribunal de commerce de la Seine, 26 novembre 1864. — COUTEAU, *op. cit.*, t. II, p. 78.

2. Cassation, 13 décembre 1872. (S. 1873, I, 35.)

suite d'un procès entre un assuré français et une société étrangère d'assurances sur la vie ; quels sont les principes à suivre pour son interprétation et pour son exécution en France.

4. *Règles relatives aux mesures d'exécution.*

— Le jugement rendu en France contre une société dont le siège est à l'étranger, lorsqu'il est rendu conformément à la loi française, produit tous les effets prévus par cette loi. Son interprétation, aussi bien que son exécution en France, doit être poursuivie dans les conditions fixées par la loi française. Le juge français, en effet, doit connaître aussi bien de l'interprétation de sa décision que de son exécution, et sans qu'il y ait lieu d'ailleurs de s'arrêter à la nationalité des contractants. Ce principe a été admis dans deux décisions du Tribunal civil de la Seine, d'après lequel « les tribunaux français sont compétents pour connaître de l'exécution de leurs décisions, à moins d'une exception formellement établie par la loi ; qu'il n'y a lieu de distinguer entre le cas où le jugement aurait été rendu entre étrangers, et celui où un Français aurait figuré dans l'instance ; qu'on ne saurait admettre, en effet, que les tribunaux français soient tenus de renvoyer au tribunaux étrangers l'exécution de leurs décisions¹. »

1. Trib. civil de la Seine, 19 décembre 1885 (*Journal du Droit international privé*, 1886, p. 704) et 1^{re} août 1885 (id., 1885, p. 325). — Paris, 31 mars 1886. (Id., 1886, p. 327.)

De ce que la nationalité des plaideurs est indifférente, il en résulte que la société étrangère qui a été condamnée en France peut faire opposition au jugement français, même après une décision d'*exequatur*¹.

Mais il faut noter que le jugement qui a condamné en France une société étrangère ou qui a été rendu en sa faveur n'a d'effet que pour le territoire français : le juge français ne saurait enjoindre aux autorités étrangères de faire exécuter sa sentence. Celui qui désire s'en prévaloir dans un pays étranger doit faire diligence, à l'effet d'obtenir du juge de ce pays une sentence rendant la décision française exécutoire dans cette contrée.

C'est une règle générale et absolue : partout il faut un *exequatur* conféré par les tribunaux étrangers. Seules, les conditions de cet *exequatur* peuvent varier. Certaines législations autorisent la revision au fond ; ce sont celles de la Belgique, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et de la Norvège, de la Suisse. D'autres écartent d'une façon absolue le droit de revision au fond ; ce sont les législations de l'Angleterre, du Danemark, des États-Unis, de l'Italie, de la Russie. D'autres enfin écartent le droit de revision sous condition de réciprocité ; c'est ce qui a

1. Trib. Lyon, 24 avril 1856, et Lyon, 14 décembre 1856 (S. 57. 2, 512.)

lieu dans les législations de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Grèce, de la Roumanie, de la Suisse allemande. En France, la solution de la question a donné lieu à plusieurs systèmes qui ont partagé les auteurs et les tribunaux. Cependant, la jurisprudence française paraît fixée en ce sens que les juges français ont le droit de vérifier et de réformer, comme le ferait une juridiction d'appel, la sentence étrangère.

Quoi qu'il en soit, quand une société étrangère a été condamnée par un tribunal français, elle est astreinte à toutes les mesures d'exécution organisée par notre Code de procédure. On pourra, en conséquence, pratiquer sur les biens qu'elle possède en France toute espèce de saisies pour obtenir le paiement de la condamnation.

Toute personne, française ou étrangère, en effet, peut pratiquer en France une saisie-arrêt au préjudice de son débiteur, et cela tant pour une obligation contractée en France que pour une obligation contractée à l'étranger. Il a été admis également que cette exécution peut intervenir, non seulement à la suite d'un jugement rendu en France et, selon une certaine jurisprudence, sans que l'on ait le droit d'objecter que ce jugement n'a pas été rendu exécutoire dans le pays où le débiteur est établi ¹, mais

1. Paris, 26 mai 1875. (*Journal du Droit international privé*, 1876, p. 273.)

encore en vertu d'un acte passé à l'étranger, soit authentique, soit privé, et surtout en conformité d'un jugement prononcé à l'étranger, même quand il n'est pas rendu exécutoire en France ¹. Cette jurisprudence est applicable à la société étrangère qui agit en France.

Cependant, il nous semble que cette jurisprudence n'est pas irréprochable quand elle déclare valable la saisie-arrêt intervenue après un jugement rendu en France, lorsque ce jugement n'a pas été rendu exécutoire dans le pays de la société étrangère, c'est-à-dire du débiteur. Nous pensons, avec la Cour de cassation, qu'il est plus juridique de décider que la saisie-arrêt ne serait valable qu'après que la décision du tribunal français serait rendue exécutoire dans le pays où se trouve le siège de la société. Il peut paraître bizarre, au premier abord, de faire dépendre la mise à exécution en France d'un jugement français, d'une formalité qui doit être accomplie hors de France, dans le pays du débiteur étranger. Mais on est amené à donner cette solution par application des principes généraux. Quand un jugement déclare la saisie-arrêt valable, il met le créancier saisissant à la place du débiteur saisi, c'est-à-dire de la société

1. V. VINCENT et PENAUD, *Dictionnaire de Droit international privé*, v^o *Jugement étranger*, n^o 52.

étrangère, et le tiers saisi pourra alors se libérer envers la société étrangère dont il est le débiteur, par les paiements qu'il fera au créancier saisissant. Ce dernier, exerçant les droits de son débiteur, en vertu de l'article 1166 du Code civil, doit faire obtenir au tiers saisi une libération aussi complète que si ce tiers payait à la société étrangère. Mais le tiers saisi ne sera libéré que si le jugement français en vertu duquel il paie le créancier saisissant, a été rendu exécutoire à l'étranger. Sans cela, le tiers saisi pourrait encore être poursuivi devant les juridictions du pays de la société, et il ne pourrait invoquer le paiement par lui effectué en France qu'après avoir fait rendre exécutoire dans ce même pays la décision judiciaire à laquelle il a satisfait en payant le saisissant¹.

Le créancier, quelle que soit sa nationalité, qui pratique en France une saisie-arrêt, doit se conformer nécessairement aux règles édictées par le droit français. Il doit donc s'en tenir aux prescriptions du Code de procédure civile pour l'opposition à dénoncer au débiteur et au tiers saisi, pour l'assignation de ce tiers saisi en déclaration affirmative, pour l'instance en validité. Dans le cas où il y a lieu de dénoncer, pour la

1. V. Cassation, 43 novembre 1877 (S. 79, 1, 197); et, sur renvoi, Amiens, 8 août 1878 (S. 79, 1, 197).

régularité de la procédure, la saisie-arrêt pratiquée en France au débiteur saisi, domicilié en pays étranger, la dénonciation et l'assignation en validité devront être signifiées, dans la huitaine de la saisie, au parquet du procureur de la République, sans que l'on ait le droit d'invoquer l'augmentation du délai, à raison de la distance entre le domicile du saisissant et celui du débiteur, prévue par l'article 563 du Code de procédure civile seulement à l'égard du débiteur domicilié en France ¹.

Tout ce qui se rapporte à la saisie immobilière ou à la saisie-exécution étant totalement soumis à la compétence des tribunaux de l'État où les biens sont situés, et à la procédure prévue par la législation de cet État, lorsque le créancier d'une société possédant des meubles ou des immeubles en France voudra recourir aux voies d'exécution, il devra observer les modes de procéder adoptés en France.

Les juges français ont encore le droit de prendre toutes les mesures provisoires à l'égard des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, notamment de désigner un séquestre, un administrateur pour l'établissement sis en France ².

1. Paris, 27 janvier 1870. (S. 70, 2, 103.) — Cassation, 6 novembre 1872. (S. 72, 1, 363.)

2. Trib. Seine, 1^{er} octobre 1884. (*Journal du Droit international privé*, 1885, p. 191.)

Une dernière mesure d'exécution peut faire l'objet de quelques difficultés à l'égard des sociétés étrangères: c'est la faillite. Quand un commerçant étranger, une société d'assurances sur la vie, se trouve dans l'impossibilité d'acquitter ses obligations et vient à cesser ses paiements, pourra-t-il être déclaré en faillite par un tribunal français? La jurisprudence, avec raison, à notre avis, admet l'affirmative. Comme le dit très bien le Tribunal civil de la Seine dans un jugement du 20 mai 1878, la loi qui régit la faillite est « une loi d'ordre public et de police du commerce, qui doit atteindre tous ceux qui habitent le territoire. »

Et cette jurisprudence donne la même solution pour les demandes en déclaration de faillite contre des sociétés étrangères, à la condition que ces sociétés aient le caractère commercial. Or, toutes les sociétés étrangères d'assurances sur la vie à primes fixes sont des sociétés commerciales. Mais il ne suffit pas ¹, pour établir le caractère commercial de l'entreprise, que la société ait déjà été déclarée en faillite à l'étranger, ou placée sous un régime équivalent à la faillite. Dans certaines législations, en effet, notamment dans les législations anglaise et allemande, il n'est pas nécessaire d'être commerçant pour

1. Cassation, 29 avril 1885. (D. P. 85, 1, 225.)

être déclaré en faillite ; il suffit d'être en état de déconfiture. Il en résulte qu'une déclaration de faillite prononcée à l'étranger ne suffit pas à donner le caractère commercial à une société ; il faut, pour s'assurer qu'il s'agit bien d'une société de commerce, s'attacher à la nature des opérations faites par cette société.

Il est donc certain que la compétence du juge français s'étend même, par application de l'article 14 du Code civil, à la déclaration de faillite, sans que la nationalité du créancier y mette obstacle¹.

Nous allons dire maintenant quelle est la solution applicable dans les deux hypothèses différentes : celle dans laquelle la société étrangère d'assurances sur la vie possède un établissement en France, et celle dans laquelle la société étrangère ne possède aucune succursale, aucune agence.

Si la société étrangère d'assurances sur la vie a une succursale en France ou même une simple agence, elle sera valablement déclarée en faillite par un tribunal français. Dans le cas, en effet, où une société étrangère d'assurances sur la vie possède une succursale en France, elle doit être considérée comme ayant une résidence,

1. Cassation, 17 juillet 1877 (S. 77, 1, 449) ; — et 4 février 1885 (S. 86, 1, 200).

comme nous l'avons déjà dit au sujet de la compétence. Mais, en cas de faillite, à la différence de ce qui a lieu en matière de compétence, l'établissement en France d'une simple agence suffit pour donner aux tribunaux français le droit de déclarer en faillite toute société étrangère qui a manqué à ses engagements.

La jurisprudence décide, en effet, d'une manière constante, que les sociétés commerciales étrangères qui ont un établissement commercial en France, peuvent être déclarées en faillite en France, bien qu'elles aient leur principal établissement à l'étranger ¹. Cette jurisprudence paraît généralement fonder le droit des tribunaux français de déclarer la faillite des étrangers sur l'idée que les lois sur la faillite sont des lois de police et de sûreté ². Il est certain d'ailleurs que la loi sur la faillite, par les mesures qu'elle édicte contre le failli, par les incapacités dont elle le frappe dans sa personne et dans ses biens, suffit à démontrer que le législateur s'est plus préoccupé de l'intérêt supérieur du commerce que de la défense des intérêts privés des créanciers du commerçant, et qu'il a entendu donner aux prescriptions des lois sur

1. Cassation, 5 juillet 1897. (S. 98, 1, 16.) — Paris, 23 novembre 1895 (S. 93, 2, 265, et les notes.)

2. V. notamment : Cassation, 24 novembre 1857 (S. 58, 1, 65) ; — Paris, 17 juillet 1877 (S. 80, 2, 195) ; 7 mars 1878 (S. 79, 2, 164) ; 20 mai 1878 (S. 80, 2, 193 et la note).

la faillite, le caractère de lois de police et de sûreté que leur reconnaît le plus généralement la jurisprudence.

Cependant, si l'accord est établi en jurisprudence, sinon en doctrine, sur la possibilité pour nos tribunaux de déclarer en faillite les sociétés étrangères, il s'en faut que les décisions judiciaires s'accordent à justifier ce droit par les mêmes raisons théoriques. Si, le plus généralement, la jurisprudence a fondé ce droit sur l'article 3 du Code civil, en considérant les lois sur la faillite comme intéressant l'ordre public, certaines décisions judiciaires ont cependant admis comme principe de ce même droit l'article 14 du Code civil, en considérant la faillite comme un moyen d'assurer l'exécution des obligations contractées, d'où compétence des juridictions françaises. Cette différence dans les considérations invoquées s'explique par le caractère essentiellement pratique de cette jurisprudence, qui n'a pas vu d'utilité à s'arrêter à telle justification doctrinale plutôt qu'à telle autre.

Aussi, dans le cas où la société étrangère a un établissement en France, elle sera valablement déclarée en faillite par un tribunal français. Dans le cas contraire, quand la société étrangère n'a aucun établissement en France, on admet, dans la doctrine, que nos tribunaux n'ont pas qualité pour déclarer la faillite de cette

société étrangère. Les créanciers français, dit-on, invoqueraient en vain l'article 14 du Code civil pour l'assigner en déclaration de faillite devant un tribunal français : cet article vise les actions en justice qui tendent à des condamnations pécuniaires ; mais il n'a pas rapport aux instances qui ont pour but de faire rendre un jugement déclaratif d'état, tel qu'un jugement de faillite ; l'article 14 ne doit donc pas s'appliquer dans ce cas ¹.

Cependant, il a été décidé que, l'article 14 du Code civil étant applicable en matière de faillite, un Français peut faire déclarer la faillite en France d'une société étrangère, comme il peut la faire condamner à l'exécution d'une obligation, même quand elle n'a aucun établissement en France, et quand il s'agit d'opérations passées à l'étranger ².

Une autre hypothèse pourrait encore présenter en pratique quelques difficultés. Une société étrangère d'assurances sur la vie étant déclarée en faillite dans son pays, serait-elle par cela même en faillite en France, et pourrait-elle être l'objet d'une seconde faillite, prononcée par les tribunaux français ?

1. GLASSON, *Compétence des tribunaux français entre étrangers*. (*Journal du Droit international privé*, 1881, p. 126.)

2. Paris, 17 juillet 1878. (S. 80, 2, 195.) — Aix, 30 novembre 1880. (*Journal du Droit international privé*, 1881, p. 363.)

On a prétendu qu'une faillite, étant une liquidation, qui exige avant tout l'unité des opérations ne pouvait être réglée à la fois devant deux tribunaux différents ; la faillite prononcée à l'étranger est applicable en France, parce que, quand on est failli, on est failli dans quelque lieu qu'on se trouve. C'est dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence italienne.

En France, au contraire, à l'exception de quelques décisions très rares, la jurisprudence admet que la déclaration de faillite d'une société étrangère dans son pays n'empêcherait pas la déclaration en France. Et, en effet, les observations divergentes des auteurs ne sauraient empêcher d'approuver cette jurisprudence. Comme le faisait remarquer avec raison devant la Cour de Paris M. l'avocat général Hémar, il n'est pas possible que des créanciers français, privés de la protection du pouvoir local, soient mis dans la nécessité de s'adresser à un pouvoir étranger, de faire valoir leurs droits à une distance souvent considérable de leur domicile, au prix de dépenses susceptibles de grever une créance déjà compromise ; qu'ils soient exposés à voir ainsi tout l'actif, qui leur avait inspiré confiance et qui était leur gage, émigrer vers les régions étrangères et échapper à leur surveillance¹.

1. V. ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des liquidations judiciaires, des faillites et des banqueroutes*, Paris, 1889, p. 579.

Quant à l'objection basée sur ce que l'article 59 du Code de procédure civile attribue compétence en matière de faillite au tribunal du siège social, il n'y a pas lieu, à notre avis, de s'y arrêter. L'article 59, en effet, résout une question de compétence entre les tribunaux français. C'est vainement que l'on chercherait dans ce texte une dérogation à l'article 14 du Code civil. L'article 59 est placé au titre de l'ajournement ; il appartient au livre II du Code de procédure intitulé : *Des tribunaux inférieurs*, et certainement ces lois ne concernent que les tribunaux français ¹.

Ainsi, la déclaration de faillite d'une société étrangère dans le pays où elle a son siège social ne met pas obstacle à ce qu'elle soit déclarée en France, au siège de son établissement commercial ². Il ne semble pas cependant que la justice française ait le droit de prononcer la dissolution de la société ; son existence est, en effet, totalement indépendante de la condition qu'elle peut avoir en France ³. Mais, en ce qui concerne la faillite, les tribunaux français ont la faculté de la déclarer, indépendamment de toute décision du tribunal étranger. En conséquence, les deux

1. LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 132, en note.

2. Paris, 10 novembre 1886, et Nancy, 12 juillet 1887. (S. 1890, 2, 187.)

3. Chambéry, 1^{re} décembre 1866. (D. P. 66. 2, 246.) — Paris, 12 mai 1881. (*Journal du Droit international privé*, 1881, p. 317.)

faillites resteront distinctes, et poursuivront leur liquidation d'une manière indépendante, sans que l'un des jugements doive être pris en considération pour établir les droits et actions des créanciers qui ont réclamé la seconde déclaration de faillite ¹.

Telles sont les principales hypothèses qui peuvent se présenter relativement à la déclaration de faillite d'une société étrangère d'assurances sur la vie en France ; mais ces questions font encore, en doctrine, l'objet d'assez vives controverses.

§ 4

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE AU POINT DE VUE DES LOIS D'IMPÔTS.

Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France sont astreintes, comme tous les contribuables, à tous les impôts qui existent chez nous. Elles doivent acquitter, d'abord les impôts qui incombent à toutes les sociétés industrielles dont le capital est divisé en actions. En second lieu, elles ont à supporter certains impôts spéciaux à l'industrie qu'elles exercent. Enfin, pour les sociétés étrangères comme pour les sociétés françaises, à l'occasion du contrat d'assurance,

1. Cassation, 17 juillet 1882. (D. P. 83, 1, 65).

des droits particuliers sont mis à la charge des intéressés dans des cas déterminés.

Comme toutes les sociétés étrangères en général, les compagnies étrangères d'assurances sur la vie sont obligées, lorsque leurs titres sont émis ou circulent en France, d'acquitter tous les impôts établis sur les valeurs similaires françaises. Un motif d'égalité exige, en effet, que les sociétés étrangères soient astreintes au paiement de tous les impôts qui grèvent les sociétés françaises. Sans cette égalité, les sociétés étrangères auraient pu faire à nos sociétés nationales une concurrence redoutable que notre législateur devait empêcher. Aussi nos lois ont-elles soumis les titres étrangers, actions et obligations, aux mêmes droits de timbre et de transmission que les titres français; et, depuis la loi du 28 février 1872, les actions ou obligations émises par les sociétés étrangères acquittent en France quatre taxes différentes : 1° le droit de timbre, qui consiste dans un droit d'abonnement de 5 centimes par 100 francs du capital nominal, sans distinction entre les actions et les obligations; 2° le droit de transmission soit à titre onéreux, soit à titre gratuit; et 3° l'impôt de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières établi par la loi du 30 juin 1872, et porté à 4 % par la loi du 26 décembre 1890.

Mais ces impôts frappent indistinctement les

titres de toutes les sociétés étrangères en général. Ils ne présentent donc pas, au point de vue spécial des assurances sur la vie, un intérêt particulier ; aussi nous ne ferons que les mentionner. Ces droits, en effet, constituant des impôts de droit commun, ne demandent aucune explication spéciale. Il nous suffira de faire remarquer qu'au cas où une société étrangère n'aurait en France ni agence, ni succursale, la Régie ne saurait l'assujétir, pour ses valeurs, au régime fiscal applicable aux valeurs françaises, ni réclamer, même si elle possédait des actions et obligations françaises, les trois taxes de timbre, de transmission et sur le revenu ¹.

Mais ce qu'il nous importe d'étudier plus en détail, ce sont les impôts spéciaux qui frappent les contrats eux-mêmes, et que doivent acquitter les sociétés étrangères à l'occasion des opérations réalisées en France. Or, ces impôts spéciaux, dont la perception incombe à l'assureur, consistent notamment dans les droits de timbre et d'enregistrement.

Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie étant astreintes, comme les sociétés françaises, aux droits de timbre et d'enregistrement, nous avons à dire en quoi consistent ces deux

¹ Solutions de l'Enregistrement, 19 février 1896 et 11 février 1895. (*Journal des assurances*, 1897, p. 52.)

sortes d'impôts appliqués aux assurances sur la vie. Ce sera l'objet principal de ce paragraphe. Mais, parmi les autres impôts que les sociétés étrangères doivent acquitter comme tout contribuable, il en est un qui, à raison de son importance, demandera quelques explications : c'est l'impôt de la patente.

Nous étudierons donc : 1° le droit de timbre ; 2° le droit d'enregistrement ; 3° le droit de patente ; 4° enfin, nous donnerons quelques notions générales relativement aux autres impôts incombant à tous les contribuables d'un même pays.

1. *Droits de timbre.* — Les sociétés étrangères qui font en France des opérations d'assurances sur la vie sont, au point de vue du timbre, assimilées aux assureurs français. Elles doivent acquitter le même droit annuel et dans des conditions identiques. La condition actuelle de ces sociétés, au point de vue de cet impôt du timbre, a été établie par la loi du 29 décembre 1884.

Mais, avant cette loi, les sociétés étrangères étaient déjà traitées de la même manière que les sociétés similaires nationales ; elles étaient astreintes, comme ces dernières, à acquitter le droit de timbre ; mais, comme ces dernières également, elles avaient la faculté de s'affranchir de l'obligation d'acquitter le timbre de dimen-

sion relatif à chaque contrat d'assurance en contractant avec l'État un abonnement¹. La différence entre la condition de ces sociétés étrangères, en ce qui concerne le droit de timbre, avant et après la loi du 29 décembre 1884, consiste en ce que, avant cette époque, l'abonnement était facultatif pour ces sociétés, tandis que, depuis cette même date, il est devenu obligatoire pour elles comme pour les sociétés françaises.

Avant 1884, en effet, les contrats d'assurances sur la vie étaient déjà passibles du droit de timbre en vertu de l'article 33 de la loi du 5 juin 1850, qui décide que « tout contrat d'assurance, ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, sera rédigé sur papier d'un timbre de dimension, sous peine de 50 francs d'amende contre l'assureur, sans aucun recours contre l'assuré ». Ce texte est la loi fondamentale de la question qui nous occupe, en ce sens que la loi du 5 juin 1850 est celle qui a astreint d'une manière positive tous les contrats d'assurance, ce qui comprend le contrat d'assurance sur la vie, à l'obligation d'acquitter le droit de timbre.

Avant cette loi de 1850, plusieurs textes², il

1. Solution de l'Enregistrement, 29 juin 1883.

2. Loi du 9 vendémiaire an VI (article 56). — Loi du 6 prairial an VII (article 5¹). — Décret du 3 janvier 1809 (article 1^{er}).

est vrai, avaient déclaré assujétir au timbre fixe ou de dimension les polices d'assurance au même titre que les lettres de voiture, les connaissements et chartes-parties. Mais la question était controversée de savoir si ces textes étaient applicables, non seulement aux assurances maritimes, mais encore aux assurances terrestres, et spécialement aux assurances sur la vie. Cette discussion n'a aucun intérêt aujourd'hui, la loi du 5 juin 1850 ayant réglé la question définitivement.

Mais il faut noter que l'usage du timbre n'ajoute rien à la force de la police ; le défaut de timbre aurait seulement pour conséquence d'entraîner une condamnation à l'amende dont parle l'article 33 de la loi de 1850, dont le montant s'élève à 50 francs.

Cette disposition de la loi pouvait être suppléée au moyen d'un abonnement contracté avec l'État, c'est-à-dire en substituant une taxe annuelle au paiement du droit de timbre au comptant. Cet abonnement était fixé à 2 francs par mille du total des versements faits chaque année aux compagnies d'assurances ; il était ajouté que l'abonnement de l'année courante se calculerait sur le chiffre total des opérations de l'année précédente, et aussi que le paiement du droit serait fait, par moitié et par semestre, au bureau de l'enregistrement du lieu du siège de l'établissement. (Art. 37 de la loi de 1850.)

Ainsi, pour les compagnies d'assurances sur la vie, l'abonnement était facultatif. Étant donnée la simplification que la loi nouvelle apportait au travail des assureurs, la régie et le législateur avaient pensé que les établissements d'assurances s'empresseraient de profiter de la loi de 1850; mais ces prévisions ne se réalisèrent pas. Les compagnies d'assurances aimaient mieux recourir simplement au timbre de dimension, non pas parce que l'emploi de ce timbre rendait les fraudes plus faciles, comme on semble le croire, mais parce que l'écriture très fine des polices permettait de réduire d'autant le nombre de feuilles nécessaires, et d'éviter la perception d'un droit élevé¹. Aussi l'administration de l'enregistrement, afin de procurer des ressources au budget, chercha-t-elle à réagir. En 1879, elle fit déposer par le gouvernement à la Chambre des députés un projet de loi tendant à rendre l'abonnement obligatoire, et qui calculait la taxe d'abonnement de manière à représenter le chiffre moyen du droit de timbre de tous les actes d'assurances de l'année.

Cette innovation rencontra une telle résistance, tant dans la presse spéciale que dans la commission chargée de l'examen du projet, que

1. V. l'article de M. DUBOIS (*Journal des assurances*, 1880, p. 143), et la note de M. WAHL (*Sirey*, 92, 1, 33).

le gouvernement crut prudent de le retirer ; l'idée, toutefois, ne fut pas abandonnée.

Elle fut reprise, en effet, dans le projet de budget pour l'année 1885; et, bien que vivement combattu à la Chambre des députés ¹, le principe que le gouvernement voulait faire proclamer, à la demande de la régie, fut voté ; la loi de finances du 29 décembre 1884 (art. 8) rendit l'abonnement obligatoire pour tous les assureurs.

Aux termes de cette loi, le droit de timbre établi par les lois en vigueur sur les contrats d'assurance, ainsi que sur tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats, doit être acquitté par les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs sur la vie, selon le mode réglé par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 37 de la loi du 5 juin 1850. (Art.8.) La perception du droit de timbre d'abonnement, établie par l'article 37 de cette loi de 1850 et par l'article 8 de la loi de 1884, a lieu dans les délais et suivant les formes déterminés par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871. A défaut de paiement dans le délai,

1. Chambre des députés, séance du 20 décembre 1884, *Journal Officiel*, 21 décembre 1884, Débats parlementaires, p. 2983 et 2985 ; — *Journal des assurances*, 1885, février, p. 45.

l'amende édictée par l'article 10 de la loi du 23 juin 1857 est exigible ; le montant de cette amende est de 100 à 5.000 francs. Enfin, l'avis de l'acquittement du droit inséré au *Journal officiel* équivaut à l'application du timbre pour les actes dont parle le législateur.

Ainsi, depuis la loi du 29 décembre 1884, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont astreintes, comme les sociétés françaises, à l'acquittement de la taxe annuelle du droit de timbre ; pour toutes, l'abonnement est devenu obligatoire.

En vertu de cette nouvelle législation fiscale, la taxe est fixée à 2 fr. par 1.000 fr. du total des versements effectués chaque année aux sociétés ou aux assureurs, plus un double décime, par application de l'article 2 de la loi du 23 août 1871 et de l'article 3 de celle du 30 mars 1872. C'est un chiffre total de 2 fr. 40 pour 1.000 ou 0 fr. 24 pour 100. L'on peut remarquer que la loi nouvelle établit la taxe de chaque année sur les opérations de cette même année; elle ne prend plus pour base les opérations de l'année précédente, comme le faisait la loi de 1850.

Nous avons maintenant à déterminer à quelles opérations et à quels actes s'étendent les prescriptions de la loi du 29 décembre 1884, et à dire quelles sont les mesures prises pour assurer l'exécution de ces prescriptions, ainsi que de

celles résultant des autres lois fiscales relatives au timbre.

La loi de 1884 (article 8) a étendu l'obligation de l'abonnement au droit de timbre à tous les actes, quels qu'ils soient, qui ont exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable des contrats d'assurance. Au dire de l'administration de l'enregistrement elle-même, la disposition de la loi de 1884 a une portée générale : elle comprend, non seulement les documents préparant les polices, tels que les propositions d'assurances, mais encore tous les avenants modificatifs des polices.

Mais le bénéfice de la loi de 1884 n'appartient pas aux actes qui n'ont pas pour objet exclusif la formation, la modification ou la résiliation amiable du contrat d'assurance, notamment les quittances de primes et d'indemnités, les déclarations relatives aux sinistres. Ces actes doivent donc être toujours rédigés sur papier timbré, par application de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII. La même solution est affirmée¹, peut-être un peu gratuitement², pour les duplicata de polices destinés, par exemple, à être annexés à des actes notariés.

1. Cassation, 8 novembre 1876. (D. P. 77, 1, 367; S. 77, 4, 35.)

2. Voir la discussion rapportée dans LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 165, note 6, et les diverses solutions de l'enregistrement qui y sont rapportées.

De même, quand un acte, avenant ou autre, se rapporte à une convention d'assurance qui, pour une cause quelconque, ne donne pas lieu à la taxe annuelle, cet acte reste régi, au point de vue de l'exigibilité du droit de timbre, par la législation antérieure.

Quant au certificat constatant la visite du médecin de la société à l'assuré, il y a lieu de distinguer : s'il s'agit d'un certificat *post mortem*, délivré par le médecin pour faire connaître à l'assureur la maladie dont est mort l'assuré, comme cet acte est de nature à être produit en justice pour la justification, il suit qu'il est passible du timbre de dimension. Mais ce timbre n'est pas compris dans l'abonnement obligatoire dont parle la loi de 1884. Il en est de même dans le cas où le certificat du médecin constate le résultat de la visite de celui-ci au futur assuré ; ce certificat n'est pas compris dans la taxe d'abonnement ; cependant, à l'inverse de ce qui a lieu dans le premier cas, ce certificat n'est pas passible du droit de timbre ¹. Il ne constitue, en réalité, qu'une pièce d'ordre intérieur qui ne sort pas des bureaux de l'assureur, qui est uniquement destinée à renseigner ce dernier, et qui a le même caractère que les

1. Solution de l'enregistrement, 25 septembre 1889. (*Revue pratique de l'enregistrement*, 3005.)

rapports adressés par les agents à la direction de la compagnie. En vertu du même principe, l'on doit considérer comme pièces d'administration intérieure et, comme telles, exemptes du timbre : l'accusé de réception de pièces ou deniers par la compagnie à ses agents extérieurs et réciproquement; les impressions ou avertissements par lesquels une compagnie d'assurances invite ses assurés à se libérer du montant de la prime ¹.

Les dispositions légales qui imposent l'emploi du timbre pour les contrats d'assurance sur la vie, sont-elles applicables à toutes les opérations auxquelles se livre une société, notamment aux constitutions de rentes viagères que font les compagnies avec jouissance immédiate, moyennant l'aliénation d'un capital ?

Pendant longtemps et jusqu'à la loi du 13 avril 1898, la question a été l'objet d'une grave controverse entre l'administration de l'enregistrement et la majorité des auteurs et des tribunaux. La régie ², en effet, prétendait que la législation qui rendait applicable le droit de timbre aux contrats d'assurances sur la vie, devait également être observée relativement aux constitutions de rentes viagères ; que la loi

1. Solutions du 11 février 1873 et du 29 juin 1852.

2. Voir le *Mémoire de la Régie*. (*Répertoire périodique de l'enregistrement*, 7, 619.)

du 5 juin 1850, dans son article 33, et la loi du 29 décembre 1884, dans son article 8, n'ont pas pris le mot « *assurances* » dans un sens restreint et limité ; que, bien au contraire, l'exception désigne tous les contrats ayant pour but de garantir un risque par le paiement d'une indemnité, et que l'intention du législateur résulte du passage du rapport présenté sur le projet qui est devenu la loi de 1850, et qui affirme que les souscriptions recueillies par les caisses départementales sont astreintes aux droits de timbre, bien qu'il ne s'agisse pas d'assurances à proprement parler.

Ce système a été consacré par des décisions judiciaires¹, qui, tout en admettant que les constitutions de rentes viagères ne constituent pas des contrats d'assurances dans le sens juridique du mot, ont décidé cependant qu'elles sont assujéties aux prescriptions de la loi de 1850. On invoquait, à l'appui de cette théorie, le texte même de l'article 37 de la loi de 1850, qui, en donnant, pour base à la taxe d'abonnement au timbre, le total des versements faits chaque année aux sociétés d'assurances sur la vie, a entendu comprendre dans ce mot « *versements* » toutes les perceptions faites par les assureurs à quelque titre que ce soit, aussi bien les per-

1. Trib. civil Seine, 3 août 1888. (S. 92, 1, 34 ; D. P. 92, 1, 21.)

ceptions résultant de contrats d'assurances proprement dites que les versements relatifs à des contrats qui ne sont pas des assurances.

Il a été très judicieusement répondu par M. Lefort que, si une société d'assurances joint à son industrie principale une branche accessoire, si elle fait des contrats qui ne sont pas des contrats d'assurances, ces contrats ne peuvent pas être régis par l'article 33. On ne saurait sérieusement affirmer que les opérations auxquelles ces contrats se réfèrent sont assujéties à l'article 37, et dire que les versements faits à la compagnie en exécution de ces mêmes contrats sont astreints au droit édicté par la loi de 1850. C'est justement le cas des compagnies d'assurances sur la vie, et la loi de 1850 a été votée uniquement pour les contrats d'assurances, et ses dispositions ne mentionnent que les polices d'assurances ¹.

La loi de 1850 et la loi de 1884 ne concernent donc que les assurances ; mais elles ne s'occupent nullement de la rente viagère, pas plus d'ailleurs que des autres opérations faites par les sociétés d'assurances. Or, il est de principe constant qu'en matière fiscale, tout est de droit étroit. Il en résulte que les dispositions des lois de 1850 et de 1884 ne seraient applicables aux

1. LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 169, note 1.

rentes viagères que si l'on établissait que la rente viagère constitue une opération d'assurance. Mais une pareille démonstration est impossible¹, aussi bien pratiquement que juridiquement.

Aussi la théorie favorable à la régie a-t-elle été condamnée par la Cour de cassation, par trois arrêts du 25 mai 1891. Son échec semblait irrévocable, d'autant que la régie ne voulut même pas laisser recommencer le procès devant le tribunal de Versailles, tribunal de renvoi désigné par les arrêts du 25 mai 1891.

Mais la controverse a été définitivement éteinte par un acte législatif qui a donné gain de cause à la théorie défendue par l'administration de la régie. En effet, en vertu de l'article 16 de la loi du 13 avril 1898, « l'abonnement que l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 a rendu obligatoire pour le paiement des droits de timbre applicables aux contrats d'assurances, est étendu aux contrats de rente viagère passés par les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs sur la vie ».

« Les dispositions de l'article 35 de la loi du 5 juin 1850 s'appliqueront aux contrats de rente viagère énoncés au paragraphe 1^{er} du présent article. »

Les prescriptions de la loi, en ce qui con-

1. V. LEFORT, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 109 et 110, et t. III, p. 171, note 1. — Voir également la note de M. WAHL, (Sirey, 1892, 4, 33.)

cerne le droit de timbre des contrats d'assurances sur la vie, sont donc applicables aux rentes viagères indistinctement; de sorte que, pour déterminer le montant de la taxe annuelle due relativement au timbre, il y a lieu de tenir compte des versements effectués à la société, correspondant aux contrats de rentes viagères souscrits pendant l'année.

Nous avons déjà dit que l'abonnement au timbre ne confère aucune dispense en ce qui concerne certains actes, notamment les quittances de primes et d'indemnités. (*Supra*, p. 326.) Mais cependant, ces quittances ne sont pas affranchies de tout impôt; elles sont, en effet, astreintes au droit de timbre dont parle l'article 18 de la loi du 23 août 1871, de même que tout acte emportant libération. Cette loi assujétit au droit de timbre de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse d'une somme de 10 francs et au-dessous, les quittances ou acquits donnés au pied des factures ou mémoires, les quittances pures et simples, les reçus ou décharges de sommes, titres, valeurs ou objets, et généralement tous titres, signés ou non, emportant libération, reçu ou décharge. Cette loi est applicable également en matière d'assurances sur la vie, et, comme toutes les lois fiscales, elle doit être observée aussi bien par les sociétés étrangères que par les sociétés françaises.

Afin de permettre à l'administration de s'assurer de l'observation des dispositions légales en ce qui concerne les différents droits de timbre que nous venons de mentionner, le législateur a édicté certaines mesures destinées à lui faciliter l'exercice de ce droit de contrôle.

D'après la loi du 23 août 1871 (article 22), les sociétés d'assurances sur la vie doivent, à peine d'une amende de 100 francs à 1.000 francs, communiquer aux agents du fisc, tant au siège social que dans les succursales ou agences, les livres, registres, titres, pièces de recettes, de dépenses, de comptabilité, « afin, dit le texte, qu'ils s'assurent de l'exécution des lois sur le timbre ». Mais la régie, trouvant ses droits insuffisants, voulut arriver à se faire attribuer celui de savoir, au moyen des investigations basées sur l'application de la loi concernant le timbre de quittance, si les autres prescriptions fiscales avaient été observées, notamment quant à l'acquittement des droits de mutation ¹.

Ce droit lui fut accordé par la loi du 21 juin 1875, dont l'article 7 impose la communication des pièces et autres documents énumérés dans l'article 22 de la loi du 23 août 1871, afin que les agents s'assurent, non plus seu-

¹. Voir l'Exposé des motifs de la loi du 21 juin 1875. (D. P. 75, 4 408, n° 7.)

lement de l'exécution des lois sur le timbre, comme l'établissait la loi de 1871, mais bien des lois sur l'enregistrement et le timbre.

Ces mesures, malgré l'opposition qu'elles ont rencontrées dans la pratique, sont cependant applicables aux sociétés françaises d'assurances sur la vie. Mais la question est plus délicate en ce qui concerne les sociétés étrangères. Bien que le contraire ait été affirmé par la régie ¹, on semble admettre assez généralement que le fisc n'a pas le pouvoir de réclamer communication au directeur d'une succursale établie en France d'une société étrangère. Les sociétés étrangères, dit-on, ne sont pas, en règle générale, astreintes au droit de communication ; il faut une disposition formelle, laquelle n'existe pas, pour les y obliger ; le seul fait de l'existence en France d'une succursale ne suffit pas pour rendre la communication obligatoire ².

Au point de vue de l'égalité, que nous avons toujours réclamée en ce qui concerne le régime applicable aux sociétés d'assurances sur la vie tant françaises qu'étrangères, cette théorie nous semble inadmissible : si le droit de communication existe à l'égard des sociétés françaises, pourquoi en serait-il autrement à l'égard des

1. Solution de l'enregistrement du 7 février 1873.

2. DEMASURE, *Traité du régime fiscal des sociétés*, p. 361. — LEFORT *op. cit.*, t. III, p. 177.

compagnies étrangères? A notre avis, il n'y a aucune raison sérieuse de distinguer. En vain objecterait-on que ces sociétés étrangères, à la différence de ce qui se passait sous l'empire de la loi de 1850, sont tenues de faire agréer un représentant français personnellement responsable des droits à acquitter et des amendes à verser¹. Cette obligation, en effet, a simplement pour but d'assurer l'acquittement des droits et le paiement des amendes en France, étant donné que tous les biens ou presque tous les biens des sociétés étrangères, qui constituent le gage de l'exécution de leurs obligations, sont situés à l'étranger; mais il est impossible de considérer cette même obligation comme l'équivalent du droit de contrôle auquel sont astreintes les sociétés françaises.

La désignation de ce représentant responsable, dont nous venons de parler et pour laquelle il n'existe aucune formule spéciale, peut être faite sous forme de simple lettre, sur papier timbré à 0 fr. 60, adressée au Directeur de l'enregistrement.

L'engagement des représentants responsables des assureurs étrangers, spécial aux droits et amendes de timbre et d'enregistre-

1. V. Instructions administratives de l'enregistrement, 8 mars 1885, n° 2708.

ment, doit être rédigé sur papier timbré, et contenir l'obligation pure et simple d'acquitter ces droits et l'amende ¹. Dans le cas où une société étrangère a, en France, une agence principale dont relèvent d'autres agences particulières, il est loisible à la société de faire agréer un seul représentant responsable auprès de l'agence générale. Si les agences sont indépendantes les unes des autres, un seul représentant peut suffire, s'il a entendu s'engager et s'il s'est engagé effectivement pour toutes les opérations de la société en France ; dans le cas contraire, chaque agence doit particulièrement satisfaire aux obligations du décret de 1871 ².

Une difficulté théorique spéciale s'est élevée relativement aux sociétés anglaises. On a prétendu ³ que ces sociétés ne sont pas astreintes à l'obligation de faire agréer un représentant responsable, parce que les sociétés anglaises sont admises, depuis la convention du 30 avril 1862, à jouir de tous leurs droits en France. Il y a donc une différence entre la situation en France des sociétés anglaises, situation qui est réglée par un traité, et la situa-

1. Solution de l'enregistrement, 26 mars 1872.

2. Solution de l'enregistrement, 2 août 1873.

3. BARCLAY, *De l'obligation, pour les sociétés britanniques en France, de faire agréer un Français responsable de l'impôt sur le revenu*. (*Journal du Droit international privé*, 1888, p. 224 et suivantes.)

tion des sociétés des autres pays, admises en France en vertu seulement d'une loi d'ordre intérieur, et que l'État français peut toujours modifier. Or, dit-on, l'administration de l'enregistrement, en appliquant aux sociétés britanniques comme à toute autre société étrangère la disposition en question, ne tient pas compte de cette distinction, et leur impose une condition unilatérale d'incapacité contraire aux stipulations expresses de la convention de 1862.

Mais cette opinion n'a pas prévalu, et avec raison, à notre avis. La convention de 1862 n'a pas eu pour objet, en effet, de donner aux sociétés anglaises en France une condition de faveur ; elle a eu simplement pour résultat de les placer sur le même rang, au point de vue juridique, que les autres sociétés étrangères. Si un traité spécial a été nécessaire pour leur accorder l'existence légale en France, c'est, ainsi que nous l'avons déjà expliqué (*supra*, pages 67 et 153), parce que, à cette époque, la loi du 30 mai 1857 était inapplicable aux sociétés anglaises. Il n'existe d'ailleurs aucun motif de distinguer, au point de vue de l'obligation pour les sociétés étrangères de faire agréer un représentant français responsable, entre les sociétés anglaises et les sociétés d'autres pays.

Telles sont les différentes règles qui sont applicables aux sociétés étrangères d'assu-

rances sur la vie relativement aux droits de timbre. Le plus important est le timbre de dimension pour les polices d'assurance. Ce droit est toujours obligatoire, bien que de graves critiques se soient élevées contre son emploi.

Dans leur importante proposition de loi ayant pour objet la réforme de la législation et des taxes de l'enregistrement et du timbre par la suppression des droits fixes et leur remplacement par des droits proportionnels, déposée à la Chambre des députés le 20 décembre 1893, MM. Dupuy-Dutemps et Brisson ont réclamé le maintien du timbre de dimension pour les polices d'assurance ¹.

Dans le même ordre d'idées, et pour essayer de protéger l'industrie française des assurances sur la vie contre la concurrence étrangère, on a proposé ² d'augmenter la taxe sur le timbre que paient les sociétés étrangères d'assurances sur la vie. Le motif qui en était donné était la différence qui existe entre la condition des sociétés françaises et des sociétés étrangères, au détriment des sociétés nationales. En effet, tandis que ces dernières sont astreintes à une réglementation sévère, les sociétés étrangères en France, au contraire, sont libres d'agir à leur

1. *Journal officiel* du 29 janvier 1894, Documents parlementaires.

2. Proposition de loi de M. CHASTENET à la Chambre des députés. (*Journal des assurances*, n° du 1^{er} juin 1899, p. 224.)

guise. Au point de vue exclusivement fiscal, les sociétés étrangères sont traitées plus favorablement que les sociétés similaires françaises. Elles échappent, en effet, à l'impôt de 3 % édicté par la loi du 29 juin 1872 et porté à 4 % par la loi du 26 décembre 1890. Elles y échappent, non pas seulement par ce qu'en fait le contrôle de leurs revenus est difficile, mais certaines d'entre elles y échappent, en droit, en invoquant le principe de mutualité ou de pseudo-mutualité sur lequel elles sont fondées. L'urgence d'une réforme s'impose ; mais, en attendant, il y aurait lieu d'imposer à ces sociétés étrangères une contribution plus en rapport avec l'importance de leurs opérations.

C'est dans ce sens qu'un amendement de M. Chastenet à la loi de finances de 1888 proposait de porter la taxe de 2 fr. 40 ‰ sur le timbre, que paient les sociétés étrangères d'assurances sur la vie à 2 ‰. Ce chiffre ne paraissait pas exagéré, d'autant que, dans leur pays, ces sociétés paient un droit de timbre de 1 ou 1 1/2, et que le législateur français n'a pris aucune mesure de garantie contre l'exploitation libre et toujours grandissante de la France par les sociétés étrangères d'assurances sur la vie.

Mais cet amendement fut rejeté, et, aujourd'hui encore, les sociétés étrangères ne sont pas astreintes, relativement aux droits de timbre, à

un autre régime que celui qui a été législativement adopté pour les sociétés nationales. Notons enfin, en ce qui concerne les droits qui nous occupent, une disposition qui, d'ailleurs, est applicable à toutes les obligations fiscales d'une société étrangère, et en vertu de laquelle ces obligations prennent fin à partir du jour où la société étrangère a cédé tout son actif français à une autre société, et a arrêté ses opérations en France : c'est ce qui résulte formellement d'une solution de l'enregistrement du 11 février 1895¹.

2. *Droits d'enregistrement.* — L'assureur et l'assuré peuvent convenir que l'écrit qui constate leur accord, ainsi que les conditions de cet accord, sera enregistré ; mais la validité du contrat d'assurance sur la vie n'est pas subordonnée à l'enregistrement de la police. Ce titre, en effet, ne rentre pas dans l'énumération de ceux que donne l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII ; il ne contient pas transmission d'immeubles ou de fonds de commerce.

Mais, conformément aux règles du droit commun, le droit d'enregistrement est dû, s'il est fait usage de la police, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée (article 23 de la loi du 22 frimaire

1. Voir le *Journal des assurances*, n° du 1^{er} février 1897, p. 53.

an VII), ou encore si un notaire, huissier, greffier, secrétaire ou officier public rédige un acte ou délivre un extrait, copie ou expédition, en vertu d'une police non enregistrée. (Art. 42 de la même loi.)

Ainsi, toutes les fois qu'un acte est rédigé par un notaire en vertu d'une police, cette dernière doit être enregistrée. Le droit d'enregistrement est exigible lorsque la police est mentionnée dans la procuration que le bénéficiaire ou l'héritier peut, après le décès du souscripteur, donner afin de toucher le montant du capital assuré. Il doit en être de même quand un notaire aurait, au vu de la police, rédigé un acte d'emprunt ou de quittance ¹, ainsi que dans l'hypothèse où il y a eu cession de la police; l'huissier qui fait alors la signification prescrite par l'article 1690 du Code civil doit veiller à l'enregistrement préalable de la police ².

A l'inverse, l'enregistrement est également obligatoire pour la mise en demeure que la société fait notifier à l'assuré d'avoir à payer la prime échue; cette signification, en effet, est effectuée en vertu de la police. Il en est ainsi quand bien même la police n'est pas men-

1. Cassation, 7 janvier 1851. (D. P. 51, 1, 28.)

2. Cassation, 5 juillet 1859. (D. P. 59, 1, 293.)

tionnée ¹. Pour éviter ces frais d'enregistrement, les sociétés françaises ont inséré, dans leurs nouvelles formules de police, une clause d'après laquelle l'envoi d'une lettre recommandée est considéré comme une mise en demeure suffisante, et les tribunaux ont admis la régularité de cette convention ². Au contraire, une clause de cette nature n'existe pas dans la plupart des polices des sociétés étrangères, et, en conséquence, l'enregistrement sera obligatoire pour la mise en demeure qui sera notifiée à l'assuré.

C'est qu'en effet tout ce que nous venons de dire est applicable aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, qui sont astreintes en France à toutes les lois relatives à l'enregistrement, comme aux règles fiscales concernant les droits de timbre.

Nous allons donc expliquer sommairement quels sont les droits d'enregistrement que les sociétés étrangères doivent, comme les sociétés françaises, acquitter en France dans les cas où ces droits sont exigibles.

Disons d'abord que, les assurances sur la vie n'étant pas assujéties à l'enregistrement dans le délai de vingt jours, lorsqu'il s'élève un débat devant les tribunaux, il suffit que la police

1. Bordeaux, 6 décembre 1886.

2. DUMAINE, *Du contrat d'assurance sur la vie en droit civil et en droit fiscal*, 2^e édit. Paris, 1892, p. 327.

soit enregistrée avant le jugement ou avec le jugement lui-même : la régie ne saurait réclamer un double droit ¹.

Les droits d'enregistrement qui peuvent être dus dans les différents cas que nous avons indiqués sont de deux sortes : il y a des droits proportionnels et des droits fixes.

Les droits proportionnels comprennent notamment le droit de 1. % sur la valeur de la prime à raison du contrat principal passé avec la société d'assurances. Ce droit est toujours exigible, dans les cas évidemment où l'enregistrement est nécessaire ; mais il a donné et il donne encore lieu à de graves controverses quant à sa nature. En effet, sans se laisser arrêter par les arguments contraires, la régie prétend, et cette prétention a rencontré des partisans dans la doctrine, que les contrats d'assurance sur la vie sont passibles du droit proportionnel. En vertu de cette théorie, la portée de l'article 69, § 2 de la loi du 22 frimaire an VII est générale, et s'applique à tous les contrats par lesquels les assurés, en retour d'une prime payable, soit comptant, soit à terme, font garantir leurs maisons, bâtiments, effets mobiliers ou *autres biens*, des risques d'in-

1. LEFORT, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. III, p. 180

cendie, de la grêle ou *tous autres dangers* ¹.

Cette solution cependant ne semble pas très juridique, et elle est opposée à tous les principes admis en matière fiscale. Lorsque, dans l'article 69, § 2 de la loi du 22 frimaire an VII, le législateur a déclaré soumis au droit de 50 centimes par 100 francs « *les actes et contrats d'assurances* », il ne semble pas qu'il ait entendu comprendre les assurances sur la vie. L'expression employée par le texte sans doute est générale ; mais, à l'époque où la loi qui nous occupe a été votée, les assurances sur la vie étaient, non point inconnues, mais même condamnées. Un argument de texte semble au surplus déterminant. Après avoir déclaré sujets au droit de 50 centimes par 100 francs les actes et contrats d'assurances, l'article 69 ajoute : « En temps de guerre, il ne sera dû que demi-droit. » Ces mots prouvent que le législateur a simplement entendu parler de l'assurance maritime. Enfin, à ceux qui pensent qu'il n'existe aucune raison pour soumettre à des droits différents l'assurance maritime et l'assurance sur la vie, et que le bon sens répugne à ce que les assurances sur la vie restent passibles du droit fixe alors que les assurances maritimes sont frappées du droit

1. Voir, en ce sens, la décision du Ministre des Finances du 14 juin 1821 et l'Instruction générale de l'administration de l'enregistrement, n° 983, § 2, ainsi que celle du 23 juin 1824. (Instruction 4136.)

proportionnel, on peut répondre que l'article 69 est un texte fiscal, et que, par conséquent, il doit être entendu à la lettre ¹.

Il résulte de ce qui précède que, logiquement, le droit fixe seul devrait être dû quand il s'agit du droit d'enregistrement exigible à raison du contrat principal d'assurance sur la vie ; mais, en présence de la pratique constante de l'administration, la résistance semble impossible.

Ce droit de 1 %, qui, naturellement et en théorie, devrait être remplacé par un droit fixe, se calcule d'après une déclaration estimative, la régie ayant du reste là faculté, lorsque le droit a été perçu sur la déclaration des contractants, de réclamer un supplément de droit chaque fois qu'il est établi ultérieurement que les primes payées s'élèvent à une somme inférieure au montant de la créance indiquée ².

Ce mode de perception du droit est basé sur le caractère indéterminé de la somme des primes sur lesquelles ce droit est à calculer. Alors, en raison de ce caractère indéterminé, on a invoqué l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII, édicté pour le cas où les sommes et

1. Voir les auteurs cités par LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 182, note 4. — Le droit de 0,50 pour 100 de la loi du 22 frimaire an VII a été porté à 1 % par l'article 51-2° de la loi du 23 avril 1816.

2. V. Solution de l'enregistrement du 13 mai 1892. (*Revue du notariat et de l'enregistrement*, 8, 879.)

valeurs ne sont pas déterminées dans un acte ou jugement donnant lieu au droit proportionnel, et qui oblige les contractants à faire, avant l'enregistrement, une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte.

Mais ce système a été très vivement combattu, et il n'échappe pas, en effet, aux plus sérieuses critiques, dont la principale résulte de ce que, si la déclaration estimative de l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII est applicable à défaut de détermination des sommes ou valeurs relatives dans l'acte sujet au droit proportionnel, rien de pareil n'existe ici; au contraire, dans le contrat d'assurance sur la vie qui est annuel et dans lequel la prime constitue le prix de l'assurance d'une année, tout est déterminé; le montant de la prime est le véritable prix de l'assurance, et lui seul doit servir à la liquidation du droit. La promesse d'assurer aux mêmes conditions pour les années suivantes ne devrait être passible que du droit fixe de 3 francs.

Notons que, si l'on admet la théorie de l'administration, il faut admettre comme conséquence que, si la participation dans les bénéfices de la société est une restitution tendant à ramener à son chiffre réel le montant de la prime, calculé d'abord avec des tarifs élevés, il y a lieu de déduire, pour la perception

du droit de 1 %, du montant nominal des primes les bénéfices annuels touchés en espèces ou imputés annuellement sur le montant de la prime due par l'assuré ¹.

Le droit proportionnel de 1 % sur la valeur des primes est exigible à raison du contrat principal passé avec la société d'assurances. Mais il est encore réclamé dans le cas d'un avenant relatif à une augmentation de prime. L'avenant est en quelque sorte un contrat supplémentaire, astreint au même droit que le contrat principal lui-même. Au contraire, si l'avenant tend à procurer une diminution de la prime, il n'est dû qu'un droit fixe de 3 francs, en tant qu'acte innommé ².

Quelques cas particuliers peuvent se présenter dans la perception du droit proportionnel de 1 %. Les principes que nous venons d'expliquer s'appliquent en effet au cas le plus général, l'assurance en cas de décès. Mais les sociétés font également des assurances en cas de vie, des assurances mixtes et des assurances temporaires, ainsi que des contrats de rente viagère.

Pour l'assurance en cas de vie, il faut distinguer selon que la police est présentée à l'enre-

1. V. Solution de l'enregistrement, décembre 1884. — DUMAINE, *op. cit.*, p. 332.

2. LEFORT, *op. cit.*, t. III, p. 193.

gistrement avant ou après le décès de l'assuré. Quand la police est présentée à l'enregistrement avant le décès de l'assuré, on a prétendu que, la durée du contrat étant indéterminée, l'évaluation estimative prescrite par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII s'impose. Mais cette opinion n'a pas prévalu. On admet généralement que le droit proportionnel est exigible sur le nombre de primes à verser que suppose la période pour laquelle le contrat a été conclu, parce que, dans ce cas, le contrat a pour objet l'obligation de payer un nombre déterminé de primes. Dans le cas, au contraire, où la police est enregistrée après le décès de l'assuré, survenu avant l'époque fixée, il n'existe pas de difficultés pour les primes échues avant le décès, ces primes donnant lieu à la perception du droit proportionnel. Mais, quant aux primes qui restaient à échoir avant la résolution du contrat, on admet aujourd'hui en général que, la condition résolutoire qui affectait la durée de l'obligation se trouvant alors accomplie, cette obligation est censée n'avoir jamais eu pour objet que les primes échues antérieurement au décès, et c'est dans la même mesure seulement qu'elle pourrait servir de base à la perception du droit proportionnel ¹.

¹. GARNIER, *Répertoire de l'enregistrement*, v^o *Assurances*, nos 2387 et 2388.

Pour les assurances mixtes et pour les assurances temporaires, le droit d'enregistrement est exigible sur la prime annuelle, mais sur la prime annuelle multipliée par le nombre d'années pour lequel le contrat est passé ¹, la déclaration estimative étant sans application possible quand l'acte lui-même détermine la valeur imposable.

Enfin, si le montant de l'assurance est une rente viagère, devra-t-on modifier la perception, et appliquer le tarif de 2 %, commun « aux constitutions de rentes soit perpétuelles, soit viagères, et de pensions à titre onéreux » (loi du 22 frimaire an VII, article 69, § 5, n° 2), et calculé sur le capital constitué et aliéné (même loi, article 14, n° 6)? Bien que cet avis ait rencontré des partisans ², il est erroné. Dans l'hypothèse qui nous occupe, la rente est destinée, aussi bien que s'il s'agissait d'un capital, à constituer l'indemnité due pour le préjudice causé par le décès du contractant; il n'y a donc, dans les deux cas, de différence que dans le mode d'exécution, et le mode choisi importe peu; le contrat est, avant tout, une assurance et doit être traité comme tel pour la perception. C'est pourquoi le seul droit

1. Solution de l'enregistrement, 18 décembre 1888. (*Revue pratique de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre*, n° 3054.) — DUMAINE, *op. cit.*, p. 335.

2. V. *Dictionnaire de l'enregistrement*, v° Assurances, n° 221.

exigible est celui de 1 %, applicable à toutes les assurances en général, sur les primes versées ¹.

Le droit proportionnel de 1 %, que nous venons d'étudier, est exigible dans tous les cas où il y a obligation de faire enregistrer la police d'assurance sur la vie. Mais, de plus, un autre droit proportionnel est également dû dans certains cas. C'est dans l'hypothèse d'une transmission de l'assurance par cession ou donation entre vifs. Ce droit est de 1 % sur le capital qui en fait l'objet, en vertu de l'article 14-2° de la loi du 22 frimaire an VII. Mais il y a controverse relativement à la question de savoir sur quelle somme ce droit de transmission doit être perçu. On a prétendu que, lorsqu'il intervient une cession, ce qui est cédé, c'est la réserve, qui forme en conséquence le véritable objet de la transmission. Il en résulte que la réserve seule est passible du droit de 1 % établi par l'article 14 ².

Dans un autre système, au contraire, partant de ce principe que la cession comprend le droit de toucher, outre la valeur de rachat, la valeur de réduction telle qu'elle se trouve fixée au jour de la cession, on a décidé qu'au cas où les trois premières primes annuelles ont été acquittées,

1. BÉCHADE, *Du contrat d'assurance sur la vie dans ses rapports avec le droit civil et l'enregistrement*, p. 213 et 214.

2. BÉCHADE, *op. cit.*, p. 214 et suivantes.

le droit est exigible sur le prix stipulé ¹. Cette solution semble prévaloir en pratique.

Nous pensons qu'il est préférable de décider que, le montant du capital assuré ne passant pas du patrimoine du souscripteur dans celui du bénéficiaire, le droit proportionnel ne peut être perçu que sur chaque prime payée par le souscripteur pour le compte du bénéficiaire; tous les ans il y a nouvelle donation d'une prime, tous les ans il y aura lieu à droit proportionnel sur le montant de cette prime ².

Enfin, un droit proportionnel de 1 % est encore exigible pour la cession qui a le caractère de délégation, même si le créancier délégataire n'avait pas accepté, l'article 69, § 3, n° 3, de la loi du 22 frimaire an VII n'établissant aucune distinction, au sujet de la perception du droit proportionnel, entre la délégation acceptée et celle qui ne l'est pas ³.

Le contrat d'assurance sur la vie n'est pas seulement passible de droits proportionnels; il donne lieu également, dans certains cas, à un droit fixe : nous en signalerons deux seulement.

D'abord, quand la police a réellement le ca-

1. GARNIER, *Répertoire général de l'enregistrement*, nos 2393, 1 et 3657. — DUMAINE, *op. cit.*, p. 338.

2. MORNARD, *Du contrat d'assurance sur la vie, sa nature et ses effets en cas de décès*. Paris, 1883, p. 339.

3. *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, v° Délégation, nos 84 et 87. — DUMAINE, *op. cit.*, p. 340.

ractère d'une libéralité, et quand, par conséquent, la personne gratifiée peut être considérée comme donataire en vertu d'un acte de libéralité soumis à l'événement du décès, un droit est exigible à raison de la désignation du bénéficiaire dans la police. Distinct du droit de mutation perçu, lors du décès, conformément aux articles 24, 27, 29, 32 et 39 de la loi du 22 frimaire an VII, ce droit est réclamé en vertu des textes qui frappent, avec les testaments, tous autres actes de libéralité ne contenant que des dispositions soumises à l'événement du décès. C'est ce qui résulte de l'article 68, § 3, n° 5 de la loi du 22 frimaire an VII et de l'article 45, n° 4 de la loi du 28 avril 1816. Ce droit est un droit fixe, qui, fixé primitivement à 3 fr. (loi du 22 frimaire an VII), a été porté à 5 fr. par la loi du 28 avril 1816 et enfin à 7 fr. 50 par la loi du 28 février 1872.

Un droit fixe de 3 fr. est encore exigible dans l'hypothèse d'une cession à titre de garantie ou de nantissement n'emportant pas transmission, ou bien constituant seulement une pollicitation ou une offre qui n'a pas été acceptée.

Notons enfin que, si la police est endossable conformément aux articles 136 et 137 du Code de commerce, dont les prescriptions sont absolues et rigoureusement obligatoires, il n'est dû aucun droit particulier ; la police est assimilée, dans ce cas, à un effet de commerce.

3. *Droit de patente.* — Parmi les impôts directs établis par le législateur français, et qui frappent les sociétés étrangères d'assurances sur la vie comme les sociétés françaises, il en est un qui, à raison de son importance spéciale, demande quelques explications : c'est l'impôt de la patente. Toutes les sociétés étrangères d'assurances sur la vie qui ont en France un établissement, agence ou succursale, doivent l'acquitter. Mais ce principe ne s'applique qu'aux sociétés par actions ; les sociétés mutuelles sont dispensées de l'impôt de la patente. (Loi du 15 juillet 1880, art. 17-4°.)

Pour toutes les autres sociétés, le droit de patente doit être acquitté. En vertu de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1880, en effet, « tout individu, français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession, non compris dans les exceptions déterminées par la présente loi, est assujéti à la contribution des patentes ».

Cette contribution se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel. Ces deux droits se déterminent d'après le lieu où le contribuable a son établissement; il en résulte qu'une société étrangère d'assurances sur la vie qui ferait des affaires en France, par correspondance ou autrement, sans avoir de succursale sur le sol français, échapperait au droit de patente, parce que,

pour une telle société, la base sur laquelle serait calculée la contribution ferait complètement défaut.

Quant aux sociétés étrangères qui ont un établissement français, la fixation du droit de patente qu'elles doivent payer peut offrir quelques difficultés. La quotité du droit n'est pas sujette à discussion : quand il s'agit de sociétés étrangères ordinaires, c'est-à-dire autres que des sociétés d'assurances sur la vie, la société doit payer autant de droits fixes qu'elle a d'établissements en France, et ces droits sont fixés d'après l'industrie et le commerce qu'elle exerce dans chacun de ses établissements. Pour les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, au contraire, comme ces sociétés n'ont en général qu'un seul établissement en France, situé à Paris, elles ne paient qu'un seul droit fixe. Ces établissements, qui ne constituent pas des succursales, ainsi que nous l'avons déjà dit, mais ne sont que de simples agences ayant à leur tête un directeur, doivent payer patente, même si ce directeur est patenté à raison de sa profession personnelle¹.

Pour les droits proportionnels, il n'y a pas de difficultés quand ils se calculent d'après le loyer du local où s'exerce le commerce, ou

1. Conseil d'État, 22 février 1870. — LEBON, *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1870, p. 129.

d'après le nombre des ouvriers et commis employés par le patentable. Mais, quand le droit proportionnel est basé sur le montant du capital social, on a discuté la question de savoir s'il fallait tenir compte de la totalité du capital d'une société étrangère. En faveur de la négative, on a dit que la base du droit faisait défaut dans notre hypothèse, parce que, si le législateur tient compte du capital, c'est à cause de l'importance des opérations de la société, importance d'autant plus grande que son capital est plus élevé.

Or, ce motif n'existe pas ici ; la société étrangère n'utilise en France qu'une partie de son capital ; elle ne doit donc être imposée que proportionnellement à cette portion de capital employée dans l'exploitation de sa succursale française.

Mais le Conseil d'État¹ a rejeté cette prétention en s'appuyant sur les termes généraux de la loi, qui parle du capital social sans permettre de considérer la succursale d'une société étrangère comme une société distincte de l'établissement principal, et le Conseil d'État, en vertu de ce principe, a refusé de tenir compte, pour la fixation de la patente, d'une décision des administrateurs d'une société étrangère attribuant, d'une manière spéciale, une partie du capital aux opérations que la succursale devait réaliser en

1. Conseil d'État, 14 janvier 1876. (D. P. 76, 3, 67.)

France ; cet acte d'administration intérieure n'avait pas eu pour effet de diminuer le crédit de la société, dont le capital servait toujours en totalité de garantie aux tiers contractants.

De ce que le droit de patente est applicable à tout commerçant, français ou étranger, il résulte que ce droit est applicable aux agents d'assurances des sociétés étrangères, comme aux agents des sociétés nationales. En effet, il est de jurisprudence que l'agent d'une société d'assurances rémunéré au moyen de remises proportionnelles, employant des sous-agents directement rétribués par lui et occupant, pour l'exercice de sa profession, un local loué en son nom personnel, est imposable comme agent d'affaires ¹.

L'agent doit payer un droit fixe, selon le chiffre proportionnel de la population, et un droit proportionnel d'après la valeur locative tant du bureau que de la maison d'habitation. Il arrive, dans certains cas, que les agents d'assurances opèrent pour plusieurs sociétés ; on admet alors que, chaque société étant représentée dans le même local, le droit proportionnel doit être payé par l'agent autant de fois qu'il représente de sociétés ². Cette jurisprudence

1. Conseil d'État, 27 février 1892. — LEBON, *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1892, p. 239 ; 9 décembre 1893, id., 1893, p. 830.

2. Conseil d'État, 4^{er} juin et 16 novembre 1888 ; 9 décembre 1893. — LEBON, *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1888, p. 405 et 839 ; 893, p. 830.

a été sévèrement critiquée ; et, en effet, elle semble excessive, d'autant qu'elle prend son origine dans cette idée absolument inexacte que les bureaux des agents ne sont que des succursales des bureaux de la société ¹. Nous avons déjà dit, en effet (*supra*, p. 271), quels sont les caractères qui distinguent une succursale d'une agence, et la différence doit exister quel que soit le point de vue auquel on se place, qu'il s'agisse de régler une question de compétence ou une question d'impôts.

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence n'est plus contestable depuis qu'elle a été confirmée par la loi du 13 avril 1898.

4. *Autres impôts*. — Nous avons déjà dit que les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont astreintes à toutes les lois fiscales établies par le législateur français, en ce qui concerne l'émission et la circulation des valeurs étrangères en France ; cela ne s'applique évidemment qu'à l'égard des sociétés d'assurances sur la vie à primes, dont les actions et les obligations circulent sur le marché français.

Mais, comme tout contribuable, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, en France, sont obligées d'acquitter les autres impôts gé-

1. Conseil d'État, 46 novembre 1850. — LEBON, *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1850, p. 323.

néraux, notamment l'impôt foncier, quand elles sont propriétaires d'immeubles en France, ainsi que l'impôt mobilier. Relativement aux immeubles, elles doivent encore acquitter les droits auxquels donne lieu la transmission de ces biens, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit.

Enfin, ces sociétés sont encore astreintes à l'obligation de payer la taxe des biens de mainmorte. Cette taxe annuelle, établie par la loi du 20 février 1849, a été assimilée à la contribution foncière, et elle doit être payée par toute société anonyme française propriétaire d'immeubles. Elle ne sera donc exigée que des compagnies étrangères qui ont pris la forme anonyme. Il est juste d'astreindre à cet impôt les sociétés étrangères, parce qu'il a été établi pour remplacer, sur le bien des personnes morales, les droits de mutation que ces personnes paient très rarement. Or, l'acquisition d'une propriété immobilière en France par une société étrangère fait éprouver au trésor un préjudice égal à celui qu'il subirait, si l'immeuble était acquis par une société française. Il faut donc l'indemniser de cette perte au moyen de la taxe des biens de mainmorte, qui a un caractère immobilier et frappe, par conséquent, toutes les sociétés anonymes étrangères.

Notons, enfin, une hypothèse qui peut se présenter en pratique : c'est la cession en bloc

par une compagnie étrangère d'assurances sur la vie à une société similaire de tout son portefeuille ou, au moins, du portefeuille qu'elle possède en France. Cette cession, présentant les éléments constitutifs d'une cession de fonds de commerce, rentre juridiquement dans les hypothèses prévues par les articles 7 et 8 de la loi du 28 février 1872, et est passible, à ce titre, du droit d'enregistrement de 2 %. Mais, si le traité de cession ne stipule aucun prix, la cession n'étant pas alors consentie à titre onéreux, l'acte qui la relate échappe à l'application de l'article 8 de la loi du 28 février 1872, et n'est pas passible du droit d'enregistrement de 2 %¹.

1. V., par analogie, Trib. civ. Seine, 22 juillet 1893. (*Journal des assurances*, 1894, p. 88.)



TROISIÈME PARTIE

Notions générales de législation comparée

CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE A L'ÉTRANGER

Nous avons déjà invoqué, relativement à la nécessité d'astreindre les sociétés étrangères au même régime que les sociétés nationales quant à l'autorisation et quant à la surveillance, un des principes fondamentaux du droit international, le principe de réciprocité. Par l'étude à laquelle nous arrivons, nous allons voir, en effet, que, dans la plupart des pays étrangers et, chose remarquable, dans ceux notamment dont les sociétés font la concurrence la plus grande à nos sociétés françaises en France, le législateur s'est montré d'une notable sévérité en ce qui concerne le régime applicable aux

sociétés d'assurances sur la vie, et que, d'ailleurs, dans tous les pays, ce régime reçoit son application à l'égard de toutes les sociétés, tant étrangères que nationales. Nous constaterons alors quelle inégalité flagrante existe entre le fonctionnement des sociétés françaises ou, d'une manière plus générale, des sociétés étrangères d'assurances sur la vie à l'étranger, et celui des sociétés étrangères en France.

En ce qui concerne les sociétés étrangères ordinaires, autres que les sociétés d'assurances sur la vie, presque tous les États étrangers¹ adoptent à leur égard un système identique, qui est plus libéral que le système français, en ce sens que, dans ces États, les sociétés étrangères peuvent, par cela seul qu'elles sont constituées conformément aux lois de leur pays d'origine, agir en justice, faire des opérations sur le territoire, y établir même des succursales ; elles n'ont besoin pour cela d'aucune autorisation spéciale, ni même d'une autorisation générale.

Mais cela n'existe que relativement aux sociétés ordinaires. Au contraire, en ce qui concerne les sociétés d'assurances sur la vie, comme le plus souvent les sociétés nationales ne peuvent se livrer à ces opérations qu'en remplissant des conditions particulières, les

1. Un seul État, l'Autriche, admet des règles plus restrictives.

sociétés étrangères doivent également les remplir¹.

Nous n'avons pas à étudier ici en détail la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie dans tous les pays. Il nous suffira, pour avoir une idée à peu près complète de cette intéressante question, d'indiquer sommairement à quel régime sont astreintes, dans les principaux pays qui nous avoisinent, les sociétés étrangères qui nous occupent, en y ajoutant les États-Unis d'Amérique, et dans lesquels l'industrie des assurances sur la vie s'est développée.

Pour connaître la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, à l'étranger, il importe de tenir compte du droit propre à l'État où elles veulent agir. Dans certains pays, notamment en Belgique, en Hollande, en Danemark, en Suède, les compagnies étrangères d'assurances sur la vie sont admises à opérer librement. Au contraire, ces mêmes sociétés ne sont admises à traiter qu'à la condition de demander aux gouvernements étrangers une autorisation préalable en Espagne, en Grèce, en Serbie, en Prusse, en Saxe, dans le Wurtem-

1. LYON-CAEN, *Des divers systèmes législatifs concernant la condition légale des sociétés étrangères par actions et des réformes à apporter à la législation française*. (*Journal du Droit international privé*, 1885, p. 270.)

berg, en Alsace-Lorraine et dans plusieurs cantons de Suisse. Dans d'autres pays, notamment en Bavière, en Autriche et en Hongrie, dans le grand-duché de Luxembourg, en Roumanie, en Portugal, dans certains cantons suisses et dans les États de l'Union Américaine, les compagnies étrangères d'assurances sur la vie ne peuvent opérer qu'à la double condition de demander une autorisation aux gouvernements étrangers, et d'effectuer le dépôt d'un cautionnement. Enfin, ailleurs, mais seulement en Russie, en Italie et en Angleterre, les compagnies étrangères d'assurances sur la vie ne traitent valablement qu'à la condition de demander une autorisation aux gouvernements étrangers, ou de faire une publication spéciale et d'effectuer un dépôt spécial sur les encaissements des primes.

Ces idées générales étant données, nous allons étudier la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, seulement dans les contrées qui sont plus spécialement en rapports avec notre pays, et en ce qui concerne d'abord les conditions relatives à l'autorisation et à la surveillance dans les pays où ce régime existe, et ensuite les règles concernant la compétence et l'impôt.

Nous diviserons cette troisième partie en sept paragraphes, et nous dirons quelle est la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances

sur la vie: 1° en Belgique et en Hollande, 2° en Angleterre, 3° en Allemagne, 4° en Suisse, 5° en Italie, 6° dans les États-Unis d'Amérique, 7° dans différents autres pays, comme la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne.

§ 1^{er}

BELGIQUE ET HOLLANDE

Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie qui veulent s'établir en Belgique n'ont besoin d'aucune autorisation, et ne sont astreintes à aucune surveillance du gouvernement belge. Dans ce pays, l'assurance sur la vie est régie par une législation spéciale. (Code de commerce, titres x et xi, ou loi du 11 juin 1874.) Mais les sociétés ayant leur siège à l'étranger peuvent, en vertu de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés, y exercer leur industrie.

La loi du 18 mai 1873, qui a révisé le titre III du livre 1^{er} du Code de commerce intitulé : *Des sociétés*, est beaucoup plus libérale que les dispositions du droit antérieur, dont la base était formée par la loi du 14 mars 1855, qui exigeait une condition de réciprocité. En effet, en vertu de l'article 128 de la loi nouvelle : « Les sociétés anonymes et les autres associations commer-

ciales, industrielles ou financières constituées et ayant leur siège en pays étranger, pourront faire leurs opérations et ester en justice en Belgique. »

Ainsi, toutes les sociétés étrangères, ce qui comprend les sociétés d'assurances sur la vie, ont une existence légale en Belgique, à la seule condition d'être constituées valablement selon la loi de leur pays. Le texte, il est vrai, parle des sociétés constituées en pays étranger, il n'ajoute pas le mot valablement; mais il est évident que la loi de 1873 n'a pas voulu valider des sociétés étrangères qui ne seraient pas valables dans leur pays d'origine. Pour connaître la portée de l'acte de société et les formalités auxquelles il a dû être soumis, on devra s'en rapporter à la loi du pays où la société a été fondée, la règle « *locus regit actum* » s'appliquera à la constitution de la société. Ainsi, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont soumises, pour tout ce qui concerne leur capacité et leur constitution, à leurs lois nationales: c'est l'application de la théorie du statut personnel; c'est l'application du droit commun à toutes les sociétés, quelles qu'elles soient.

Mais, si les sociétés étrangères sont régies par leurs lois personnelles relativement à leur existence et à leur capacité, elles sont, au contraire, astreintes aux lois belges qui ont un

caractère territorial, c'est-à-dire aux lois immobilières et aux lois de police et de sûreté. De plus, les sociétés étrangères qui ont fondé, sous l'empire de la loi du 18 mai 1873, une succursale ou un siège quelconque d'opérations (art. 130 de la loi du 18 mai 1873) en Belgique, ce qui est le cas des sociétés d'assurances sur la vie, doivent publier leurs actes, leurs bilans ; les administrateurs sont responsables ; enfin, les dispositions pénales en vigueur en Belgique sont applicables ¹.

Ainsi, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie ne sont pas astreintes en Belgique à un régime spécial, elles sont régies par le droit commun des sociétés. Admises par la loi du 18 mai 1873 à ester en justice en Belgique, elles doivent alors observer les lois belges relatives à la compétence et reconnaître la juridiction des tribunaux du pays.

En Belgique, conformément à la loi du 25 mars 1886, les étrangers peuvent être assignés en matière personnelle devant les tribunaux du royaume, soit par un Belge, soit par un étranger, s'ils ont en Belgique un domicile ou une résidence, mais une résidence comportant un séjour de quelque durée ², ou s'ils y

1. GUILLERY, *De la condition légale des sociétés étrangères en Belgique*. (*Journal du Droit international privé*, 1883, p. 225.)

2. Bruxelles, 8 août 1881. (*PASCHISIE*, 82, 2, 147.)

ont fait élection de domicile ; si l'obligation qui sert de base à la demande est née, a été ou doit être exécutée en Belgique ; s'il s'agit de demandes en validité ou en maintien de saisie-arrêt formées dans le royaume ou de toutes autres mesures provisoires ou conservatoires ; si la demande est connexe à un procès déjà pendant devant un tribunal belge ; dans le cas où il y a plusieurs défendeurs dont l'un a en Belgique son domicile ou sa résidence. Les tribunaux belges sont également compétents à l'égard des étrangers, s'il s'agit d'une contestation en matière de faillite, quand cette faillite est ouverte en Belgique¹.

Les sociétés d'assurances étrangères sont seules aujourd'hui astreintes aux mêmes charges fiscales que les sociétés belges du même genre ; les polices qu'elles souscrivent sur le territoire belge sont soumises au même droit de timbre que les polices passées par les sociétés belges. Durant de longues années, le contrat d'assurance sur la vie a vécu en Belgique, au point de vue du timbre, sous l'empire de la loi de brumaire an VII ; mais la loi du 26 août 1883, complétée en vertu de son article 14 par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1883, introduisit l'acquittement des droits de timbre par voie

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 470.

d'abonnement annuel, à raison de 2 francs pour 1,000 francs de versements faits à l'assureur. Cette loi de 1883, ayant été abrogée par la loi du 11 juin 1887, les polices d'assurances sur la vie ont été, en matière de timbre, régies par la loi de l'an VII. Mais, en 1891, a été votée la loi du 24 mars 1891 destinée à codifier toutes les dispositions concernant le timbre éparses dans de nombreux documents. En vertu de l'article 9, sont assujétis au droit de timbre de dimension :
..... les polices d'assurance, les avenants et les copies ou extraits qui en sont délivrés par l'assureur ou par les courtiers.

Quant au droit de patente, pendant longtemps, tandis que les sociétés belges d'assurances sur la vie payaient la patente, mais la patente sur les bénéfices, suivant la loi du 21 mai 1819, les sociétés étrangères étaient dispensées de cet impôt. Mais la loi du 24 mars 1873 a astreint tous les assureurs opérant en Belgique à un droit de patente, calculé à raison de 2 % des bénéfices nets réalisés pendant l'année antérieure. Cette même loi a disposé que les bénéfices faits par les agents belges d'assureurs étrangers sont seuls passibles du droit, à l'exclusion des autres bénéfices de ces assureurs. Les sociétés belges, au contraire, qui étendent leurs opérations à l'étranger, paient patente à l'État belge sur l'ensemble de

leurs bénéfices, y compris le bénéfice de source étrangère, de sorte qu'elles paient en somme double impôt. Quant aux sociétés d'assurances étrangères, le droit d'interprétation que l'article 23 de la loi du 30 juillet 1881 a laissé à la discrétion des directeurs provinciaux des contributions, comme juges, en première instance, en leur propre cause, quant à l'appréciation des éléments constitutifs des bénéfices, base du droit de patente, constitue un système arbitraire¹.

Il n'y a donc pas uniformité. Ainsi, d'après un arrêté du Conseil provincial du Brabant, du 9 novembre 1894, approuvé par arrêté royal du 22 décembre, les assureurs belges et étrangers opérant dans le Brabant, doivent acquitter une taxe de 1 % sur les bénéfices nets réalisés par eux, et aussi la taxe de un quart du principal du droit de patente perçu par l'État.

De même qu'en Belgique, la liberté existe en Hollande pour les sociétés étrangères d'assurances sur la vie. Le législateur hollandais ne s'est nullement occupé des sociétés étrangères, quelles qu'elles soient. Ces sociétés ne sont donc astreintes, en Hollande, à aucune loi spéciale. Quant aux sociétés nationales, les mêmes for-

1. ADAN, *Assurances contre les accidents et sur la vie, Assurances sur la vie*, Bruxelles, 1889, p. 36.

malités sont demandées, pour établir une société d'assurances sur la vie, que pour toute autre société anonyme, et, pour le surplus, il existe une liberté de profession absolue. Comme on l'a très bien remarqué¹, il y a là une regrettable lacune de la loi ; il est inadmissible, en effet, que des sociétés étrangères qui ont un siège secondaire ou une succursale dans les Pays-Bas, ne soient pas assujéties à toutes les garanties, comme, par exemple, la publication des statuts, que le Code de commerce impose aux sociétés nationales pour la protection de l'intérêt public. Principalement en ce qui concerne les sociétés d'assurances sur la vie, des mesures spéciales devraient être prises pour assurer l'exécution des contrats conclus avec des nationaux. Au contraire, on ne demande même pas les preuves que ces institutions étrangères ont dans leurs pays d'origine réellement une existence légale²!

Cependant, l'opinion publique en Hollande s'est émue de cet état de choses, et, dernièrement un projet de loi, élaboré en 1897 pour les assurances sur la vie, en plus de prescriptions

1. MOLENGRAAFF, *De la condition des sociétés étrangères dans les Pays-Bas*. (*Journ. du Droit international privé*, 1888, p. 619 et suiv.)

2. Van SCHEVICHAVEN, *L'assurance-vie en Hollande*, traduction française de VALETON. (*Moniteur des Assurances*, n° du 15 juin 1899, p. 307 et suivantes.)

rigoureuses envers les sociétés étrangères et indigènes, propose d'imposer aux premières l'emploi des réserves en immeubles ou valeurs hollandaises à déposer à la Banque hollandaise, en les affectant, par privilège, à la garantie des engagements du chef des risques en cours en Hollande ¹.

En ce qui concerne les lois de compétence, la législation hollandaise, comme la plupart des législations, autorise les sociétés étrangères à ester en justice, à la condition de se soumettre à la compétence, à la juridiction des tribunaux du pays.

Enfin, relativement aux lois fiscales, le législateur hollandais, à l'exemple de la législation anglaise et afin de favoriser l'industrie des assurances sur la vie, a évité les impôts spéciaux. Il a également décidé (loi du 27 septembre 1893) que la police n'est considérée comme faisant partie du capital imposable que lorsqu'elle est parvenue à maturité, et, d'autre part (loi du 2 octobre 1893), que les profits répartis par les sociétés entre les assurés ne sont pas imposables, et ainsi, que les personnes qui ont à payer des primes d'assurances-vie ont le droit de déduire de leur revenu imposable le montant de

1. LEFORT, *De la nécessité d'une loi pour le contrat d'assurance sur la vie* ; *Revue générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence*, t. XXIII, 1899, p. 398, en note.

cette prime jusqu'à concurrence de 100 florins ¹.

Ainsi, la Belgique et la Hollande sont donc, relativement aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, des pays de liberté absolue en ce qui concerne l'autorisation et la surveillance, que, dans d'autres nations, le législateur a expressément réservées à l'État.

§ 2

ANGLETERRE

En Angleterre, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont traitées de la même manière que les sociétés nationales. Or, pendant longtemps, ces sociétés furent soumises à l'autorisation administrative ; mais le *Companies Act* du 7 août 1862, abrogeant toutes les dispositions antérieures, supprima l'intervention gouvernementale pour les sociétés par actions. Mais ce régime de liberté laissait tant de prise aux abus, qu'une loi du 9 août 1870, complétée par plusieurs lois antérieures, soumit les sociétés d'assurances sur la vie à des règles spéciales.

Des conventions sont intervenues entre la

1. V. WOLTERBEEK, *Exposé de la législation gouvernementale du royaume des Pays-Bas*. (Premier congrès international d'actuaire tenu à Bruxelles.)

Grande-Bretagne et plusieurs autres nations, afin de régler la condition des sociétés anglaises dans chacun des États contractants et, réciproquement, la condition des sociétés de cet État en Angleterre. Un traité de ce genre a été conclu entre l'Angleterre et la France le 30 avril 1862, comme nous l'avons déjà expliqué. Un arrangement semblable a été signé à Londres par la Grande-Bretagne et la Belgique le 6 décembre 1862. D'autres sont intervenus entre le gouvernement anglais et le gouvernement allemand le 27 mars 1874, entre le gouvernement anglais et le gouvernement italien.

Mais ces différents traités ne s'occupaient que des sociétés en général, laissant de côté les compagnies d'assurances sur la vie. Toutefois, ces dernières ont été astreintes en Angleterre à des dispositions spéciales. C'est ainsi que les sociétés étrangères qui veulent pratiquer en Angleterre des opérations d'assurances sur la vie sont obligées de déposer, à titre de cautionnement, une somme de 20.000 livres sterling (500.000 fr.) entre les mains du comptable général de la Cour de chancellerie, jusqu'à ce que les fonds d'assurances provenant des primes accumulées aient atteint 40.000 livres sterling (1 million de francs).

Ces sociétés doivent, de plus, rédiger soit un compte distinct pour les assurances sur la vie et les rentes viagères, soit des comptes dressés

d'après les modèles déterminés et destinés à être envoyés au ministère du commerce. D'autres dispositions prescrivent également la vérification de la situation financière une fois tous les cinq ans par un « *actuary* » ; elles proclament l'obligation pour le ministère du commerce de soumettre chaque année au Parlement les comptes rendus et extraits des rapports déposés ; enfin, elles règlent la liquidation de la société, en cas d'insolvabilité, par ordre de la Cour des faillites.

Et, en effet, si les sociétés étrangères d'assurances sur la vie régulièrement constituées dans leur pays, sont autorisées à contracter et à ester en justice en Angleterre, conformément aux statuts constitutifs et actes de ces sociétés,¹ elles doivent cependant obéir aux lois anglaises, notamment en ce qui concerne la procédure. Or, ces règles de procédure sont analogues à celles que l'on observe à l'égard des corporations anglaises. Si la société étrangère est demanderesse, le *writ* (assignation) est délivré au nom de la raison sociale de l'association, comme s'il s'agissait d'une personne morale anglaise. Quand la société étrangère est défenderesse, le *writ* est notifié à son directeur, c'est-à-dire au chef de la succursale anglaise, s'il en

1. V. FOOTE, *De la condition légale des sociétés étrangères en Angleterre*. (*Journ. du Droit international privé*, 1882, p. 465 et suiv.)

existe une, et, par application de cette idée, il a été jugé qu'une association étrangère faisant le commerce en Angleterre, peut valablement être assignée en la personne du gérant de son comptoir ; on considère, dans ce cas, le directeur résidant sur le sol britannique comme le « *head officer* », le représentant légal de la société étrangère. Mais, une fois le procès engagé, la société étrangère se trouve dans la même situation qu'une société anglaise ; la procédure est exactement la même que si le procès existait entre deux personnes, de nationalité anglaise. Comme toute corporation, la société étrangère doit, sur l'ordre du tribunal, désigner un individu qui répondra pour elle aux interrogatoires « *discovery* », et satisfera en son nom aux informations sous serment ¹.

Enfin, si la société est condamnée, elle est soumise aux mêmes mesures d'exécution que les sociétés anglaises ; ses biens peuvent être l'objet d'une mise sous séquestre, ordre qui permet à des commissaires spéciaux de prendre possession de tous les biens, réels ou personnels (*real or personal property*), de l'individu contre lequel le *writ* a été délivré.

En ce qui concerne la compétence, la justice anglaise connaît de toutes actions personnelles

1. *Judicature Act*, 1875, ord. xxxi, r. 4.

concernant des étrangers domiciliés en Angleterre, ainsi que des actions personnelles relatives à un contrat, ou si l'action est basée sur l'inexécution commise en Angleterre d'un contrat fait dans n'importe quel pays, mais devant, d'après sa teneur, être exécuté en Angleterre, ou bien si l'étranger est défendeur en même temps qu'un tiers domicilié en Angleterre ¹.

Enfin, la fiscalité des lois anglaises frappe les sociétés étrangères d'une manière aussi rigoureuse que les sociétés anglaises ; mais ce principe n'est applicable qu'aux sociétés autres que les sociétés d'assurances sur la vie. En effet, d'après le droit anglais, une corporation ou une société résidant dans le Royaume-Uni doit payer l'*Income tax* au gouvernement anglais sur tous ses produits annuels, en quelque lieu qu'ils soient réalisés. Si les sociétés étrangères n'ont pas de résidence en Angleterre, mais y exercent un commerce ou y font des affaires, l'*Income tax* doit être payée sur l'importance de ces affaires ².

Au contraire, en ce qui concerne les sociétés étrangères d'assurances sur la vie, le législateur anglais ne les assujétit à aucun impôt

1. PAVITT, *De la compétence des cours anglaises, particulièrement à l'égard des étrangers.* (*Journal du droit international privé*, 1886, p. 513.)

2. V. l'article déjà cité de M. ALDERSON FOOTE. (*Journ. du Droit international privé*, 1882, p. 481 et suiv.)

spécial ; cela, d'ailleurs, est également vrai des sociétés indigènes. En Angleterre, comme le note M. Harding ¹, l'avantage de l'assurance sur la vie pour la nation est si bien admis, et paraît si bien digne d'encouragement qu'on exempte, même des taxes ordinaires établies sur le revenu, les primes payées par une personne pour ses propres assurances sur la vie. Ainsi, l'impôt du timbre qui, en France, frappe nos polices d'assurances n'existe pas en Angleterre. Au point de vue des droits d'enregistrement, la législation anglaise n'en a établi qu'un seul : le *Stamp and insurance duty* ; c'est un droit proportionnel exigible seulement lorsque la police est produite en justice ; le taux, fixé sur le montant de la somme à payer par l'assureur, est modique : 6 pence par 50 livres. Toute police sur laquelle ce timbre n'a pas été apposé, soit antérieurement, soit postérieurement à la confection de l'acte, ne peut être reçue en justice. Seulement, au fond, le contrat est parfaitement valable, comme en France, parce qu'il est toujours temps d'apposer le timbre, moyennant le paiement d'une amende en addition du droit lui-même ².

1. *Rapport sur la législation gouvernementale à l'égard du fonctionnement des Compagnies d'assurances sur la vie.* (Premier Congrès international d'actuaire tenu à Bruxelles en 1895.)

2. DE MONTLUC, *Des assurances sur la vie*, p. 297.

§ 3

ALLEMAGNE

Il est admis, comme principe de droit commun aux différents États de l'empire d'Allemagne, que la capacité des personnes juridiques étrangères doit être appréciée d'après les lois de l'État dans lequel elles ont leur siège. La loi du 11 juin 1870, modificative des dispositions du Code de commerce sur les sociétés par actions a adopté le même principe. Tandis qu'elle a abrogé les lois qui, dans certains États, exigeaient une autorisation gouvernementale pour la fondation de ces sociétés, ou instituaient une surveillance de l'État sur ces sociétés, elle a maintenu (article 3) les lois des différents États, en vertu desquelles l'objet de l'entreprise de ces sociétés nationales ou étrangères devait être approuvé par le Gouvernement ou soumis à sa surveillance.

Les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes sont aujourd'hui réglementées en Allemagne par la loi du 18 juillet 1884 ; mais cette loi n'a pas modifié la condition juridique des sociétés étrangères, dont il n'est pas question. L'article 13 de la loi,

sur l'exercice des professions, continue de réprimer toute entreprise illégale des sociétés étrangères. Les différents États de l'empire sont donc en situation d'édicter les garanties qui leur paraissent nécessaires pour protéger leurs nationaux contre l'exercice de certaines industries ou de certains commerces par des sociétés étrangères, ou même pour interdire sur leur territoire l'établissement de ces sociétés. Dans quelques États, l'admission de personnes juridiques étrangères doit, dans chaque cas particulier, être autorisée par le Gouvernement, sauf le cas de convention diplomatique¹. Voici les dispositions les plus intéressantes.

En Prusse, les personnes morales étrangères, à moins de convention diplomatique contraire, ne peuvent exercer une industrie ou un commerce qu'avec une autorisation ministérielle. (Loi du 22 juin 1861, article 18.) Les sociétés étrangères d'assurances qui veulent établir des agents en Prusse, sont obligées, sauf convention diplomatique contraire, d'obtenir une autorisation ministérielle, révocable. (Loi du 17 mai 1853.) Enfin, les corporations et autres personnes morales ne peuvent acquérir d'immeubles en Prusse qu'avec l'autorisation du roi. (Loi du 4 mai 1846.)

1. V. HOUFIN, *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales*, t. II, p. 117 et suiv.

En Bavière, la loi du 30 janvier 1868 (art. 2, 3^e) astreint les sociétés anonymes ou en commandite par actions, ou autres sociétés industrielles, à l'obligation d'obtenir l'autorisation du gouvernement.

En Wurtemberg, les sociétés anonymes, les commandites par actions et les autres personnes juridiques ressortissant à un État étranger, doivent obtenir l'autorisation gouvernementale, lorsqu'elles veulent faire des opérations de banque ou de crédit, d'assurances, contre l'incendie ou sur la vie. (Loi du 13 août 1865, article 38.)

Dans le grand duché de Bade, les personnes juridiques étrangères sont, relativement à l'exercice de leur industrie, assimilées aux nationaux, sauf le droit pour le gouvernement d'apporter des exceptions à cette règle pour les personnes juridiques appartenant à des États dont la législation repose sur des principes différents de ceux de la loi allemande sur l'industrie. (Loi du 21 décembre 1871, article 2.)

En ce qui concerne l'obligation du cautionnement, elle existe notamment en Prusse, où une ordonnance du ministre de l'intérieur, édictée en 1891, a prescrit aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie admises à opérer en Prusse, de placer en fonds allemands la moitié de la réserve des primes afférentes aux assurés de ce pays. Ces titres doivent être remis à l'ad-

ministration de la dette payée, pour être convertis en créances nominatives, avec cette mention que les sociétés n'en peuvent disposer qu'avec l'autorisation du ministre de l'intérieur.

En Allemagne, les règles de compétence sont les mêmes à l'égard des étrangers qu'à l'égard des nationaux ; c'est le lieu où est établi le statut général de juridiction du défendeur, en d'autres termes, le lieu de son domicile qui détermine le tribunal compétent pour connaître d'une action étrangère. Ainsi, un Français dont le principal établissement est demeuré fixé en France, ne saurait, s'il est défendeur à une action personnelle, être cité devant un tribunal d'Allemagne par un sujet allemand, même s'il avait résidé en Allemagne.

Relativement aux lois fiscales, il n'existe pas en Allemagne de taxe annuelle spéciale, mais dans les États qui prélèvent une taxe sur les revenus ou un droit de patente, les sociétés doivent l'acquitter, et beaucoup de législations spéciales frappent les polices d'assurances d'un droit de timbre.

Parmi les États de l'Empire d'Allemagne, il en est un où le régime des sociétés étrangères est tout différent, selon que ces sociétés sont de nationalité française ou bien qu'elles appartiennent à d'autres pays que la France : c'est l'Alsace-Lorraine. En ce qui concerne les sociétés

étrangères autres que les sociétés françaises, le Code de commerce allemand, qui régissait les sociétés commerciales, est applicable en Alsace-Lorraine depuis la loi d'introduction de ce Code, du 19 juin 1872. Cette loi a même maintenu, en tant qu'il n'est pas contraire au Code de commerce nouveau, le titre v de la loi française du 24 juillet 1867, relatif aux tontines et aux sociétés d'assurances, avec une modification relative au placement, qui ne peut plus avoir lieu en valeurs françaises ¹.

Quant aux sociétés françaises spécialement, nous avons déjà expliqué à quelles controverses a donné lieu leur condition juridique en Alsace-Lorraine (*supra*, p. 158 et suiv.); nous allons résumer en quelques mots en quoi consiste actuellement cette condition. Les sociétés françaises d'assurances sur la vie n'ont pas le droit d'exercer leur industrie en Alsace-Lorraine, et elles ne pourraient l'exercer que si elles y étaient expressément autorisées, soit par une ordonnance du souverain, soit par des conventions internationales. Cela résulte d'un arrêté du 11 mars 1881, pris par le sous-secrétaire d'État à l'intérieur, qui défendit à toute société d'assurances étrangère de faire des opérations en Alsace-Lorraine, sauf en cas de traité international. En conséquence, toutes les sociétés

1. BECKER, *Revue des sociétés*, 1883, p. 414.

françaises d'assurances se trouvaient exclues d'Alsace-Lorraine, tandis que les sociétés d'Autriche, de Belgique, d'Italie, d'Angleterre ou de Suisse, étaient admises à y opérer en vertu de traités internationaux passés entre l'Allemagne et ces divers pays. L'émoi soulevé par l'arrêté du 11 mars 1881 fut tel, que l'autorité dut déclarer que ces prescriptions ne s'appliquaient pas aux contrats conclus antérieurement. Pendant un certain temps la jurisprudence se partagea : des tribunaux proclamèrent le droit pour les sociétés de recouvrer judiciairement des primes en souffrance ; d'autres, au contraire, nièrent toute possibilité d'action.

Ainsi, la Cour de Colmar décida le 12 décembre 1881 que les sociétés ayant une existence légale en France avant l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne et ayant leur siège en France, ne pouvaient prétendre avoir un droit acquis à opérer et ester en justice en Alsace-Lorraine, sans l'autorisation du chef de l'État¹. Cette solution fut amendée par la Cour suprême de Leipzig, qui, dans un arrêt du 14 avril 1882, admit les sociétés dont il s'agit à ester en justice, tant à raison des contrats passés avant 1871 qu'en vertu de ceux qu'elles avaient conclu depuis, par suite de la tolérance dont elles

1. D. P. 1883, 2, 40 ; S. 1884, 4, 17. "

avaient fait l'objet. Enfin, jugeant comme Cour de renvoi, le 3 juillet 1882¹, la Cour de Colmar adopta la théorie de la Cour suprême quant au droit pour les sociétés françaises d'ester en justice devant les tribunaux alsaciens ; mais elle admit que les assurés pouvaient réclamer la résiliation pour inexécution des conditions, les garanties qu'offrait la société ayant disparu par suite de la condition faite aux sociétés en Alsace-Lorraine par l'arrêté du 11 mars 1881.

Sans doute, en droit, la controverse est toujours possible ; mais elle ne servirait à rien en présence des intentions bien arrêtées du Gouvernement allemand de se refuser à tout débat. D'autre part, les prohibitions qui résultent de la jurisprudence allemande ne sont point absolues, et les opérations prohibées pourraient être reprises en vertu d'une autorisation ; mais il est incontestable que le Gouvernement ne se décidera pas à la donner. Aussi peut-on dire, en l'absence d'une ordonnance du Gouverneur, qui ne pourrait être suppléée par un décret émanant de notre propre Gouvernement, une ordonnance générale rendue en faveur de la France pouvant seule tenir lieu de cette autorisation, d'après l'article 2 de la loi du 30 mai 1857, que les sociétés d'assurances françaises ne doivent

1. V. *Journal de Droit international privé*, 1882, p. 261.

pas compter sur les opérations à faire en Alsace-Lorraine. Leur unique rôle consiste actuellement à exécuter les contrats antérieurement conclus, à percevoir les primes et à payer les sommes assurées en cas de décès. C'est la suite du régime arbitraire imposé à l'Alsace-Lorraine ¹.

§ 4

SUISSE

L'industrie des assurances en Suisse n'est pas libre. Nul ne peut s'y livrer sans autorisation préalable du Conseil fédéral. Cette dernière est exigée, non seulement des sociétés qui s'y livrent à la négociation d'assurances sur la vie, mais même à tout individu s'adonnant pour son propre compte à ce genre d'opérations.

La loi fédérale du 25 juin 1885 soumet à la surveillance exercée par le Conseil fédéral toutes les entreprises privées en matière d'assurances qui veulent opérer en Suisse. Les sociétés étrangères, après avoir donné les preuves de leur capacité légale dans leur pays, sont tenues d'élire un domicile principal en Suisse et un

1. LEFORT, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. 1^{er}, p. 267 et 268.

mandataire général dont elles doivent produire la procuration. Toutes les sociétés sont tenues, en outre, d'avoir un domicile juridique dans tous les cantons où elles opèrent ; elles doivent fournir un cautionnement.

Le Conseil fédéral, sur le vu des documents produits et, le cas échéant, d'après les autres renseignements de fait recueillis par lui, prononce sur les demandes d'autorisation qui lui sont faites.

En ce qui concerne la surveillance, le Gouvernement exerce un contrôle tant sur la partie technique ou professionnelle que sur la partie financière. Les sociétés d'assurances sur la vie, en effet, sont obligées de fournir, dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, leurs comptes rendus dans la forme prescrite par la loi et des tableaux contenant toutes les indications demandées par le Bureau fédéral des assurances, dont les rapports annuels donnent tous les éléments du fonctionnement technique des sociétés, ainsi que de précieuses observations sur la valeur morale des procédés commerciaux employés par les diverses entreprises privées en matière d'assurances opérant en Suisse. Le régime adopté par le Conseil fédéral à l'égard des sociétés étrangères, en ce qui concerne la surveillance, est sévère ; mais, ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte par les rapports du Bu-

reau fédéral des assurances, il a donné déjà d'excellents résultats ¹.

Le caractère de sévérité de cette surveillance est formellement établi par les articles 9 et 10 de la loi fédérale, que nous citons textuellement :

Art. 9. — Le Conseil fédéral prend en tout temps les décisions qui lui paraissent nécessaires dans l'intérêt général et dans celui des assurés.

Dès que la situation d'une entreprise n'offre plus aux assurés la garantie nécessaire, et que, dans le délai fixé, l'entreprise n'apporte pas à sa gestion les modifications réclamées par le Conseil fédéral, ce dernier lui interdira de faire de nouvelles opérations.

En cas de retrait de l'autorisation fédérale ou de renonciation par l'entreprise, le cautionnement ne sera restitué que lorsque l'entreprise prouvera qu'elle a liquidé tous ses engagements en Suisse, et après une publication faite à trois reprises dans le délai de six mois, aux frais de l'entreprise, et dans les feuilles que le Conseil fédéral désignera. Les intéressés devront annoncer leur opposition au Conseil fédéral dans les délais fixés par la publication, et le cautionnement ne sera rendu qu'en l'absence

1. V. SIDRAC, *Le régime du contrôle et de la surveillance en Suisse* (*Moniteur des Assurances*, n° du 15 mai 1893, p. 209.)

d'oppositions, ou lorsque celles-ci auront été liquidées, soit à l'amiable, soit par la sentence du juge.

Art. 10. — Le Conseil fédéral a le droit de prononcer des amendes de 1.000 francs au maximum contre les entreprises ou leurs représentants qui contreviendraient aux décisions et ordonnances.

Enfin, le Bureau fédéral a le droit d'employer les moyens qui lui paraissent de nature à défendre le public contre le danger des promesses exagérées de certaines entreprises. Ce droit est basé, d'ailleurs, sur un arrêté du Conseil fédéral, en date du 21 janvier 1896, ¹ en vertu duquel les imprimés dont les sociétés d'assurances sur la vie font usage en Suisse, doivent être communiqués, dès leur publication, au Bureau fédéral des assurances, le Conseil fédéral lui-même se réservant de les examiner en regard de l'article 11, chiffre 2, de la loi de surveillance.

En principe, pour les contestations qui peuvent s'élever à propos des contrats conclus par des sociétés étrangères, c'est le tribunal du domicile du défendeur qui est compétent. Le traité du 15 avril 1890 a réglementé la compé-

1. V. le texte de cet arrêté, *Moniteur des Assurances*, n° du 15 mai 1893, p. 214.

tence des tribunaux suisses à l'égard des Français. Pour les contestations entre Français et Suisses ou entre Suisses et Français, c'est le tribunal du domicile du défendeur qui est compétent¹. Toutefois, il a été jugé qu'un Français, s'il n'est pas simplement résidant, pourra poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur suisse². Quelle que soit la nature, civile ou commerciale, d'une action mobilière et personnelle dirigée par un Français contre un Suisse, elle doit être portée devant les tribunaux de Suisse, si, au moment où le procès est engagé, le défendeur ne réside pas en France³.

Il faut ajouter que les sociétés françaises d'assurances sur la vie n'obtiennent du Conseil d'État l'autorisation d'exercer dans le canton de Genève que moyennant l'engagement formel et obligatoire de soumettre les contestations aux tribunaux du canton⁴, sans pouvoir opposer les dispositions du traité franco-suisse du 15 juin 1869⁵.

1. Cassation, 11 juin 1879. (S. 80, 1, 33; D. P. 80, 1, 21.) — Trib. Seine, 9 août 1834. (*Journ. du Droit international privé*, 1884, p. 498.)

2. Trib. de commerce de Genève, 8 avril 1886. (*Journ. du Droit international privé*, 1887, p. 682.)

3. Paris, 28 mai 1884 (*Journ. du Droit international privé*, 1884, p. 614.)

4. Trib. civ. Genève, 29 mars, 14 décembre 1888. (*Semaine judiciaire*, 11 février 1889, p. 73.)

5. Trib. de commerce de Genève, 11 mars 1886. (*Semaine judiciaire*, 1886, p. 199.) — Genève, 11 mars 1889. (*Semaine judiciaire*, 25 novembre 1889, p. 724.)

Enfin, en ce qui concerne les lois fiscales, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont astreintes à l'obligation de payer patente.

§ 5

ITALIE

Les sociétés commerciales, en Italie, sont régies par les articles 75 à 249 du Code de commerce de ce royaume, publié le 31 octobre 1882, et qui a reçu application à partir du 1^{er} janvier 1883. La condition des sociétés étrangères est réglée par les articles 230 à 232.

En vertu de l'article 230, les sociétés d'assurances établies à l'étranger qui veulent établir dans le royaume une succursale ou une agence, sont obligées d'observer les dispositions du code, en ce qui concerne le dépôt et l'enregistrement, la publication par voie d'affiches ou autrement de leur acte constitutif, de leurs statuts, des modifications dont ces statuts peuvent être l'objet, et du compte rendu de leurs opérations. Le dépôt prescrit par la loi doit avoir lieu au greffe du tribunal civil dans la juridiction duquel les sociétés étrangères entendent s'établir. Le tribunal, après vérification de l'accomplissement des conditions établies par la loi

étrangère pour la constitution légale de la société (ce qui est constaté suffisamment par un certificat officiel délivré par le consul de leur pays d'origine, résidant et accrédité en Italie), ordonne, par un jugement en chambre du conseil, la transcription de l'acte constitutif et des statuts sur le registre des sociétés, et l'affichage de ces mêmes documents dans la salle d'audience, dans la maison commune et dans les locaux de la Bourse la plus proche. (Articles 230 et 91.)

Un extrait de l'acte constitutif et des statuts doit être publié dans le journal des annonces judiciaires du lieu de l'établissement de la société, dans le délai d'un mois à partir de la date du jugement du tribunal civil. (Art. 230 et 94.) L'acte constitutif et les statuts doivent être insérés en entier, y compris les documents y annexés, dans le *Bulletin officiel* des sociétés par actions (art. 230 et 91), qui est publié par les soins du ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, au moins une fois par semaine. Les mêmes formalités doivent être observées relativement aux modifications à apporter à l'acte constitutif ou aux statuts. (Art. 230 et 96.)

Les sociétés étrangères d'assurances sont obligées également de faire connaître les noms des personnes qui dirigent ou administrent leurs agences ou qui, de toute autre manière, représentent la société dans l'État. (Art. 230 et 92.)

L'inaccomplissement des formalités prescrites aux sociétés étrangères produit, à leur égard, les mêmes conséquences qu'à l'égard des sociétés nationales (art. 231), et entraîne les sanctions édictées par les articles 98 et 99, desquels il semble résulter que les sociétés régulièrement constituées, mais qui n'ont pas rempli les formalités de dépôt et de publication prescrites, ne sont juridiquement ni nulles ni inexistantes, mais seulement imparfaites et irrégulières ¹.

De plus, l'article 145 impose aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie, ainsi qu'aux tontines, l'obligation de déposer en titres de la dette publique, à la Caisse des dépôts et consignations, dans la proportion de moitié, le montant des primes qu'elles auront encaissées et des intérêts produits par le placement du montant desdites primes. La forme de ce placement et les conditions du retrait des sommes ainsi déposées sont l'objet d'un décret royal.

Afin d'assurer l'exécution des dispositions légales, relatives aux garanties exigées des sociétés étrangères, un décret du 31 octobre 1882 a autorisé l'envoi, à la fin de chaque trimestre, de délégués spéciaux au siège de chaque société, pour inspecter ses livres et s'assurer que

1. V. l'article de M. DANIELI sur la *Condition des sociétés étrangères en Italie*. (*Journal du Droit international privé*, 1883, p. 17 et suiv., p. 330 et suiv.)

les dispositions de l'article 145 du Code, ainsi que les autres prescriptions légales sont réellement appliquées ; l'infraction est punie d'une amende pouvant atteindre 5,000 francs.

En Italie, d'après le Code de procédure civile (art. 105-107), les étrangers qui ne résident pas dans le pays peuvent être assignés devant la justice locale, quelle que soit la nationalité du demandeur : s'il s'agit d'obligations provenant de contrats ou de faits accomplis dans le Royaume ou qui doivent y recevoir exécution¹, sans que, dans le cas où il s'agit de sociétés françaises, l'article 14 du Code civil français soit susceptible d'être invoqué², et dans tous les autres cas dans lesquels il peut être procédé par réciprocité. C'est ce qui résulte de l'article 105.

L'article 106 dispose que : « Les étrangers peuvent encore être assignés devant les tribunaux du royaume pour obligations contractées en pays étranger, s'ils résident dans le royaume, bien que ne s'y trouvant pas actuellement ; s'ils s'y trouvent, bien que n'y résidant pas. »

Enfin, en vertu de l'article 107 : « Quand l'étranger n'a dans le royaume ni résidence, ni demeure, ni domicile élu, et qu'aucun lieu n'a

1. Milan, 5 février 1889. (*Moniteur des Tribunaux*, 1889, 222.)

2. CATANE, 22 mars 1879. (*Journal du Droit international privé*, 1881, p. 542.)

été déterminé pour l'exécution de l'obligation, l'action personnelle ou réelle mobilière est portée devant le juge du lieu où le demandeur a son domicile ou sa résidence. »

Ainsi, en ce qui concerne la compétence, les sociétés étrangères d'assurances sont traitées, en Italie, de la même manière que les sociétés nationales.

Il en est différemment à l'égard des lois fiscales. D'un côté, en effet, si les actes souscrits par toute société d'assurances en Italie, doivent être enregistrés et timbrés dans les deux mois, de l'autre, au contraire, tandis que les sociétés nationales acquittent une taxe supplémentaire de 3/10 %, les sociétés étrangères en paient une de 1,20 % sur le total du capital employé pour leurs affaires en Italie.

§ 6

ÉTATS-UNIS

Il n'y a pas de loi fédérale sur les sociétés dans les États-Unis d'Amérique. La matière est exclusivement de la compétence du pouvoir législatif et administratif des différents États. Chaque État peut promulguer des lois ayant pour objet de régler la condition des sociétés et des corpo-

rations étrangères. Aux États-Unis les sociétés d'assurances sur la vie soit locales, soit étrangères ne sont admises à fonctionner dans chacun des États qu'après avoir déposé dans les bureaux des « superintendents » des assurances leurs statuts, leurs comptes rendus, les indications nécessaires quant à la personnalité des directeurs, administrateurs et agents. De plus, la législation de chaque État impose un chiffre déterminé pour le capital effectif et exige le dépôt d'un cautionnement.

Le taux de ce cautionnement diffère suivant les États ; il varie de 25.000 dollars (125.000 fr.), Mississipi, à 100.000 dollars (500.000 fr.), Georgie, Indiana, Missouri, Nébraska, Ohio, et 200.000 dollars (1 million de francs), Alabama, Illinois, Kansas, Kentucky, Massachusetts, Michigan, Minesota, New-York, Tennessee, Wisconsin.

Les sociétés étrangères sont astreintes, dans chaque État, à la surveillance du surintendant. La législation de l'État de New-York spécialement est plus complète que les autres. L'organisation du contrôle, dans cet État, a pour base la loi du 15 avril 1859, qui a institué le département de l'assurance, mais qui, depuis, a été amendée par de nombreuses lois. A la tête du département de l'assurance est un surintendant nommé pour trois ans par le gouverneur de

l'État, sur la désignation préalable du Sénat. Ce surintendant est chargé de surveiller chaque société, qui est étudiée en détail dans son rapport annuel. Chaque société doit remettre au département de l'assurance, au commencement de l'année, le compte rendu de l'exercice passé. A l'aide des renseignements ainsi obtenus des compagnies d'assurances, le surintendant prépare le rapport imprimé qu'il remet tous les ans à la législature. Il a le devoir d'évaluer, tous les cinq ans au moins, et tous les ans s'il le juge utile, les polices et toutes les obligations à la charge de la compagnie d'assurances ¹.

Relativement à la compétence, les sociétés étrangères établies aux États-Unis doivent observer les prescriptions propres à chaque État. Ainsi, dans l'État du Massachusetts, un *Act* de 1878² a disposé que les sociétés étrangères établies dans cet État doivent nommer le commissaire d'assurance de l'État pour leur mandataire légal, à l'effet de les représenter dans leurs procès. Dans l'État de New-York, une loi du 23 mai 1884³ sur les sociétés d'assurances étrangères impose à toute compagnie dont le siège n'est pas établi dans l'État de New-

1. CHAUFTON, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. 1^{er}, p. 740.

2. *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 685.

3. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 776.

York, l'obligation de charger, avant toute opération, le préposé du département des assurances de recevoir la signification des actes judiciaires, en cas de poursuites contre la société.

Enfin, le régime fiscal également n'est pas le même dans tous les États. Quelques-uns frappent d'un impôt les sociétés indigènes et étrangères ; ailleurs, on ne prélève aucune taxe excepté par application de la loi de réciprocité. Dans tous les cas, la taxe, en général, varie entre $2\frac{1}{2}\%$ et 2% ; dans l'État de Massachusetts, il existe une taxe particulière et unique de $\frac{1}{4}\%$ sur la réserve de toutes les polices en vigueur dans l'État.

§ 7

AUTRES PAYS

Dans la plupart des autres pays, la condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie est la même que celle des sociétés nationales ; souvent, cependant, on exige plus de garanties des sociétés étrangères. D'abord, dans presque tous ces pays, une société d'assurances sur la vie ne peut s'établir qu'avec l'autorisation du gouvernement.

À cet égard, l'Autriche est un des pays où

les sociétés étrangères sont le plus sévèrement réglementées. En effet, même les sociétés étrangères ordinaires, autres que les sociétés d'assurances sur la vie, sont obligées d'obtenir l'autorisation gouvernementale pour s'établir en Autriche. En ce qui concerne spécialement les sociétés d'assurances sur la vie, leurs statuts sont soumis, ainsi que toutes les modifications à y apporter, à l'approbation du gouvernement, et des prescriptions spéciales sont édictées, notamment la prohibition de faire, en même temps que des assurances sur la vie, des assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité des bestiaux, contre les risques de transport.

Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie sont astreintes à une surveillance continue du gouvernement autrichien; ces sociétés, quand elles ont une succursale, doivent instituer en Autriche un ou plusieurs représentants agréés par le gouvernement; il faut qu'ils aient leur domicile dans le lieu du principal établissement, en Autriche. Ce sont eux qui agissent pour la société devant les tribunaux, dans les procès relatifs aux opérations faites sur le territoire autrichien ¹. Les sociétés qui nous occupent sont encore astreintes à l'obligation de donner un cautionnement, et de constituer des

1. V. *Annuaire de la législation étrangère*, 1874, p. 197 et suiv.

réserves annuelles, calculées selon le mode déterminé par le gouvernement ¹.

Au point de vue des lois de procédure, les tribunaux autrichiens ne sont pas, d'une manière générale, compétents pour connaître des actions personnelles dirigées par un sujet autrichien contre un étranger dont le domicile est hors de l'Autriche : l'étranger doit être assigné en matière personnelle devant le tribunal du lieu de son domicile. Pourtant, les juridictions de l'Empire pourraient être saisies valablement d'une action contre un étranger qui ne serait pas domicilié dans l'État, si cet étranger pouvait être considéré comme ayant accepté la juridiction territoriale, par exemple en contractant en Autriche, ou bien s'il possède des immeubles en Autriche, enfin en cas d'urgence ².

Enfin, en ce qui concerne les lois fiscales, la législation autrichienne a établi sur toutes les sociétés une taxe de production, et tous les documents, même les comptes d'agents échangés avec le siège social, sont passibles d'un droit de timbre.

Une législation à peu près semblable régit les sociétés étrangères en Hongrie, où les compagnies d'assurances doivent, pour s'y établir,

1. V. un arrêté ministériel de 1896, pour les clauses relatives aux réserves de primes. (*Journal des assurances*, n° du 1^{er} avril 1896, p. 447.)

2. WEISS, *Traité élément. de droit int. priv.*, Paris, 1885, p. 937.

obtenir une autorisation judiciaire, consistant dans l'enregistrement de la raison sociale. (Art. 210 du Code de commerce.) L'enregistrement, une fois autorisé par le tribunal, doit être publié. Cette publication comprend d'abord les mentions exigées par l'article 158 du Code de commerce pour les sociétés hongroises. L'article 212 exige, de plus, pour les sociétés étrangères, l'indication de ses représentants en Hongrie, et l'indication du capital déposé dans le pays ; c'est qu'en effet en Hongrie, comme dans beaucoup d'États, toute société étrangère d'assurances est obligée de verser un cautionnement.

Enfin, les sociétés étrangères sont obligées d'observer les dispositions du Code de commerce pour les affaires qu'elles font en Hongrie, et d'accepter la juridiction des tribunaux hongrois pour toutes les difficultés qui peuvent résulter des contrats passés par leurs représentants¹.

En Espagne, le législateur astreint les sociétés étrangères d'assurances aux mêmes dispositions que les sociétés nationales ; mais où il s'est montré particulièrement rigoureux, c'est au point de vue des droits fiscaux. Dans son âpreté, le législateur espagnol a frappé sans dis-

1. V. article de M. BEAUCHET, *Condition des sociétés étrangères en Hongrie*. (*Journ. du Droit international privé*, 1887, p. 171 et suiv.)

tion d'un impôt de 2 % les primes de tous les contrats même réalisés antérieurement à la nouvelle législation, méconnaissant ainsi le principe de la non-rétroactivité, ainsi que les droits acquis, et permettant de croire à la possibilité d'augmentation constante de la taxe ¹. Aussi n'est-il pas surprenant que vingt compagnies étrangères qui étaient établies en Espagne aient résolu de se retirer.

Enfin, en Russie, les sociétés étrangères ne peuvent s'y établir sans une autorisation de l'Empereur ²; après cette autorisation, les statuts sont publiés dans le *Bulletin des Lois* de l'empire. Les sociétés étrangères d'assurances sont de plus obligées de verser un cautionnement. Il faut noter également que l'autorisation impériale est toujours révocable, et qu'elle est ordinairement subordonnée à certaines conditions, comme l'affectation des biens que la société possède en Russie à l'acquittement des obligations contractées dans ce pays. Enfin, en ce qui concerne le droit d'ester en justice et la compétence des tribunaux de l'Empire, en matière commerciale et en matière civile, la législation russe n'établit aucune différence entre les nationaux et les étrangers.

1. V. notamment *Recueil périodique des assurances*, 1894, p. 557.

2. V. article de M. BARKOWSKI, *Condition des sociétés étrangères en Russie* (*Journ. du Droit international privé*, 1891, p. 712.)

CONCLUSION

De l'étude qui précède, nous pouvons déduire une double observation : il est facile de voir d'abord que, tandis que la plupart des États étrangers ont toujours eu soin de prendre des mesures destinées à sauvegarder chez eux les intérêts de leurs sociétés d'assurances sur la vie contre la concurrence étrangère, la France, au contraire, a toujours montré à l'égard des sociétés étrangères une indifférence dangereuse. Il importe donc, dans l'intérêt de l'industrie française des assurances sur la vie, que notre législateur prenne au plus tôt des mesures de protection en édictant une réglementation sévère des sociétés qui exercent cette industrie, mais à condition que le régime s'applique à toutes les sociétés résidant en France, aux sociétés étrangères et aux sociétés françaises.

Comme nous l'avons expliqué, les opérations d'assurances sur la vie sont déjà par elles-mêmes assez complexes et assez graves pour justifier les prescriptions de la loi concernant cette industrie ; mais, si, à ces considérations

viennent encore s'ajouter un défaut absolu de protection en faveur de nos sociétés nationales et une liberté extravagante laissée aux sociétés étrangères, alors ce ne sera plus seulement l'intérêt de nos sociétés qui sera en danger, ce sera principalement l'intérêt du public français.

Et, en effet, tandis que le législateur français astreint nos sociétés nationales à l'obligation d'obtenir, avant tout établissement en France, l'autorisation du Gouvernement, les sociétés étrangères, au contraire, sont admises à exercer librement leur industrie dans notre pays. Elles invoquent, il est vrai, en leur faveur la loi du 30 mai 1857, et, fortes de ce texte, elles proclament bien haut qu'elles sont en France placées juridiquement au même rang que toutes les compagnies françaises d'assurances sur la vie.

Mais il suffit de faire observer que, si la loi de 1857 a suffi pour admettre successivement en France les sociétés de presque tous les pays, l'autorisation qu'elle exige n'est nullement de la même nature que l'autorisation dont les sociétés françaises doivent se pourvoir en vertu de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867. Cette dernière est une autorisation spéciale, donnée après la vérification des statuts de la société et leur approbation par le Conseil d'État; l'autorisation de la loi de 1857, au contraire, est une autorisation générale, accordée en même temps à toutes les

sociétés d'un même pays. La condition des sociétés françaises et des sociétés étrangères, en ce qui concerne l'autorisation, n'est donc pas la même au point de vue juridique. Cette autorisation générale, accordée en bloc à toutes les sociétés d'un pays, équivaut en réalité à l'absence absolue d'autorisation.

D'un autre côté, nous avons dit que la surveillance à laquelle sont astreintes les sociétés françaises, est inapplicable aux sociétés étrangères en France. Aussi peut-on dire que ces sociétés bénéficient, dans notre pays, du régime de la liberté la plus absolue, et qu'elles ne sont astreintes ni à l'autorisation ni à la surveillance.

Il est facile, en conséquence, de voir à quels dangers est exposé le public français. Les capitaux français vont à l'étranger, représentant ainsi une somme considérable, et, placés en valeurs étrangères, ils constituent une perte égale pour l'État français. Il est dangereux également de laisser s'installer sans contrôle, dans un pays, des sociétés étrangères qui, par la nature même de leurs opérations, vont y pousser des racines profondes et enlacer d'un réseau serré d'agents toute la surface du pays. Mais, dans ces relations, en apparence réciproques, tout l'avantage est du côté de l'étranger. Son plan est d'accumuler, autour des établissements qu'il fonde, à la faveur d'une coupable tolé-

rance, tant et de si grands intérêts, qu'on soit dans l'impossibilité, après un certain temps, de supprimer ces établissements sans semer le sol de ruines.

Enfin, la réglementation des sociétés françaises porte, non seulement sur la proportion des réserves mathématiques, le mode de placement de ces réserves, les tarifs; mais encore sur la publicité et le mode de présentation des comptes. Les sociétés étrangères, au contraire, ne fournissent aucun compte de leurs opérations; elles échappent au contrôle de l'État, et elles en profitent pour donner à leur publicité, et pour certaines, à leurs opérations tontinières, un développement dangereux pour le public français, sans aucune des garanties exigées des sociétés nationales.

Il est donc vivement à souhaiter que des dispositions administratives ou légales interviennent pour mettre fin à une situation si préjudiciable aux intérêts français et pour régler, après une étude et une discussion approfondies, toutes les questions qui se rattachent aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.

Il ne serait pas impossible, quoi que l'on ait dit, d'apporter un remède au mal qui nous menace. Les autres pays ont bien su prendre les mesures nécessaires; pourquoi la France.

ne les imiterait-elle pas ? On a demandé, et avec raison, que les sociétés étrangères soient astreintes à l'obligation d'obtenir, comme nos sociétés nationales, une autorisation spéciale et de faire en France des publications de leurs statuts.

L'assimilation des étrangers aux nationaux, en ce qui concerne l'autorisation, serait une excellente mesure ; mais elle devrait s'étendre également à la surveillance. La publicité des comptes et des états de situation devrait être édictée pour les uns et pour les autres. A l'exemple des autres nations, il y aurait lieu, de plus, d'exiger des sociétés étrangères le versement d'un cautionnement et l'obligation de placer, en valeurs françaises de tout repos, soit la totalité, soit une partie de la réserve afférente aux contrats souscrits en France. Ces valeurs constitueraient la garantie des assurés français, et formeraient leur gage exclusif.

Pour les sociétés qui pratiquent l'accumulation des bénéfices, il serait indispensable qu'une disposition particulière précisât la forme des états détaillés à annexer aux comptes rendus, et que les sociétés fussent obligées de fournir des comptes détaillés de leurs polices d'accumulation.

Toutes ces mesures ont déjà fait l'objet de nombreux projets de loi que nous avons men-

tionnés, et dont le plus intéressant et le plus remarquable est certainement celui qui a été élaboré par l'Institut des Actuaires français. Enfin, il resterait à compléter ces dispositions par une loi fiscale qui donnerait à l'administration le moyen d'atteindre les titres étrangers circulant en France sans acquitter la taxe de transmission et l'impôt sur le revenu.

Il est du devoir des représentants de la nation de veiller à la protection des intérêts de la France; c'est à eux qu'il appartient de réformer les défauts de l'organisation actuelle. Pour réclamer ces mesures, nous nous appuyons uniquement sur le principe de l'égalité devant la loi, sur le salut de l'épargne française et sur l'obligation pour les sociétés étrangères de rentrer dans le droit commun : il est inadmissible que, dans un pays soucieux de ses intérêts, les étrangers soient mieux traités que les nationaux.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,

JULES CABOUAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	1
PLAN ANALYTIQUE.	5
INTRODUCTION. — OBJET DU TRAVAIL. — DIVISION. . . .	13
PREMIÈRE PARTIE. — Historique de la situation juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France	27
CHAPITRE I ^{er} . — CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE JUSQU'À LA LOI DU 30 MAI 1857.	29
§ 1 ^{er} . — Situation des sociétés étrangères en France avant la loi du 30 mai 1857.	29
§ 2. — Loi du 30 mai 1857.	40
§ 3. — Modifications des législations européennes après 1857, leur influence sur la situation juridique des sociétés étrangères en France.	54
CHAPITRE II. — PRINCIPALES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE ET NATURE DE CES SOCIÉTÉS.	71
§ 1 ^{er} . — Principales sociétés étrangères d'assurances sur la vie établies en France	71
§ 2. — Nature juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.	75
DEUXIÈME PARTIE. — Condition juridique actuelle des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France.	91
CHAPITRE I ^{er} . — AUTORISATION.	91
§ 1 ^{er} . — Situation des sociétés françaises d'assurances sur la vie quant à l'autorisation	91
1. — Motifs de cette autorisation.	94
2. — Caractères de l'autorisation	108
3. — Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation.	116
4. — Conséquences de l'autorisation et du refus d'autorisation.	121

	Pages.
§ 2. — Situation des sociétés étrangères d'assurances sur la vie quant à l'autorisation	127
1. — Motifs de cette autorisation	127
2. — Caractères de l'autorisation	135
3. — Actes d'où peut résulter l'autorisation pour les sociétés étrangères	152
4. — Conséquences de l'autorisation et du défaut d'autorisation pour les sociétés étrangères	161
CHAPITRE II. — SURVEILLANCE	176
§ 1 ^{er} . — Motifs et organisation de la surveillance des sociétés d'assurances sur la vie	176
1. — Motifs de cette surveillance	176
2. — Organisation de cette surveillance	184
§ 2. — Divers systèmes de surveillance et réformes possibles	198
1. — Divers systèmes de surveillance	198
3. — Points sur lesquels devrait porter la surveillance	203
CHAPITRE III. — CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE AU POINT DE VUE DE L'APPLICATION DES LOIS FRANÇAISES	245
§ 1 ^{er} . — Condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue des lois de police et de sûreté	245
§ 2. — Condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, au point de vue des lois relatives à la forme des actes	252
§ 3. — Condition juridique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie au point de vue des lois de procédure et d'exécution	257
1. — Règles relatives au droit d'ester en justice et à la caution « <i>judicatum solvi</i> »	257
2. — Règles relatives à la compétence	262
3. — Règles relatives à la procédure proprement dite et aux preuves	297
4. — Règles relatives aux mesures d'exécution	304
§ 4. — CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE AU POINT DE VUE DES LOIS D'IMPÔTS	317

	Pages.
1. — Droits de timbre.	320
2. — Droits d'enregistrement	320
3. — Droit de patente	340
4. — Autres impôts.	357
TROISIÈME PARTIE. — Notions générales de législation comparée.	361
CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES	
SUR LA VIE A L'ÉTRANGER.	361
§ 1 ^{er} . — Belgique et Hollande.	365
§ 2. — Angleterre.	373
§ 3. — Allemagne	379
§ 4. — Suisse.	386
§ 5. — Italie	391
§ 6. — États-Unis.	395
§ 7. — Autres pays.	398
CONCLUSION	403



